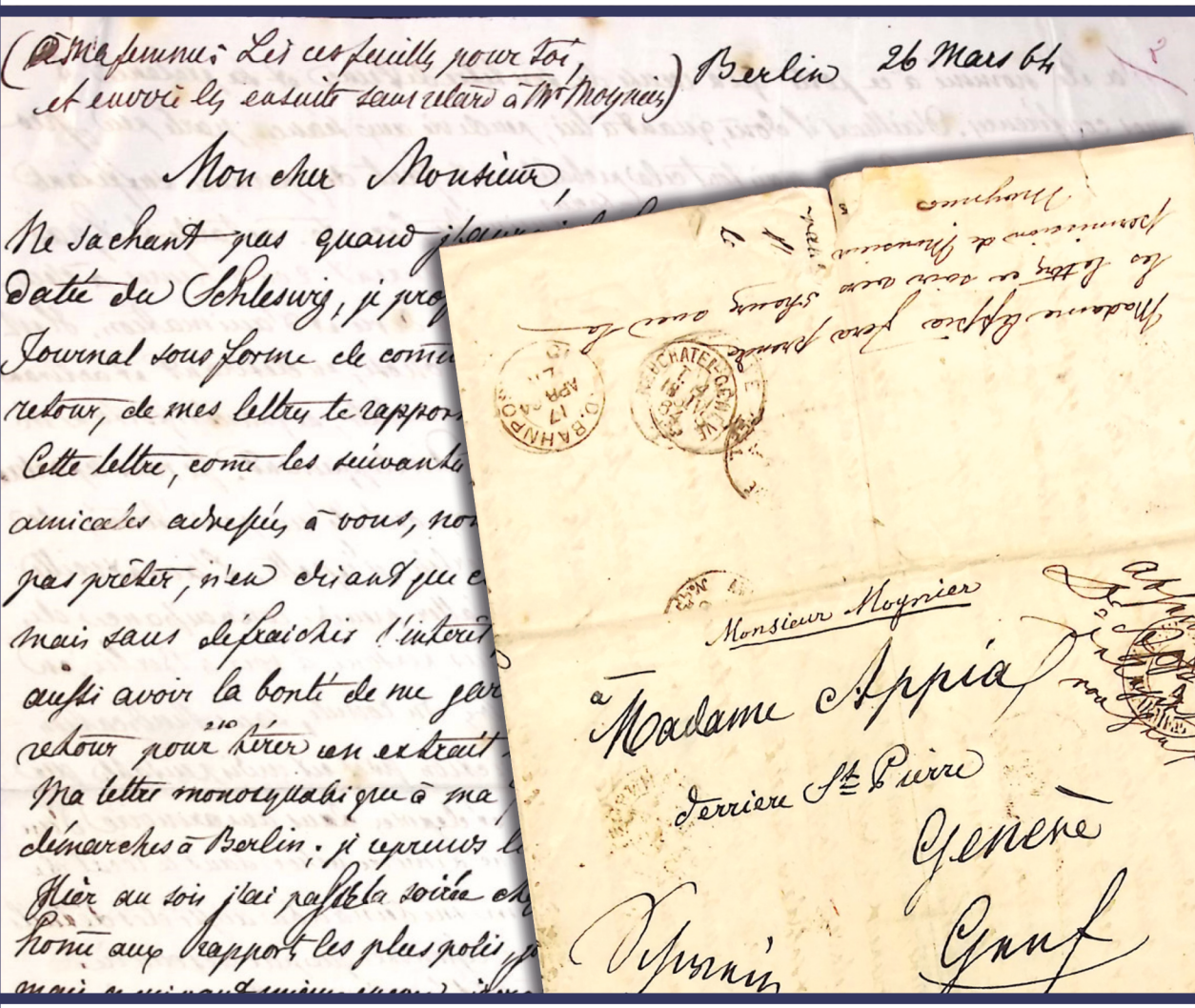
Louis APPIA

Journal de guerre - Kriegstagebuch
War diary - Krigsjournal - Diario di guerra

Berlin, 26 mars 1864



Un « Moment » oublié dans l'histoire de la Croix-Rouge

① 01.02.1864 : Les troupes prussiennes tentent sans succès de traverser le fleuve Eider.

② 02.02.1864 : Combats près de Missunde.

③ 05.02.1864 : Les troupes danoises évacuent la ligne fortifiée du Dannewerk.

④ 06.02.1864 : Traversée de la Schlei près de Arnis par les troupes prussiennes.

⑤ 06.02.1864 : Les troupes autrichiennes prennent la ville d'Oeversee.

⑥ 18.04.1864 : Prise des fortins danois de Düppel par les troupes prussiennes.

⑦ 26-28.04.1864 : L'armée danoise évacue Fredericia.

⑧ 29.06.1864 : Prise de l'île d'Als par les troupes prussiennes.

Louis APPIA

Journal de guerre
Kriegstagebuch
War diary
Krigsjournal
Diario di guerra

Ce volume est le septième de la collection
Documents pour servir à l'histoire
de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Traductions vers l'allemand
par Rainer Schlösser, Luckenwalde, Allemagne
Traductions vers l'anglais
par Nicolas Durand, Washington, Etats-Unis
Traductions vers le danois
par Nevart-Janik Kristensen, Genève
Traductions vers l'italien
par Maria Grazia Baccolo, Trento, Italie
Graphisme et mise en page
par Natacha Mottas, Genève

©Société Henry Dunant
Route du Grand-Lancy 92
CH-1212 Grand-Lancy
president@shd.ch
www.shd.ch
ISBN 978-2-88163-117-7

Louis APPIA

Journal de guerre
Kriegstagebuch
War diary
Krigsjournal
Diario di guerra

Lettre à son épouse Anna
à l'attention de Gustave Moynier
Berlin, samedi 26 mars 1864

Texte présenté et établi
par Françoise Dubosson et Roger Durand

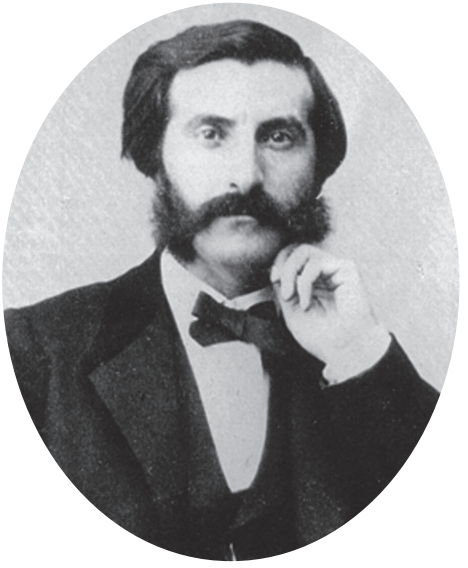
Henry Dunant
1828-1910

Louis Appia
1818-1898

Société Henry Dunant
Société Louis Appia
Genève et Dybbøl – Düppel
Deuxième édition revue et corrigée
2 septembre 2024

Anna Appia Lasserre
1834-1886

Louis Appia
1818-1898



Gustave Moynier
1826-1910

TABLE DES MATIÈRES

Un "Moment" nouveau dans la genèse
du Mouvement internationnal de la Croix-Rouge **7**

Lettre de Louis Appia
à son épouse Anna, à l'attention de Gustave Moynier
Berlin, samedi 26 mars 1864 ..... **51**

Louis Appias Brief an seine Frau Anna
bestimmt für Gustave Moynier
Berlin, Samstag 26. März 1864 ..... **63**

Letter of Louis Appia to his wife Anna
for the attention of Gustave Moynier
Berlin, Saturday March 26th, 1864 ..... **77**

Brev fra Louis Appia
til sin hustru Anna bestemt til Gustave Moynier
Berlin, lørdag den 26. marts 1864 ..... **89**

Lettera di Louis Appia indirizzata a sua moglie Anna
da trasmettere a Gustave Moynier
Berlino, sabato 26 marzo 1864 ..... **101**

Annexes

1. Présentation du document et critères d'établissement **113**
2. Chronologie (français, allemand et anglais) **115**
3. Notices biographiques (français, allemand et anglais) **119**
4. *Résolutions* et *Vœux* de la Conférence constitutive, 26-29 octobre 1863 ..... **143**
5. *Aufruf !* 17 février 1864 (allemand) **167**
6. *Journal de Genève*, 20 février et 18 mars 1864 (français et allemand) **177**
7. Recommandation de Samuel Lehmann pour Louis Appia, 14 mars 1864 ..... **187**
   Empfehlung du Conseil fédéral, 15 mars 1864 (allemand) **203**
8. Séance de la Section genevoise de la future Croix-Rouge suisse, 17 mars 1864 ..... **205**
9. Lettre de Louis Appia à Samuel Lehmann, 19 mars 1864 ..... **207**
10. Recommandation d'Henry Dunant pour Louis Appia, 21 mars 1864 ..... **113**
11. Certificat de remerciement de Gustave Moynier à Louis Appia, 6 juin 1864 ..... **211**
12. *Rapport* de Louis Appia présenté au Comité international, 15 juin 1864 ..... **213**
13. Bibliographie et sitographie **217**
14. Remerciements **219**

Transport des blessés par les Chevaliers de S.t Jean et les frères du Rauhen-Haus.

Un « Moment » nouveau dans la genèse du Mouvement international de la Croix-Rouge[1]

Lundi 22 août 1864, dans la salle de l'Alabama à l'Hôtel de ville de Genève, les représentants de 12 États signent la *Convention pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne*, appelée *Première Convention de Genève*. Ils ouvrent ainsi une nouvelle page dans l'histoire de l'humanité car, pour la première fois, des pays s'engagent à protéger une catégorie d'êtres humains (en l'occurrence, les militaires blessés) quelles que soient leur nationalité, leur religion, leur politique, la couleur de leur peau, leur appartenance ou non au monde « civilisé ». Soulignons encore deux caractéristiques innovantes de cet accord : il est signé pour une durée illimitée et de nouveaux États pourront adhérer n'importe quand. Comme cette *Convention* (certes sous des formes modifiées, notamment en 1949) est encore en vigueur et que 191 Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge s'y réfèrent aujourd'hui sur les cinq continents, nous pouvons hausser cet événement au rang d'une invention d'importance universelle[2] et considérer que la *Première Convention de Genève* ouvre une nouvelle ère dans l'histoire entière de l'humanité : l'ère humanitaire.

Étant donné son importance, il nous paraît utile de faire connaître un moment majeur de sa gestation qui est tout à fait inédit et riche en informations : une lettre de Louis Appia du 26 mars 1864. Pour situer ce document, il nous paraît judicieux de tenter de rappeler la genèse du Mouvement humanitaire, en identifiant les moments clés de celle-ci. Certes, il ne s'agit pas de collectionner tous les événements, les personnes ou les institutions qui ont fait preuve de charité depuis la nuit des temps. En effet, nous pouvons nous limiter aux éléments

1 Pour simplifier la compréhension de cette genèse, nous attribuons le nom de société ou de comité de la Croix-Rouge aux institutions appartenant au Mouvement humanitaire, même si elles portaient un autre nom, parfois pendant des dizaines d'années, au XIXe siècle.

2 Rappelons que 193 Etats sont signataires des *Conventions de Genève*, soit autant d'États membres de l'ONU.

qui sont directement liés à ce Mouvement tout à fait original par la double neutralisation des êtres humains à secourir et de ceux qui leur viennent en aide, ainsi que par l'absence de but « supérieur » comme d'amener celui ou celle qu'on secourt vers une croyance religieuse ou un engagement socio-politique. Comme nous le verrons, ces événements peuvent se limiter à une journée, un livre, une conférence, mais ils peuvent aussi appartenir à la cohérence d'une mission qui se déroule sur plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Puisque l'élément déclencheur du Mouvement humanitaire est généralement associé à la parution d'*Un souvenir de Solférino*, tentons d'en reconstituer la genèse, moment par moment.

Moment 1 : vendredi 13 mai 1859.

Le médecin Louis Appia, alors citoyen de la Ville libre de Francfort et réfugié politique à Genève depuis 1849, est rendu attentif par son frère Georges pasteur au Piémont, au sort des soldats engagés dans la Deuxième guerre d'indépendance de l'Italie qui a éclaté neuf jours plus tôt. Il lance un appel dans le *Journal de Genève* pour recueillir des dons. Bientôt, des vêtements, des tissus ou de la charpie affluent « derrière Saint-Pierre », au point que Louis Appia pourra en envoyer près de 2 tonnes au Piémont et en Lombardie.

Moment 2 : samedi 25 juin 1859.

Pour obtenir une audience de l'empereur Napoléon III qui dirige son armée contre les Autrichiens au nord de l'Italie, un homme d'affaires genevois arrive dans la petite localité de Castiglione delle Stiviere qui sert de base sanitaire à l'armée française, à proximité de Solférino où, la veille, s'est déroulée la sanglante bataille. Il s'agit bien sûr d'Henry Dunant dont nous savons qu'il fut stupéfait par le nombre et l'état des blessés entassés dans les églises, les couvents, les maisons privées, les rues ; la plupart étant abandonnés, sans soins. Pendant trois jours, il improvise des secours, puis il repart à la recherche de l'Empereur qu'il ne trouvera pas. Mais il est traumatisé par cette expérience dont il donnera un témoignage mémorable, trois ans plus tard.

Moment 3 : mercredi 29 juin 1859

La Société évangélique de Genève tient son assemblée générale annuelle. Ayant appris l'horreur de la bataille de Solférino, elle décide séance tenante d'envoyer une mission en Lombardie pour apporter des

secours aux blessés. Menés par un pasteur, quatre étudiants en théologie forment ainsi une première équipe de secours, mais ils sont mentionnés ici seulement pour mémoire, parce qu'ils ont aussi une mission d'évangélisation, ce qui les « disqualifie » à nos yeux par rapport au Mouvement humanitaire.

Moment 4 : du 3 au 13 juillet 1859

Auteur d'une étude fondée sur ses expériences lors des révolutions de 1848-1849 à Paris et à Francfort, intitulée : *Le chirurgien à l'ambulance ou études pratiques sur les plaies par armes à feu,* sortie de presse fin juin, Louis Appia part en urgence pour l'Italie du nord, avec sa trousse de chirurgien de guerre et un petit stock de son livre. Pendant une dizaine de jours, il visite les hôpitaux de Turin, Milan, Brescia et Desenzano pour apporter son aide comme médecin, alimenter ses statistiques sur les meilleures interventions chirurgicales, diffuser son livre et placer un appareil de son invention qui améliore le transport des blessés. Grâce à des croquis de Louis Appia, nous avons la preuve qu'il se rend même sur les lieux des combats, à Madonna della Scoperta et à Solférino.

Moment 5 : samedi 9 juillet 1859

Sous la rubrique des « Faits divers », le *Journal de Genève* publie les extraits d'une lettre anonyme qu'Henry Dunant a envoyée de Castiglione à la comtesse de Gasparin, son mentor dans la sphère humanitaire de la Société évangélique. L'état d'extrême abandon et de souffrances des soldats blessés y est décrit en des termes pathétiques comme introduction à un appel aux dons : des « chemises, du tabac, des cigares et des remèdes ». Ainsi, cette fameuse lettre qui était souvent considérée comme le premier cri du futur Mouvement humanitaire en faveur des militaires blessés est postérieure de huit semaines, par rapport à l'appel de Louis Appia du 13 mai 1859.

Moment 6 : lundi 1er août 1859

A peine rentré de Lombardie, Louis Appia publie la deuxième édition de son *Chirurgien à l'ambulance […] suivies de lettres à un collègue sur les blessés de Palestro, Magenta, Marignan et Solferino* où il actualise sa documentation. Par cette publication largement diffusée dans les cercles médicaux, il attire l'attention sur les dégâts humains commis lors des batailles modernes et sur la relative impuissance de la médecine, même lorsque la paix est revenue.

Moment 7 : 1861

L'Accademia Pontaniana de Naples donne son prix de médecine à Louis Appia pour ses *Aforismi sul trasporto de' feriti* dans un ouvrage qui paraîtra l'année suivante avec les *Aforismi sulla cura delle ferite per arme da fuoco* par Achille De Vita.

Moment 8 : novembre 1862

Peut-être même à la fin du mois d'octobre, Henry Dunant publie son fameux *Un souvenir de Solférino* qui, littéralement, lance le Mouvement humanitaire. Parmi ses admirateurs, le juriste Gustave Moynier qui, à la tête de la Société genevoise d'utilité publique (SGUP), cherche intensément un objectif porteur pour ses collègues et pour sa propre carrière dans l'humanitaire naissant.

Moment 9 : lundi 9 février 1863

Après deux échecs auprès de ses membres, le président Gustave Moynier parvient enfin à obtenir un mandat, même timide, pour donner suite aux idées d'Henry Dunant d'organiser des sociétés de secours pour les militaires blessés. Ainsi est formée une commission de trois membres dont nous pouvons supposer que le troisième s'appelle Louis Appia. En effet, le procès-verbal de cette séance nous apprend que celui-ci fut un des rares orateurs favorables au projet.

Moment 10 : mardi 17 février 1863

Le médecin Théodore Maunoir et le général Guillaume Henri Dufour ayant été raperchés, le premier par son confrère Appia et le second par Henry Dunant qui a ses entrées auprès du vénérable soldat, la première séance de cette commission démarre tambour battant, puisque les philanthropes se constituent en un Comité international (et non plus en une commission), permanent, autonome. Leur objectif dépasse largement l'horizon de la SGUP, dans la mesure où ils ambitionnent de créer des sociétés de secours pour les militaires blessés au niveau européen. En effet, leur terrain d'action se situe au niveau des Congrès internationaux de bienfaisance dont Gustave Moynier a l'expérience, par ses participations à ceux de Londres, Bruxelles et Paris. Le prochain congrès est agendé à l'été, à Berlin. Détail qui n'en est pas un : lors de cette première séance, Henry Dunant rappelle qu'il faut promouvoir « un principe international et sacré » qui « servirait à sauvegarder toute personne officielle ou non se consacrant aux victimes de la guerre. » Ses collègues restant de marbre, il agira à sa guise…

Moment 11 : mardi 1er septembre 1863

Tous azimuts et malgré sa modeste notoriété, le Comité international de Genève lance une invitation aux philanthropes et aux gouvernements européens à participer à une conférence, fin octobre. Objet principal : créer des sociétés de secours aux militaires blessés qui soient permanentes, compétentes, agréées par les autorités de leurs pays.

Moment 12 : 6 au 12 septembre 1863

Le raout des âmes charitables ayant été annulé à cause de divergences internes, Henry Dunant décide de se rendre malgré tout dans la capitale prussienne afin de plaider la cause de sociétés de secours, à l'occasion d'un Congrès international de statistique où il est introduit par le docteur Johann H. C. Basting (1817-1870), le propre traducteur vers le néerlandais d'*Un souvenir de Solférino* et un frère dans les cercles évangéliques. Etablissant des contacts fructueux avec des décideurs politiques, militaires ou médicaux, le secrétaire du Comité international s'assure de puissants soutiens pour la Conférence d'octobre. Mais il se rend compte que ses interlocuteurs expriment de vives réticences à voir des civils évoluer sur un champ de bataille ou au milieu d'armées en campagne.

Moment 13 : mardi 15 septembre 1863

Outrepassant son mandat, le fougueux Genevois envoie un second message aux destinataires de l'invitation lancée le 1er septembre. C'est la fameuse *Circulaire de Berlin* où Henry Dunant laisse clairement entendre que le Congrès de statistique, ainsi que des Autorités militaires et médicales, soutient non seulement le projet d'une conférence sur les sociétés de secours, mais aussi et surtout le projet (nouveau) de neutraliser le personnel sanitaire des armées.

Moment 14 : du 27 septembre au 20 octobre 1863

Encouragé par l'accueil de son nouveau programme, le Genevois le présente avec un succès inespéré aux têtes couronnées du monde germanique : Berlin pour la Prusse, Dresde pour la Saxe, Vienne pour l'Autriche, Munich pour la Bavière, Stuttgart pour le Wurtemberg, Darmstadt pour la Hesse, Karlsruhe pour Bade… Sauf à Genève où ses collègues le battent froid, en excluant toute allusion à la neutralisation des services sanitaires des armées.

Moment 15 : du 26 au 29 octobre 1863

La Conférence constitutive de la Croix-Rouge réunit les délégués de 14 nations, succès inespéré pour le Comité international. Les *Résolutions* et les *Vœux* adoptés par acclamations forment désormais le socle du Mouvement humanitaire. Voir annexe 4.

Moment 16 : mi-novembre 1863

En tant que secrétaire du Comité international, Henry Dunant signe le *Compte rendu de la Conférence internationale réunie à Genève, les 26, 27, 28 et 29 Octobre 1863 pour étudier les moyens de pourvoir à l'insuffisance du service sanitaire dans les armées en campagne*, qui est publié et diffusé en un temps record. Non seulement, il le signe seul. Mais aussi la neutralisation qu'il souhaitait ardemment est prise en compte. Surtout la Conférence déclare : « Que M. Henry Dunant, en provoquant par ses efforts persévérants, l'étude internationale des moyens à appliquer pour l'assistance efficace des blessés sur le champ de bataille et la Société genevoise d'utilité publique, en appuyant de son concours la généreuse pensée dont M. Dunant s'est fait l'organe, ont bien mérité de l'humanité et se sont acquis des titres éclatants à la reconnaissance universelle. »

Moment 17 : dimanche 15 novembre 1863

Le Comité international adresse une sorte de questionnaire aux gouvernements pour leur demander s'ils accepteraient les 4 conclusions de la Conférence constitutive, à savoir : accorder leur protection aux Sociétés de secours, adhérer à une convention internationale, accepter la neutralisation des services sanitaires, adopter un emblème commun, si possible une croix rouge sur un fond blanc.

Moment 18 : novembre

Création de la Société de la Croix-Rouge du Wurtemberg, bientôt suivie dès le début 1864 par l'Oldenbourg, la Belgique, la Prusse, Hambourg…

Moment 19 : de janvier à mi-mars 1864

Quel moment majeur pendant ces deux mois et demi ? Assurément, Henry Dunant se dépense en démarches et correspondances, il publie la troisième édition d'*Un souvenir de Solférino* dans un format plus accessible au grand public et promeut des traductions en allemand, néerlandais, italien, anglais. Louis Appia continue ses contacts pour faire connaître son « appareil à fracture » qui facilite le transport des blessés et permet de diminuer les amputations.

Moment 20 : dimanche 13 mars 1864

Lors de sa sixième séance (qui a lieu un dimanche car le temps presse), le Comité international nomme Gustave Moynier président et ajoute « honoraire » à la fonction du général Dufour. Henry Dunant semble mener la barque : il propose la création d'une « Section genevoise » et se voit mandaté pour l'organiser ; il préfère aller à Paris qu'au Schleswig, parce que Napoléon III lui a fait savoir que le Second Empire était disposé à soutenir les efforts de la Suisse quant à la convocation d'une conférence diplomatique ; il vient d'obtenir l'accord de Charles M. Van de Velde (1818-1898) pour que celui-ci parte en mission au Danemark. En effet, la guerre des Duchés fait rage et Louis Appia se déclare disposé à s'y rendre du côté prusso-autrichien.

Moment 21 : lundi 14 mars 1864

Gustave Moynier va à Berne pour demander « au Conseil fédéral des lettres de recommandation en blanc pour les deux délégués qui seront envoyés. »

Moment 22 : jeudi 17 mars 1864

Menée tambour battant par Henry Dunant, la création d'une « Section genevoise » (d'une Croix-Rouge suisse qui n'existe pas) permet au Comité international (curieusement très discret) de valider l'envoi des deux délégués pressentis, auprès des belligérants de la guerre des Duchés. Il semble que cette Croix-Rouge genevoise n'a connu que cette existence littéralement éphémère, dans la mesure où aucune autre séance n'est attestée et qu'il faudra attendre la fin des années 1880 pour voir surgir enfin une authentique section de la Croix-Rouge suisse dans la cité natale de l'institution humanitaire.

Moment 23 : du mardi 22 mars au 30 avril 1864

Louis Appia commence son voyage[3] par une étape à Berne où il a rendez-vous avec le médecin-chef de l'armée fédérale, Samuel Lehmann (1808-1896), et probablement avec le chancelier de la Confédération, Johann Ulrich Schiess (1813-1883), pour recevoir la lettre officielle du Conseil fédéral le recommandant auprès des Autorités prussiennes et autrichiennes.

[3] Le 23 mars, dans sa huitième et ultime séance dont un procès-verbal soit parvenu à notre connaissance pour l'année 1864, le Comité international constate que « M. Appia est parti hier pour le Schleswig » et décide que « Le président de son côté écrira à M. Appia pour l'engager à tenir un journal quotidien de son voyage. » D'où la lettre du 26 mars 1864 qui fait l'objet du présent volume.

Moment 24 : samedi 26 mars 1864

Expédiée de Berlin, la première lettre de Louis Appia adressée à son épouse Anna, à l'attention exclusive de Gustave Moynier, introduit somptueusement sa mission comme délégué du Comité international auprès des armées austro-prussiennes dans la guerre des Duchés. Nous la reproduisons ici avec un fort appareil critique pour en faciliter la compréhension.

* * *

Et nous comptons publier prochainement ses 22 autres lettres qui toutes contiennent des informations de grand intérêt.[4]

[4] Parallèlement, Louis Appia a envoyé quatre lettres à Samuel Lehmann en relation avec sa mission au Schleswig : une le 19 mars depuis Genève, juste avant de partir pour Berne ; deux depuis le champ de bataille ; une quatrième depuis Genève, non datée mais du début mai 1864. Elles sont publiées dans *Louis Appia à Samuel Lehmann. Mars-avril 1864*. Voir les annexes 9 et 13.

Ein neuer „Moment“ in der Genese der internationalen Rotkreuz-Bewegung[1]

Am Montag, dem 22. August 1864, unterzeichnen im Alabama-Saal des Genfer Rathauses Vertreter von zwölf Staaten die *Konvention zur Verbesserung des Loses verletzter Soldaten der Armeen im Felde*, die sogenannte *Erste Genfer Konvention*. Damit schlagen sie in der Geschichte der Menschheit eine neue Seite auf, denn zum ersten Mal verpflichten sich Länder, eine Gruppe von Menschen (nämlich verletzte Soldaten) zu schützen, ganz gleich welcher Nationalität, welcher Religion, welcher politischen Einstellung, welcher Hautfarbe und unabhängig davon, ob sie der „zivilisierten“ Welt angehören oder nicht. Zwei weitere Eigenschaften dieses Abkommens sind erwähnenswert: Es wird auf unbestimmte Zeit geschlossen, und weitere Staaten können ihm jederzeit beitreten. Da diese *Konvention* (freilich in modifizierter Form, besonders des Jahres 1949) weiterhin in Kraft ist, so dass sich heute 191 Nationale Rotkreuz- und Rothalbmondgesellschaften auf fünf Kontinenten auf sie berufen, darf man dieses Ereignis in den Rang einer Neuerung[2] von Weltgeltung erheben und feststellen, dass die *Erste Genfer Konvention* am Anfang einer neuen Ära der ganzen Menschheit steht – die Ära der Menschlichkeit?

Angesichts seiner Bedeutung erscheint es sinnvoll, ein bedeutendes Moment seiner Entstehungsgeschichte bekannt zu machen, das, gänzlich unediert, voller Informationen steckt. Um dieses Dokument einzuordnen, erscheint der Versuch sinnvoll, die Genese der humanitären Bewegung ins Gedächtnis zu rufen, indem wir einige ihrer Schlüsselmomente ausmachen. Freilich geht es nicht darum, alle Ereignisse, Personen oder Institutionen aufzuzählen, die schon seit Menschengedenken Zeugnis von Barmherzigkeit abgelegt haben. Wir wollen uns auf

[1] Um das Verstehen dieser Genese leichter zu gestalten, verwenden wir den Begriff *Gesellschaft* (‘Société’) oder *Komitee* (‘Comité) für die Institutionen, die aus der humanitären Bewegung hervorgegangen sind, auch dann, wenn sie im 19. Jahrhundert häufig Jahrzehnte lang anders genannt wurden.

[2] Es sei erinnert, dass 193 Staaten die Genfer Konvention unterzeichnet haben, fast die Gesamtheit aller Staaten, die Mitglied der Vereinten Nationen sind.

die Elemente beschränken, die unmittelbar mit dieser völlig neuartigen Bewegung verbunden sind – neuartig wegen ihrer doppelten Neutralisierung sowohl der hilfebedürftigen Menschen als auch derer, die ihnen zu Hilfe eilen, und ebenso wegen der Abwesenheit eines „höheren“ Zieles wie etwa, denjenigen, dem man hilft, an einen bestimmten religiösen Glauben oder eine gesellschaftspolitische Verpflichtung heranzuführen. Wie sich zeigen wird, können solche Elemente ein Tagesablauf, ein Buch, eine Konferenz sein, aber sie können auch im Zusammenhang einer Mission stehen, die sich über mehrere Tage, ja Wochen erstreckt. Weil das auslösende Elemente der humanitären Bewegung im allgemeinen mit dem Erscheinen von *Eine Erinnerung an Solferino* in Verbindung gebracht wird, soll die Genese des Buches Moment für Moment nachverfolgt werden.

Moment 1: Freitag, 13. Mai 1859

Der Arzt Louis Appia, damals Bürger der Freien Stadt Frankfurt und seit 1849 politischer Flüchtling in Genf, wird durch seinen Bruder Georges, Pastor im Piemont, auf das Schicksal der Soldaten im Zweiten Italienischen Unabhängigkeitskrieg aufmerksam, der neun Tage zuvor ausgebrochen ist. Er veröffentlicht einen Aufruf im *Journal de Genève*, um Spenden zu sammeln. Bald kommen Kleidung, Tuch oder Charpie in solcher Menge „Hinter St. Peter“ zusammen, dass Louis Appia zwei Tonnen ins Piemont und in die Lombardei schicken kann.

Moment 2: Samstag, 25. Juni 1859

Wegen einer Audienz bei Napoleon III., der in der Lombardei seine Armee gegen die Österreicher führt, kommt ein Genfer Geschäftsmann in der kleinen Gemeinde Castiglione delle Stiviere an, die der französischen Armee als Sanitätsstützpunkt dient – ganz in der Nähe von Solferino, wo am Abend zuvor die blutige Schlacht von Solferino stattgefunden hat. Natürlich ist Henry Dunant gemeint, der entsetzt war von der Zahl und dem Zustand der Verletzten, die in Kirchen, Klöstern, Privathäusern und in den Straßen zusammengepfercht waren; die meisten waren allein gelassen und ohne Pflege. Drei Tage lang improvisiert er Hilfe, dann reist er auf der Suche nach dem Kaiser, den er nicht finden wird, wieder ab. Aber er ist von dem Erlebten schockiert und wird drei Jahre später ein denkwürdiges Zeugnis davon abgeben.

Moment 3: Mittwoch, 29. Juni 1859

Die Genfer *Société évangélique* hält ihre Jahreshauptversammlung ab. Sie hat vom Schrecken der Schlacht von Solferino erfahren und beschließt noch während der Sitzung, eine Delegation in die Lombardei zu entsenden, um den Verletzten Hilfe zu bringen. So bilden unter der Leitung eines Pastors vier Theologiestudenten einen ersten Hilfstrupp, doch sind diese hier nur der Information halber erwähnt, denn sie haben gleichzeitig einen Missionierungsauftrag, was sie unserer Ansicht nach im Sinne der humanitären Bewegung „disqualifiziert“.

Moment 4: 3. bis 13. Juli 1859

Ende Juni erscheint sein auf der Grundlage der Erfahrungen während der Aufstände 1848-1849 in Paris und Frankfurt entstandenes Buch *Le chirurgien à l'ambulance ou études pratiques sur les plaies par armes à feu* (‚Der Chirurg in der Ambulanz oder praktische Untersuchungen zu Schusswaffenverletzungen'). Louis Appia bricht, den militärischen Arztkoffer und einen kleinen Vorrat seines Buches im Gepäck, überstürzt nach Norditalien auf. Während zehn Tagen besucht er die Lazarette in Turin, Mailand, Brescia und Desenzano, um seine Hilfe als Arzt anzubieten, um seine Statistik der wirksamsten chirurgischen Eingriffe zu erweitern, um sein Buch zu verbreiten und um ein von ihm erfundenes Gerät vorzustellen, das den Verwundetentransport optimiert. Dank seinen Zeichnungen ist belegt, dass er sich selbst auf die Schlachtplätze nach Madonna della Scoperta und Solferino begibt.

Moment 5: Samstag, 9. Juli 1859

Unter der Überschrift „Verschiedenes“ veröffentlicht das *Journal de Genève* Auszüge aus einem anonymen Brief, den Henry Dunant von Castiglione aus an die Gräfin Gasparin gerichtet hat, seine Mentorin im Umfeld der *Société évangélique*. Der Zustand äußerster Verlassenheit und die Leiden der verletzten Soldaten sind dort in pathetischen Worten beschrieben und stehen am Anfang eines Aufrufs zu Spenden von „Hemden, Tabak, Zigarren und Heilmitteln“. Dieser berühmte Brief, der vielfach als der erste Schrei der entstehenden humanitären Bewegung zugunsten verletzter Soldaten gilt, ist also im Vergleich mit dem gleichartigen Brief von Louis Appia acht Wochen später...

Moment 6: Montag, 1. August 1859

Kaum aus der Lombardei zurückgekehrt, veröffentlicht Louis Appia die zweite Auflage seines *Chirurgien à l'ambulance […] suivies de lettres à un collègue sur les blessés de Palestro, Magenta, Marignan et Solferino* („... gefolgt von Briefen an einen Kollegen über die Verwundeten von Palestro, Magenta, Marignan und Solferino'), in der er seine Dokumentation auf den neuesten Stand bringt. Mit dieser Veröffentlichung, die in medizinischen Kreisen weite Verbreitung findet, lenkt er die Aufmerksamkeit auf den menschlichen Schaden, den die modernen Schlachten mit sich bringen, und auf die relative Machtlosigkeit der Medizin selbst dann, wenn wieder Frieden eingekehrt ist.

Moment 7: 1861

Die Accademia Pontaniana in Neapel vergibt ihren Medizinpreis an Louis Appia für seine *Aforismi sul trasporto de' feriti* ('Bemerkungen über den Verletztentransport'), die im Folgejahr zusammen mit den *Aforismi sulla cura delle ferite per arme da fuoco* ('Bemerkungen über die Behandlung von Schussverletzungen') von Achille De Vita als Buch erscheinen.

Moment 8: November 1862

Vielleicht auch schon Ende Oktober veröffentlicht Henry Dunant sein berühmtes Buch *Eine Erinnerung an Solferino*, mit dem buchstäblich die humanitäre Bewegung ihren Lauf nimmt. Von seinen Bewunderern sucht Gustave Moynier, der Präsident der Genfer Gemeinnützigen Gesellschaft (*Société genevoise d'utilité publique,* SGUP), intensiv nach einem erfolgversprechenden Ziel für seinen eigenen Weg und den seiner Kollegen auf dem Feld der Humanität.

Moment 9: Montag, 9. Februar 1863

Nach zwei Rückschlägen bei seinen Mitgliedern gelingt es Präsident Gustave Moynier schließlich, ein wenn auch zögerliches Mandat für die Weiterverfolgung von Dunants Idee zur Einrichtung von Hilfsgesellschaften für verwundete Soldaten zu erhalten. So wird ein Ausschuss von drei Mitgliedern gebildet, und man darf annehmen, dass das dritte Louis Appia heißt. Denn tatsächlich lässt sich aus dem offiziellen Protokoll dieser Sitzung erkennen, dass dieser einer der wenigen Redner war, die sich für das Projekt einsetzten.

Moment 10: Dienstag, 17. Februar 1863

Nachdem nun auch Théodore Maunoir und Guillaume Henri Dufour einbezogen sind – ersterer durch seinen Berufskollegen Appia, letzterer durch Henry Dunant, der bei dem verehrten General ein- und ausging -, gewinnt die erste Sitzung dieses Ausschusses rasch an Fahrt, denn die Philanthropen konstituieren sich zu einem internationalen, permanenten und eigenständigen Komitee (nicht mehr nur ein Ausschuss).

Ihr Ziel geht weit über den Horizont der SGUP hinaus, insoweit sie den Ehrgeiz haben, Hilfsgesellschaften für verwundete Soldaten auf europäischer Ebene zu bilden. In der Tat bewegt sich ihr Handlungshorizont auf dem Niveau der internationalen Wohlfahrtskongresse; durch seine Teilnahme in London, Brüssel und Paris ist Gustave Moynier darin erfahren. Der nächste Kongress ist für den Sommer in Berlin vorgesehen. Ein Detail, das aber gar kein Detail ist: Während dieser ersten Sitzung mahnt Henry Dunant, dass es einen internationalen und geheiligten Grundsatz zu fördern gelte, der „dazu dienen soll, jede offizielle oder nichtoffizielle Person zu schützen, die sich um die Kriegsopfer kümmert.“ Da seine Kollegen unbeeindruckt bleiben, wird Dunant nach Gutdünken handeln...

Moment 11: Dienstag, 1. September 1863

In alle Richtungen und trotz seines geringen Bekanntheitsgrades richtet das Genfer Internationale Komitee eine Einladung an Philanthropen und an die europäischen Regierungen, Ende Oktober an einer Konferenz teilzunehmen. Hauptziel: Hilfsgesellschaften für verwundete Soldaten zu gründen, die dauerhaft sind, die sachkundig sind und die von den Behörden des Landes anerkannt werden.

Moment 12: 6. bis 12. September 1863

Die Zusammenkunft der Karitativen wird aus internen Gründen gestrichen, doch Henry Dunant beschließt, dennoch in die preußische Hauptstadt zu reisen, um über die Sache der Hilfsgesellschaften zu sprechen, und zwar bei einem internationalen Statistik-Kongress, auf dem er von H. C. Basting (1817-1870) eingeführt wird, der *Eine Erinnerung an Solferino* ins Niederländische übersetzt hat und ein Mitbruder in den evangelikalen Zirkeln ist. Der Sekretär des Internationalen Komitees knüpft wertvolle Kontakte zu politischen, militärischen und ärztlichen Entscheidungsträgern und sichert sich einflussreiche Unterstützung für die Oktober-Konferenz. Aber er nimmt wahr, dass seine Gesprächspartner starke Vorbehalte gegenüber Zivilisten auf dem Schlachtfeld oder inmitten von Armeen im Einsatz haben.

Moment 13: Dienstag, 15. September 1863

Der ungestüme Genfer geht über sein Mandat hinaus und schickt eine zweite Botschaft an die Empfänger der Einladung vom 1. September. Das ist das berühmte Berliner Rundschreiben, in dem Henry Dunant ganz klar deutlich macht, dass der Statistische Kongress ebenso wie die Militär- und Gesundheitsbehörden nicht nur das Vorhaben einer Konferenz über Hilfsgesellschaften, sondern auch und vor allem das (neue) Vorhaben unterstützen, das Sanitätspersonal der Armeen zu neutralisieren.

Moment 14: 27. September bis 20. Oktober 1863

Ermutigt von der Aufnahme seines neuen Programms stellt der Genfer es mit ungeahntem Erfolg den gekrönten Häuptern der deutschsprachigen Welt vor: Berlin in Preußen, Dresden in Sachsen, Wien in Österreich, München in Bayern, Stuttgart in Württemberg, Darmstadt in Hessen, Karlsruhe in Baden… Nur nicht in Genf, wo seine Kollegen ihm die kalte Schulter zeigen und jede Erwähnung einer Neutralisierung des Sanitätsdienstes der Armeen ausklammern.

Moment 15: 26. bis 29. Oktober 1863

Auf der Gründungskonferenz des Roten Kreuzes sind Delegierte aus 14 Ländern vertreten, für das Internationale Komitee ein unerwarteter Erfolg. Die per Akklamation angenommenen *Wünsche* und *Beschlüsse* sind seitdem das Standbein der humanitären Bewegung. Voir annexe 4.

Moment 16: Mitte November 1863

Als Sekretär des Internationalen Komitees unterzeichnet Henry Dunant das „Protokoll der Internationalen Konferenz in Genf am 26., 27., 28. und 29. Oktober 1863 zur Erforschung von Wegen, sich der Unzulänglichkeit des Sanitätsdienstes von Armeen im Felde anzunehmen“ *(Compte rendu de la Conférence internationale réunie à Genève, les 26, 27, 28 et 29 Octobre 1863 pour étudier les moyens de pourvoir à l'insuffisance du service sanitaire dans les armées en campagne)*, das in Windeseile in Umlauf gebracht wird. Nicht nur unterzeichnet er allein, auch sein Wunsch nach Neutralisierung ist berücksichtigt, und vor allem erklärt die Konferenz: „Dass Herr Henry Dunant, der durch seine nachhaltigen Bemühungen eine internationale Forschung nach Mitteln zum wirksamen Beistand für Kriegsverletzte in Gang gesetzt hat, und die Genfer Gemeinnützige Gesellschaft, die die großherherzigen Gedanken, die sich Herr Dunant zu eigen gemacht hat, durch ihre Mitwirkung unterstützt, haben sich um die Menschheit sehr verdient gemacht und sich weltweit höchste Anerkennung erworben.“

Moment 17: Sonntag, 15. November 1863

Das Internationale Komitee richtet eine Art Fragebogen an die Regierungen, um zu eruieren, ob diese die Beschlüsse Gründungskonferenz annehmen würden: den Hilfsgesellschaften ihren Schutz zu gewähren, einer internationalen Konvention beizutreten, die Neutralisierung des Sanitätsdienstes anzuerkennen, ein gemeinsames Zeichen zu übernehmen, möglichst ein rotes Kreuz auf weißem Grund.

Moment 18: November 1863

Entstehung der Rotkreuzgesellschaft von Württemberg; ab Anfang 1864 folgen dann Oldenburg, Belgien, Preußen, Hamburg...

Moment 19: Januar bis Mitte März 1864

Welch großer Moment in diesen zweieinhalb Monaten? Henry Dunant ergeht sich in Initiativen und Korrespondenzen; er veröffentlicht die dritte Auflage von *Eine Erinnerung an Solferino* in einer für das breite Publikum leichter zugänglichen Weise, und er fördert Übersetzungen ins Deutsche, Niederländische, Italienische und Englische. Louis Appia nutzt weiterhin seine Verbindungen, um seinen „Knochenbruchapparat“ bekanntzumachen, der den Verwundetentransport leichter macht und die Zahl notweniger Operationen verringern hilft.

Moment 20: Sonntag, 13. März 1864

Während seiner sechsten Sitzung (an einem Sonntag, weil die Zeit drängt) ernennt das Internationale Komitee Gustave Moynier zu seinem Präsidenten, der verehrte General Dufour wird Ehrenpräsident. Henry Dunant scheint das Ruder in der Hand zu haben: Er schlägt die Bildung einer „Genfer Sektion“ vor und wird auch gleich mit deren Organisation betraut; er fährt lieber nach Paris als nach Schleswig, weil Napoleon III. ihn hat wissen lassen, dass das Zweite Kaiserreich bereit sei, die Bemühungen der Schweiz im Hinblick auf die Einberufung einer diplomatischen Konferenz zu unterstützen; er erhält die Zusage von Charles M. Van de Velde, dass dieser in den Einsatz nach Dänemark fährt. Dort nämlich wütet der Deutsch-Dänische Krieg, und Louis Appia erklärt sich bereit, sich auf die preußisch-österreichische Seite dorthin zu begeben.

Moment 21: Montag, 14. März 1864

Gustav Moynier reist nach Bern, um „vom Bundesrat Blanko-Empfehlungsbriefe für die beiden zu entsendenden Delegierten zu erbitten.“

Moment 22: Donnerstag, 17. März 1864

Die im Eiltempo von Henry Dunant betriebene Gründung einer „Genfer Sektion“ eines Schweizerischen Roten Kreuzes, das es noch gar nicht gibt, erlaubt es dem Internationalen Komitee (interessanterweise ganz stillschweigend), die Entsendung der beiden vorgesehenen Delegierten zu den Kriegsparteien des Deutsch-Dänischen Krieges bestätigen zu lassen. Es scheint, als sei dieses Genfer Rote Kreuz tatsächlich nur so kurzlebig gewesen, insofern keine weitere Sitzung bezeugt ist und es bis zum Ende der 1880er Jahre dauert, bis schließlich eine wirkliche Sektion des Schweizerischen Roten Kreuzes in der Geburtsstadt der humanitären Bewegung entsteht.

Moment 23: Dienstag, 22. März bis 30. April 1864

Louis Appia beginnt seine Reise mit einem Zwischenstopp in Bern, wo er sich mit dem Chefarzt des Bundesheeres, Samuel Lehmann (1808-1896)[3], vielleicht auch mit dem Bundeskanzler der Eidgenossenschaft, Johann Ulrich Schiess (1813-1883), verabredet hatte, um seinen offiziellen Empfehlungsbrief des Bundesrats für die preußischen und österreichischen Behörden in Empfang zu nehmen.

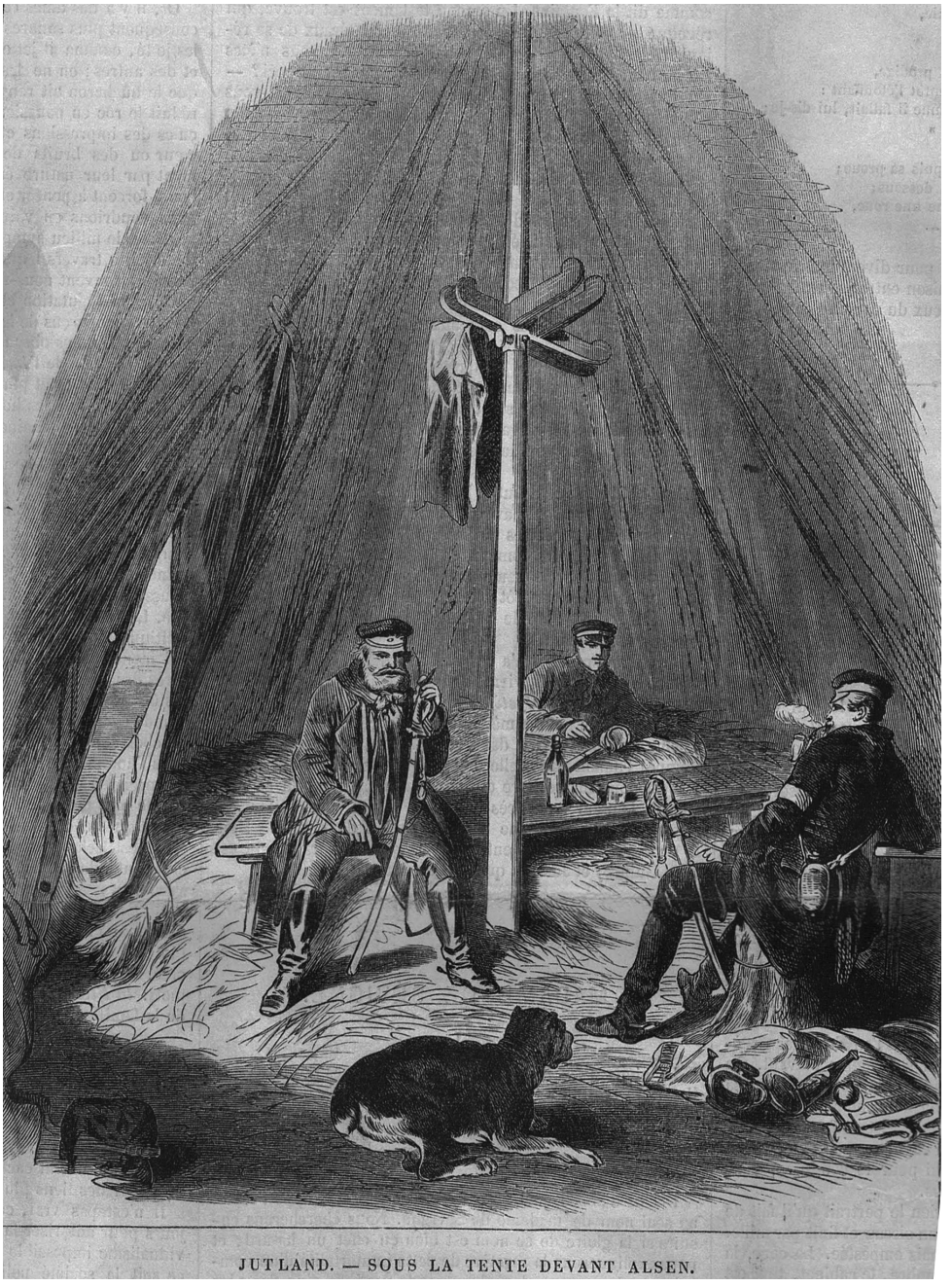
[3] Voir annexes 7 et 8.

Moment 24: Samstag, 26. März 1864

Louis Appias erster Brief, abgeschickt aus Berlin und adressiert an seine Frau Anna, stellt in aller Ausführlichkeit seine Mission als Delegierter des Internationalen Komitees im Deutsch-Dänischen Krieg bei der preußisch-österreichischen Armee dar. Der Brief ist im Folgenden, mit einem umfangreichen kritischen Apparat zur Erleichterung seines Verständnisses, wiedergegeben.

* * *

Es ist daran gedacht, in nächster Zeit die übrigen 22 Briefe herauszugeben, die sämtlich hochinteressante Informationen enthalten.



JUTLAND. — SOUS LA TENTE DEVANT ALSEN.

« *L'Univers illustré* », *Paris, 2 juillet 1864, n°242, p. 424.*

A « New Moment » in the Genesis of the International Red Cross Movement[1]

On Monday, August 22, 1864, in the Alabama Room at the Geneva City Hall, representatives of 12 states signed the *Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded in Armies in the Field, known as the First Geneva Convention*. This event marked a new chapter in human history because, for the first time, countries committed to protecting a category of human beings (namely, wounded soldiers) regardless of their nationality, religion, politics, skin color, or whether they belonged to the "civilized" world. Two innovative characteristics of this agreement should be highlighted : it was signed for an unlimited duration, and new countries could join at any time. As this *Convention* (albeit in modified forms, especially in 1949) is still in force and 191 national Red Cross and Red Crescent Societies refer to it today on five continents, we can elevate this event to the rank of an invention of universal importance and consider that the *First Geneva Convention* opens a new era in the history of humanity : the humanitarian era ?

Given its importance, it seems useful to make known a major moment in its gestation, which is quite unprecedented and rich in information : a letter of Louis Appia (April 26, 1864). To place this document in context, it seems appropriate to attempt to recall the genesis of the humanitarian movement by identifying its key moments. Certainly, this is not about collecting all the events, people, or institutions that have shown charity since the dawn of time. Indeed, we can limit ourselves to elements directly linked to this quite original movement by the double neutrality of the human beings to be rescued and those who come to help them, as well as the absence of a "higher" goal such as leading those rescued to a religious belief or socio-political commitment. As we will see, these events can be limited to a single day, a book, a conference, but they can also belong to the coherence of a mission that

[1] To simplify understanding the genesis of this movement, we refer to the institutions that emerged from the humanitarian movement as Red Cross societies or committees, even if they were known by other names, sometimes for decades, in the 19th century.

unfolds over several days or even several weeks. Since the trigger for the humanitarian movement is generally associated with the publication of *A Memory of Solferino*, let us try to reconstruct its genesis, moment by moment.

Moment 1 : Friday, May 13, 1859

Dr. Louis Appia, then a citizen of the Free City of Frankfurt and a political refugee in Geneva since 1849, is made aware by his brother Georges, a pastor in Piedmont, of the plight of soldiers engaged in the Second Italian War of Independence that broke out nine days earlier. He launches an appeal in the Journal de Genève to collect donations. Soon, clothes, fabrics, and lint flow in behind the Saint-Pierre cathedral, enabling Louis Appia to send nearly 2 tons to Piedmont and Lombardy.

Moment 2 : Saturday, June 25, 1859

To obtain an audience with Emperor Napoleon III, who is leading his army against the Austrians in Lombardy, a Geneva businessman arrives in the small town of Castiglione delle Stiviere, which serves as a health base for the French army, near Solferino, where the bloody Battle of Solferino took place the previous day. This man is, of course, Henry Dunant, who was astonished by the number and condition of the wounded crammed into churches, convents, private houses, and streets; most were abandoned and without care. For three days, he improvises relief efforts before resuming his search for the Emperor, whom he does not find. But he is traumatized by this experience, which he will later document memorably three years later.

Moment 3 : Wednesday, June 29, 1859

The Geneva Evangelical Society holds its annual general meeting. Learning of the horrors of the Battle of Solferino, it immediately decides to send a mission to Lombardy to aid the wounded. Led by a pastor, four theology students form the first relief team, but they are mentioned here only in passing because they also had an evangelization mission, which disqualifies them in our view from the humanitarian movement.

Moment 4 : July 3 to 13, 1859

Author of a study based on his experiences during the revolutions of 1848-1849 in Paris and Frankfurt, *The Surgeon at the Ambulance or Practical Studies on Gunshot Wounds* published at the end of June [1859], Louis Appia urgently leaves for Northern Italy with his war surgeon's kit and a small stock of his book. For about ten days, he visits hospitals in Turin, Milan, Brescia, and Desenzano to provide medical assistance, gather statistics on the best surgical interventions, distribute his book, and place an invention that improves the transport of the wounded. Thanks to his sketches, we have proof that Appia even visited battle sites like Madonna della Scoperta and Solferino.

Moment 5 : Saturday, July 9, 1859

Under the "Miscellaneous" section, the *Journal de Genève* publishes excerpts from an anonymous letter Henry Dunant sent from Castiglione to Countess de Gasparin, his mentor in the humanitarian sphere of the Evangelical Society. The extreme neglect and suffering of the wounded soldiers are described in poignant terms as an introduction to a call for donations of "shirts, tobacco, cigars, and remedies." Thus, this famous letter, often considered the first cry of the future humanitarian movement in favor of wounded soldiers, is eight weeks later than Louis Appia's letter of May 13…

Moment 6 : Monday, August 1, 1859

Barely back from Lombardy, Louis Appia publishes the second edition of his *The Surgeon at the Ambulance [...] followed by letters to a colleague on the wounded of Palestro, Magenta, Marignan, and Solferino*, updating his documentation. Through this widely distributed publication in medical circles, he draws attention to the human damage caused by modern battles and the relative impotence of medicine, even when peace has returned.

Moment 7 : 1861

The Accademia Pontaniana of Naples awards its medicine prize to Louis Appia for his *Aphorisms on the Transport of the Wounded*, in a work published the following year with *Aphorisms on the Treatment of Gunshot Wounds* by Achille De Vita.

Moment 8 : November 1862

Perhaps even at the end of October, Henry Dunant publishes his famous *A Memory of Solferino*, which literally launches the humanitarian movement. Among his admirers is the jurist Gustave Moynier, who, at the head of the Geneva Society for Public Utility (SGUP), is intensively seeking a meaningful objective for his colleagues and his own career in beginnings of the humanitarianism.

Moment 9 : Monday, February 9, 1863

After two failures with his members, President Gustave Moynier finally obtains a mandate, albeit a timid one, to follow up on Henry Dunant's ideas of organizing relief societies for wounded soldiers. Thus, a commission of three members is formed, with the third presumed to be Louis Appia. Indeed, the minutes of this meeting reveal that he was one of the few speakers in favor of the project.

Moment 10 : Tuesday, February 17, 1863

The doctor Théodore Maunoir and the general Guillaume Henri Dufour are brought in, the former by his colleague Appia and the latter by Henry Dunant, who has access to the venerable soldier. The first meeting of this commission starts with a bang, as the philanthropists constitute themselves as an International Committee (no longer just a commission) permanent, autonomous. Their objective far exceeds the SGUP's horizon as they aim to create relief societies for wounded soldiers at the European level. Their action field is at the level of international charity congresses, which Gustave Moynier has experience with, through his participation in those in London, Brussels, and Paris. The next congress is scheduled for the summer in Berlin. A key detail : during this first meeting, Henry Dunant emphasizes the need to promote "an international and sacred principle [that] would protect any official or unofficial person dedicated to the victims of war." His colleagues remain unmoved, but he acts on his own...

Moment 11 : Tuesday, September 1, 1863

Despite its modest notoriety, the International Committee of Geneva launches an invitation to philanthropists and European governments to participate in a conference at the end of October. The main objective : to create permanent, competent relief societies for wounded soldiers, recognized by the authorities of the own country.

Moment 12 : September 6 to 12, 1863

With the conference canceled due to internal disagreements, Henry Dunant decides to go to the Prussian capital anyway to advocate for relief societies at an International Statistics Congress, where he is introduced by Dr. Johann H. C. Basting, the Dutch translator of *A Memory of Solferino* and a brother in evangelical circles. Establishing fruitful contacts with political, military, and medical decision-makers, the secretary of the International Committee secures powerful support for the October Conference. But he realizes that his interlocutors express strong reservations about seeing civilians on a battlefield or amid armies in the field.

Moment 13 : Tuesday, September 15, 1863

Exceeding his mandate, the fervent Genevan sends a second message to the recipients of the September 1 invitation. This is the famous *Berlin Circular,* where Henry Dunant clearly suggests that the Statistics Congress, along with military and medical authorities, supports not only the conference project on relief societies but also the (new) project of neutralizing the military medical personnel.

Moment 14 : September 27 to October 20, 1863

Encouraged by the reception of his new program, the Genevan presents it with unexpected success to the crowned heads of the Germanic world : Berlin for Prussia, Dresden for Saxony, Vienna for Austria, Munich for Bavaria, Stuttgart for Württemberg, Darmstadt for Hesse, Karlsruhe for Baden… Except in Geneva, where his colleagues give him the cold shoulder, excluding any reference to the neutralization of military medical services.

Moment 15 : October 26 to 29, 1863

The founding conference of the Red Cross brings together delegates from 14 nations, an unexpected success for the International Committee. The adopted *Resolutions* and *Wishes*, acclaimed by all, now form the foundation of the humanitarian movement. Voir annexe 4.

Moment 16 : Mid-November 1863

As the secretary of the International Committee, Henry Dunant signs the *Report of the International Conference held in Geneva on October 26-29, 1863, to study ways to remedy the inadequacy of the medical service in armies in the field*, which is published and distributed in record time. Not only

does he sign it alone. But also his wish for neutralization is taken into account. Above all, the Conference declares : "That Mr. Henry Dunant, by provoking through his persistent efforts the international study of means to effectively assist the wounded on the battlefield, and the Geneva Society for Public Utility, by supporting the generous thought of which Mr. Dunant has become the spokesperson, have well deserved humanity and have acquired resplendent titles to universal recognition."

Moment 17 : Sunday, November 15, 1863

The International Committee sends a questionnaire to governments asking if they would accept the 4 conclusions of the founding conference : to grant protection to relief societies, to adhere to an international convention, to accept the neutralization of medical services, and to adopt a common emblem, preferably a red cross on a white background.

Moment 18 : November 1863

The Württemberg Red Cross Society is created, followed by Oldenburg, Belgium, Prussia, Hamburg and others at the beginning of 1864.

Moment 19 : January to Mid-March 1864

What major moment occurred during these two and a half months ? Surely, Henry Dunant busies himself with efforts and correspondence, publishes the third edition of *A Memory of Solferino* in a more accessible format for the general public, and promotes translations into German, Dutch, Italian, and English. Louis Appia continues his contacts to promote his "fracture device," which facilitates the transport of the wounded and reduces amputations.

Moment 20 : Sunday, March 13, 1864

During its sixth meeting (held on a Sunday because time is pressing), the International Committee appoints Gustave Moynier as president and adds "honorary" to the venerable General Dufour's title. Henry Dunant seems to be in charge : he proposes creating a "Geneva Section" and is mandated to organize it ; he prefers to go to Paris rather than Schleswig, as Napoleon III has indicated that the Second Empire is willing to support Switzerland's efforts to convene a diplomatic conference ; he has just obtained the agreement of Charles M. Van de Velde (1818-1898) to go on a mission to Denmark. Indeed, the Second Schleswig War is raging, and Louis Appia declares himself willing to go there on the Prussian-Austrian side.

Moment 21 : Monday, March 14, 1864

Gustave Moynier goes to Bern to ask the Federal Council for blank recommendation letters for the two delegates who will be sent.

Moment 22 : Thursday, March 17, 1864

Driven by Henry Dunant, the creation of a "Geneva Section" of a Swiss Red Cross, which does not yet exist, allows the International Committee (curiously very discreet) to validate the dispatch of the two intended delegates to the belligerents of the Duchies War. It seems that this Geneva Red Cross only had this ephemeral existence, as no other meeting is recorded, and it will take until the late 1880s to see an authentic section of the Swiss Red Cross finally emerge in the birthplace of the humanitarian institution.

Moment 23 : March 22 to April 30, 1864

Louis Appia begins his journey[2] with a stop in Bern, where he has appointments with the army's chief physician, Samuel Lehmann[3], and probably with the Confederation's chancellor, Johann Ulrich Schiess, to receive the Federal Council's official letter recommending him to the Prussian and Austrian authorities.

Moment 24 : Saturday, March 26, 1864

Sent from Berlin, the first letter from Louis Appia to his wife Anna, addressed to Gustave Moynier, grandly introduces his mission as the Committee's delegate to the Austro-Prussian armies in the Duchies War. We reproduce it here with extensive commentary to facilitate understanding.

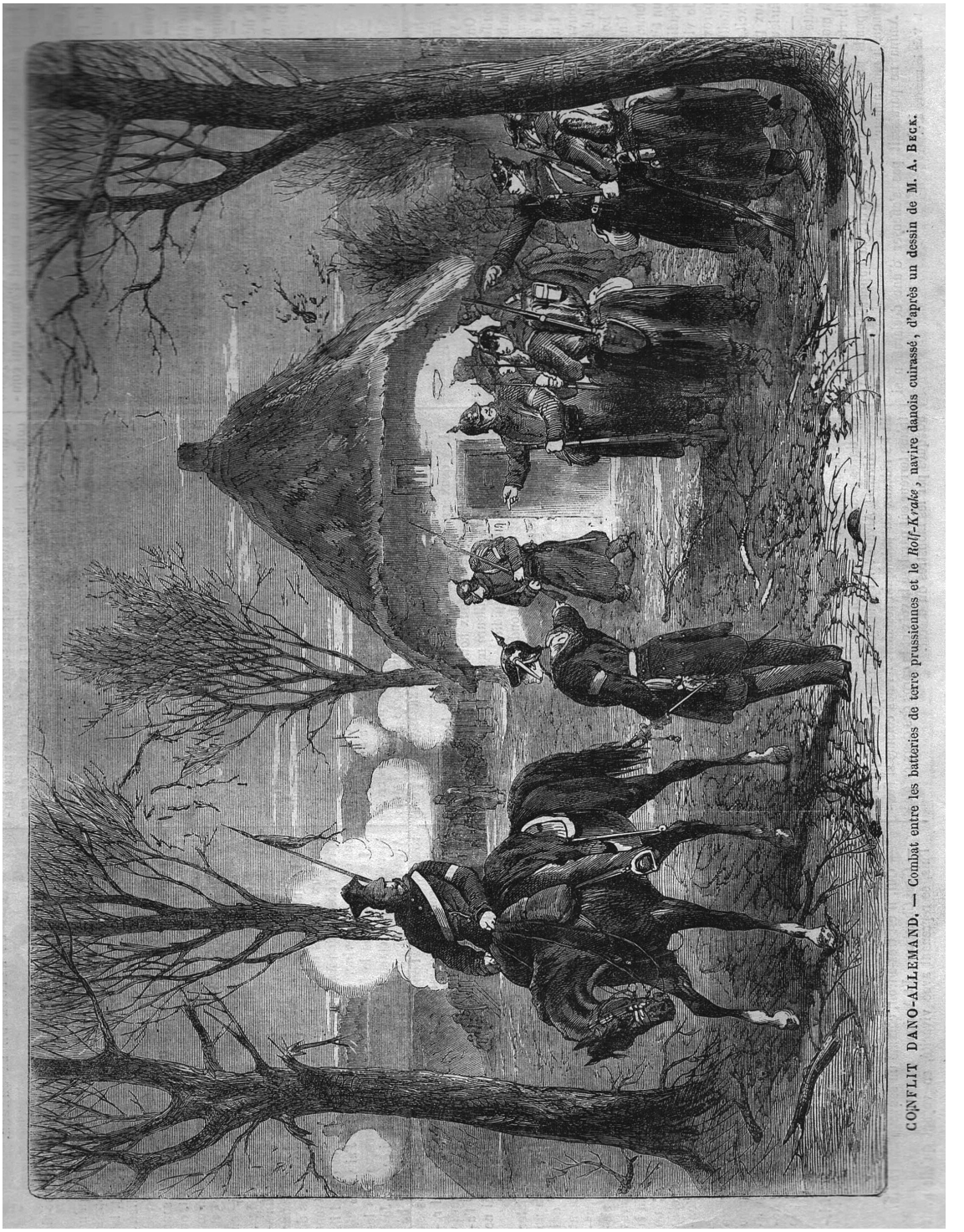
* * *

We plan to publish the remaining 22 letters shortly, all containing information of great interest.

---

2 In its eighth and final session for the year 1864, the International Committee, according to the minutes that have come to our knowledge, noted that "Mr. Appia left yesterday for Schleswig" and decided that "The president will write to Mr. Appia to urge him to keep a daily journal of his journey." Hence the letter dated March 26, 1864, which is the subject of this volume. Voir annexe 8.

3 Meanwhile, Louis Appia sent four letters to Samuel Lehmann related to his mission in Schleswig : one on March 19 from Geneva, just before departing for Bern ; two from the battlefield ; and a fourth from Geneva, undated but from early May 1864. They are published in *Louis Appia to Samuel Lehmann. March-April 1864*. Voir annexes 9 et 13.



CONFLIT DANO-ALLEMAND. — Combat entre les batteries de terre prussiennes et le *Rolf-Krake*, navire danois cuirassé, d'après un dessin de M. A. Beck.

« *L'Univers illustré* », *Paris, 13 avril 1864, n°319, p. 236.*

"En ny tid" i tilblivelses-historie af Den Internationale Røde Kors Bevægelse[1]

Mandag den 22. august 1864 i Alabama-salen på Geneve Rådhus underskrev repræsentanter for 12 stater *Konventionen om forbedring af tilstanden for sårede soldater i hære i felten, kaldet den første Genferkonvention*. De åbner således en ny side i menneskehedens historie, fordi lande for første gang forpligter sig til at beskytte en kategori af mennesker (i dette tilfælde sårede soldater) uanset deres nationalitet, deres religion, deres politiske mening, deres hudfarve, uanset om de tilhører den "civiliserede" verden. Lad os fremhæve yderligere to innovative kendetegn ved denne aftale: den er underskrevet for en ubegrænset periode, og nye stater kan tiltræde når som helst. Da denne konvention (ganske vist i modificerede former, især i 1949) stadig er i kraft, og at 191 nationale foreninger af Røde Kors henviser til den i dag på fem kontinenter, kan vi hæve denne begivenhed til rang af en opfindelse af universel betydning og mener, at den *første Genferkonvention* åbner en ny æra i hele menneskehedens historie, den humanitære æra.

I betragtning af dets betydning forekommer det nyttigt for os at offentliggøre et vigtigt øjeblik i dets udarbejdelse, som er helt nyt og rigt på informationer. For at placere dette dokument, forekommer det fornuftigt for os at forsøge at genkalde tilblivelses-historie af den humanitære bevægelse ved at identificere dens nøgleøjeblikke. Det er selvfølgelig ikke et spørgsmål om at samle alle de begivenheder, personer eller institutioner, der har udvist næstekærlighed siden tidernes mørke. Faktisk kan vi begrænse os til de elementer, der er direkte forbundet med denne helt originale bevægelse ved dobbelt neutralisering af de mennesker, der skal reddes, og dem, der hjælper dem, såvel som ved fraværet af et "højere" mål som at lede den, der hjælpes hen imod en religiøs overbevisning eller et socialpolitisk engagement. Som vi vil se, kan disse begivenheder begrænses til en dag, en bog, en konference, men de kan også tilhøre sammenhængen i en mission, der foregår over flere dage eller endda flere

[1] For at forenkle forståelsen af denne tilblivelse, tilskriver vi navnet på selskabet eller Røde Kors-komitéen til de institutioner, der er et resultat af den humanitære bevægelse, selvom de havde et andet navn, nogle gange i årtier, i det 19. århundrede.

uger. Da udløseren for den humanitære bevægelse generelt er forbundet med udgivelsen af *En erindring fra Solferino*, lad os prøve at rekonstruere dens tilblivelse og forskellige faser.

Fase 1 : fredag den 13. maj 1859.

Lægen Louis Appia, dengang borger i Fristaden Frankfurt og politisk flygtning i Genève siden 1849, blev af sin bror Georges, der var præst i Piemont, gjort opmærksom på skæbnen af soldaterne involveret i Italiens anden uafhængighedskrig, som brød ud ni dage tidligere. Han lancerede en appel i *Journal de Genève* om at indsamle donationer. Snart flød tøj, stoffer og fnug "bag Saint-Pierre", til det punkt, at Louis Appia var i stand til at sende næsten 2 tons til Piemont og Lombardiet.

Fase 2 : lørdag den 25. juni 1859.

For at få audiens hos kejser Napoleon III, som leder sin hær mod østrigerne i Lombardiet, ankommer en forretningsmand fra Genève til den lille by Castiglione delle Stiviere, der tjener som sundhedsbase for den franske hær, nær Solferino, hvor, dagen før, det blodige slag ved Solferino fandt sted. Det er selvfølgelig Henry Dunant, som vi ved, var bestyrtet over antallet og tilstanden af de sårede, der var stablet op i kirker, klostre, private huse og gader; de fleste af dem var forladt uden omsorg. I tre dage improviserede han nødhjælp, så prøvede han igen at møde kejseren, men det lykkedes ikke. Han var traumatiseret af denne oplevelse, som han gav et mindeværdigt vidnesbyrd om, tre år senere.

Fase 3 : onsdag den 29. juni 1859.

Det Evangeliske Selskab i Genève afholder sin årlige generalforsamling. Efter dets medlemmer have hørt om rædslen ved slaget ved Solferino besluttede de straks at sende en mission til Lombardiet for at bringe hjælp til de sårede. En præst med fire teologistuderende udgør således et første redningshold, men de nævnes her kun for en god ordens skyld, fordi de også har en evangeliseringsmission, som "diskvalificerer" dem i vores øjne i forhold til den Humanitære bevægelse.

Fase 4: fra den 3. til den 13. juli 1859.

Forfatter til en undersøgelse baseret på sine erfaringer under revolutionerne 1848-1849 i Paris og Frankfurt, *Ambulancekirurgen eller praktiske undersøgelser af sår ved skydevåben* udgivet i slutningen af juni rejste Louis Appia hastigt til Norditalien med sit krigskirurgsæt og et lille lager af sin

bog. I omkring ti dage besøgte han hospitalerne i Torino, Milano, Brescia og Desenzano for at hjælpe som læge, for at levere sine statistikker over de bedste kirurgiske indgreb, for at fordele sin bog og for at installere en anordning ifølge hans opfindelse, som forbedrede transporten af sårede. Takket være hans skitser har vi beviser for, at han endda gik til kampstederne, til Madonna della Scoperta og Solferino.

Fase 5 : lørdag den 9. juli 1859.

Under overskriften "Dagsnyheder" offentliggjorde *Journal de Genève* uddrag af et anonymt brev, som Henry Dunant sendte fra Castiglione til grevinden af Gasparin, hans mentor i det evangeliske selskabs humanitære sfære. Tilstanden af ekstrem forladthed og lidelse for de sårede soldater beskrives i patetiske vendinger som en introduktion til en appel om donationer af "skjorter, tobak, cigarer og medicin". Således udkom dette berømte brev, der ofte blev betragtet som den fremtidige humanitære bevægelses første råb til fordel for sårede soldater, otte uger senere, i forhold til Louis Appias brev den 13. maj 1859.

Fase 6 : mandag den 1. august 1859.

Knap vendt tilbage fra Lombardiet udgiver Louis Appia den anden udgave af *Kirurg i ambulancen […] efterfulgt af breve til en kollega om de sårede i Palestro, Magenta, Marignan og Solferino*, hvor han opdaterer dokumentationen. Gennem denne publikation, der er vidt udbredt i lægekredse, henleder han opmærksomheden på de menneskelige skader begået under moderne kampe og på medicinens relative magtesløshed, selv når freden er vendt tilbage.

Fase 7 : 1861

Accademia Pontaniana i Napoli giver sin medicinpris til Louis Appia for hans *Aforismi sul trasporto de' feriti* i et værk, der udkommer året efter med *Aforismi sulla cura delle ferite per arme da fuoco* af Achille De Vita.

Fase 8 : november 1862

Måske endda i slutningen af oktober udgav Henry Dunant sin berømte *En erindring fra Solferino*, som bogstaveligt talt lancerede den humanitære bevægelse. Blandt hans beundrere er juristen Gustave Moynier, der i spidsen for det Geneve selskab for almenvellet (Société genevoise d'utilité publique, SGUP) intenst søger et lovende mål for sine kolleger og for sin egen karriere inden for humanitært arbejde.

Fase 9 : mandag den 9. februar 1863.

Efter to fiaskoer med sine medlemmer lykkedes det endelig for formanden Gustave Moynier at opnå et lille mandat, til at følge op på Henry Dunants ideer om at organisere nødhjælpsselskaber for sårede soldater. Således blev der dannet en kommission på tre medlemmer, af hvilke vi kan antage, at den tredje hed Louis Appia. Faktisk erfarer vi i referatet af dette møde, at han var en af de sjældne talere, der gik ind for projektet.

Fase 10 : tirsdag den 17. februar 1863.

Nu er Théodore Maunoir og Guillaume Henri Dufour også med, den første var en kollega til Appia og den anden, en ærværdige general, en forbindelse til Henry Dunant. De mødes straks. Filantroperne danner en international, permanent, selvstændig komité (og ikke længere en kommission). Deres mål rækker langt ud over SGUP's horisont, i det omfang de sigter mod at skabe nødhjælpsselskaber for sårede soldater på europæisk plan. Faktisk er deres indsatsområde placeret på niveau med internationale velgørende kongresser, som Gustave Moynier har erfaring med, gennem sin deltagelse i London, Bruxelles og Paris. Den næste kongres er planlagt til sommer, i Berlin. Under dette første møde minder Henry Dunant om, at det er nødvendigt at fremme "et internationalt og helligt princip, som vil tjene til at beskytte enhver person, embedsmand eller ej, der hengiver sig til krigens ofre". Da hans kolleger forbliver uberørte, vil han gøre, som han vil...

Fase 11 : tirsdag den 1. september 1863

Rundt omkring og på trods af sin beskedne berømmelse lancerede den internationale komité i Genève en invitation til filantroper og europæiske regeringer om at deltage i en konference i slutningen af oktober. Hovedformål : at skabe nødhjælpsforeninger for sårede soldater, som skal være permanente, kompetente, godkendt af landets myndigheder.

Fase 12 : fra den 6. til den 12. september 1863

Da velgørende sjæles møde var blevet aflyst på grund af interne uenigheder, besluttede Henry Dunant at tage trods alt til den preussiske hovedstad for at forsvare nødhjælpsselskabernes sag i anledning af en international statistisk Kongres, hvor han blev introduceret af doktor Johann H.C. Basting (1817-1870), oversætteren til nederkandsk af *En erindring fra Solferino* og bror i evangeliske kredse. Ved at etablere frugtbare kontakter med politiske, militære eller medicinske beslutningstagere sikrer sig sekretæren for Den Internationale Komité - Henry Dunant -kraftig støtte til Konference i oktober. Men han indser, at hans samtalepartnere udtrykker stærk modvilje mod at se civile optræde på en slagmark eller blandt hære i felten.

Fase 13 : tirsdag den 15. september 1863.

Idet han overskrider sit mandat, sender den ivrige Genfer endnu en besked til modtagerne af invitationen, der blev sendt den 1. september. Det er det berømte *Berlin-cirkulære*, hvor Henry Dunant tydeligt lader det forstås, at den statistiske kongres, såvel som de militære og medicinske myndigheder, støtter ikke kun projektet med en konference om nødhjælpsselskaber, men også og frem for alt projektet (nyt) at neutralisere hærens medicinske personale.

Fase 14 : fra den 27. september til den 20. oktober 1863.

Opmuntret af modtagelsen af hans nye program præsenterer Genferen det med uventet succes for den germanske verdens kronede hoveder : Berlin for Preussen, Dresden for Sachsen, Wien for Østrig, München for Bayern, Stuttgart for Württemberg, Darmstadt for Hessen, Karlsruhe for Baden... Undtagen i Genève, hvor hans kolleger "tæver ham koldt", idet de udelukker enhver hentydning til neutralisering af hærens sundhedstjenester.

Fase 15 : fra den 26. til den 29. oktober 1863.

Røde Kors' konstituerende konference samlede delegerede fra 14 nationer, en uventet succes for den internationale komité. De løfter og resolutioner, der er vedtaget med bifaldsråb, danner nu grundlaget for den humanitære bevægelse. Voir annexe 4.

Fase 16 : midten af november 1863.

Som sekretær for den internationale komité underskrev Henry Dunant rapporten fra *den internationale konference i Genève den 26., 27., 28. og 29. oktober 1863 for at studere midlerne til at sørge for utilstrækkeligheden af sundhedsvæsenet i hære i felten*, som udgives og bliver fordelt på rekordtid. Han underskrev den alene og udtrykte også ønsket om, at neutraliseringen skulle tages i betragtning, og frem for alt erklærede konferencen: « At hr. Henry Dunant ved at fremprovokere gennem sin ihærdige indsats den internationale undersøgelse af de midler, der skal søges efter den effektive bistand til de sårede på slagmarken og Geneve selskab for almenvellet, ved med sin bistand at støtte den generøse tanke, som hr. Dunant er blevet talsmanden for, har velfortjent af menneskeheden og har opnået blændende titler til universel anerkendelse. »

Fase 17 : søndag den 15. november 1863.

Den Internationale Komité sender en slags spørgeskema til regeringerne for at spørge dem, om de vil acceptere konklusionerne fra den konstituerende konference: at give beskyttelse til nødhjælpsselskaber, at tilslutte sig en international konvention, at acceptere neutraliseringen af sanitære tjenester, at vedtage et fælles emblem, om muligt et rødt kors på hvid baggrund.

Fase 18 : november.

Oprettelse af Wurtemberg Røde Kors Selskab, snart fulgt fra begyndelsen af 1864 af Oldenburg, Belgien, Preussen, Hamborg...

Fase 19 : fra januar til midten af marts 1864.

Hvilket vigtigt øjeblik i løbet af disse to en halv måned ? Ganske vist anstrengte sig Henry Dunant for at gøre forskellige henvendelser og korrespondance, han offentliggjorde den tredje udgave af *Un souvenir de Solférino* i et format, der var mere tilgængeligt for den brede offentlighed, og fremmede oversættelser til tysk, nederlansk, italiensk og engelsk. Louis Appia fortsætter sine kontakter for at bekendtgøre sin "brudnordning", som letter transporten af de sårede og hjælper med at reducere amputationer.

Fase 20 : søndag den 13. marts 1864.

Under det sjette møde (som fandt sted på en søndag, fordi tiden var ved at løbe ud), udnævnte den internationale komité Gustave Moynier til formand og den ærværdige general Dufour blev "æres" formand. Henry Dunant ser ud til at lede dette foretagende : han foreslår oprettelsen af en "Genève-sektion" og får mandatet til at organisere den ; han foretrækker at tage til Paris end til Slesvig, fordi Napoleon III lod ham vide, at det andet Kejserrige var villig til at støtte Schweiz' bestræbelser på at indkalde til en diplomatisk konference; han har netop fået Charles M. Van de Veldes samtykke, så han kan tage på mission til Danmark. Ja, hertugdømmekrigen rasede, og Louis Appia erklærede sig villig til at tage dertil på den preussisk-østrigske side.

Fase 21 : mandag den 14. marts 1864.

Gustave Moynier tager til Bern for at bede « forbundsrådet om blanke anbefalingsbreve til de to delegerede, der vil blive sendt. »

Fase 22 : torsdag den 17. marts, 1864.

Anført hastigt af Henry Dunant, oprettelsen af en "Genève-sektion" af et schweizisk Røde Kors, som ikke eksisterede, gjorde det muligt for den internationale komité (mærkeligt nok meget diskret) at godkende udsendelsen af to potentielle delegerede til krigsførende i hertugdømmekrigen. Det ser ud til, at dette Røde Kors i Genève kun kendte denne bogstaveligt talt flygtige eksistens, i det omfang, at ingen andet møde er attesteret, og at det først var i slutningen af 1880'erne, at en autentisk sektion af det schweiziske Røde Kors endelig dukkede op på fødestedet af den humanitære institution.

Fase 23 : fra tirsdag den 22. marts til den 30. april 1864.

Louis Appia begynder sin rejse med en etape i Bern hvor han har en aftale med forbundshærens overlægen Samuel Lehmann (1808-1896) og sangsynligvis også med forbundskansleren, Johann Ulrich Schiess (1813-1883), for at få det officielle brev fra Forbundsrådet, der anbefaler ham til de preussiske og østrigske myndigheder.

Fase 24 : lørdag den 26. marts 1864

Sendt fra Bern, det første brev fra Louis Appia bestemt til hans hustru Anna, til den internationale komités opmærksomhed, introducerer overdådigt hans mission som delegeret for den internationale komité til de østrigsk-preussiske hære i Hertugdømmekrigen. Vi gengiver det her med et tekstkritisk apparat til at lette forståelsen.

* * *

Og vi agter at offentliggøre snart de øvrige 22 breve, som alle indeholder informationer af stor interesse[2].

[2] Samtidig sendte Louis Appia fire breve til Samuel Lehmann i forbindelse med hans mission til Slesvig : et dateret 19. marts fra Genève, lige før afrejsen til Bern ; to fra slagmarken ; et fjerde fra Genève, udateret men fra begyndelsen af maj 1864. De er udgivet i *Louis Appia à Samuel Lehmann. Mars-avril 1864*, se bibliografien. Voir annexes 9 et 13.

Un nuovo «Momento» nella genesi del Movimento Internazionale della Croce Rossa[1]

Lunedì 22 agosto 1864, nella Sala dell'Alabama del Municipio di Ginevra, i rappresentanti di 12 stati firmano la *Convenzione per il miglioramento delle condizioni dei soldati feriti negli eserciti in campagna*, denominata *Prima Convenzione di Ginevra*. Essi aprono così una nuova pagina nella storia dell'umanità perché, per la prima volta, dei paesi si impegnano a proteggere una categoria di esseri umani (in questo caso, i soldati feriti) qualunque sia la loro nazionalità, la loro religione, la loro politica, il colore della loro pelle e la loro appartenenza o meno al mondo "civilizzato". Evidenziamo altre due caratteristiche innovative di questo accordo: è firmato per una durata illimitata e nuovi Stati possono aderirvi in qualsiasi momento. Poiché questa *Convenzione* (anche se in forme modificate, in particolare nel 1949) è ancora in vigore e vi fanno riferimento oggi 191 Società nazionali della Croce Rossa e della Mezzaluna Rossa nei cinque continenti, possiamo elevare questo evento al rango di un'invenzione di importanza universale e considerare che la *Prima Convenzione di Ginevra* apra una nuova era nella storia di tutta l'umanità, l'era umanitaria?

Data la sua importanza, ci sembra utile conoscere il momento più alto della sua gestazione, del tutto inedito e ricco di informazioniinformazioni in una lettera di Louis Appia del 26 marzo 1864. Per collocare questo documento, ci sembra sensato provare a ricordare la genesi del Movimento Umanitario, individuandone i momenti chiave. Naturalmente non si tratta di raccogliere tutti gli eventi, le persone o le istituzioni che si sono occupate di carità fin dalla notte dei tempi. Possiamo infatti limitarci agli elementi che sono direttamente collegati a questo movimento del tutto originale attraverso la doppia neutralizzazione degli esseri umani da salvare e di coloro che vengono in loro aiuto, nonché attraverso l'assenza di uno scopo "superiore" come portare la persona che si aiuta verso un credo religioso o un impegno socio-politico. Come vedremo, questi eventi

[1] Per semplificare la comprensione di questa genesi, assegnamo il nome società o comitato della Croce Rossa alle istituzioni che afferiscono al Movimento umanitario, anche se a volte per un decennio nel XIX secolo, ebbero altra denominazione.

possono limitarsi a una giornata, a un libro, a un convegno, ma possono anche far parte della coerenza di una missione che si svolge nell'arco di più giorni, o anche di più settimane. Poiché l'elemento scatenante del Movimento Umanitario è generalmente associato alla pubblicazione di *Un souvenir de Solférino*, proviamo a ricostruirne la genesi, momento per momento.

Momento 1 : venerdì 13 maggio 1859.

Il medico Louis Appia, allora cittadino della libera Città di Francoforte e rifugiato politico a Ginevra dal 1849, viene contattato dal fratello Georges, pastore protestante in Piemonte, che gli comunica il problema della sorte dei soldati impegnati nella seconda guerra d'indipendenza italiana, scoppiata nove giorni prima. Egli lancia un appello sul *Journal de Genève* per raccogliere donazioni. Ben presto vestiti, tessuti e filaccia affluiscono "dietro Saint-Pierre", al punto che Louis Appia riesce a spedirne in Piemonte e Lombardia, quasi 2 tonnellate.

Momento 2 : sabato 25 giugno 1859.

Per ottenere udienza dall'imperatore Napoleone III che guida il suo esercito contro gli austriaci in Lombardia, un uomo d'affari ginevrino arriva nella cittadina di Castiglione delle Stiviere nei pressi di Solferino dove, il giorno prima, si è svolta la sanguinosa battaglia di Solferino. Questa cittadina diventa la base sanitaria per i feriti dell'esercito francese. Si tratta ovviamente di Henry Dunant, che come sappiamo rimane sconvolto dal numero e dalle condizioni dei feriti ammassati nelle chiese, nei conventi, nelle case private e nelle strade; la maggior parte di loro viene abbandonata, senza cure. Per tre giorni improvvisa dei soccorsi, poi parte di nuovo alla ricerca dell'Imperatore, che non troverà. Ma rimane traumatizzato da questa esperienza della quale dà una testimonianza memorabile, tre anni dopo.

Momento 3 : mercoledì 29 giugno 1859

La Società evangelica di Ginevra tiene la sua assemblea generale annuale. Venuta a conoscenza dell'orrore della battaglia di Solferino, decide immediatamente di inviare una missione in Lombardia per portare soccorso ai feriti. Guidati da un pastore, quattro studenti di teologia formano così una prima squadra di soccorso, ma sono qui menzionati solo per dovere di cronaca, perché loro hanno anche una missione di evangelizzazione, che li "squalifica" ai nostri occhi rispetto al movimento umanitario.

Momento 4 : dal 3 al 13 luglio 1859

Louis Appia parte d'urgenza per l'Italia settentrionale, con la sua strumentazione da chirurgo di guerra e una piccola quantità di copie del suo libro pubblicato il mese prima. Trattasi di uno studio basato sulle sue esperienze durante le rivoluzioni del 1848-1849 a Parigi e Francoforte, *Il chirurgo dell'ambulanza o Studi pratici sulle ferite da arma da fuoco*. Per una decina di giorni ha visitato gli ospedali di Torino, Milano, Brescia e Desenzano per dare il suo aiuto come medico, per raccogliere dati per le sue statistiche sui migliori interventi chirurgici, per diffondere il suo libro e per sperimentare un dispositivo di sua invenzione che migliora il trasporto dei feriti. Grazie ai suoi disegni abbiamo la prova che si reca anche sui luoghi dei combattimenti : Madonna della Scoperta e Solferino.

Momento 5 : sabato 9 luglio 1859

Il *Journal de Genève* pubblica nella rubrica "Fatti vari" degli estratti di una lettera anonima che Henry Dunant ha inviato da Castiglione alla contessa de Gasparin, sua mentore nella sfera umanitaria della Società evangelica. Lo stato di estremo abbandono e sofferenza dei soldati feriti è descritto con parole piene di pathos ed è utile introduzione ad un appello per donazioni di "camicie, tabacco, sigari e medicinali". Così, questa famosa lettera, spesso considerata come il primo grido del futuro Movimento umanitario a favore dei soldati feriti, è successiva di otto settimane in rapporto all'appello di Louis Appia del 13 maggio 1864 …

Momento 6 : lunedì 1 agosto 1859

Appena tornato dalla Lombardia, Louis Appia pubblica la seconda edizione del suo *Chirurgo all'ambulanza […] seguita da lettere a un collega sui feriti di Palestro, Magenta, Melegnano e Solferino* nel quale egli aggiorna la sua documentazione. Attraverso questa pubblicazione, ampiamente diffusa negli ambienti medici, attira l'attenzione sui danni umani commessi durante le battaglie moderne e sulla relativa impotenza della medicina, anche quando è ritornata la pace.

Momento 7 : 1861

L'Accademia Pontaniana di Napoli assegna il premio di medicina a Louis Appia per i suoi *Aforismi sul trasporto de'feriti* in un'opera che apparirà l'anno successivo con gli *Aforismi sulla cura delle ferite per arma da fuoco* di Achille De Vita.

Momento 8 : novembre 1862

Henry Dunant pubblica, forse proprio alla fine di ottobre, il suo celebre *Un souvenir de Solférino* che, letteralmente, è una rempa di lancio il Movimento umanitario. Tra i suoi ammiratori c'è il giurista Gustave Moynier che, essendo alla guida della Società di pubblica utilità ginevrina (SGUP), è alla continua e intensa ricerca di un obiettivo promettente per i suoi colleghi e per la propria carriera nel lavoro umanitario nascente.

Momento 9 : lunedì 9 febbraio 1863

Dopo due insuccessi da parte dei suoi membri, il presidente Gustave Moynier riesce finalmente a ottenere un mandato, seppure timido, per dare seguito alle idee di Henry Dunant per organizzare le società di soccorso per i soldati feriti. Si è formata così una commissione di tre membri, di cui possiamo supporre che il terzo si chiami Louis Appia. In effetti, il verbale di questa seduta ci dice che è stato uno dei rari oratori a favore del progetto.

Momento 10 : martedì 17 febbraio 1863

Contattati il medico Théodore Maunoir e il generale Guillaume Henri Dufour, il primo dal suo collega Appia e il secondo da Henry Dunant che ha legami con l'onorevole militare, la prima riunione di questa commissione inizia tambur battente, poiché i filantropi si costituiscono in un Comitato internazionale, permanente, autonomo (e non più in una commissione). Il loro obiettivo va ben oltre l'orizzonte dello SGUP. Ciò a cui essi ambiscono è creare delle società di soccorso per i soldati feriti a livello europeo. In effetti, il loro campo d'azione è il livello dei Congressi internazionali di beneficenza di cui Gustave Moynier ha esperienza, attraverso la sua partecipazione a quelli di Londra, Bruxelles e Parigi. Il prossimo congresso in agenda è previsto per quella stessa estate, a Berlino. Un dettaglio che non è trascurabile : in questa prima sessione, Henry Dunant ricorda che è necessario promuovere « un principio internazionale e sacro » che « servirebbe a salvaguardare ogni persona, ufficiale e non, consacrandosi alle vittime della guerra. » I suoi colleghi, restano immobili, farà a modo suo...

Momento 11 : martedì 1 settembre 1863

In ogni modo e malgrado la sua modesta notorietà, il Comitato internazionale di Ginevra lancia un invito ai filantropi e ai governi europei a partecipare ad un convegno che si terrà a fine ottobre. L'obiettivo princi-

pale è il creare società di soccorso per i soldati feriti che siano permanenti, competenti e approvate dalle autorità del loro paese.

Momento 12 : dal 6 al 12 settembre 1863

Annullato per divergenze interne il raduno delle « anime di beneficenza », Henry Dunant decide, nonostante tutto, di recarsi nella capitale prussiana per perorare la causa delle società di soccorso, in occasione di un Congresso internazionale di statistica dove viene introdotto dal dottor Johann H. C. Basting (1817-1870), traduttore in lingua olandese di *Un souvenir de Solférino* e suo « fratello » degli ambienti evangelici. Stabilendo contatti fruttuosi con chi prende le decisioni politiche, militari o medici, il segretario del Comitato internazionale si assicura un forte sostegno alla Conferenza di ottobre. Ma si rende conto che i suoi interlocutori esprimono una forte reticenza a vedere i civili muoversi su un campo di battaglia o tra gli eserciti in campo.

Momento 13 : martedì 15 settembre 1863

Oltrepassando il suo mandato, il focoso ginevrino invia un secondo messaggio ai destinatari dell'invito lanciato il 1° settembre. È la famosa Circolare di Berlino dove Henry Dunant lascia chiaramente intendere che il Congresso di statistica, così come le Autorità militari e mediche, sostengono non solo il progetto di una conferenza sulle società di soccorso, ma anche e soprattutto il progetto (nuovo) di neutralizzare il personale medico degli eserciti.

Momento 14 : dal 27 settembre al 20 ottobre 1863

Incoraggiato dall'accoglienza del suo nuovo programma, il ginevrino lo presenta con inaspettato successo alle teste coronate del mondo germanico : Berlino per la Prussia, Dresda per la Sassonia, Vienna per l'Austria, Monaco per la Baviera, Stoccarda per il Württemberg, Darmstadt per l'Assia, Karlsruhe per Baden... Tranne che a Ginevra dove i suoi colleghi lo accolgono freddamente, escludendo ogni richiamo alla neutralizzazione dei servizi sanitari dell'esercito.

Momento 15 : dal 26 al 29 ottobre 1863

La Conferenza costitutiva della Croce Rossa riunisce i delegati di 14 nazioni, un successo inaspettato per il Comitato Internazionale. Le *Risoluzioni* e gli *Auspici* vengono adottate per acclamazione costituendo ormai la base del Movimento Umanitario. Voir annexe 4.

Tempo 16 : metà novembre 1863

In qualità di segretario del Comitato internazionale, Henry Dunant firma il *Rapporto della Conferenza internazionale riunita a Ginevra il 26, 27, 28 e 29 ottobre 1863 per studiare i mezzi per far fronte all'insufficienza del servizio medico negli eserciti in campagna*, che è stato pubblicato e diffuso in tempi record. Non soltanto lo firma da solo, ma viene inserito anche il suo auspicio che tiene conto della neutralizzazione, e soprattutto la Conferenza dichiara : "Che il signor Henry Dunant, promuovendo con i suoi sforzi perseveranti, lo studio internazionale dei mezzi da applicare per l'assistenza efficace ai feriti sul campo di battaglia e la Società ginevrina di pubblica utilità, sostenendo con il suo aiuto il pensiero generoso di cui il signor Dunant si fa interprete, hanno ben meritato l'umanità e hanno acquisito eclatanti titoli di riconoscimento universale.»

Momento 17 : domenica 15 novembre 1863

Il Comitato Internazionale invia una sorta di questionario ai governi per chiedere loro se accetterebbero le conclusioni della Conferenza costitutiva : concedere protezione alle Opere di Soccorso, aderire ad una convenzione internazionale, accettare la neutralizzazione dei servizi sanitari, adottare, se possibile, l'emblema comune di una croce rossa su sfondo bianco.

Momento 18 : novembre 1863

Creazione della Società della Croce Rossa del Württemberg, presto seguita, all'inizio del 1864, da Oldenburg, Belgio, Prussia, Amburgo…

Momento 19 : da gennaio a metà marzo 1864

Quale momento importante in questi due mesi e mezzo ! Certamente Henry Dunant si dedica alle iniziative e alla corrispondenza, pubblica la terza edizione di *Un souvenir de Solférino* in un formato più accessibile al grande pubblico e promuove le traduzioni in tedesco, olandese, italiano e inglese. Louis Appia continua i suoi contatti per far conoscere il suo "dispositivo per le fratture" che facilita il trasporto dei feriti e aiuta a diminuire le amputazioni.

Momento 20: domenica 13 marzo 1864

Nel corso della sesta riunione (che si svolge di domenica perché il tempo stringe), il Comitato internazionale nomina presidente Gustave Moynier e aggiunge "onoraria" alla carica dell'onorevole generale Dufour. Henry Dunant sembra fare da apripista: propone la creazione di una "Sezione ginevrina" e ha il compito di organizzarla; preferisce recarsi a Parigi piuttosto che nello Schleswig, perché Napoleone III gli ha fatto sapere che il Secondo Impero era disposto a sostenere gli sforzi della Svizzera per convocare una conferenza diplomatica; ha appena ottenuto l'accordo di Charles M. Van de Velde (1818-1898) perchè parta in missione in Danimarca. Infuriava infatti la Guerra dei Ducati e Louis Appia si dichiara disposto a recarvisi dalla parte prusso-austriaca.

Momento 21: lunedì 14 marzo 1864

Gustave Moynier si reca a Berna per chiedere al Consiglio federale delle lettere di raccomandazione in bianco per i due delegati che verranno inviati.

Momento 22: giovedì 17 marzo 1864

La creazione di una "Sezione ginevrina" della Croce Rossa Svizzera, che ancora non esiste, viene portata avanti senza tentennamenti da Henry Dunant. Questa permette al Comitato internazionale (curiosamente molto discreto) di convalidare l'invio dei due delegati previsti presso i belligeranti della Guerra dei Ducati. Sembra che questa Croce Rossa ginevrina abbia conosciuto solo questa esistenza letteralmente effimera, al punto che non c'è documentazione di un'altra riunione e che solo alla fine degli anni Ottanta dell'Ottocento sia finalmente costituita un'autentica sezione della Croce Rossa Svizzera nella città natale dell'istituzione umanitaria.

Momento 23 : da martedì 22 marzo al 30 aprile 1864

Louis Appia inizia il suo viaggio[2] con una sosta a Berna dove ha appuntamento con il medico capo dell'esercito federale, Samuel Lehmann (1808-1896), e probabilmente con il cancelliere della Confederazione, Johann Ulrich Schiess (1813-1883), per ricevere la lettera ufficiale del Consiglio del governo federale raccomandandolo alle autorità prussiane e austriache.

Momento 24 : sabato 26 marzo 1864

Spedita da Berlino, la prima lettera di Louis Appia indirizzata alla moglie Anna, all'attenzione esclusiva di Gustave Moynier, introduce sontuosamente la sua missione di delegato del Comitato Internazionale presso gli eserciti austro-prussiani nella Guerra dei Ducati. La riproduciamo qui con un forte struttura critica per facilitarne la comprensione.

* * *

E abbiamo intenzione di pubblicare presto le altre 22 lettere, ognuna delle quali contiene informazioni di grande interesse[3].

---

[2] Nella sua ottava ed ultima sessione, di cui è pervenuta la relazione per l'anno 1864, il Comitato Internazionale constata che "il signor Appia è partito ieri per lo Schleswig" e decide che "il presidente da parte sua scriverà al signor Appia per incoraggiarlo di tenere un diario quotidiano del suo viaggio. Da qui la lettera del 26 marzo 1864 che è oggetto di questo volume.

[3] Allo stesso tempo, Louis Appia inviò quattro lettere a Samuel Lehmann in relazione alla sua missione nello Schleswig : una datata 19 marzo da Ginevra, poco prima della partenza per Berna ; due dal campo di battaglia ; una quarta da Ginevra, senza data ma dell'inizio di maggio 1864. Sono pubblicate in *Louis Appia à Samuel Lehmann. Mars-avril 1864*. Voir annexes 9 et 13.

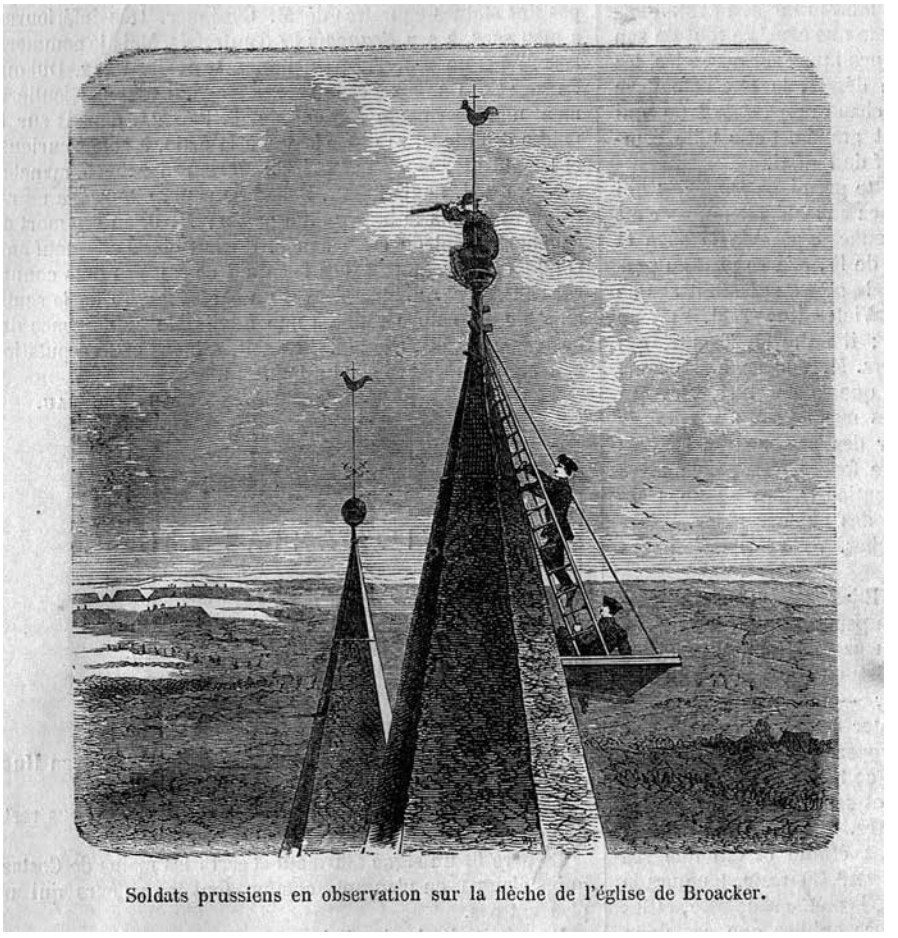
Lettre de Louis Appia à son épouse Anna
à l'attention de Gustave Moynier
Berlin, samedi 26 mars 864 ..... **51**

Louis Appias Brief an seine Frau Anna
bestimmt für Gustave Moynier
Berlin, Samstag 26. März 1864 ..... **63**

Letter from Louis Appia to his wife Anna
for the attention of Gustave Moynier
Berlin, Saturday March 26,1864 ..... **77**

Brev fra Louis Appia til sin hustru Anna
bestemt til Gustave Moynier
Berlin, lørdag den 26. marts 1864 ..... **89**

Lettera di Louis Appia a sua moglie Anna
da trasmettere a Gustave Moynier
Berlino, sabato 26 marzo 1864 ..... **101**



Soldats prussiens en observation sur la flèche de l'église de Broacker.

« *L'Univers illustré* », *Paris, 14 mai 1864, n° 328, p. 308.*

Lettre de Louis Appia
adressée à son épouse Anna
à l'attention de Gustave Moynier

Berlin, samedi 26 mars 1864

(A ma femme: Lis ces feuilles pour toi, et envoie-les ensuite sans retard à Mr Moynier.) Berlin 26 Mars 64

Mon cher Monsieur,

Ne sachant pas quand j'aurai le loisir de vous écrire une lettre datée du Schleswig, je profite de ce moment pour commencer mon Journal sous forme de communication. Je me réserve de joindre à mon retour, de mes lettres le rapport régulier que j'aurai eu l'honneur de faire au Comité. Cette lettre, comme les suivantes, n'ont que le caractère de communications amicales adressées à vous, non au comité, que je vous serais obligé de ne pas prêter, j'en dirai que ci et là de bouche ce que vous jugerez convenable, mais sans préjudice à l'intérêt que pourra avoir mon rapport. Veuillez aussi avoir la bonté de me garder cette et ces lettres que je reprendrai à mon retour pour en tirer un extrait un peu fidèle.

Ma lettre monosyllabique que ma femme vous a déjà informé de mes premières démarches à Berlin, je reprends le fil de recit.

Hier au soir j'ai passé la soirée chez Mr Kauffelle avec le Chev. supérieur de Wendt. Homme aux rapports les plus polis, je dirais presque les plus obséquieux pour la forme, mais ce qui vaut mieux encore, je crois vraiment sincères et nobles. Il est membre du grand Comité de Berlin et témoigne un très réel et actif intérêt pour la réalisation de nos résolutions. Une bonne partie de la soirée s'est passé à en causer familièrement avec lui et Mr Kauffelle, dans le superbe salon de ce dernier, le cigare Germain à la bouche, malgré la présence de Mad. Kauffelle, femme fort aimable accueillante et [illegible] courant elle aussi de toute l'affaire.

C'est là seulement que j'ai vu pour la première fois, l'appel allemand adressé par le Comité Prussien aux Prussiens, pour les informer de la création du comité Berlinois, de son but, et de son désir prochain de former des comités provinciaux. C'est là aussi seulement que j'ai appris les noms des membres. Son président est le Prince de Preuss, qui est devenu à

Fac-similé de la lettre de Louis Appia à son épouse Anna, Berlin, 26 mars 1864, page 1.

A ma femme :
Lis ces feuilles pour toi,
et envoie-les ensuite sans retard
à Mr Moynier

Berlin, 26 mars 64[1]

Mon cher Monsieur,

Ne sachant pas quand j'aurai le loisir de vous écrire une lettre datée du Schleswig, je profite de ce moment, pour commencer mon *Journal* sous forme de communications. Je me réserve d'extraire, à mon retour, de mes lettres le rapport[2] régulier que je ferai en séance du Comité[3].

Cette lettre comme les suivantes n'ont que le caractère de communications amicales adressées à vous, non au Comité, que je vous serais obligé de ne pas prêter, n'en disant que ci et là de bouche ce que vous jugerez convenable ; mais sans défraîchir l'intérêt que pourra avoir mon rapport. Veuillez aussi avoir la bonté de me garder cette et ces lettres que je reprendrai à mon retour pour en tirer un extrait un peu juteux.

---

1 En janvier 1864, la Prusse déclare la guerre au Danemark, avec l'Autriche comme alliée. Le 1er février, les troupes austro-prussiennes affrontent l'armée danoise qui, en infériorité, évacue le Schleswig et se retranche sur les lignes fortifiées de Dybbøl / Düppel dans le courant du mois de mars. C'est dans ce contexte tendu que Louis Appia arrive à Berlin. Voir annexe 2.

2 *Le Rapport présenté par M. le Docteur Appia sur sa mission auprès de l'armée allemande dans le Schleswig* est rendu public dans un volume de *Communication du Comité international faisant suite au compte rendu de la conférence internationale de Genève*, Comité international, Genève, juin 1864, pages 45-144, notamment 45-49 et 56-57. Le rapport du second délégué envoyé auprès des armées du Danemark, Charles Meredith Van de Velde, est publié aux pages 145-177. Voir annexe 13.

3 Lorsque Louis Appia parle du « Comité » dans ses lettres, il se réfère le plus souvent au « Comité international de secours aux militaires blessés » qui prit ensuite le titre de « Comité international de la Croix-Rouge » souvent aujourd'hui abrégé « CICR ». Par convention, nous le nommerons « Comité » dans le reste de cette lettre.

Ma lettre monosyllabique à ma femme vous a déjà informé de mes premières démarches à Berlin[4] ; je reprends le fil du récit :

Hier[5] au soir, j'ai passé la soirée chez Mr Housselle[6] avec le chirurgien supérieur Dr Wendt[7], homme aux rapports les plus polis, je dirais presque les plus doux pour la forme, mais ce qui vaut mieux encore, je crois vraiment sincères et nobles. Il est membre du grand Comité de Berlin[8] et témoigne un très réel et actif intérêt pour la réalisation de nos *Résolutions*[9]. Une bonne partie de la soirée s'est passée à en causer familièrement avec lui et Mr Housselle, dans le superbe salon de ce dernier, le cigarre[10] germain à la bouche, malgré la présence de Madame Housselle, femme fort aimable, accueillante et au courant, elle aussi, de toute l'affaire.

C'est là seulement que j'ai vu, pour la première fois, l'*Appel allemand*[11] adressé par le Comité prussien aux Prussiens, pour les informer de la création du Comité berlinois, de son but, et de son désir qu'il se forme des comités provinciaux.

4 Cette lettre "monosyllabique" n'a pas été retrouvée.

5 Donc le vendredi 25 mars 1864.

6 Carl ou Karl Housselle (1799-1885), médecin, député à la Première chambre prussienne, puis conseiller gouvernemental en matière médicale. Il est l'un des représentants de la Prusse à la Conférence constitutive de Genève des 26-29 octobre 1863.

7 Le Dr Wendt, médecin-chef d'état-major et chirurgien en chef de l'hospice militaire.

8 Comité central de la Croix-Rouge prussienne.

9 La Conférence constitutive de la Croix-Rouge internationale est réunie du 26 au 29 octobre 1863, au palais de l'Athénée à Genève. Elle adopte des *Résolutions* et des *Vœux* que Louis Appia est chargé de proposer à ses interlocuteurs prussiens et autrichiens, dans la perspective de la Conférence diplomatique des 8-22 août 1864. Voir annexe 4.

10 Jusque dans son édition de 1932, l'Académie française met deux "r" à "cigare".

11 C'est dans la foulée de l'entrée en guerre contre le Danemark, le 1er février 1864, qu'est fondée, le 6 février à Berlin, la Croix-Rouge de Prusse. Le Comité prussien à l'origine de cette fondation lance le 17 février 1864 un *Aufruf !* (*Appel !*) à la formation de Sociétés sœurs en Prusse. C'est ce texte que Louis Appia découvre à son arrivée à Berlin. Parmi les signataires de ce document, outre le prince de Reuss, on trouve le comte d'Arnim-Boitzenbourg et les médecins Karl Housselle et Bernhard von Langenbeck. Siehe Anhang 5.

C'est là aussi seulement que j'appris les noms des membres. Son président est le prince de Reuss[12], qui évidemment n'a été nommé à ce poste qu'à cause de son titre de Prince et sa présence à nos conférences. D'ailleurs il donne, quant à lui, peu de vie aux séances, parle peu probablement comme à Genève ; mais tout cela probablement, faute d'expérience suffisante de présidence, etc.

Aussi, le comte d'Arnim[13], 50-60 ans, ex-ministre, Excellence, etc. ne tarde-t-il pas, dans les séances qui ont lieu tous les mardis soir et durent 2 ou 3 heures, à s'emparer des rênes [?] des débats et leur donner beaucoup de vie et d'animation. Il est, me disait le Dr Housselle, l'âme du comité ; aimant la chose, en désirant et activant le progrès et qui, par sa position sociale et gouvernementale, sa grande fortune, etc., est placé de manière à aider puissamment son développement. Je vous reparlerai de lui, à l'occasion de ma visite.

Ces deux Messieurs ont été un peu étonnés de me voir peu au courant de ce qu'on avait fait à Berlin ; je le regrette. L'avant-veille de mon départ, j'avais demandé à Mr Dunant[14] d'aller prendre connaissance des archives ; il se borna à m'envoyer la liste de quelques personnes à voir à Berlin, en ordre alphabétique, sans désigner lesquels sont membres du comité, sans l'indication des noms de ce dernier.

J'en ai conclu avec conviction qu'il est indispensable que les archives du Comité soient propriétés du Comité[15] et déposées dans une armoire d'un local commun, je ne verrais rien de mieux qu'une armoire ad hoc dans le local de la Société d'utilité publique[16].

---

12 Henri XIII, prince de Reuss de Köstritz (1830-1897). Militaire de carrière, il participe à la Conférence constitutive de la Croix-Rouge de Genève des 26-29 octobre 1863.

13 Adolf Heinrich von Arnim-Boitzenburg (1803-1868), comte d'Arnim, homme d'Etat prussien, est ministre de l'Intérieur entre 1842 et 1845, puis brièvement Premier ministre en 1848. Appia lui accorde abrège sa titulature en : "Exc."

14 Il s'agit bien d'Henry Dunant (1828-1910), alors secrétaire du Comité international de Genève.

15 Autrement dit, à disposition de l'ensemble des membres du Comité, et non des archives privées que chaque membre conserve à son domicile.

16 La Société genevoise d'utilité publique est le creuset du Comité international qu'elle constitue le 9 février 1863, sous la forme d'une simple commission. Mais, dès sa première séance du 17 février 1863, celle-ci se transforme en « Comité international » qui, désormais et jusqu'à aujourd'hui, a une existence autonome.

Mr le comte d'Arnim me demanda aussi des détails sur ce qui se fait dans d'autres pays; je n'ai pu répondre que par des ouï-dire. On m'a témoigné le désir que le Comité international prît énergiquement en main son caractère de Centre des communications à recevoir et à faire. Sous ce rapport on, tout particulièrement le Dr supérieur Wendt, a très approuvé ma proposition de diviser le travail des archives par langue, d'en faire rapport individuel au Comité, qui en fait rapport collectif aux comités étrangers, à des époques un peu rapprochées pour entretenir l'intérêt et le zèle de ces derniers, au risque sans cela de voir le tout se dissiper en fumées et en paperasses qui ne valent pas beaucoup plus.

Le comité de Berlin se réunit tous les mardis, et siège pendant 2-3 heures; il y règne, comme dans le haut public, un vif intérêt pour la chose. Sous ce rapport, j'ai été tout particulièrement frappé des tendances nobles, désintéressées, sincèrement humaines des Dr Wendt (Oberstabsarzt), du Dr Boeger médecin du Roi[17], Housselle, et cetera. Ces deux premiers croient à l'excellence de la chose, ils sont heureux que Genève, terre neutre, en ait pris l'initiative, ils ne revendiquent que l'honneur de marcher dans leur pays, sérieusement, noblement, énergiquement, sans égoïsme ni vanité dans la voie tracée par la Conférence[18]. Ils ne s'en dissimulent pas les difficultés, ils savent qu'ils rencontreront des frottements quelquefois délicats ou même pénibles avec les autorités, qu'ils seront quelquefois en apparente contradiction avec leur propre haute et officielle position; mais tout cela ne les décourage pas. Le Dr Wendt se sent, dit-il, porté par la pensée idéale, qu'au-dessus du désordre et des [?] haines nationales de la guerre, au-dessus des formes un peu roides quelquefois des hiérarchies et des organisations bureaucratiques, règne et doit planer la force conciliante d'une vraie charité chrétienne et d'une haute solidarité humaine. Je cite presque les paroles du Dr Wendt, mais pour que l'idée devienne réalité il faut:

1. Les luttes, les expériences, les déceptions mêmes, les fautes, presque les bévues de l'expérimentation.

2. Il faut entretenir par de fréquentes communications l'intérêt du public.

[17] Le docteur Carl Boeger (1813-1875) a été nommé en 1858 médecin personnel du précédent roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV (1795-1861). Il fera partie des rares familiers participant à l'inhumation officielle de son royal patient, le 15 octobre 1864.

[18] La Conférence constitutive des 26-29 octobre 1863.

La guerre toute locale du Schleswig (je continue à citer Wendt) offre à la Prusse la précieuse occasion de l'expérimentation mentionnée sur une petite échelle ; elle en profitera. Lui-même comme les autres se demandent, encore avec un peu d'inquiétude, comment organiser tout cela, spécialement sur le théâtre de la guerre, sans que cela compromette l'organisation militaire, et ennuie à satiété les autorités des divers étages ; eux-mêmes se demandent ce que tout cela doit devenir en temps de paix ; mais ce qu'ils ne se demandent plus, c'est si l'idée est bonne, fertile ; et si eux-mêmes veulent y donner leur sympathie et leur main.

Le ministre de la Guerre[19], que je verrai demain, (Pâques[20]), à midi, embrasse avec son cœur sympathique, généreux, désintéressé, la cause qui nous occupe, il la protège, il ne craint pas de supporter lui-même l'ennui et l'embarras que tout cela peut introduire dans l'organisation officielle, car il croit la cause bonne, et que dès lors elle prend pour lui le caractère d'un devoir. Le Ministre, qui approuve le Comité, se sent à son tour appuyé par le Roi et la Reine[21], qui se tiennent au courant.

Je reviens sur un point qui est important pour nous, comme sérieux avertissement ; les Dr Boeger, Wendt, le comte d'Arnim (je le tiens d'eux), le Ministre, le Roi même, ont été fort peinés et à quelques égards froissés de l'absurde article du *Journal de Genève*,[22] qui racontait qu'on avait pansé des blessés avec de l'herbe et de la paille, que les roues de l'artillerie passaient sur les blessés, dans les rues de Flensbourg[23], où l'on

[19] Albrecht von Roon est ministre prussien de la Guerre de 1859 à 1873. Il est à l'origine d'une importante et impopulaire réforme de l'armée, qui instaure un service militaire obligatoire et universel de trois ans. Dès 1861, il est aussi à la tête de la Marine. La réorganisation qu'il impose à l'armée contribue à faire de la Prusse la puissance victorieuse qu'elle s'apprête à devenir.

[20] Soit dimanche 27 mars.

[21] Guillaume 1er est roi de Prusse de 1861 à 1888. Son épouse Augusta fait partie des hautes personnalités européennes qui ont soutenu les projets du Comité international, dès les tout débuts ; en 1866, elle invitera personnellement Henry Dunant aux fêtes célébrant la victoire de Sadowa.

[22] Le 20 février 1864, le *Journal de Genève* publie en première page un article qui fait le point sur la conférence internationale d'octobre alors qu'une guerre est en cours dans le Nord de l'Europe. Le but est de montrer combien les vœux formulés dans *Un souvenir de Solférino* sont à la fois sensés et des plus utiles. Voir annexe 6.

[23] Flensborg (ou Flensburg en allemand) est située au centre du duché de Schleswig. L'armée austro-prussienne occupe la ville à la fin du mois de février 1864. Les représentants de l'Ordre des chevaliers de Saint-Jean (Johanniter) y installent leur quartier-général et y ouvrent leur hôpital principal. Les Danois, quant à eux, se replient sur Dybbøl (Düppel).

n'a pas brûlé une amorce, qu'il manquait de tout, tandis que les dépôts étaient surchargés, qu'on a dû requérir les sœurs de Nancy[24] ; tandis que ces sœurs ont prié le ministre de la Guerre de leur permettre de venir pour s'instruire ; et qu'on leur a répondu que l'on était largement pourvu, mais qu'on ne leur refuserait pas de profiter de cette occasion d'apprendre, dans la mesure du possible, (les sœurs de Trèves dépendent du centre de la corporation qui est à Nancy) etc. Le Roi même, je le répète, a été froissé ; des numéros en grand nombre du *Journal de Genève* contenant cet article ont été adressés, je ne sais quand et comment, directement au Dr Boeger, au Ministère, etc. etc. Le Dr Boeger me dit ; si on s'était borné à me l'envoyer, je l'aurais lu en souriant puis je l'aurais enfoui dans mes papiers, sans en parler, sauf à avertir le Comité de Genève, mais ainsi le *Journal* répandu à Berlin a circulé de mains en mains excitant ou l'hilarité ou le froissement. L'inconvénient de tout cela, c'est que personne n'a hésité à en rendre responsable tout le Comité, et à croire même que cela venait de lui. Malgré cela, ajoutait le Dr Boeger, la chose est bonne, nous la désirons, et nous ne nous en retirerons pas, pour un froissement national occasionné par un article de journal, mais ajoutait-il :

« Faites attention, et c'était aussi la pensée, dit-il, du Ministre. Faites attention que de pareilles exagérations ne fassent conclure logiquement que les détails du *Souvenir de Solférino*[25], sont tout aussi exagérés et qu'ainsi l'élan se trouve paralysé. Il ne s'agit pas, ajoutait-il, pour nous d'un froissement personnel, nous nous élevons au-dessus de cette susceptibilité, mais c'est l'idée qui est ici en cause et en péril ! »

Tout cela, c'est moi qui parle, s'appelle à mes yeux de la vraie noblesse, du vrai bon sens, du vrai caractère, en un mot un exemple à la hauteur duquel il faut à tout prix nous efforcer de nous tenir, au risque de voir péricliter la chose, et l'honneur qu'on nous accorde généreusement de l'initiative, noblesse oblige c'est le cas de le dire. On regarde à Genève, on attend encore des inspirations de Genève, garde à nous.

---

[24] Ce même article du *Journal de Genève* du 20 février 1864 mentionnait que, faute de diaconnesses prussiennes en nombre suffisant, le ministère de la Guerre dut recourir aux Sœurs de la charité de Saint-Charles, un ordre fondé au milieu du 17e siècle sous le nom des Sœurs de la charité de Saint-Charles-Borromée. C'est de Nancy, lieu de fondation, que sont parties les premières sœurs pour l'Allemagne, au début du 19e siècle. Voir annexe 6.

[25] Il s'agit bien d'*Un souvenir de Solférino* qu'Henry Dunant publie en novembre 1862.

N'usez, je vous prie encore, de ma lettre qu'avec tout le tact qui vous distingue. Ne craignez pas de prendre énergiquement en main la Présidence[26], c'est-à-dire le pouvoir central; faites-vous adresser, si possible à vous comme Président, tous les rapports, lettres, etc. Je ne veux pas en dire davantage, craignant de toucher à des susceptibilités que j'ai le malheur de croire un peu vives.

Il était de mon devoir de déclarer que le Comité ne prenait la responsabilité que de ce qui venait de lui, que cet article n'avait rien à faire avec lui, qu'il en était complètement innocent; que cet article était, comme tant d'autres, l'œuvre de quelque journaliste X. Je crois qu'il importera que le Comité décide ne pas autoriser des démarches en son nom, qui n'auraient pas été approuvées en séance, de plus, qu'il se réunisse à époque fixe, par exemple tous les 15 jours, jusqu'à ce que l'affaire ait pris sa marche régulière et organique par exemple pendant 1 ou 2 ans. Il ne faut pas que le Comité dégénère en prête-nom.

Je verrai demain à midi le Ministère & plusieurs m'ont conseillé de mentionner la chose, de dire que cela ne venait pas du Comité, que le Ministre, et cetera voulussent bien, dans les cas échéants semblables, n'attribuer au Comité que ce qui est signé „au nom du Comité", et cetera. J'ai eu aussi soin de dire que, peu de temps après, le *Journal de Genève* avait inséré une rectification[27], vous la retrouverez dans la première quinzaine de mars. Il conviendrait peut-être d'en envoyer un exemplaire au Dr Wendt, Boeger et peut-être au Ministère qui a reçu l'exemplaire du canard. Mais tout cela se dissipera bientôt, et j'y contribuerai; c'est un incident dans l'affaire prise en grand, seulement il importe que cela ne se reproduise pas sous d'autres formes et dans d'autres pays.

---

[26] Lorsqu'il se constitue le 17 février 1863, le Comité international choisit le général Dufour comme président. C'est dans sa séance du 13 mars 1864 qu'il décide que Gustave Moynier en assure la présidence. Ainsi, lorsqu'Appia rédige ces lignes, Moynier n'est président du Comité que depuis 13 jours; notons aussi qu'il n'a pas participé à la séance de la "Section Genevoise" (d'une Croix-Rouge suisse qui ne sera fondée qu'en 1866...) du 17 mars 1864 qui donne mandat à Louis Appia pour sa mission au Schleswig. Voir annexe 8.

[27] Le 18 mars, le *Journal de Genève* publie un article provenant d'un correspondant d'Allemagne, qui explique combien la situation sanitaire s'est améliorée. Voir annexe 6.

J'ai vu ce matin[28] longuement le comte d'Arnim, très grand Seigneur, & j'y ai fait la connaissance du colonel en retraite Malachowski[29] qui, sur son offre, est envoyé par le comité de Berlin et part ce soir pour le théâtre de la guerre pour organiser les dépôts de dons volontaires, s'assurer de leur quantité, de leur qualité, en dresser un inventaire complet, et créer derrière le champ de bataille des dépôts de détail, suivant le besoin. Ces approvisionnements volontaires se sont accrus à un degré exagéré ; il s'agit de surveiller leur conservation et leur sage distribution, et cetera.

J'ai assisté à la visite du colonel chez M^r^ d'Arnim, aux instructions qu'il en a reçues, et cetera. Il part ce soir, moi Dieu voulant ce soir, nous nous sommes donné rendez-vous à Flensbourg et je pense que je vais pendant quelques jours le suivre partout, jusqu'à Düppel et Fredericia[30] ; ces épaulettes [?] seront avec celle du Ministre, ma meilleure recommandation et introduction.

On croit à du sérieux dans moins de 15 jours ; si l'assaut était aussi rapproché, j'y serai, et le brassard blanc de Genève s'y mêlera avec sa croix rouge[31], au simple brassard blanc de toute l'armée alliée[32], association heureuse pour ce moment-là, mais qu'il importera de désassocier après, en vue de sauvegarder le principe relevé de la neutralité. Le comité [prussien] a aussi envoyé un Dr Gurlt[33], qui y est depuis 15 jours & dont on n'a pas encore de nouvelles.

---

28 Soit samedi 26 mars.

29 Peut-être Ferdinand Leopold Anton Malachowski und Griffa (1821-1874), lieutenant-colonel, fils du lieutenant général Karl Friedrich Adolph et frère de Wilhelm, qui fera une belle carrière et deviendra général de division juste avant la guerre franco-allemande.

30 Düppel, nom allemand de l'actuel Dybbøl, est l'un des enjeux territoriaux majeurs durant la première guerre du Schleswig (1848-1849). Il a été fortifié et sera assiégé plusieurs semaines au début du conflit. La position sera finalement enlevée par les armées prussiennes le 18 avril 1864.
Fredericia est une ville et un port stratégique du Danemark, sur la côte orientale du Jutland où les Danois avaient remporté une victoire majeure sur les troupes allemandes, le 6 juillet 1849.

31 Adopté lors de la Conférence constitutive, l'emblème de la croix rouge sur fond blanc est ainsi porté pour la première fois sur un champ de bataille par un délégué du Comité international.

32 En décembre 1863 se forme une coalition composée de soldats de la Confédération germanique (Hanovre, Saxe, Prusse), renforcée par l'armée autrichienne.

33 Ernst Julius Gurlt (1825-1899) est alors professeur associé à l'Institut médico-chirurgical de l'Université de Berlin.

Mr d'Arnim a causé assez longtemps avec moi, a fait pour notre propre et commune édification des objections ; tout particulièrement celle : du mode d'activité de l'œuvre en temps de paix, et dans de longs intervalles entre les combats successifs d'une même guerre. Recueillir de l'argent et encore de l'argent, bon ; mais après ? Comment entretenir l'intérêt et l'élan du public pendant la paix ? Là gît une des énigmes[34], on ne la croit pas insoluble, on l'aborde franchement, noblement, mais c'est une énigme non encore résolue. Que faire par exemple à Flensbourg (pour supposer un cas) de 50-100 volontaires attendant, sans rien faire, pendant des semaines ou des mois ? Et là, se retrouvent les objections du Dr Boudier[35] que l'on prend ici en sérieuse considération.

Après d'Arnim, j'ai fait avec le colonel plusieurs visites manquées [?] à d'autres personnes ; le fameux professeur Langenbeck[36] m'a annoncé sa visite chez moi (Hôtel Victoria 16)[37] pour 8 h ½. Le Dr Grimm[38], chirurgien en chef de l'armée prussienne, vu brièvement aujourd'hui, sera revu par moi demain, de suite après ma visite au Ministre.

Voilà jusqu'à présent mes faits & gestes et en voici le *Journal*. En somme, l'affaire a excité partout une remarquable sympathie, on agit, mais on veut agir avec sagesse.

Adieu,
Votre bien dévoué

L. Appia Dr

---

34 Louis Appia attribue à "énigme" le genre masculin. Nous avons rétabli le féminin.

35 Lors de la Conférence constitutive, Martin-François Boudier (1808-1883) est un des délégués de la France. Il s'oppose alors aux projets du Comité international, estimant que des secoureurs civils n'ont rien à faire sur le théâtre des opérations militaires et que, au contraire, des mulets feraient bien mieux l'affaire.

36 Bernhard von Langenbeck (1810-1887) est un célèbre chirurgien, spécialisé notamment dans la chirurgie traumatique liée à des blessures par arme à feu.

37 Prestigieux hôtel situé sur l'avenue Unter den Linden, dont le café était également bien connu des Berlinois. Le "16" ajouté par Louis Appia surprend car un plan d'époque situe cet hôtel au 46 de la très célèbre avenue berlinoise. Sans doute s'agit-il du numéro de sa chambre.

38 Heinrich Gottfried Grimm (1804-1884), chirurgien en chef de l'armée prussienne, très impliqué dans l'organisation des services de santé des armées. En 1859, fort de l'expérience des combats en Italie, il contribue à un nouveau *Règlement sur le service sanitaire en campagne*, paru en 1863, grâce auquel la direction des ambulances militaires était entièrement dévolue aux médecins-chefs.

Samedi 26 - 6 h du soir.

Berlin
Hôtel Victoria

P.S. Mes fr. 2000[39] sauteront je crois, mais je l'espère sauteront bien. Recueillez de l'argent individuellement, par de forts dons spéciaux, Eynard[40] et cetera, réunissez peut-être le Comité général[41] pour cela, quand vous le jugerez nécessaire.

Je vous écrirai au fur et à mesure.
Ma deuxième lettre sera, je pense, datée de Flensbourg.
Écrivez-y, poste restante.

(Je ne relis pas)

P.S : voyez ce que vous, Mr Moynier, voulez communiquer oralement de cela à Mr Van de Velde avant son départ. Je crois qu'il ne faut pas qu'il vienne pour le moment à Berlin. Ce serait deux emplâtres l'un sur l'autre.

Salut & poignée de main pour lui.

* * *

[39] Le procès-verbal de la séance du 23 mars 1864 du Comité international, tenu par Henry Dunant, précise : « Monsieur le Président [Gustave Moynier] rapporte que M. Appia est parti hier pour le Schleswig et que M. Van de Velde partira le 29 courant. Ces messieurs ont été munis chacun d'une lettre de crédit de 2000 francs fournie par MM. Hentsch et Cie sur Hambourg et sur Copenhague. » Comme le Franc suisse (créé en 1850 par la toute jeune Confédération) n'a alors qu'une assise nationale, il est quasi certain que ces lettres de crédit sont libellées en Francs français qui jouissent alors de la position dominante du Second Empire en Europe continentale.

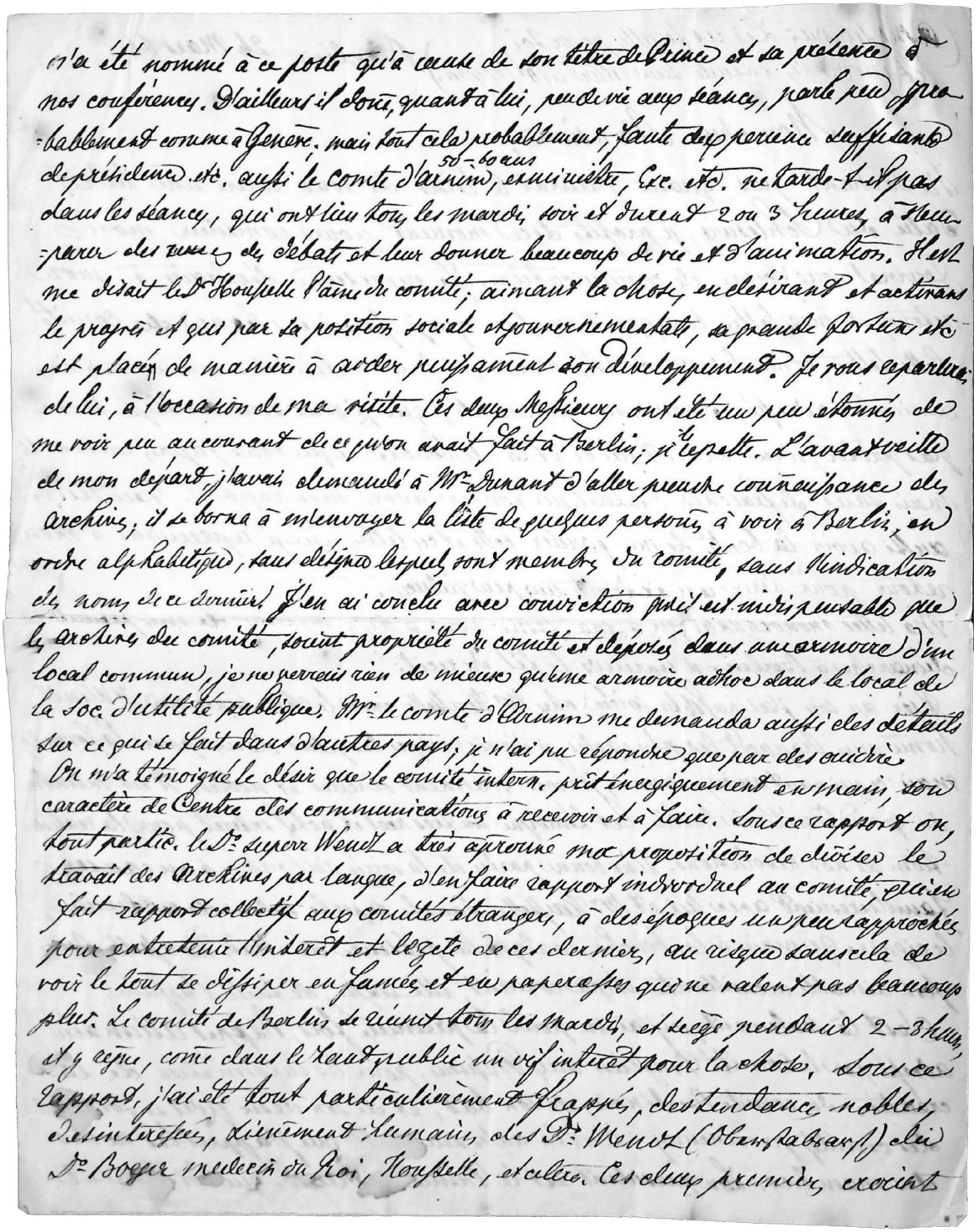
[40] Le célèbre et philanthrope banquier Jean-Gabriel Eynard (1775-1863) décède le 9 février, donc 13 mois avant cette mission de Louis Appia. Mais son épouse, Anna Eynard-Lullin (1793-1868) poursuit son mécénat ; par exemple, c'est elle qui met le palais de l'Athénée à la disposition du Comité international pour la Conférence constitutive d'octobre 1863.

[41] Par « Comité général », Louis Appia pense probablement à la "Section Genevoise" de la Croix-Rouge suisse (laquelle n'existe pas encore…) qui, fondée le 17 mars 1864, a décidé de l'envoi des deux délégués à la guerre des Duchés : c'est-à-dire Louis Appia du côté prusso-autrichien et Charles Meredith Van de Velde du côté danois. Voir annexe 8.

Louis Appias Brief an seine Frau Anna bestimmt für Gustave Moynier

Samstag, 26. März 1864
Berlin

n'a été nommé à ce poste qu'à cause de son titre de Prince et sa présence à
nos conférences. D'ailleurs il donne, quant à lui, peu de vie aux séances, parle peu pro-
-bablement comme à Genève. mais tout cela probablement, faute d'expérience suffisante
de présidence etc. aussi le comte d'Arnim, 50-60 ans, ex-ministre, Exc. etc. ne tarde-t-il pas
dans les séances, qui ont lieu tous les mardis soir et durent 2 ou 3 heures, à s'em-
-parer des rênes des débats et leur donner beaucoup de vie et d'animation. Il est
me disait le Dr Housselle l'âme du comité; aimant la chose, en désirant et activant
le progrès et qui par sa position sociale et gouvernementale, sa grande fortune etc
est placé de manière à aider puissamment son développement. Je vous reparlerai
de lui, à l'occasion de ma visite. Ces deux Messieurs ont été un peu étonnés de
me voir peu au courant de ce qu'on avait fait à Berlin; je le repette. L'avant veille
de mon départ, j'avais demandé à Mr Dunant d'aller prendre connaissance des
archives; il se borna à m'envoyer la liste de quelques personnes à voir à Berlin, en
ordre alphabétique, sans désigner lesquels sont membres du comité, sans l'indication
des noms de ce dernier. J'en ai conclu avec conviction qu'il est indispensable que
les archives du comité, soient propriété du comité et déposées dans une armoire d'un
local commun, je ne verrais rien de mieux qu'une armoire adhoc dans le local de
la Soc. d'utilité publique. Mr le comte d'Arnim me demanda aussi des détails
sur ce qui se fait dans d'autres pays; je n'ai pu répondre que par des ouidire.
On m'a témoigné le désir que le comité intern. prît énergiquement en main, son
caractère de Centre des communications à recevoir et à faire. Sous ce rapport on,
tout partic. le Dr Superr Wendt a très aprouvé ma proposition de diviser le
travail des Archives par langue, d'en faire rapport individuel au comité, qui en
fait rapport collectif aux comités étrangers, à des époques un peu rapprochées
pour entretenir l'intérêt et le zèle de ces derniers, au risque sans cela de
voir le tout se dissiper en fumées et en paperasses qui ne valent pas beaucoup
plus. Le comité de Berlin se réunit tous les mardis, et siège pendant 2-3 heures,
il y règne, comme dans le haut public un vif intérêt pour la chose. Sous ce
rapport, j'ai été tout particulièrement frappé, des tendances nobles,
désintéressées, sincèrement humaines, des Dr Wendt (Oberstabsarzt) du
Dr Boeger médecin du Roi, Housselle, et cetera. Ces deux premiers croient



Faksimile von Seite 2 des Briefes von Louis Appia an seine Frau Anna, Berlin 26. März 1864.

An meine Frau:
Lies diese Blätter für Dich
und sende sie danach unverzüglich
an Herrn Moynier

Berlin, 26. März 64[1]

Mein lieber Herr Moynier,

da ich nicht weiß, wann ich dazu komme, Ihnen einen Brief aus Schleswig zu schreiben, nutze ich diesen Moment, um mein Tagebuch in Mitteilungsform zu beginnen. Ich behalte mir das Recht vor, aus meinen Briefen den ordnungsgemäßen Bericht[2] zu extrahieren, den ich dann bei der Sitzung des Komitees abgebe.[3]

Dieser Brief und auch die weiteren gelten lediglich als freundschaftliche Mitteilungen an Sie, nicht an das Komitee, und ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie sie nicht weitergeben würden, sondern nur hin und wieder mündlich mitteilen, was Ihnen angebracht scheint; aber ohne das Interesse zu schmälern, das mein Bericht wohl wecken wird. Wollen Sie außerdem die Güte haben, mir diesen und die anderen Briefe aufzubewahren; bei meiner Rückkehr will ich sie wieder an mich nehmen und daraus ein aussagekräftiges Exzerpt machen.

---

1 Im Januar 1864 erklärt Preußen, verbündet mit Österreich, Dänemark den Krieg. Am 1. Februar greifen die österreichisch-preußischen Truppen die unterlegene dänische Armee an, die im Laufe des März Schleswig räumt und sich hinter die Befestigungslinie von Düppel zurückzieht. In dieser angespannten Lage kommt Louis Appia in Berlin an. Siehe Anhang 2.

2 Der Bericht von Dr. Appia über seine Mission bei der deutschen Armee in Schleswig ist in *Communication du Comité international faisant suite au compte rendu de la conférence international de Genève*, Genf: Internationales Komitee, Juni 1864, S. 45-144 abgedruckt. Der Bericht des zweiten, zu den dänischen Truppen entsandten Delegierten Charles Meredith Van de Velde ist auf S. 145-177 abgedruckt. Voir annexe 13.

3 Wenn Louis Appia in seinen Briefen „Komitee" schreibt, meint er in der Regel das „Internationale Komitee für die Hilfe verwundeter Soldaten", das später die Bezeichnung „Internationales Komitee vom Roten Kreuz" annahm, heute meist als IKRK abgekürzt. Im weiteren Verlauf dieses Briefes verwenden wir „Komitee".

Mein schmallippiger Brief an meine Frau hat Sie schon über meine ersten Schritte in Berlin informiert[4]; ich nehme diesen Faden wieder auf:

Gestern[5] habe ich bei Herrn Housselle[6] den Abend mit Oberstabsarzt Dr. Wendt[7] verbracht, einem Mann mit in jeder Hinsicht formvollendeten, ja reizenden und, was noch mehr wiegt, aufrichtigen und noblen Manieren. Er ist Mitglied des großen Berliner Komitees[8] und zeigt ein echtes und aktives Interesse an der Verwirklichung unserer *Resolutionen*.[9] Ein Großteil des Abends verging bei vertrauter Plauderei mit ihm und Herrn Housselle in dessen prächtigem Salon und – trotz der Anwesenheit von Frau Housselle, einer sehr liebenswürdigen, offenen Frau, die über alles auf dem Laufenden war – bei einer deutschen Zigarre.

Erst dort habe ich zum ersten Mal den deutschen Aufruf[10] gesehen, den das Preußische Komitee an die Preußen gerichtet hat, um sie über die Gründung des Berliner Komitees, dessen Ziel und dessen Wunsch nach der Bildung von Provinzialkomitees zu informieren.

---

4 Dieser „schmallippige" Brief ist nicht überliefert.

5 Also Freitag, 25. März 1864.

6 Carl (Karl) Housselle (1799-1885), Arzt, Mitglied des Preußischen Herrenhauses, dann Berater der Regierung in medizinischen Fragen. Er ist einer Vertreter Preußens bei der Gründungskonferenz in Genf vom 26. bis 29. Oktober 1863.

7 Dr. Wendt, Oberstabsarzt und Chefarzt des Militärkrankenhauses.

8 Zentralkomitee des Preußischen Roten Kreuzes.

9 Die Gründungskonferenz des internationalen Roten Kreuzes tritt vom 26. bis 29. Oktober 1863 im Palais de l'Athénée in Genf zusammen. Sie nimmt die *Resolutionen* und *Wünsche* an, die Louis Appia seinen preußischen und österreichischen Gesprächspartnern im Hinblick auf die Diplomatische Konferenz vom 8. bis 22. August 1864 näherbringen soll. Voir annexe 4.

10 Unmittelbar nach dem Kriegseintritt gegen Dänemark am 1. Februar 1864 bildete sich am 6. Februar in Berlin das Preußische Rote Kreuz. Das preußische Komitee lanciert am 17. Februar 1864 einen *Aufruf !* zur Bildung von Provinzialverbänden in Preußen. Auf diesen Text stößt Louis Appia bei seiner Ankunft in Berlin. Unter den Unterzeichnern dieses Dokuments finden sich neben Prinz Reuß der Graf von Arnim-Boitzenburg sowie die Ärzte Karl Housselle und Bernhard von Langenbeck. Siehe Anhang 5.

Auch höre ich erst dort die Namen seiner Mitglieder. Präsident ist Prinz Reuß[11], der diese Position offensichtlich nur wegen seines Fürstentitels und wegen seiner Teilnahme an unseren Konferenzen innehat. Im übrigen bringt er wenig Leben in die Sitzungen, er spricht, wie in Genf, mutmaßlich wenig, vermutlich mangels präsidialer Erfahrung etc.

So zaudert Graf von Arnim[12], zwischen 50 und 60 Jahre alt, Ex-Minister, Exzellenz etc. nicht, in den Sitzungen, die jeden Dienstagabend stattfinden und zwei bis drei Stunden dauern, die Debatten zu beherrschen und sie mit Leben und Lebhaftigkeit zu lenken. Er ist, wie mir Dr. Housselle sagte, die Seele des Komitees. Mit Liebe zur Sache und dem Bestreben, ihren Fortgang aktiv zu betreiben, ist er durch seine gesellschaftliche und staatspolitische Stellung, sein großes Vermögen u.a. an der richtigen Stelle, um ihre Entwicklung nach Kräften zu fördern. Bei meinem Besuch werde ich wieder von ihm sprechen.

Die beiden Herren waren etwas erstaunt, wie wenig ich über das, was in Berlin geschehen war, wusste; das tut mit leid. Am Vorabend meiner Abreise hatte ich Herrn Dunant[13] um Einsicht in das Archiv gebeten; er schickte mir lediglich eine Liste mit einigen Personen, die ich in Berlin treffen könnte, in alphabetischer Reihenfolge und ohne zu kennzeichnen, wer Mitglied im Komitee ist und ohne Angabe der Namen von dessen Mitglieder.

Ich habe daraus die Überzeugung gewonnen, dass das Archiv unbedingt in das Eigentum des Komitees[14] übergehen und in einem Schrank an einem allgemein zugänglich Ort deponiert werden muss, und ich

[11] Heinrich XIII. Prinz Reuß zu Köstritz (1830-1897). Als Berufsoffizier nimmt er an der Gründungskonferenz des Roten Kreuzes vom 26. bis 29. Oktober 1863 in Genf teil.

[12] Adolf Heinrich von Arnim-Boitzenburg (1803-1868), Graf von Arnim, preußischer Staatsmann, ist zwischen 1842 und 1845 preußischer Innenminister, danach 1848 kurzzeitig Ministerpräsident. Appia kürzt seine Titulatur als „Exc." ab.

[13] Natürlich ist Henry Dunant (1828-1910) gemeint, damals Sekretär des Internationalen Genfer Komitees.

[14] Also allen Komitee-Mitgliedern zugänglich, und nicht private Archive, die jedes Mitglied bei sich zu Hause aufbewahrt.

kann mir spontan nichts Besseres vorstellen als einen Schrank in den Räumlichkeiten der Genfer Gemeinnützigen Gesellschaft.[15]

Graf Arnim fragte mich auch nach Einzelheiten über das, was in anderen Ländern geschieht; ich konnte nur das antworten, was ich vom Hörensagen wusste. Man gab mir den Wunsch zu erkennen, dass das Internationale Komitee seine Rolle als Zentrale für die ein- und ausgehende Kommunikation in die Hand nehmen solle. Unter diesem Aspekt hat man, besonders Dr. Wendt, meinen Vorschlag begrüßt, die Archivarbeit nach Sprachen aufzuteilen, darüber einzeln dem Komitee Bericht zu erstatten, welches daraus einen Bericht für die ausländischen Komitees zusammenstellt – und das alles in kurzen Zeitabständen, um das Interesse und die Beflissenheit dieser Komitees aufrechtzuerhalten und nicht zu riskieren, dass sich alles in Rauch auflöst oder in einem Papierkrieg endet, der nicht viel bringt.

Das Berliner Komitee tritt jeden Dienstag zusammen und tagt zwei, drei Stunden; es herrscht dort, wie auch in der gebildeten Öffentlichkeit, ein großes Interesse an der Sache. In dieser Hinsicht haben mich ganz besonders die edlen, uneigennützigen, wahrhaft menschlichen Tendenzen bei Dr. Wendt (Oberstabsarzt), Dr. Boeger[16], dem Leibarzt des Königs, Housselle u. a. beeindruckt.

Die beiden Erstgenannten glauben an die Vortrefflichkeit der Sache und sind erfreut, dass Genf als neutrales Territorium diese Initiative ergriffen hat; sie reklamieren nur die Ehre, in ihrem Land seriös, edel, energisch, ohne Egoismus und Eitelkeit den Weg zu beschreiten, den die Konferenz[17] aufzeigt. Über die Schwierigkeiten machen sie sich nichts vor, sie wissen, dass es zu manchmal schwierigen, gar anstrengenden Reibereien mit den Behörden kommen wird, dass sie sich zuweilen sogar im offensichtlichen Widerspruch zu ihrer eigenen hohen und

[15] Die Genfer Gemeinnützige Gesellschaft (Société genevoise d'utilité publique) ist die Keimzelle des Internationalen Komitees, aus der heraus es sich am 9. Februar 1863 in der Form eines bloßen Ausschusses konstituiert. Doch schon in seiner ersten Sitzung am 17. Februar 1863 wird dieser zum „Internationalen Komitee", das seitdem und bis heute autonom besteht.

[16] Dr. Carl Boeger (1813-1875) war 1858 zum Leibarzt von Friedrich Wilhelm IV. (1795-1861), dem Vorgänger des preußischen Königs, ernannt worden. Er gehörte zu den wenigen Vertrauten, die am 15. Oktober 1864 an der Beisetzung seines königlichen Patienten teilnahm.

[17] Die Gründungskonferenz vom 26. bis 29. Oktober 1863.

offiziellen Stellung befinden; doch trotz alledem lassen sie sich nicht entmutigen. Dr. Wendt, so sagt er, fühle sich von dem Ideal getragen, dass in der Unordnung und den nationalen Hassgefühlen des Krieges, bei zuweilen starren Hierarchien und bürokratischer Organisation dennoch die verbindende Kraft wahrer christlicher Nächstenliebe und fester menschlicher Verbundenheit regiere oder doch über allem schweben müsse. Damit die Idee Wirklichkeit wird, und ich zitiere fast wörtlich Dr. Wendt, braucht es:

1. Kämpfe, Erfahrungen, sogar Enttäuschungen und Fehler, selbst grobe, bei der Erprobung.
2. Durch häufige Verlautbarungen muss das Interesse der Öffentlichkeit wachgehalten werden.

Der eigentlich lokale Krieg in Schleswig, und ich zitiere weiterhin Wendt, bietet Preußen die günstige Gelegenheit zur genannten Erprobung im kleinen Maßstab; und das wird ihm zugute kommen. Er selbst und manch andere fragen sich noch ein wenig unruhig, wie alles das insbesondere auf dem Kriegsschauplatz geregelt werden soll, ohne die militärische Organisation zu gefährden und die Behörden der verschiedenen Ebenen zu strapazieren; und sie fragen sich, was mit alldem in Friedenszeiten geschehen soll; aber ob die Idee gut und fruchtbar ist, das fragen sie sich nicht mehr, und auch nicht mehr, ob sie ihr Sympathie entgegenbringen und die Hand reichen sollen.

Der Kriegsminister[18], den ich morgen (Ostern)[19] am Mittag treffen werde, bekennt sich mit seinem sympathischen, großzügigen, uneigennützigen Wesen zu unserer Sache; er protegiert sie und hat selber keine Furcht vor dem Verdruss oder der Verwirrung, die sie in die behördliche Ordnung hineintragen könnte; denn er glaubt an die gute Absicht, und von daher ist es für ihn schon so etwas wie eine Pflicht.

[18] Albrecht von Roon ist von 1859 bis 1873 preußischer Kriegsminister. Von ihm geht eine anfangs bedeutsame und unpopuläre Heeresreform aus, die einen allgemeinen und verpflichtenden Militärdienst von drei Jahren einführt. Ab 1861 steht er auch an der Spitze der Marine. Die Umstrukturierung, die er der Armee auferlegt, trägt zu Preußens Weg zu einer Siegermacht bei.

[19] Also Sonntag, am 27. März.

Der Minister, der das Komitee befürwortet, fühlt sich seinerseits von König und Königin[20] unterstützt, die sich laufend erkundigen.

Ich komme auf einen Punkt zu sprechen, der wichtig für uns ist und uns als ernste Warnung dienen mag: die Doktoren Boeger, Wendt, Graf von Arnim (ich zähle ihn dazu), der Minister, sogar der König waren sehr betrübt und in gewisser Weise entsetzt über den aberwitzigen Artikel im *Journal de Genève*[21], in dem stand, dass man die Verwundeten mit Gras und Stroh verbunden habe, dass in den Straßen Flensburgs[22], wo kein einziger Schuss gefallen ist, man mit Artillerierädern über die Verletzten hinweggerollt sei, dass es an allem gefehlt habe, während die Lager übergequollen seien, dass man die Schwestern von Nancy[23] habe anfordern müssen; wohingegen diese Schwestern den Kriegsminister um die Erlaubnis hätten bitten müssen herzukommen, um sich zu informieren; und dass man ihnen geantwortet habe, man sei ausreichend versorgt, aber man werde ihnen nicht verwehren, im Rahmen des Möglichen aus dieser Gelegenheit zu lernen (die Trierer Schwestern sind der Zentrale der Vereinigung in Nancy unterstellt) usw. Selbst der König, ich sage es erneut, war entsetzt; eine große Zahl der Ausgaben des *Journal de*

[20] Wilhelm I. ist von 1861 bis 1888 preußischer König. Seine Gemahlin Augusta gehört zu den höchsten Persönlichkeiten Europas, die die Vorhaben des Internationalen Komitees von Anfang an gefördert haben; 1866 wird sie Henry Dunant zur Siegesfeier der Schlacht von Königgrätz einladen und gleichzeitig einen Aufruf zur Gründung des Vaterländischen Frauenvereins vom Roten Kreuz lancieren, dessen Patronat sie übernimmt.

[21] Am 20. Februar 1864 veröffentlicht das *Journal de Genève* auf der Titelseite einen Artikel, der die Internationale Konferenz vom Oktober zum Thema hat, während im Norden Europas ein Krieg im Gange ist. Sein Zweck ist es aufzuzeigen, wie die in *Eine Erinnerung an Solferino* formulierten Wünsche gleichzeitig sinnhaft und äußerst nützlich sind.

[22] Flensburg (dänisch: Flensborg) ist eine Stadt im Zentrum des Herzogtums Schleswig. Die preußisch-österreichische Armee besetzt die Stadt Ende Februar 1864. Die Vertreter des Johanniter-Ordens schlagen dort ihr Hauptquartier auf und eröffnen ihr Hauptlazarett.

[23] In diesem Artikel des *Journal de Genève* vom 20. Februar 1864 war erwähnt, dass der Kriegsminister mangels einer ausreichenden Zahl an preußischen Diakonissen auf die Barmherzigen Schwestern vom Heiligen Karl habe ausweichen müssen, einen Mitte des 17. Jahrhunderts unter dem Namen *Barmherzige Schwestern vom Heiligen Karl Borromäus* gegründeten Orden. Anfang des 19. Jahrhunderts sind vom Gründungsort Nancy aus die ersten Schwestern nach Deutschland aufgebrochen. Siehe Anhang 6.

Genève mit diesem Artikel wurde, wann und warum weiß ich nicht, unmittelbar an Dr. Boeger, das Ministerium usw., usw. geschickt. Dr. Boeger sagte mir: „Wenn man sich darauf beschränkt hätte, es mir zuzusenden, hätte ich es achselzuckend gelesen und dann zu meinen Unterlagen gelegt, ohne weiter darüber zu reden, außer das Genfer Komitee darauf hinzuweisen. Aber so ist das in Berlin kursierende Journal von Hand zu Hand gegangen und hat für entweder Erheiterung oder Entsetzen gesorgt. Das Ärgerliche daran ist, dass jeder sofort das gesamte Komitee dafür verantwortlich machte und sogar glaubte, das Ganze sei von ihm ausgegangen. Trotzdem ist es eine gute Sache," ergänzte Dr. Boeger, „wir wollen sie, und wir ziehen uns daraus nicht wegen eines von einem Zeitungsartikel hervorgerufenen landesweiten Entsetzens zurück." Und er fügte hinzu:

„Passen Sie auf, sagte er, und das denkt auch der Minister. Passen Sie auf, dass solche Übertreibungen nicht zu dem naheliegenden Schluss führen, dass auch die Details im *Souvenir de Solférino*[24] überzeichnet seien und dass damit der Schwung abgebremst wird. Nicht für uns persönlich, fuhr er fort, ist es ein Entsetzen, wir sind über einen solchen Verdacht erhaben, aber in Frage gestellt und einer Gefahr ausgesetzt wird die Idee."

Alles das – und das sind nun meine Worte – ist in meinen Augen eine wahre Noblesse, ein wahrer gesunder Menschenverstand, ein wahrer Charakter, in einem Wort: ein Beispiel, auf dessen Niveau wir um jeden Preis versuchen müssen uns zu bewegen, mit dem Risiko, dass die Sache zum Erliegen kommt und ebenso die Ehre, die man uns wegen dieser Initiative großherzig zollt; „Noblesse oblige – Adel verpflichtet" sagt man – hier ist es am Platze. Man schaut auf Genf, man erwartet weitere Inspiration aus Genf, haben wir Acht!

Ich bitte Sie noch einmal, meinen Brief nur mit der Ihnen eigenen Umsicht zu verwenden. Haben Sie keine Bedenken, den Vorsitz[25], d.h.

[24] Natürlich ist von *Un souvenir de Solférino* die Rede, das Henry Dunant im November 1862 veröffentlicht hat.

[25] Als sich das Internationale Komitee am 17. Februar 1863 konstituiert, wählt es General Dufour zum Präsidenten. In seiner Sitzung vom 13. März 1864 entscheidet es, dass von da an Gustave Moynier den Vorsitz innehaben solle. Somit ist, als Appia diesen Brief verfasste, Moynier erst seit 13 Tagen Komitee-Präsident; halten wir auch fest, dass er an der Sitzung des Internationalen Komitees vom 17. März 1864 nicht teilgenommen hat.

die Schaltstelle, tatkräftig zu übernehmen; lassen Sie sämtliche Berichte, Briefe usw. wenn möglich an Sie als Präsident richten. Mehr will ich dazu nicht sagen, um nicht an Empfindlichkeiten zu rühren, die ich vielleicht zu Unrecht für allzu gegeben halte.

Es war meine Pflicht, deutlich zu machen, dass das Komitee nur das verantwortet, was von ihm kommt, dass es mit diesem Artikel nichts zu tun habe und völlig unschuldig sei; dass dieser Artikel wie viel andere auch das Werk irgend eines Journalisten XY sei. Ich halte eine Entscheidung des Komitees für unabdingbar, keine Schritte zu autorisieren, die es nicht in seinen Sitzungen ausdrücklich gebilligt hat, dass es sich außerdem in einem festen Rhythmus trifft, zum Beispiel alle 14 Tage, bis die Sache in vielleicht ein oder zwei Jahren ihren geordneten und organischen Gang nimmt. Das Komitee darf auf keinen Fall zum Strohmann mutieren.

Morgen Mittag treffe ich den Minister, und mehrere haben mir geraten, die Sache zu erwähnen, zu sagen, dass sie nicht vom Komitee ausgegangen sei und dass der Minister und andere in ähnlichen Fällen dem Komitee nur das verbinden mögen, was „namens des Komitees" gezeichnet ist. Außerdem werde ich Wert darauf legen festzuhalten, dass wenig später im *Journal de Genève* eine Richtigstellung[26] erschienen ist, die man in der ersten Märzhälfte findet. Es wäre vielleicht hilfreich, Dr. Wendt, Dr. Boeger und vielleicht dem Ministerium, das die Ausgabe mit der Falschmeldung erhalten hat, ein Exemplar zukommen zu lassen. Doch wird sich das Ganze demnächst wohl in alle Winde zerstreuen, und ich will dazu beitragen; es ist ein aufgebauschter Zwischenfall in der Sache, wichtig ist nur, dass solches in anderer Form oder in anderen Ländern nicht noch einmal vorkommt.

Heute Morgen[27] habe ich lange mit Graf von Arnim, einem sehr noblen Herrn, gesprochen und dabei den pensionierten Oberst Malachowski[28] kennengelernt, der auf sein Angebot hin vom Berliner

[26] Am 18. März erscheint im *Journal de Genève* ein Artikel eines deutschen Korrespondenten über die Verbesserung der sanitätsdienstlichen Situation. Voir annexe 6.

[27] Also am Samstag, dem 26. März.

[28] Vermutlich Ferdinand Leopold Anton Malachowski und Griffa (1821-1874), Oberstleutnant, Sohn des Generalleutnants Karl Friedrich Adolph und Bruder von Wilhelm, der eine steile Karriere macht und unmittelbar vor dem Deutsch-Französischen Krieg Divisionsgeneral wird.

Komitee entsandt wird und heute Abend zum Kriegsschauplatz aufbricht, um das Liebesgabendepot zu organisieren und sich dabei von der Menge und der Qualität zu überzeugen, eine vollständige Inventarliste zu erstellen und hinter der Front nach Bedarf Teildepots einzurichten. Diese freiwilligen Belieferungen sind auf ein überbordendes Maß angewachsen; es geht darum, ihre Lagerung und kluge Verteilung zu beaufsichtigten.

Ich war bei dem Besuch des Oberst bei Herrn von Arnim und bei den Anweisungen, die er dazu erhalten hat, dabei. Er reist heute Abend ab, ich, wenn Gott will, auch; wir haben uns in Flensburg verabredet, und ich denke, ich werde ihm ein paar Tage lang überallhin, bis nach Düppel und Fredericia, folgen[29]; diese Epauletten [?] werden zusammen mit denjenigen des Ministers meine beste Empfehlung und Einführung sein.

In weniger als zwei Wochen vermutet man Ernsthaftes; wenn die Erstürmung naht, werde ich dort sein, und die weiße Armbinde Genfs mit ihrem roten Kreuz[30] wird sich unter die einfache weiße Armbinde der verbündeten Armee[31] mischen, für den Monet ein glückvolles Zusammengehen, das aber hinterher wieder aufzulösen ist, um dem Neutralitätsprinzip Genüge zu tun. Das [Preußische] Rote Kreuz hat auch Dr. Gurlt[32] entsandt, der schon seit zwei Wochen da ist, ohne dass man bisher Nachricht von ihm hat.

---

[29] Düppel, dänisch Dybbøl, einer der Hauptschauplätze während der Kämpfe von 1848 und 1849, war befestigt und wird zu Beginn des Konflikts mehrere Wochen lang belagert. Die Stellung wird schließlich am 18. April 1864 von den preußischen Truppen eingenommen.
Fredericia ist eine Stadt und ein Hafen in Dänemark an der Ostküste Jütlands, wo die Dänen am 16. Juli 1849 während des ersten Schleswigschen Krieges den Sieg über die deutschen Truppen davongetragen haben.

[30] Das bei der Gründungskonferenz angenommene Emblem des roten Kreuzes auf weißem Grund wird hier zum ersten Mal von einem Delegierten des Internationalen Komitees auf einem Schlachtfeld getragen.

[31] Im Dezember 1863 bildet sich eine Koalition aus Soldaten des Deutschen Bundes (Hannover, Sachsen, Preußen), die durch die österreichische Armee verstärkt wird.

[32] Ernst Julius Gurlt (1825-1899) ist damals außerordentlicher Professor am Medizinisch-Chirurgischen Institut der Berliner Universität.

Herr von Arnim hat ziemlich lange mit mir gesprochen, hat Einwände zu unserem eigentlichen und gemeinsamen Konstrukt gemacht, insbesondere diesen: die Art der Aktivität unseres Werks in Friedenszeiten und in den langen Intervallen zwischen den aufeinanderfolgenden Kämpfen in ein und demselben Krieg. Geld und noch mehr Geld sammeln, gut. Und dann? Wie hält man das Interesse und den Elan der Öffentlichkeit in Friedenszeiten wach? Darin liegt eines der Rätsel, man hält es nicht für unlösbar, man geht es frei und großherzig an, aber gelöst ist das Rätsel noch nicht. Was soll man zum Beispiel, angenommen, mit 50 bis 100 Freiwlligen umgehen, die in Flensburg über Wochen und Monate ausharren, ohne etwas zu tun zu haben? Und dann sind da noch die Einwände des Dr. Boudier[33], die man hier ernsthaft berücksichtigt.

Nach von Arnim habe ich mit dem Oberst mehrere noch ausstehende Besuche bei anderen Persönlichkeiten gemacht; der berühmte Professor Langenbeck[34] hat für halb neun seinen Besuch bei mir (Hotel Victoria 16)[35] angekündigt. Dr. Grimm[36], Chefarzt der preußischen Armee, den ich heute kurz gesehen habe, werde ich morgen nach meinem Besuch beim Minister wiedersehen.

[33] Bei der Gründungskonferenz ist Martin-François Boudier (1808-1883) einer der französischen Delegierten. Er spricht sich gegen die Vorhaben des Internationalen Komitees aus und glaubt, dass zivile Helfer auf dem militärischen Kampfplatz nichts zu suchen hätten, sondern ganz im Gegenteil Maultiere die Sache besser ausführen würden.

[34] Bernhard von Langenbeck (1810-1887) ist ein berühmter Chirurg, Spezialist in der Traumatologie, insbesondere für Schusswaffenverletzungen.

[35] Renommiertes Hotel in der Straße Unter den Linden, dessen Café auch bei den Berlinern sehr beliebt war. Überraschenderweise fügt Louis Appia „16“ an, nach einem zeitgenössischen Stadtplan hat das Hotel an dem berühmten Berliner Boulevard jedoch die Hausnummer 46. Vielleicht ist „16“ die Nummer seines Zimmers...

[36] Heinrich Gottfried Grimm (1804-1884), Chefarzt der preußischen Armee und besonders mit der Organisation des Militärsanitätswesens befasst. Aufgrund der Erfahrungen aus den Schlachten in Italien 1859 trägt er zu einem neuen Reglement über den Dienst in der Krankenpflege im Felde bei, durch das die Leitung der Militärambulanzen vollständig den Chefärzten übertragen wird.

Soweit meine bisherigen Fakten und Unternehmungen, und hier das *Tagebuch* dazu. Im Großen und Ganzen hat die Sache überall eine bemerkenswerte Sympathie erfahren, man agiert, aber man will umsichtig agieren.

Leben Sie wohl
Ihr ergebener

L. Appia, Dr.

Samstag, 26., 6 Uhr abends.

Berlin, Hotel Victoria

PS. Meine 2.000 Francs[37] sind, glaube ich, aufgebraucht, aber ich hoffe, dass sie gut ausgegeben sind. Sammeln Sie individuell wieder Geld, durch beträchtliche Sonderspenden, Eynard[38] u.a., berufen Sie dazu vielleicht das Generalkomitee[39] ein, wenn Sie es für nötig halten.

Ich werde Ihnen in Abständen schreiben.
Mein zweiter Brief wird wohl, denke ich, aus Flensburg kommen.
Schreiben Sie dorthin, postlagernd.

(ich verzichte aufs Korrekturlesen)

PS: Sehen Sie zu, was Sie, Herr Moynier, von diesem Inhalt Herrn Van de Velde vor seiner Abreise mündlich mitteilen wollen. Ich denke, im Augenblick ist es nicht nötig, dass er nach Berlin kommt. Das wäre einem Pflaster ein zweites.

Gruß und Handschlag an ihn.

* * *

[37] Das von Henry Dunant geführte Protokoll der Sitzung des Internationalen Komitees vom 23. März 1864 hält fest: „Der Präsident [Gustave Moynier] berichtet, dass Herr Appia gestern nach Schleswig abgereist sei und Herr Van de Velde am 29. des Monats aufbrechen wird. Jeder der beiden Herren ist mit einem Kreditbrief über 2.000 Francs ausgestattet, den die Herrn Hentsch & Cie für Hamburg und Kopenhagen ausgestellt haben." Da der 1850 von der gerade erst gebildeten Konföderation eingeführte Schweizer Franken zu jener Zeit nur nationale Verbreitung hat, kann es gleichsam als gesichert gelten, dass solche Kreditbriefe auf französische Francs ausgestellt sind, bedingt durch die hervorgehobene Stellung des Zweiten Kaiserreichs in Kontinentaleuropa.

[38] Der berühmte und philanthropisch eingestellte Bankier Jean-Gabriel Eynard (1775-1863) verstirbt am 9. Februar, d.h. 13 Monate vor Louis Appias Mission. Doch seine Frau Anna Eynard-Lullin (1793-1868) führt sein Mäzenatentum fort; so stellt beispielsweise sie dem Internationalen Komitee für die Gründungskonferenz im Oktober 1863 das Palais de l'Athénée zur Verfügung.

[39] Mit „Generalkomitee" meint Louis Appia möglicherweise das Genfer Komitee des (noch nicht existierenden) Schweizerischen Roten Kreuzes, das am 17. März 1864 gegründet wurde und die Entsendung zweier Delegierter in den Deutsch-Dänischen Krieg beschlossen hatte: Louis Appia auf die preußisch-österreichische Seite und Charles Meredith Van de Velde auf die dänische Seite.

Letter from Louis Appia
addressed to his wife Anna
for the attention of Gustave Moynier

Saturday March 26, 1864
Berlin

de l'excellence de la chose, ils sont heureux que Genève, terre neutre, en ait pris l'initiative, ils ne revendiquent que l'honneur de marcher dans leur pays, sérieusement, noblement, énergiquement, sans égoïsme ni vanité dans la voie tracée par la conférence. Ils ne se dissimulent pas les difficultés, ils savent qu'ils rencontreront des frottements quelquefois délicats ou même pénibles avec les autorités, qu'ils seront quelquefois en apparente contra-diction avec leur prépondérante et officielle position; mais tout cela ne les décourage pas. Le Dr Wendt se sent, dit-il, porté par la pensée idéale, qu'au dessus du désordre et des haines nationales de la guerre, au dessus des formes un peu roides quelquefois des hiérarchies et des organisations bureau-cratiques, règne et doit planer la force conciliante d'une vraie charité divine et d'une haute solidarité humaine. Je cite presque les paroles du Dr Wendt mais pour que l'idée devienne réalité il faut 1. Les luttes, les expériences, les déceptions mêmes, les fautes, presque les bévues de l'expérimentation 2. Il faut entretenir par de fréquentes communications l'intérêt du public. — La guerre toute locale du Schleswig (je continue à citer Wendt) offre à la Prusse la précieuse occasion de l'expérimentation mentionnée sur une petite échelle, elle en pro-fitera. Lui-même, comme les autres, se demandent encore avec un peu d'in-quiétude, comment organiser tout cela, spécialement sur le théâtre de la guerre, sans que cela compromette l'organisation militaire, et ennuie à satiété les autorités des divers étages; eux-mêmes se demandent ce que tout cela doit devenir en temps de paix; mais ce qu'ils ne se demandent plus, c'est si l'idée est bonne, fertile; et si eux-mêmes veulent y donner leur sym-pathie et leur main. Le ministre de la guerre, que je verrai demain, (Pâques) à midi, embrasse avec son cœur sympathique, généreux, désintéressé la cause qui nous occupe, il la protège, il ne craint pas de supporter lui-même l'ennui et l'embarras que tout cela peut introduire dans l'organisation officielle, car il croit la cause bonne, et que dès lors elle prend pour lui le caractère d'un devoir. Le ministre qui appuie le comité, se sent à son tour appuyé par le Roi et la Reine, qui se tiennent au courant.

Facsimile of the letter from Louis Appia to his wife Anna, Berlin, March 26, 1864, page 3.

To my wife :
Read these pages for yourself
and then send them
without delay to Mr. Moynier

Berlin, March 26, 1864[1]

My dear Sir,

Not knowing when I shall have the leisure to write to you a letter dated from Schleswig, I take this moment to begin my Journal in the form of communications. I reserve the right to extract, upon my return, from my letters the regular report[2] which I shall make at the session of the International Committee.[3]

This letter, like the following ones, only bears the character of friendly communications addressed to you, not to the International Committee, which I would be obliged if you do not lend, only mentioning what you judge appropriate by word of mouth here and there ; but without diminishing the interest that my report might have. Please also be kind enough to keep this and these letters for me, which I will take back upon my return to extract a somewhat juicy excerpt.

---

1 In January 1864, Prussia declared war on Denmark, with Austria as an ally. On February 1st, Austro-Prussian troops confronted the Danish army, which, being outnumbered, evacuated Schleswig and retreated to the fortified lines of Dybbøl/Düppel during the course of March. It is in this tense context that Louis Appia arrives in Berlin. Voir annexe 2.

2 *The Report presented by Dr. Appia on his mission with the German army in Schleswig* is made public in a volume of *Communication from the International Committee following the report of the international Conference in Geneva*, International Committee, Geneva, June 1864, pages 45-174. The report of the second delegate sent to the armies of Denmark, Charles Meredith Van de Velde, is published on pages 145-177. Voir annexe 13.

3 When Louis Appia refers to the "Committee" in his letters, he most often refers to the "International Committee for Relief to Wounded Soldiers," which later took the title of "International Committee of the Red Cross," often abbreviated today as "ICRC." By convention, we will name it "Committee" in the rest of this letter.

My monosyllabic letter to my wife has already informed you of my first steps in Berlin[4]; I resume the thread of the narrative:

Last evening[5] I spent at Mr. Housselle's[6] with the chief surgeon Dr. Wendt[7], a man with the politest, I would almost say the gentlest, manners, but even better, I believe, truly sincere and noble. He is a member of the great Berlin[8] Committee and shows a very real and active interest in the realization of our *Resolutions*[9]. A good part of the evening was spent discussing this familiarly with him and Mr. Housselle in the latter's superb salon, the German cigar in the mouth despite the presence of Mrs. Housselle, a very amiable and welcoming woman who is also well informed of the whole affair.

It was there for the first time that I saw the *German Appeal*[10] addressed by the Prussian Committee to the Prussians to inform them of the creation of the Berlin Committee, its purpose, and its desire for provincial committees to be formed.

4 This "monosyllabic" letter has not been found.

5 Thus, Friday, March 25, 1864.

6 Carl or Karl Housselle (1799-1885), doctor, deputy to the First Prussian Chamber, then government adviser on medical matters. He was one of the representatives of Prussia at the Constitutive Conference in Geneva, from October 26-29, 1863.

7 Dr. Wendt, staff doctor, and chief surgeon of the military hospice.

8 Central Committee of the Prussian Red Cross.

9 The Constitutive Conference of the International Red Cross met from October 26-29, 1863, at the Athénée Palace in Geneva. It adopted *Resolutions* and *Wishes* that Louis Appia was tasked to propose to his Prussian and Austrian interlocutors, in anticipation of the Diplomatic Conference from August 8-22, 1864. Voir annexe 4.

10 Following the entry into war against Denmark on February 1, 1864, the Prussian Red Cross was founded on February 6 in Berlin. The Prussian Committee behind this foundation launched an *Appeal* on February 17, 1864, for the formation of sister societies in Prussia. It is this text that Louis Appia discovered upon his arrival in Berlin. Among the signatories of this document, besides Prince Reuss, are Count Arnim-Boitzenbourg and doctors Karl Housselle and Bernhard von Langenbeck. Siehe Anhang 5 : *Aufruf !*

It was also there that I learned the names of the members. Its president is Prince Reuss[11], who was obviously named to this position only because of his title of Prince and his presence at our conferences. Besides, he gives little life to the sessions, speaks little, probably as in Geneva; but all this is likely due to his insufficient experience of presidency, etc.

Also, Count d'Arnim[12], 50-60 years old, former minister, etc., soon takes over in the sessions that take place every Tuesday evening and last 2 or 3 hours, bringing much life and animation to the debates. Dr. Housselle told me he is the soul of the committee; loving the cause, desiring and accelerating progress, and who, by his social and governmental position, great fortune, etc., is in a position to powerfully aid its development. I will speak of him again on the occasion of my visit.

These two gentlemen were somewhat surprised to see me poorly informed of what had been done in Berlin; I regret it. The day before my departure, I had asked Mr. Dunant[13] to go and review the archives; he limited himself to sending me a list of some people to see in Berlin in alphabetical order without indicating which were members of the committee and without naming the latter.

I concluded with conviction that it is essential for the Committee's archives to be the property of the International Committee[14] and deposited in a common local cabinet; I see nothing better than a dedicated cabinet in the premises of the Society for Public Utility.[15]

---

[11] Henri XIII, Prince of Reuss of Köstritz (1830-1897). A career military officer, he participated in the Constitutive Conference of the Red Cross in Geneva from October 26-29, 1863.

[12] Adolf Heinrich von Arnim-Boitzenburg (1803-1868), Count of Arnim, Prussian statesman, was Minister of the Interior between 1842 and 1845, and briefly Prime Minister in 1848. Appia abbreviates his title to "Exc."

[13] This is indeed Henry Dunant (1828-1910), then Secretary of the International Committee of Geneva.

[14] In other words, available to all members of the Committee, and not private archives that each member keeps at their home.

[15] The Geneva Public Utility Society is the cradle of the International Committee, which it constituted on February 9, 1863, in the form of a simple commission. But, from its first meeting on February 17, 1863, it transformed into the "International Committee," which has since and continues to have an autonomous existence.

Count d'Arnim also asked me for details on what is being done in other countries; I could only respond with hearsay. I was shown the desire that the international committee take in hand energetically its role as the Center of communications to receive and to make. In this respect, particularly Dr. Wendt highly approved my proposal to divide the archive work by language and make individual reports to the International Committee, which would make collective reports to the foreign committees at somewhat close intervals to maintain the interest and zeal of the latter, risking otherwise to see everything dissipate into smoke and paperwork that is not worth much more.

The Berlin committee meets every Tuesday and sits for 2-3 hours; there prevails, as in the general public, a keen interest in the matter. In this regard, I was particularly struck by the noble, disinterested, sincerely humane tendencies of Dr. Wendt (chief surgeon – Oberstabsarzt), Dr. Boeger, the King's physician[16], Housselle, and others. These first two believe in the excellence of the matter, they are happy that neutral Geneva took the initiative; they only claim the honor of following in their country seriously, nobly, energetically, without selfishness or vanity in the path traced by the Conference[17]. They do not hide the difficulties; they know they will encounter delicate or even painful frictions with authorities, sometimes appearing contradictory to their own high and official position; but none of this discourages them. Dr. Wendt feels, as he says, carried by the ideal thought that above the disorder and national hatreds of war, above the somewhat rigid forms sometimes of hierarchies and bureaucratic organizations, reigns and must hover the conciliatory force of true Christian charity and high human solidarity. I almost quote Dr. Wendt's words, but for the idea to become reality, it requires:

1. Struggles, experiences, disappointments, even the mistakes of inexperience.

2. Maintaining public interest through frequent communications.

The local war in Schleswig (I continue to quote Wendt) offers Prussia the precious opportunity for the mentioned experimentation on a small

[16] Dr. Carl Boeger (1813-1875) was appointed in 1858 as the personal physician of the previous King of Prussia, Frederick William IV (1795-1861). He was among the few familiar participants at the official burial of his royal patient on October 15, 1864.

[17] The Constitutive Conference of October 26-29, 1863.

scale; it will take advantage of it. He himself, like others, still wonders with some anxiety how to organize all this, especially on the war theater, without compromising the military organization and boring the authorities at various levels; they also wonder what all this should become in peacetime; but what they no longer question is whether the idea is good and fertile; and if they themselves want to give it their sympathy and support.

The Minister of War[18], whom I will see tomorrow (Easter[19]) at noon, embraces with his sympathetic, generous, disinterested heart the cause that concerns us; he protects it; he does not fear to bear himself the annoyance and embarrassment that all this can introduce into the official organization because he believes the cause is good, and hence it takes for him the character of a duty. The Minister, who approves the Committee, feels in turn supported by the King and Queen[20] who keep themselves informed.

I return to a point that is important to us as a serious warning; Dr. Boeger, Wendt, Count Arnim (I hold it from them), the Minister, even the King were greatly pained and in some respects offended by the absurd article in the *Journal de Genève*[21] which reported that wounded were dressed with grass and straw, that artillery wheels passed over the wounded in the streets of Flensburg[22] where not a shot was fired,

[18] Albrecht von Roon was Minister of War of Prussia from 1859 to 1873. He is the originator of an important and unpopular army reform that established mandatory and universal military service for three years. Since 1861, he was also head of the Navy. The reorganization he imposed on the army contributed to making Prussia the victorious power it was about to become.

[19] That is, Sunday March 27.

[20] Wilhelm I was King of Prussia from 1861 to 1888. His wife, Augusta, was among the high European personalities who supported the projects of the International Committee from the very beginning; in 1866, she personally invited Henry Dunant to the celebrations of the victory at Sadowa.

[21] On February 20, 1864, the *Journal de Genève* published on the front page an article that reviewed the international conference of October while a war was ongoing in Northern Europe. The aim was to show how sensible and useful the wishes formulated in the *Souvenir of Solferino* were. Voir annexe 6.

[22] Flensborg (or Flensburg in German) is a city located in the center of Schleswig. The Danes then retreated to Dybbøl (Düppel).

that everything was lacking while the depots were overloaded, that sisters from Nancy[23] were requisitioned; while these sisters had asked the Minister of War for permission to come to learn, and they were told that they were well provided but would not refuse them the opportunity to learn as much as possible (the sisters of Trier depend on the center of the corporation in Nancy), etc.; the King himself, I repeat, was offended; numerous copies of the Journal de Genève containing this article were sent, I do not know when and how, directly to Dr. Boeger at the Ministry, etc. Dr. Boeger told me: if they had limited themselves to sending it to me, I would have read it with a smile and then buried it in my papers without talking about it, except to warn the Geneva Committee, but thus the *Journal* spread in Berlin, circulated from hand to hand, arousing either hilarity or offense. The disadvantage of all this is that no one hesitated to hold the entire International Committee responsible and even believed it came from them. Despite this, added Dr. Boeger, the matter is good, we desire it and will not withdraw from it for a national offense caused by a journal article, but he added:

"Pay attention and this was also the thought of the Minister. Pay attention that such exaggerations do not make people logically conclude that the details in *A Memory of Solferino*[24] are just as exaggerated and thus the impetus is paralyzed. It is not about a personal offense for us, we rise above this susceptibility, but it is the idea that is at stake and in danger!"

All this, it is I who speak, seems to me true nobility, true good sense, true character, in a word, an example to which we must strive at all costs to hold ourselves, at the risk of seeing the matter and the honor generously granted to us for the initiative falter; noblesse oblige, it is the case to say. They look to Geneva; they still await inspirations from Geneva; let's be cautious.

[23] The same article in the *Journal de Genève* on February 20, 1864, mentioned that, due to the insufficient number of Prussian deaconesses, the War Ministry had to resort to the Sisters of Charity of Saint Charles, an order founded in the mid-17th century under the name Sisters of Charity of Saint-Charles Borromeo. It was from Nancy, the place of foundation, that the first sisters went to Germany in the early 19th century.

[24] This is indeed *A Memory of Solferino*, which Henry Dunant published in November 1862.

Do not use, I beg you, my letter except with all the tact that distinguishes you. Do not fear to take energetically in hand the Presidency[25], that is to say, the central power; make sure, if possible, that all reports, letters, etc. are addressed to you as President. I do not want to say more for fear of touching susceptibilities which I have the misfortune to believe are somewhat keen.

It was my duty to declare that the Committee only takes responsibility for what comes from it, that this article had nothing to do with it, that it was completely innocent of it; that this article was, like so many others, by some journalist X. I believe that it will be important for the Committee to decide not to authorize steps in its name that have not been approved in a meeting, moreover, that it meets at a fixed time, for example every 15 days, until the matter has taken its regular and organic course, for example for 1 or 2 years. The Committee must not degenerate into a prête-nom.

I will see the Ministry tomorrow at noon and several have advised me to mention the matter, to say that it did not come from the Committee, that the Minister, etc. would like, in similar cases, to attribute to the Committee only what is signed "in the name of the Committee" etc. I was also careful to say that, shortly afterwards, the *Journal de Genève* had inserted a correction[26], you will find it in the first half of March. It might be appropriate to send a copy to Dr Wendt, Boeger and perhaps to the Ministry which received a copy of the newspaper. But all this will soon dissipate, and I will contribute to it; it is an incident in the bigger picture, only it is important that it does not happen again in other forms and in other countries.

[25] When it was constituted on February 17, 1863, the International Committee chose General Dufour as president. In its meeting on March 13, 1864, it decided that Gustave Moynier should henceforth assume the presidency. Thus, when Appia wrote these lines, Moynier had been president of the Committee for only 13 days, and it should be noted that he did not attend the International Committee meeting on March 17, 1864.

[26] On March 18, the *Journal de Genève* published an article from a correspondent in Germany, explaining how much the sanitary situation had improved. Voir annexe 6.

I saw Count d'Arnim at length this morning[27], a very great Lord, and there I met the retired colonel Malachowski[28] who, on his offer, is being sent by the Berlin Committee and is leaving tonight for the theater of war to organize the depots of voluntary donations, to ensure their quantity, their quality, to draw up a complete inventory of them, and to create behind the battlefield depots of details, as needed. These voluntary supplies have increased to an exaggerated degree; it is a matter of monitoring their preservation and their wise distribution, etc.

I attended the Colonel's visit to Mr. d'Arnim, the instructions he received, etc. He is leaving tonight, God willing tonight, so we made an appointment in Flensburg and I think I will follow him everywhere for a few days, until Düppel and Fredericia[29]; these epaulettes will be with those of the Minister, my best recommendation and introduction.

We believe some serious events will take place in less than 15 days; if the battle was so close, I would be there and the white armband of Geneva would mingle with its red cross[30], with the simple white armband of the entire allied army[31], a happy association for the moment, but which it will be important to dissociate afterwards, in order to safeguard the principle of neutrality. The [Prussian] Committee has also sent a Dr Gurlt[32], who has been there for 15 days and of whom there is no news yet.

---

27 Thus Saturday, March 26.

28 Perhaps Ferdinand Leopold Anton Malachowski und Griffa (1821-1874), lieutenant-colonel, son of Lieutenant General Karl Friedrich Adolph, and brother of Wilhelm, who had a successful career and became a divisional general just before the Franco-German War.

29 Düppel, the German name for present-day Dybbøl, one of the major territorial stakes during the battles of 1848 and 1849, was fortified and besieged for several weeks at the beginning of the conflict. The position was finally taken by the Prussian armies on April 18, 1864. Fredericia is a town and strategic port in Denmark, on the eastern coast of Jutland, where the Danes won against the German troops on July 6, 1849, during the first Schleswig War.

30 Adopted at the Constitutive Conference, the emblem of the red cross on a white background was thus worn for the first time on a battlefield by a delegate of the International Committee.

31 In December 1863, a coalition composed of soldiers from the German Confederation (Hanover, Saxony, Prussia), reinforced by the Austrian army, was formed.

32 Ernst Julius Gurlt (1825-1899) was then an associate professor at the Medico-Surgical Institute of the University of Berlin.

Mr. d'Arnim talked with me for a long time, raised objections for our own and common edification; particularly that of the mode of activity of the work in peacetime, and in long intervals between the successive combats of the same war. Collecting money and more money, well; but what next? How to maintain public interest and momentum during peacetime. There lies one of the enigmas, it is not believed to be insoluble, it is approached frankly, nobly, but it is an enigma not yet solved. What to do for example in Flensburg (to assume a case) with 50-100 volunteers waiting, doing nothing, for weeks or months? And there, we find again the objections of Dr Boudier[33] which are taken here in serious consideration.

After d'Arnim, I attempted several unsuccessful visits to other people with the Colonel; the famous Prof. Langenbeck[34] announced his visit to me (Hotel Victoria 16)[35] for 8 h ½. Dr Grimm[36], chief surgeon of the Prussian army, seen briefly today, will be seen again by me tomorrow, immediately after my visit to the Minister.

Here are my actions and deeds so far and here is my *Journal*. In short, the affair has aroused remarkable sympathy everywhere, we are acting, but we want to act wisely.

Goodbye,
Your devoted friend

L. Appia

---

33 During the Constitutive Conference, Martin-François Boudier (1808-1883) was one of the delegates of France. He opposed the projects of the International Committee, considering that civilian rescuers had no place on the theater of military operations and that, on the contrary, mules would do the job much better.

34 Bernhard von Langenbeck (1810-1887) was a renowned surgeon, particularly specialized in traumatic surgery related to gunshot wounds.

35 Prestigious hotel located on the Unter den Linden Avenue, whose café was also well known to Berliners. The "16" added by Louis Appia is surprising because a map from the time places this hotel at 46 of the very famous Berlin avenue. Maybe the number "16" is his room number.

36 Heinrich Gottfried Grimm (1804-1884), chief surgeon of the Prussian army, very involved in the organization of army health services. In 1859, based on the experience of the battles in Italy, he contributed to a new Regulation on the sanitary service in the field, thanks to which the direction of military ambulances was entirely assigned to chief doctors.

Saturday 26 - 6 pm.

Berlin Hotel Victoria

P.S. My 2000 francs[37] will be spent quickly I believe, but I hope they will be spent well. Collect money individually, by large special donations, Eynard[38] etc., perhaps convene the general committee[39] for this, when you deem it necessary.

I will write to you as I go along.
My second letter will be, I think, dated from Flensburg.
Write there, poste restante

(I'm not proofreading)

P.S.: See what you, Mr. Moynier, want to communicate orally about this to Mr. Van de Velde before his departure. I don't think he should come to Berlin for the time being. It would be two plasters on top of each other.

Greetings and a handshake for him.

* * *

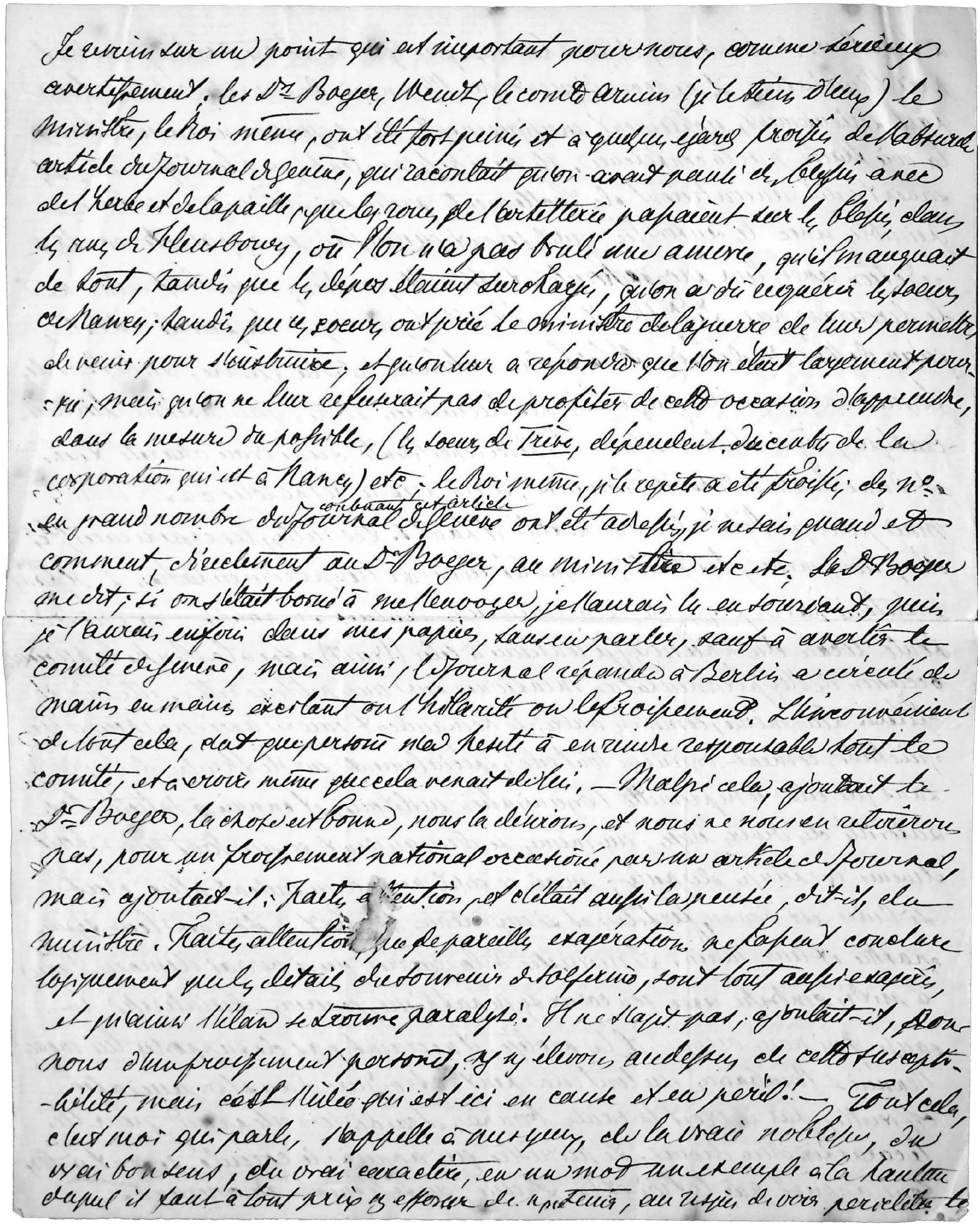
[37] The minutes of the meeting of March 23, 1864, of the International Committee, held by Henry Dunant, specify: "Mr. President [Gustave Moynier] reports that Mr. Appia left yesterday for Schleswig and that Mr. Van de Velde will leave on the 29 of this month. These gentlemen were each provided with a letter of credit for 2000 francs, issued by Messrs. Hentsch and C° for Hamburg and Copenhagen." As the Swiss franc (created in 1850 by the newly formed Confederation) only had national significance at that time, it is almost certain that these letters of credit were denominated in French francs, which then enjoyed the dominant position of the Second Empire in continental Europe.

[38] The famous philanthropist banker Jean-Gabriel Eynard (1775-1863) died on February 9, thus 13 months before this mission of Louis Appia. But his wife, Anna Eynard-Lullin (1793-1868), continued his patronage; for example, she made the Athénée Palace available to the International Committee for the Constitutive Conference in October 1863.

[39] By "General Committee," Louis Appia probably refers to the "Section Genevoise" of the Swiss Red Cross (which does not yet exist...), which, founded on March 17, 1864, decided to send two delegates to the Duchies War: namely Louis Appia on the Prussian-Austrian side and Charles Meredith Van de Velde on the Danish side.

Brev fra Louis Appia
til sin hustru Anna
bestemt til Gustave Moynier

lørdag den 26. marts 1864
Berlin


Je reviens sur un point qui est important pour nous, comme sérieux
avertissement. les Dr Boeger, Wentz, le comte Arnim (je le tiens d'eux) le
ministre, le Roi même, ont été fort peinés et à quelques égards froissés de l'absurde
article du Journal de Genève, qui racontait qu'on avait pansé des blessés avec
de l'herbe et de la paille, que les roues de l'artillerie passaient sur les blessés dans
les rues de Flensbourg, où l'on n'a pas brûlé une amorce, qu'ils manquaient
de tout, tandis que les dépôts étaient surchargés, qu'on a dû requérir les soeurs
de Nancy; tandis que ces soeurs ont prié le ministre de la guerre de leur permettre
de venir pour s'instruire, et qu'on leur a répondu que l'on était largement pour-
-vu; mais qu'on ne leur refuserait pas de profiter de cette occasion d'apprendre,
dans la mesure du possible, (les soeurs de Trève, dépendent du centre de la
corporation qui est à Nancy) etc. le Roi même, je le répète a été froissé, des nos
en grand nombre du Journal de Genève contenant cet article ont été adressés, je ne sais quand et
comment, directement au Dr Boeger, au ministère etc etc. Le Dr Boeger
me dit; si on s'était borné à me l'envoyer, je l'aurais lu en souriant, puis
je l'aurais enfoui dans mes papiers, sans en parler, sauf à avertir le
comité de Genève, mais ainsi, le Journal répandu à Berlin a circulé de
mains en mains excitant ou l'hilarité ou le froissement. L'inconvénient
de tout cela, dit-il, c'est que personne n'a hésité à en rendre responsable tout le
comité, et à croire même que cela venait de lui. — Malgré cela, ajoutait le
Dr Boeger, la chose est bonne, nous la désirons, et nous ne nous en retirerons
pas, pour un froissement national occasionné par un article de journal,
mais ajoutait-il: faites attention, et c'était aussi la pensée, dit-il, du
ministre. Faites attention que de pareilles exagérations ne fassent conclure
logiquement que les détails du Souvenir de Solferino, sont tout aussi exagérés,
et mainte idée se trouve paralysée: Il ne s'agit pas, ajoutait-il, pour
nous d'un froissement personnel, nous nous élevons au dessus de cette suscepti-
-bilité, mais c'est l'idée qui est ici en cause et en péril! — Tout cela,
c'est moi qui parle, rappelle à nos yeux, de la vraie noblesse, du
vrai bon sens, du vrai caractère, en un mot un exemple à la hauteur
duquel il faut à tout prix s'efforcer de se tenir, au risque de voir péricliter le

Fac-similé af Louis Appias brev til sin hustru Anna, Berlin, den 26. Marts 1864, side 4.

Til min kone:
Læs selv disse ark
og send dem derefter
uden forsinkelse til hr. Moynier

Berlin, den 26. marts 64[1]

Min kære herre,

Uden at vide hvornår jeg får tid til at skrive Dem et brev dateret fra Slesvig, udnytter jeg dette øjeblik til at begynde min *Journal* i form af kommunikation. Jeg forbeholder mig retten til, når jeg vender tilbage, at uddrage fra mine breve den regelmæssige rapport[2], som jeg vil afgive på udvalgsmødet[3].

Dette brev har ligesom de følgende kun karakter af venlige meddelelser rettet til Dem, ikke til Komiteen, som jeg vilde være Dem taknemmelig for, ikke at udlåne. De kan fortælle om det, hist og her mundtligt, hvad De finder passende; men uden at formindske den interesse, som min beretning måtte have. Vær også venlig at beholde dette og disse breve, som jeg vil tage tilbage ved min tilbagevenden for at udtrække et noget saftigt uddrag.

---

1 1 januar 1864 erklærede Preussen Danmark krig med Østrig som allierede. Den 1. februar konfronterede de østrigsk-preussiske tropper den danske hær, som i underlegenhed evakuerede Slesvig og forskansede sig på de befæstede linjer i Dybbøl / Düppel i løbet af marts måned. Det er i denne anspændte sammenhæng, at Louis Appia ankommer til Berlin. Voir annexe 2.

2 *Beretningen fremlagt af hr. Doktor Appia om hans mission til den tyske hær i Slesvig* er offentliggjort i et bind af *Meddelelse fra den internationale komite efter rapporten fra den internationale konference i Geneve*, International Komite, Genève, juni 1864, sider 45-144 og 56-57.Beretningen fra den anden delegerede sendt til Danmarks hære, Charles Meredith Van de Velde, er offentliggjort på siderne 145-177. Voir annexe 13.

3 Når Louis Appia taler om "Komitéen" i sine breve, henviser han oftest til "International komite for hjælp til sårede soldater", som dengang tog titlen "International komite af Røde Kors" ofte forkortet i dag "ICRC". I henhold til aftale vil vi henvise til det som "udvalget" i resten af dette brev.

Mit "enstavelsesbrev" til min kone har allerede informeret Dem om mine første skridt i Berlin[4]. Jeg tager tråden op i den videre historie.

I går aftes[5] tilbragte jeg aftenen hos hr. Housselle[6] med overkirurgen Dr. Wendt[7], en meget høflig man, jeg vil næsten sige blid, men hvad der er bedre endnu, tror jeg, er at han er virkelig oprigtig og ædel. Han er medlem af den store komité i Berlin[8] og viser en meget reel og aktiv interesse for gennemførelsen af vores *Résolutions*[9]. En stor del af aftenen blev brugt på at snakke fortroligt med ham og hr. Housselle, i sidstnævntes fantastiske stue, med en tysk cigar i munden, på trods af Madame Housselles tilstedeværelse, en meget venlig, imødekommende og vidende kvinde, også om hele sagen.

Det var først dér, at jeg for første gang så den tyske *Appel*[10] fra den preussiske komité til Preusserne om at informere dem om oprettelsen af Berlinkomitéen, om dens formål og om dens ønske om at danne provinskomiteer.

Det var også først der, jeg lærte navnene på medlemmerne. Formanden er prinsen af Reuss[11], som åbenbart kun blev udnævnt til denne

4 Dette "enstavelsesbrev" bogstav er ikke fundet.

5 Altså fredag den 25. marts 1864.

6 Carl eller Karl Housselle (1799-1885), læge, medlem af det første preussiske deputeretkammer, derefter regeringsrådgiver i medicinske spørgsmål. Han er en af repræsentanterne for Preussen ved den konstituerende konference i Genève, 26.-29. oktober 1863.

7 Dr. Wendt, stabslæge og overkirurg på militærhospitalet.

8 Centralkomitéen for det preussiske Røde Kors.

9 Det Internationale Røde Kors' konstituerende konference mødtes fra den 26. til den 29. oktober 1863 i Athénée-palæet i Genève. Den vedtog *Résolutions* og *Vœux*, som Louis Appia var ansvarlig for at foreslå sine preussiske og østrigske samtalepartner med henblik på den diplomatiske konference 8.-22. august 1864. Voir annexe 4.

10 Det var i forlængelse af indtræden i krigen mod Danmark, den 1. februar 1864, at det preussiske Røde Kors blev grundlagt den 6. februar i Berlin. Den 17. februar 1864 lancerede den preussiske komité, der var oprindelsen til denne grundlæggelse, en *Aufruf!* om dannelsen af søsterselskaber i Preussen. Det er denne tekst, Louis Appia opdager ved sin ankomst til Berlin. Blandt underskriverne af dette dokument er der, foruden prinsen af Reuss, greven af Arnim-Boitzenburg og lægerne Karl Housselle og Bernhard von Langenbeck. Siehe Anhang 5.

11 Henri XIII, Prins af Reuss af Köstritz (1830-1897). Karrieresoldat deltager han i den konstiturende konference af Røde Kors i Geneve, 26.-29.oktober 1863.

stilling på grund af sin titel af prins og hans tilstedeværelse på vores konferencer. Desuden er han ikke ret aktiv ved møderne, taler meget lidt, sandsynligvis som han gjorde i Genève; men alt dette måske fordi han mangler tilstrækkelig erfaring som formand.

Greven af Arnim[12], 50-60 år gammel, tidligere minister, Exc. osv. deltager til de sessioner, der finder sted hver tirsdag aften og varer 2 eller 3 timer, meget ivrigt og giver debatterne en masse liv og dynamik. Han er, fortalte Dr. Housselle mig, udvalgets sjæl; han elsker sagen, ønsker og aktiverer fremskridt, og som ved sin sociale og statslige stilling, sin store formue osv. er placeret på en sådan måde, at det kraftigt hjælper dens udvikling. Jeg vil tale mere om ham under mit besøg.

Disse to herrer var lidt overraskede over at se mig uvidende om, hvad det blev gjort i Berlin. Jeg beklager det. To dage før min afrejse havde jeg bedt hr. Dunant[13] om at undersøge arkiverne; han indskrænkede sig til at sende mig listen over nogle personer, der vil komme til Berlin, i alfabetisk rækkefølge, uden at udpege hvilke der er medlemmer af den [preussiske] komité, uden at angive navnene på sidstnævnte.

Jeg konkluderede med overbevisning, at det er væsentligt, at udvalgets arkiver er den internationale komités[14] ejendom og deponeres i et skab i et fællesrum, jeg kan ikke forestille mig noget bedre end et ad hoc-skab i et lokale tilhørende "Société d'utilité publique"[15] (Selskabet for almenvellet).

Hr. greve af Arnim spurgte mig hvad der gøres i andre lande. Jeg kunne kun svare med rygter. Jeg blev fortalt om ønsket om, at den internationale komité energisk skulle påtage sig rollen som et kommunikationscenter, det vil sige, modtage og udføre. Især i denne henseende godkendte Dr. Wendt mit forslag om at opdele arkivernes arbejde efter

---

12 Adolf Heinrich von Arnim-Boitzenburg (1803-1868), greve af Arnim, preussisk statsmand, var indenrigsminister mellem 1842 og 1845, derefter kortvarigt premierminister i 1848. Appia gav ham forkortet hans titulatur til: "Exc."

13 Det drejer sig selvfølgelig om Henry Dunant (1828-1910), dengang sekretær for den internationale komité i Genève.

14 Med andre ord tilgængeligt for alle medlemmer af udvalget, og ikke for private arkiver, som hvert medlem opbevarer hjemme.

15 Det Geneve selkab for almenvellet er smeltediglen for den internationale komité, som den nedsatte den 9. februar 1863 i form af en simpel kommission. Men fra dets første møde den 17. februar 1863 blev den kommission omdannet til en "international komité", som fremover og indtil i dag har en selvstændig eksistens.

sprog, at rapportere individuelt til den [internationale] komité, som refererer kollektivt til udenlandske udvalg, på bestemte tidspunkter, for at bevare interessen og iveren for sidstnævnte, med fare for ellers at se alt forsvinde i røg og papirarbejde, som ikke er meget mere værd.

Berlin-udvalget mødes hver tirsdag, og sidder i 2-3 timer; der hersker der, som blandt den brede offentlighed, en livlig interesse for sagen. I denne henseende blev jeg især slået af de ædle, upartiske, oprigtigt menneskelige tilbøjeligheder hos Dr. Wendt, Dr. Boeger, Kongens læge[16], Housselle og så videre. De to første tror på sagens fortræffelighed, de er glade for, at Genève, på neutral grund, har taget initiativet; de fremhæver kun æren af at marchere i deres land, seriøst, ædelt, energisk, uden egoisme eller forfængelighed i overstemmelse med den [konstitutive] konference[17]. De skjuler ikke vanskelighederne, de ved, at de undertiden vil støde på gnidninger i tilsyneladende modstrid med deres egen høje og officielle stilling; men alt dette afskrækker dem ikke. Dr. Wendt føler sig, siger han, båret af den ideelle tanke, at over krigens uorden og nationale had, over de til tider lidt stive former for hierarkier og bureaukratiske organisationer, hersker og må frembringe den forsonende kraft af ægte kristen næstekærlighed og menneskelig solidaritet. Jeg citerer næsten Dr. Wendts ord, men for at ideen skal blive til virkelighed er følgende nødvendigt:

1. Kampene, oplevelserne, selve skuffelserne, fejlene, næsten uerfaringernes fejltagelser.
2. Det er nødvendigt at opretholde den offentlige interesse gennem hyppig kommunikation.

Selve den lokale krig i Slesvig (jeg fortsætter med at citere Wendt) giver Preussen den dyrebare mulighed for de nævnte eksperimenter på en lille skala; det vil Preussen have gavn af. Selv undrer han sig over ligesom de andre, stadig med lidt bekymring, hvordan man kan organisere alt dette, især i krigen, uden at det skader den militære organisation og generer myndighederne; de undrer sig selv over, hvad alt dette skal blive

[16] Læge Carl Boeger (1813-1875) blev i 1858 udnævnt til personlig læge hos den tidligere konge af Preussen, Frederik Vilhelm IV (1795-1861). Han vil være en af de sjældne fortrolige, der kunne deltage i den officielle begravelse af hans kongelige patient den 15. oktober 1864.

[17] Den konstituerende konference 26.-29. oktober 1863.

til i fredstid; men hvad de ikke længere spørger sig selv om, er om ideen er god, frugtbar; og at de selv vil bidrage med deres sympati og deres magt.

Krigsministeren[18], som jeg vil se i morgen, (Påske[19]), ved middagstid, omfavner med sit sympatiske, generøse, upartiske hjerte den sag, som angår os; han beskytter den, han frygter ikke selv at bære kedsomheden og forlegenheden at alt dette kan indføre i den officielle organisation, fordi han mener, sagen er god, og derfra får karakter af en pligt for ham. Ministeren, der godkender udvalget, føler sig også støttet af kongen og dronningen[20], som holder sig orienteret.

Jeg kommer tilbage til et punkt, som er vigtigt for os som en alvorlig advarsel. Dr. Boeger, Wendt, grev Arnim (det har jeg hørt fra dem), ministeren, kongen selv, var meget kede af det og på nogle måder fornærmet over den absurde artikel i *Journal de Genève*[21], som fortalte, at man havde bandageret de sårede med græs og halm, at artilleriets hjul kørte over de sårede i Flensborgs gader[22],uden at der blev udløst et eneste skud, at alt manglede, medens at depoterne var overbelastede, at Nancys søstre måtte rekvireres[23]. Men disse søstre bad krigsministeren om de

---

18 Albrecht von Roon er preussisk krigsminister fra 1859 til 1873. Han stod bag en vigtig og upopulær reform af hæren, som indførte obligatorisk og universel værnepligt på tre år. Fra 1861 var han også chef for søværnet. Den reorganisering, han pålagde hæren, var med til at gøre Preussen til den sejrsrige magt, den var ved at blive.

19 Søndag den 27. marts.

20 Vilhelm I. er konge af Preussen fra 1861 til 1888. Hans hustru Augusta er en af de højtstående europæiske personligheder, som støttede den internationale komités projekter lige fra begyndelsen; i 1866 inviterede hun personligt Henry Dunant til fejringen af Sadowas sejr.

21 Den 20. februar 1864 publicerede le *Journal de Genève* på forsiden en artikel, som gjorde status over den internationale konference i oktober, mens en krig var i gang i Nordeuropa. Formålet er at vise, hvordan de ønsker, der er formuleret i *En erindring fra Solferino*, er både meningsfulde og mest nyttige.

22 Flensborg (eller Flensburg på tysk), er en by beliggende i midten af Slesvig-hertugdommen. Den østrigske-preussiske hær besat byen sidst i februar 1864. Johannitterne installerede deres hovedkvarter og åbnede der deres hospital. Danskerne trak sig derefter tilbage til Dybbøl (Düppel).

23 Samme artikel fra *Journal de Genève* af 20. februar 1864 nævnte, at krigsministeriet på grund af mangel på tilstrækkelige preussiske diakonisser måtte søge hjælp hos velgørenhedssøstrene Sct Karl, en orden grundlagt i midten af det 17. århundrede under navnet af Søstre af velgørenhed Sct-Karl-Borromeo. Det var fra Nancy, stedet for stiftelsen, at de første søstre rejste til Tyskland, i begyndelsen af det 19. århundrede. Voir annexe 6.

skulle komme for at lære. De fik at vide, at vi var rigeligt forsynet, men at de ikke ville blive nægtet at benytte sig af denne mulighed for at 'lære så meget som muligt' (Triers søstrene er afhængige af korporationens centrum, som er i Nancy). Kongen selv, jeg gentager, blev fornærmet; et stort antal eksemplarer fra *Journal de Genève*, der indeholder denne artikel, blev adresseret, jeg ved ikke hvornår eller hvordan, direkte til Dr. Boyer, til ministeriet osv. Dr. Boeger sagde til mig, at hvis de lige havde sendt det til mig, ville jeg have læst det med et smil, så ville jeg have begravet det i mine papirer, uden at tale om det, undtagen for at underrette Genève-komiteen. Tidsskriftet var udbredt i Berlin, cirkulerede fra hånd til hånd og dermed fremkaldte enten munterhed eller fornærmelse. Ulempen ved alt dette er, at ingen tøvede med at give hele den [internationale] komité skylden for det og endda at tro, at det kom fra den. På trods af dette, tilføjede Dr. Boeger, er sagen god, vi vil have den, og vi vil ikke trække os tilbage fra den på grund af en national uro forårsaget af en avisartikel, men han tilføjede :

- "Vær forsigtig, og det var også ministerens tanke," sagde han. Pas på, at sådanne overdrivelser ikke fører til den logiske konklusion, at detaljerne i *En erindring fra Solferino*[24] er lige så overdrevne, og at fremdriften dermed er lammet. Det er ikke et spørgsmål, tilføjede han, for os om en personlig krænkelse, vi hæver os over denne modtagelighed, men det er ideen, der er på tale og i fare her!»

Alt dette, det siger jeg, er i mine øjne sand og sund fornuft, sand karakter, i et ord et eksempel, som vi for enhver pris må stræbe os efter at holde os til, med fare for at se sagen og æren, generøst givet os, forværres; "noblesse oblige" kan man godt sige. Man ser til Genève, man venter stadig på inspiration fra Genève,vi må passe på.

Brug venligst kun mit brev med al den takt, der karakteriser Dem. Vær ikke bange for energisk at tage ansvaret for formandskabet[25], det vil sige

[24] Det drejer sig selvfølgelig om *En erindring fra Solferino* som Henry Dunant udgav i november 1862.

[25] Da den blev dannet den 17. februar 1863, valgte den internationale komité general Dufour til formand. Ved mødet den 13.marts bestemmer komiteen at Gustave Moynier skal blive præsident. Det vil sige at da Appia skrev disse linjer, havde Moynier kun været formand for komiteen i 13 dage. Vi bemærker også, at han ikke deltog i mødet af Geneve afdeling (af et schweizisk Røde Kors som blev først grundlagt i 1866) den 17. marts 1864. Voir annexe 8.

centralmagten; få alle rapporter, breve osv. sendt til Dem som formand, vis det er muligt. Jeg vil ikke sige mere, fordi jeg er bange for at røre ved noget meget følsomt.

Det var min pligt at erklære, at den [internationale] komité kun tog ansvar for, hvad der kom fra den, at denne artikel ikke havde noget med den at gøre, at den var fuldstændig uskyldig i den; at denne artikel, som så mange andre, var skrevet af en eller anden journalist X. Jeg tror at det bliver vigtigt at komiteen bestemmer at ingen handling bliver foretaget i dets navn og uden at være godkendt på møder på et fast tidspunkt, for eksempel hver 14. dag, indtil sagen har taget sit faste forløb for eksempel i 1 eller 2 år. Udvalget må ikke degenerere til en stråmand.

Jeg skal til ministeriet i morgen ved middagstid og flere har rådet mig til at nævne sagen, at sige at det ikke kom fra udvalget, at ministeren mv. er villige til i lignende tilfælde kun at henregne det til [internationale] komité, hvad der er underskrevet "i udvalgets navn" mv. Jeg var også omhyggelig med at sige, at *Journal de Genève* kort efter havde indsat en rettelse[26]. De vil finde den i de første fjorten dage af marts måned. Det ville måske være på sin plads at sende en kopi til Dr. Wendt, Boeger og måske til ministeriet, som modtog et eksemplar af den avis. Men alt dette vil snart forsvinde, og jeg vil bidrage til det; det er en hændelse i hele sagen, men det er vigtigt, at det ikke sker igen under andre former og i andre lande.

I morges mødtes[27] jeg længe med greven af Arnim, den meget betydningsfulde herre, og jeg stiftede bekendtskab med den pensionerede oberst Malachowski,[28] som efter hans tilbud er udsendt af Berlinkomitéen og rejser i aften til krigen for at organisere deponeringer af frivillige donationer, sikre deres kvantitet, deres kvalitet, andre deponeringer efter behov. Disse frivillige forsyninger er vokset i en voldsom grad; det er et spørgsmål om at overvåge deres opbevaring og deres fornuftige fordeling mv.

---

[26] Den 18. marts udgav *Journal de Genève* en artikel fra en korrespondent fra Tyskland, som forklarer, hvordan sundhedssituationen er blevet bedre. Voir annexe 6.

[27] Lørdag den 26. marts.

[28] Måske Ferdinand Leopold Anton Malachowski und Griffa (1821-1874), oberstløjtnant, søn af generalløjtnant Karl Friedrich Adolph og bror til Vilhelm, som havde en succesrig karriere og blev generalmajor lige før den fransk-tyske krig.

Jeg deltog i oberstens besøg hos hr. d'Arnim, og hørte de instruktioner han modtog osv. Han rejser i aften, med mig hvis Gud vil, så har vi aftalt at mødes i Flensborg , og jeg regner med, at jeg vil følge ham overalt i nogle dage, op til Dybbøl og Fredericia[29]; disse epauletter vil være med ministerens, min bedste anbefaling og introduktion.

Vi tror på at der sker noget alvorligt på mindre end 14 dage; hvis angrebet er så tæt på, vil jeg være der, og Genèves hvide armbind vil blande sig med dets røde kors[30], med det simple hvide armbind fra hele den allierede hær[31], en lykkelig forening for det øjeblik, men det bliver vigtigt at være med, med henblik på at værne om det etablerede neutralitetsprincip. Den [preussiske] komité sendte også en Dr. Gurlt[32], som har været der i 14 dage, og som vi ikke har hørt nærmere om.

Hr. d'Arnim talte ret længe med mig, gjorde indvendinger mod vor egen og fælles optrapning; især de lange intervaller mellem på hinanden følgende kampe i den samme krig. De indbragte penge og at der kommer flere penge, det er i orden; men bagefter? Det er en af gåderne, vi mener ikke, at den er uopløseligt, vi nærmer os den ærligt, ædelt, men det er en gåde, der endnu ikke er løst. Hvad skal man for eksempel gøre i Flensborg (for at formode et tilfælde) med 50-100 frivillige, der venter, ikke laver noget, i uger eller måneder? Desværre finder vi Dr. Boudiers indvendinger[33] ret seriøse.

---

[29] Düppel, tysk navn for nuværende Dybbøl, er et af de store territoriale spørgsmål under den første slesvigske-krig (1848 og 1849), blev befæstet og vil blive belejret i flere uger ved starten af konflikte i 1864. Stillingen blev endelig indtaget af de preussiske hære den 18. april 1864. Fredericia er en by og en strategisk havn i Danmark, på den jyske østkyst, hvor danskerne havde sejret over de tyske tropper den 6. juli 1849 .

[30] Vedtaget under den konstituerende konference bæres det røde kors emblem på hvid baggrund således for første gang på en slagmark af en delegeret fra Den Internationale Komité.

[31] I december 1863 blev der dannet en koalition bestående af soldater fra det germanske forbund (Hannover, Sachsen, Preussen), forstærket af den østrigske hær.

[32] Ernst Julius Gurlt (1825-1899) var dengang lektor ved det medicinsk-kirurgiske institut ved universitetet i Berlin.

[33] Under den konstituerende konference var Martin-François Boudier (1808-1883) en af de delegerede fra Frankrig. Han modsatte sig derefter Den Internationale Komités projekter, idet han mente, at civile redningsfolk ikke havde noget at lave inden for militære operationer, og at muldyr tværtimod ville gøre arbejdet meget bedre.

Efter Arnim aflagde jeg adskillige besøg med obersten hos andre mennesker; den berømte professor Langenbeck[34] annoncerede sit besøg i mit hjem (Hotel Victoria 16)[35] kl. 8. 30. Dr. Grimm[36], chefkirurg for den preussiske hær, set kortvarigt i dag, vil jeg møde igen i morgen, umiddelbart efter mit besøg hos ministeren.

Her er mine handlinger indtil videre, og her er *Journalen*. Kort sagt, sagen har vakt bemærkelsesværdig sympati overalt, vi handler, men vi vil handle klogt.

Farvel,
Deres hengivene

L. Appia Dr

[34] Bernhard von Langenbeck (1810-1887) var en berømt kirurg, der især specialiserede sig i traumatisk kirurgi forbundet med skydevåbenskader.

[35] Prestigefyldt hotel beliggende på Unter den Linden Avenue, hvis café også var velkendt af berlinerne. "16" tilføjet af Louis Appia er overraskende, fordi en plan fra dengang placerer dette hotel på 46 af den meget berømte Berlin avenue. Utvilsomt drejer det sig om hans værelses nummer.

[36] Heinrich Gottfried Grimm (1804-1884), chefkirurg for den preussiske hær, meget involveret i organiseringen af hærens sundhedsvæsen. I 1859 bidrog han med sin kamperfaring i Italien til en *ny Forordning om sundhedsvæsenet i felten*, som udkom i 1863, takket være hvilken ledelsen af militærambulancer helt blev overdraget til overlægerne.

Lørdag 26 - Kl.6 om aftenen

Berlin Hotel Victoria

PS. Mine fr. 2000[37] vil ryge, tror jeg, men jeg håber de ryger godt. Prøv at indsamle penge individuelt, gennem store specielle donationer, Eynard[38] osv., saml "Comité général" måske hovedudvalget[39] til dette formål, når De finder det nødvendigt.

Jeg vil skrive til dig som tiden går.
Mit andet brev vil, tror jeg, være dateret fra Flensborg .
Skriv poste restante .

(Jeg genlæser ikke)

PS: se, hvad De, hr. Moynier, ønsker at kommunikere mundtligt om dette til hr. Van de Velde før hans afrejse. Jeg synes ikke, han skal komme til Berlin i øjeblikket. Det ville være to plastre oven på hinanden.

Vær hilset og håndtryk til ham.

* * *

[37] Den berømte bankmand og filantrop Jean-Gabriel Eynard (1775-1863) døde den 9. februar, altså 13 måneder før denne mission af Louis Appia. Men hans hustru, Anna Eynard-Lullin (1793-1868) fortsatte hans virksomhed som mæcen; for eksempel var det hende, der stillede Athénée-palæet til rådighed for den internationale komité for den konstituerende konference i oktober 1863.

[38] Med "Comité général" tænker Louis Appia formentlig på "Section Genevoise" (Geneve-afdeling) for det schweiziske Røde Kors (som ikke eksisterede endnu ...), som, grundlagt den 17. marts 1864, besluttede at sende de to delegerede til krigen om hertudømmerne: det vil sige Louis Appia på den preussisk-østrigske side og Charles Meredith Van de Velde på den danske side.

[39] Referatet fra mødet den 23. marts 1864 i den internationale komité, som føres af Henry Dunant, specificerer: «Hr. formand [Gustave Moynier] rapporterer, at hr. Appia rejste til Slesvig i går, og at hr. Van de Velde vil rejse den 29. Disse herrer fik hver et tilskud på 2000 francs leveret af Hentsch og Cie i Hamborg og København.» Da den schweiziske franc (oprettet i 1850 af det meget nye forbund) dengang kun havde et nationalt grundlag, er det næsten sikkert, at disse bevillinger var specificeret i franske francs, som dengang dominerede, på grund af det andet kejserdømmes stilling på Kontinentaleuropa.

Lettera di Louis Appia
Indirizzata a sua moglie Anna
Da trasmettere a Gustave Moynier

Sabato 26 marzo 1864
Berlino

3

chose, et l'honneur qu'on nous accorde généreusement de l'initia-
-tive; noblesse oblige, c'est le cas de le dire. On regarde à Genève, on attend
encore des inspirations de Genève, garde à nous.

N'usez, je vous prie encore, de ma lettre qu'avec tout le tact qui vous distingue. Ne craignez pas de prendre énergiquement en main la Présidence, c.à.d. le pouvoir central; faites vous adresser, si possible, à vous comme Président tous les rapports, lettres etc. Je ne veux pas en dire davantage, craignant de toucher à des susceptibilités que j'ai le malheur de croire un peu vives.

J'ai cru de mon devoir de déclarer que le comité ne prenait la responsabilité que de ce qui venait de lui, que cet article n'avait rien à faire avec lui, qu'il en était complètement innocent, que cet article était comme tant d'autres l'oeuvre de quelque journaliste &c. — Je crois qu'il importera que le comité décide de ne pas autoriser des démarches en son nom qui n'auraient pas été approuvées en séance, de plus qu'il se réunisse à époque fixe p. ex. tous les 15 jours jusqu'à ce que l'affaire ait pris sa marche régulière et organisée p. ex. pendant 1 ou 2 ans. Il ne faut pas que le comité dégénère en prête-nom. —

Je verrai demain à midi le ministère; plusieurs m'ont conseillé de mentionner la chose, de dire que cela ne venait pas du comité, que le ministère et cetera voulussent bien dans les cas échéants semblables, n'attribuer au comité que ce qui est signé „au nom du comité" et cetera. — J'ai eu aussi soin de dire que peu de temps après le Journal de Genève avait inséré une rectification, vous la retrouverez dans le n° 15 de mars. Il conviendrait peut-être d'en envoyer un exemplaire au Dr Wendt, Boyer et peut-être au Ministère qui a reçu l'exemplaire du canard. — Mais tout cela se dissipera bientôt, et j'y contribuerai; l'autre incident dans l'affaire pris en grand, seulement il importe qu'elle ne se reproduise pas sous d'autres formes, et dans d'autres pays.

J'ai vu ce matin longuement le comte d'Arnim, très grand seigneur et j'y ai fait la connaissance du Colonel en retraite Malachowski qui, sur son offre, est envoyé par le comité de B. et part ce soir pour le théâtre de la guerre pour organiser les dépôts de dons volontaires, s'assurer

Fac-similé de la lettre de Louis Appia à son épouse Anna, Berlin, 26 mars 1864, page 5.

A mia moglie:
leggi tu stessa questi fogli
e poi inviali senza indugio
al signor Moynier

Berlino 26 marzo 64[1]

Mio caro signore,

Non sapendo quando avrò il tempo di scrivervi una lettera dallo Schleswig, approfitto di questo momento per iniziare il mio *diario* sotto forma di comunicazioni. Mi riservo di estrapolare, al mio ritorno, dalle mie lettere il resoconto[2] periodico che farò alla riunione del Comitato[3].

Questa lettera, come le seguenti, ha solo carattere di comunicazioni amichevoli indirizzate a voi, non al Comitato e che vi pregherei di non diffondere, limitandovi a dare qua e là a voce ciò che riterrete opportuno ; ma senza diminuire l'interesse che la mia relazione potrà avere. Vogliate avere anche la gentilezza di conservare per me questa e le altre lettere che riprenderò al mio ritorno per produrne un estratto un po'completo.

La lettera monosillabica a mia moglie vi ha già informato dei miei primi passi a Berlino[4] ; riprendo il filo della storia :

---

1 Nel gennaio 1864, la Prussia, con l'alleato austriaco, dichiara guerra alla Danimarca. Il 1° febbraio, le truppe austro-prussiane affrontarono l'esercito danese che, in inferiorità, evacua nel mese di marzo lo Schleswig e si trincera sulle linee fortificate di Dybbøl/Düppel. È in questo contesto di tensione che Louis Appia arriva a Berlino. Voir annexe 2.

2 *Il rapporto presentato dal dottor Appia sulla sua missione presso l'esercito tedesco nello Schleswig* è reso pubblico in un volume di *Comunicazione del Comittato internazionale comparso successivamente al rapporto della conferenza internazionale di Ginevra*, Comitato internazionale Ginevra, giugno 1864, pagine 45-144. Il rapporto del secondo delegato inviato presso gli eserciti della Danimarca, Charles Meredith Van de Velde, è pubblicato alle pagine 145-177. Voir annexe 13.

3 Quando Louis Appia nelle sue lettere parla del "Comitato", si riferisce molto spesso al "Comitato internazionale per il soccorso ai militari feriti" che prese in seguito la denominazione di "Comitato internazionale della Croce Rossa" abbreviato "CICR". Per convenzione nel resto della presente lettera lo chiameremo "Comitato".

4 Questa lettera "monosillabica" non è stata ritrovata.

Ieri sera[5] ho passato la serata dal signor Housselle[6] con il chirurgo superiore dottor Wendt[7], uomo dai comportamenti più a modo, direi quasi i più dolci per formalità, ma quel che più conta, credo sia veramente sincero e nobile. È membro del Grande Comitato di Berlino[8] e mostra un interesse concreto e attivo per la realizzazione delle nostre *Risoluzioni*[9]. Trascorremmo buona parte della serata chiacchierando familiarmente con lui e con il signor Housselle, nello splendido salotto di quest'ultimo, con un sigaro tedesco in bocca, nonostante la presenza della signora Housselle, una donna molto amabile, accogliente e ben informata, anche lei su tutta la vicenda.

Soltanto lì vidi per la prima volta l'*Appello Tedesco*[10] rivolto dal Comitato prussiano ai prussiani, per informarli della creazione del Comitato di Berlino, del suo scopo e del desiderio che si formino dei comitati provinciali. Solo in quell'occasione ho imparato i nomi dei componenti. Il suo presidente è il Principe di Reuss[11], che evidentemente è stato nominato a questa carica solo per il suo titolo di Principe e per la sua presenza alle nostre conferenze. Inoltre, dal proprio canto, egli non vivacizza affatto le sedute, parla poco probabilmente come a Ginevra ; ma tutto ciò presumibilmente è per mancanza di sufficiente esperienza come presidente ecc.

---

5 Quindi venerdì 25 marzo 1864.

6 Carl o Karl Housselle (1799-1885), medico, deputato alla Prima Camera prussiana, poi consigliere del governo per le materie mediche. È' uno dei rappresentanti della Prussia alla Conferenza costitutiva di Ginevra, dal 26 al 29 ottobre 1863.

7 Il Dr. Wendt, medico capo dello Stato Maggiore e chirurgo capo dell'ospedale militare

8 Comitato centrale della Croce Rossa prussiana.

9 La Conferenza costitutiva della Croce Rossa Internazionale si riunisce dal 26 al 29 ottobre 1863, presso il palazzo dell'Athénée a Ginevra. Adotta delle *Risoluzioni* e degli *Auspici* che Louis Appia è incaricato di proporre ai suoi interlocutori prussiani e austriaci in previsione della Conferenza diplomatica dell'8-22 agosto 1864. Voir annexe 4.

10 È' in seguito all'entrata in guerra contro la Danimarca, il 1° febbraio 1864, che il 6 febbraio a Berlino viene fondata la Croce Rossa prussiana. Il Comitato prussiano, alla base di questa fondazione, lancia il 17 febbraio 1864 un *Aufruf !* (*Appello !)* per la formazione di società sorelle in Prussia. È questo testo che Louis Appia scopre al suo arrivo a Berlino. Tra i firmatari di questo documento, oltre al principe di Reuss, troviamo il conte di Arnim-Boitzenbourg e i medici Karl Housselle e Bernhard von Langenbeck.

11 Henri XIII, Principe di Reuss de Köstritz (1830-1897). Militare di carriera, partecipa alla Conferenza costitutiva della Croce Rossa di Ginevra dal 26 al 29 ottobre 1863. Siehe Anhang 5.

Anche il conte d'Arnim[12], 50-60 anni, ex ministro, Eccellenza, ecc. non perde occasione, nelle sedute che si svolgono ogni martedì sera e durano 2 o 3 ore, di afferrare pareri dai dibattiti, di vivacizzarli e animarli. Lui, mi ha detto il dottor Housselle, è l'anima del comitato. Ama la proposta, desidera e si impegna per il suo progresso e, in virtù della sua posizione sociale e governativa, della sua grande fortuna, ecc., è in grado di aiutarne potentemente lo sviluppo. Vi parlerò ancora di lui durante la mia visita.

Questi due signori furono un po' sorpresi nel vedermi poco informato di ciò che si era fatto a Berlino; mi dispiace. Il giorno prima la vigilia della mia partenza avevo chiesto al signor Dunant[13] di andare a visionare gli archivi; si è limitato a mandarmi l'elenco di alcune persone da vedere a Berlino, in ordine alfabetico, senza designare quali siano i membri del comitato [prussiano], senza indicare i nomi di questi ultimi.

Ne ho concluso con convinzione che è indispensabile che gli archivi del Comitato siano di proprietà del Comitato[14] e depositati in un armadio in una sala comune; non vedrei niente di meglio di un armadio ad hoc nei locali della Società di pubblica utilità[15].

Il signor conte d'Arnim mi ha chiesto anche dettagli su ciò che si fa negli altri paesi; ho potuto rispondere solo per sentito dire. Mi è stato espresso il desiderio che il Comitato internazionale prenda in carico energicamente la propria funzione di centro di comunicazione mittente e destinatario. In relazione a ciò, in particolare, il dottor Wendt ha molto apprezzato la mia proposta di dividere il lavoro degli archivi per lingua, di farne un rapporto individuale al Comitato, per farne a sua volta un

[12] Adolf Heinrich von Arnim-Boitzenburg (1803-1868), conte di Arnim, statista prussiano, ricopre la carica di ministro degli Interni tra il 1842 e il 1845, poi per breve tempo, nel 1848, è nominato primo ministro. Appia gli concede il titolo abbreviato in: "Exc."

[13] Si tratta ovviamente di Henry Dunant (1828-1910), allora segretario del Comitato internazionale di Ginevra.

[14] In altre parole, messo a disposizione di tutti i membri del Comitato e non lasciato negli archivi conservati privatamente a casa propria da ciascun membro.

[15] La Società ginevrina di pubblica utilità è il crogiuolo del Comitato internazionale costituito il 9 febbraio 1863 sotto forma di semplice commissione. Ma, fin dalla sua prima riunione del 17 febbraio 1863, si trasforma in "Comitato Internazionale" che, da allora, ha esistenza autonoma.

rapporto comune ai comitati stranieri, in tempi stretti per conservare l'interesse e lo zelo di questi ultimi, rischiando altrimenti di vedere il tutto dissipato in fumo e scartoffie di nessun valore.

Il comitato di Berlino si riunisce ogni martedì e dura 2-3 ore; lì regna, come nel grande pubblico, un vivo interesse per la proposta. A questo proposito, sono rimasto particolarmente colpito dagli atteggiamenti nobili, disinteressati, sinceramente umani del dottor Wendt (Oberstabsarzt), del dottor Boyer, medico del Re[16], Housselle, eccetera. Questi primi due credono nell'eccellenza della proposta, sono contenti che Ginevra, terra neutrale, abbia preso l'iniziativa, rivendicano solo l'onore di procedere nel loro paese, seriamente, nobilmente, energicamente, senza egoismo o vanità sul cammino tracciato dalla Conferenza[17]. Non nascondono le difficoltà, sanno che ci saranno delle frizioni, qualche volta modeste altre volte dolorose con le autorità, sanno che qualche volta si troveranno in apparente contraddizione con la propria posizione alta e ufficiale; ma tutto ciò non li scoraggia. Il dottor Wendt si sente, dice, portato dal pensiero ideale, che al di sopra del disordine e degli [?] odi nazionali per la guerra, al di sopra delle forme talvolta un po' rigide delle gerarchie e delle organizzazioni burocratiche, regna e deve librarsi la forza conciliatrice della vera carità cristiana e dell'alta solidarietà umana. Sono quasi le parole stesse del dottor Wendt, ma perché l'idea diventi realtà è necessario:

1) Le fatiche, le esperienze, le delusioni stesse, gli errori, quasi gli sbagli della sperimentazione.

2) È necessario mantenere l'interesse pubblico attraverso comunicazioni frequenti. La guerra del tutto locale nello Schleswig (continuo a citare Wendt) offre alla Prussia l'occasione preziosa per la citata sperimentazione su piccola scala; ne trarrà beneficio. Lui stesso, come gli altri, si chiede, ancora con un po' di preoccupazione, come organizzare tutto ciò, soprattutto nel teatro di guerra, senza che questo comprometta l'organizzazione militare e infastidisca fino a sazietà le autorità a vari livelli; loro stessi si chiedono cosa dovrà diventare tutto questo in tempo di pace; ma quello che non si chiedono più è se l'idea è buona, fertile; e se loro stessi vorranno dare la loro solidarietà e aiuto.

[16] Il dottor Carl Boeger (1813-1875) è stato nominato nel 1858 medico personale del re di Prussia, Federico Guglielmo IV (1795-1861). Parteciperà, con i pochi componenti della famiglia, alla cerimonia ufficiale di sepoltura svolta il 15 ottobre 1864.

[17] La Conferenza costitutiva del 26-29 ottobre 1863.

Il Ministro della guerra[18], che vedrò domani (Pasqua[19]), a mezzogiorno, abbraccia con il suo cuore comprensivo, generoso, disinteressato, la causa che ci riguarda, la protegge, non teme di sopportare lui stesso la noia e l'imbarazzo che tutto ciò possa introdursi nell'organizzazione ufficiale, perché ritiene buona la causa, e da allora in poi assume per lui il carattere di un dovere. Il ministro che approva il Comitato si sente a sua volta sostenuto dal Re e dalla Regina[20], che si tengono informati.

Torno su un punto che per noi è importante come serio avvertimento; i dottori Boeger, Wendt, il conte Arnim (l'ho saputo da loro), il ministro, il re stesso, erano molto addolorati e in un certo senso offesi dall'assurdo articolo del *Journal de Genève*[21], in cui si diceva che avevamo curato i feriti con erba e paglia, che le ruote dell'artiglieria passavano sui feriti nelle strade di Flensbourg[22], dove non veniva bruciato un solo innesco, che mancava tutto, mentre i depositi erano sovraccarichi, che abbiamo dovuto requisire le suore di Nancy[23]; mentre queste suore pregavano il Ministro della Guerra di permettere loro di venire a imparare, e veniva

[18] Albrecht von Roon è ministro prussiano della Guerra dal 1859 al 1873. È'ispiratore di un'importante e impopolare riforma dell'esercito, che introduce il servizio militare obbligatorio e universale di tre anni. Dal 1861 egli è anche capo della Marina. La riorganizzazione da lui imposta all'esercito contribuisce a fare della Prussia la futura potenza vittoriosa.

[19] Ovvero Domenica 27 marzo.

[20] Guglielmo I è re di Prussia dal 1861 al 1888. La moglie Augusta fa parte delle alte personalità europee che, fin dall'inizio, hanno sostenuto i progetti del Comitato internazionale; nel 1866 Augusta stessa inviterà personalmente Henry Dunant ai festeggiamenti per la vittoria di Sadowa.

[21] Il 20 febbraio 1864, il *Journal de Genève* pubblica in prima pagina un articolo in cui fa il punto sulla conferenza internazionale di ottobre mentre nel Nord Europa è in corso una guerra. Lo scopo è dimostrare come gli auspici formulati nel *Un souvenir de Solférino* siano pertinenti e quanto mai utili.

[22] Flensborg (o Flensburg in tedesco), è al centro del ducato dello Schleswig. L'esercito austro-prussiano occupa la città alla fine del mese di febbraio 1864. I rappresentanti dell'ordine dei cavalieri di San Giovanni (Johanniter) installano qui il loro quartiene generale e aprono il loro ospedale principale. I danesi ripiegano quindi a Dybbøl (Düppel).

[23] Questo articolo del *Journal de Genève* del 20 febbraio 1864 menziona che, a causa della mancanza di un numero sufficiente di diaconesse prussiane, il Ministero della Guerra dovette ricorrere alle Suore della Carità di Saint-Charles, un ordine fondato a metà del XVII secolo sotto il nome di Suore della Carità di San Carlo Borromeo. Fu da Nancy, luogo di fondazione, che partirono le prime suore per la Germania, all'inizio del XIX secolo. Voir annexe 6.

loro risposto che noi eravamo ampiamente provvisti, ma che non sarebbe stato rifiutato loro di approfittare di questa opportunità per imparare quanto più possibile (le suore di Trèves dipendono dalla sede della corporazione che è a Nancy) ecc.; il Re stesso, ripeto, si offese; numerosi numeri del *Journal de Genève* contenenti questo articolo sono stati indirizzati, non so quando e come, direttamente al dottor Boeger, al Ministero, ecc. eccetera. Il dottor Boeger mi ha detto che se me lo avessero inviato, l'avrei letto sorridendo e poi l'avrei sepolto nelle mie carte, senza parlarne se non per avvisare il Comitato di Ginevra, ma così il *Journal* diffuso a Berlino è circolato di mano in mano provocando ilarità o trambusto. L'inconveniente di tutto ciò è che nessuno ha esitato a incolpare l'intero Comitato e anche a credere che provenisse da esso. Nonostante ciò, ha aggiunto il dottor Boeger, la cosa va bene, lo vogliamo e non ci ritireremo, a causa dello sconvolgimento nazionale causato da un articolo di giornale, ma ha aggiunto:

« Fate attenzione, e questo è stato anche il pensiero del ministro, ha detto. Fate attenzione che tali esagerazioni non portino alla logica conclusione che i dettagli del *Un Souvenir de Solférino*[24] siano altrettanto esagerati e che lo slancio sia quindi paralizzato. Non si tratta, ha aggiunto, del fatto che noi non siamo suscettibili caratterialmente, ma è l'idea che qui è in questione e in pericolo! »

Tutto questo, sono io che parlo, è ai miei occhi vera nobiltà, vero buon senso, vero carattere, in una parola un esempio all'altezza del quale dobbiamo ad ogni costo sforzarci di attenerci, a rischio di vedere fallire la proposta e l'onore che l'iniziativa ci ha generosamente concesso; noblesse oblige è il caso di dire. Stiamo guardando Ginevra, stiamo ancora aspettando le ispirazioni da Ginevra, facciamo attenzione.

Per favore usate la mia lettera solo con tutto il tatto che vi contraddistingue. Non abbiate paura di prendere in carico energicamente la Presidenza[25], cioè il potere centrale; fate in modo che tutti i rapporti, le

[24] Si tratta ovviamente di *Un souvenir de Solférino* che Henry Dunant pubblica nel novembre 1862.

[25] Quando fu costituito, il 17 febbraio 1863, il Comitato internazionale sceglie come presidente il generale Dufour. Fu nella riunione del 13 marzo 1864 che Gustave Moynier diventa presidente. Pertanto, quando Appia scrive queste righe, Moynier era presidente del Comitato soltanto da 13 giorni e si nota anche che non ha partecipato alla riunione della "Sezione Ginevrina" - di una Croce Rossa Svizzera che ancora non esiste - del 17 marzo 1864. Voir annexe 8.

lettere ecc. vengano inviati a voi, in qualità di Presidente, se possibile. Non voglio dire di più, temendo di toccare sensibilità che temo facilmente suscettibili.

Era mio dovere dichiarare che il Comitato si è assunto la responsabilità solo di ciò che veniva da esso, che con questo articolo non aveva nulla a vedere, che era del tutto innocente; che questo articolo è stato, come tanti altri, di qualche giornalista X.

Credo che ciò potrà causare la decisione del Comitato di non autorizzare a suo nome più iniziative di quelle approvate in riunione. Esso si riunisce ad un orario prestabilito, ad esempio ogni 15 giorni, fino a quando l'attività non si è svolta regolarmente e organicamente ad esempio per 1 o 2 anni. Non bisogna che il Comitato degeneri al livello di presta-nome.

Domani a mezzogiorno verrò al Ministero e diversi mi hanno consigliato di far presente la cosa, di dire che non è venuta dal Comitato, che il Ministro, ecc. sono disposti, in casi simili, ad attribuire al Comitato solo quanto firmato « a nome del Comitato » ecc. Sono stato anche attento a dire che, poco dopo, il *Journal de Genève* aveva pubblicato una rettifica[26], la troverete nella prima quindicina di marzo. Sarebbe forse opportuno inviarne copia al dottor Wendt, a Boeger e forse al Ministero che ha ricevuto l'esemplare *canard*[27]. Ma tutto questo presto si dissiperà e io vi contribuirò; è un incidente nel grande ordine delle cose, solo che è importante che non si ripeta in altre forme e in altri paesi.

Questa mattina[28] ho visto lungamente il Conte d'Arnim, grandissimo Signore, e ho fatto la conoscenza del colonnello in congedo Malachowski[29] che, su sua proposta, è inviato dal Comitato di Berlino e parte stasera per il teatro di guerra dove organizzare i depositi delle donazioni volontarie, assicurarne la quantità, la qualità, stilarne un inventario completo e creare dietro al campo di battaglia dei depositi

[26] Il 18 marzo, il *Journal de Genève* pubblica l'articolo di un corrispondente dalla Germania, che spiega come la situazione sanitaria sia migliorata. Voir annexe 6.

[27] Termine intraducibile per riferirsi a giornale o articolo dai contenuti non veritieri.

[28] 28 Ovvero sabato 26 marzo.

[29] Forse Ferdinand Leopold Anton Malachowski und Griffa (1821-1874), tenente colonnello, figlio del tenente generale Karl Friedrich Adolph e fratello di Wilhelm, che farà una carriera di successo e diverrà generale di divisione poco prima della guerra franco-tedesca.

di dettaglio, secondole necessità. Queste forniture volontarie sono aumentate in misura esagerata; si tratta di vigilare sulla loro conservazione e sulla loro sapiente distribuzione ecc.

Ho assistito alla visita del colonnello al signor d'Arnim, alle istruzioni che ha ricevuto, ecc. Parte questa sera, a Dio piacendo questa sera, quindi ci siamo dati appuntamento a Flensbourg e penso che lo seguirò ovunque per qualche giorno, fino a Düppel e Fredericia[30]; queste spalline [?] saranno con quelle del Ministro, la mia migliore raccomandazione e introduzione.

Si pensa che tra meno di quindici giorni ci sarà una vera e propria sorpresa; se l'assalto fosse così prossimo, sarò lì e la fascia bianca di Ginevra, con la sua croce rossa[31], si mescolerebbe con la semplice fascia bianca di tutto l'esercito alleato[32], un'associazione felice per il momento, ma alla quale sarà importante aderire in seguito, per salvaguardare il principio della neutralità. Il Comitato [prussiano] ha inviato anche il dottor Gurlt[33], che è qui da 15 giorni e di cui non abbiamo avuto notizie.

Il signor d'Arnim parlò a lungo con me, esponendo a comune beneficio, le proprie osservazioni; in particolare quelle sulla modalità di attività dell'opera in tempo di pace, e nei lunghi intervalli tra un combattimento e l'altro della guerra stessa. Raccogliere denaro e ancora denaro, bene; ma dopo? Come mantenere l'interesse e lo slancio del pubblico durante la pace. Qui si trova uno degli enigmi, non crediamo insolubile, lo affrontiamo con franchezza, con nobiltà, ma resta un enigma irrisolto. Cosa fare ad esempio a Flensbourg (per citare un caso) con 50-100 volontari

[30] Düppel, nome tedesco dell'attuale Dybbøl, una delle maggiori questioni territoriali durante i combattimenti del 1848 e 1849, è stata fortificata e sarà assediata per diverse settimane all'inizio del conflitto del 1864. La posizione sarà finalmente conquistata dagli eserciti prussiani il 18 aprile 1864. Fredericia è una città e un porto strategico della Danimarca, sulla costa orientale dello Jutland, dove i danesi hanno vinto le truppe tedesche il 6 luglio 1849.

[31] L'emblema della croce rossa su sfondo bianco, adottato nel corso della Conferenza costitutiva, è stato indossato al braccio per la prima volta su un campo di battaglia da un delegato del Comitato internazionale.

[32] Nel dicembre 1863 si forma una coalizione militare della Confederazione germanica (Hannover, Sassonia, Prussia), rinforzata dall'esercito austriaco.

[33] Ernst Julius Gurlt (1825-1899) è allora professore associato presso l'Istituto medico-chirurgico dell'Università di Berlino.

che aspettano per settimane o mesi senza fare nulla? Ecco, purtroppo le obiezioni del dottor Boudier[34], che qui prendiamo in seria considerazione, sono ancora valide.

Dopo di Arnim ho fatto varie visite qua e là con il Colonnello ad altre persone; il famoso professor Langenbeck[35] ha annunciato la sua visita a casa mia (Hotel Victoria 16)[36] per le 8.30. Il dottor Grimm[37], capo chirurgo dell'esercito prussiano, incontrato oggi brevemente, lo rivedrò domani, subito dopo la mia visita al Ministro.

Ecco le mie azioni finora ed ecco *il Diario*. Insomma, la vicenda ha suscitato ovunque notevole attenzione, noi stiamo agendo, ma vogliamo procedere con saggezza.

Addio,
Vostro devotissimo

L. Appia Dr

[34] Durante la Conferenza costitutiva, Martin-François Boudier (1808-1883) è uno dei delegati della Francia. Si oppone allora ai progetti del Comitato internazionale, ritenendo che i soccorritori civili non avessero nulla a che fare con il teatro delle operazioni militari e che, al contrario, i muli avrebbero svolto meglio il loro lavoro.

[35] Bernhard von Langenbeck (1810-1887) è un famoso chirurgo, specializzato in particolare nella chirurgia traumatica legata alle ferite da arma da fuoco.

[36] Prestigioso hotel situato sul viale Unter den Linden, il cui caffè era molto noto anche ai berlinesi. Il "16" aggiunto da Louis Appia sorprende perché una planimetria d'epoca colloca questo hotel al 46 del famosissimo viale berlinese. Senza dubbio si tratta del numero della sua camera.

[37] Heinrich Gottfried Grimm (1804-1884), chirurgo capo dell'esercito prussiano, molto coinvolto nell'organizzazione dei servizi sanitari degli eserciti. Nel 1859, forte dell'esperienza di combattimento in Italia, contribuisce a un nuovo Regolamento sul servizio sanitario in campagna, pubblicato nel 1863, grazie al quale la gestione delle ambulanze militari fu interamente riservata ai primari medici.

Sabato 26 – 18:00

Berlino Hotel Victoria

P.S. Credo che i miei 2000 franchi[38] finiranno, ma spero bene. Raccogliete denaro individualmente, attraverso grandi donazioni speciali, Eynard[39] ecc., magari riunite a questo scopo il Comitato generale[40], quando lo riterrete necessario.

Vi scriverò man mano che procedo

La mia seconda lettera sarà datata, credo, da Flensbourg.
Scrivete al fermoposta.

(Non rileggo)

P.S: vedete voi, signor Moynier, cosa volete comunicare oralmente al riguardo al signor Van de Velde prima della sua partenza. Non credo che dovrebbe venire a Berlino per il momento. Sarebbero due intonaci uno sopra l'altro.

Saluti e una stretta di mano per lui.

* * *

[38] Il verbale di riunione del Comitato internazionale del 23 marzo 1864, compilato da Henry Dunant, precisa quanto segue: "Il signor Presidente [Gustave Moynier] riferisce che il sig. Appia è partito ieri per lo Schleswig e che il sig. Van de Velde partirà il 29. A ciascuno di questi signori è stata consegnata una lettera di credito di 2000 franchi fornita da MM. Hentsch and Co di Amburgo e Copenaghen". Data la scarsa diffusione del franco svizzero al di fuori della realtà nazionale (la moneta fu coniata dalla giovanissima Confederazione solo a partire dal 1850), è pressoché certo che il valore di queste lettere di credito fosse in franchi francesi e ciò considerata la posizione di primato conquistata nell'Europa continentale dal Secondo Impero.

[39] Il famoso banchiere e filantropo Jean-Gabriel Eynard (1775-1863) morì il 9 febbraio, quindi 13 mesi prima di questa missione di Louis Appia. Ma sua moglie, Anna Eynard-Lullin (1793-1868) continua il suo mecenatismo; fu lei, ad esempio, a mettere il palazzo dell'Athénée a disposizione del Comitato internazionale per la Conferenza costitutiva dell'ottobre 1863.

[40] Per "Comitato Generale", Louis Appia pensa probabilmente alla "Sezione Ginevrina" fondata il 17 marzo 1864. Sarà questa sezione, non la Croce Rossa Svizzera fondata nel 1866, a inviare i due delegati alla guerra dei Ducati: Louis Appia dalla parte austro-prussiana e Karl Meredith Van de Velde dalla parte danese.

Annexes

1. Le document : références et critères d'établissement **115**

2. Chronologie (français, allemand et anglais) **119**

3. Notices biographiques (français, allemand et anglais) **143**

4. *Résolutions* et *Vœux* de la Conférence constitutive
26-29 octobre 1863 ..... **167**

5. *Aufruf !*
17 février 1864 (allemand) **169**

6. *Journal de Genève*
20 février et 18 mars 1864 (français et allemand) **177**

7. Recommandation de Samuel Lehmann à Louis Appia
14 mars 1864 ..... **187**

***Empfehlung* du Conseil fédéral**
15 mars 1864 (allemand) **200**

8. Séance de la Section genevoise de la future Croix-Rouge suisse
17 mars 1864 ..... **203**

9. Lettre de Louis Appia à Samuel Lehmann
19 mars 1864 ..... **205**

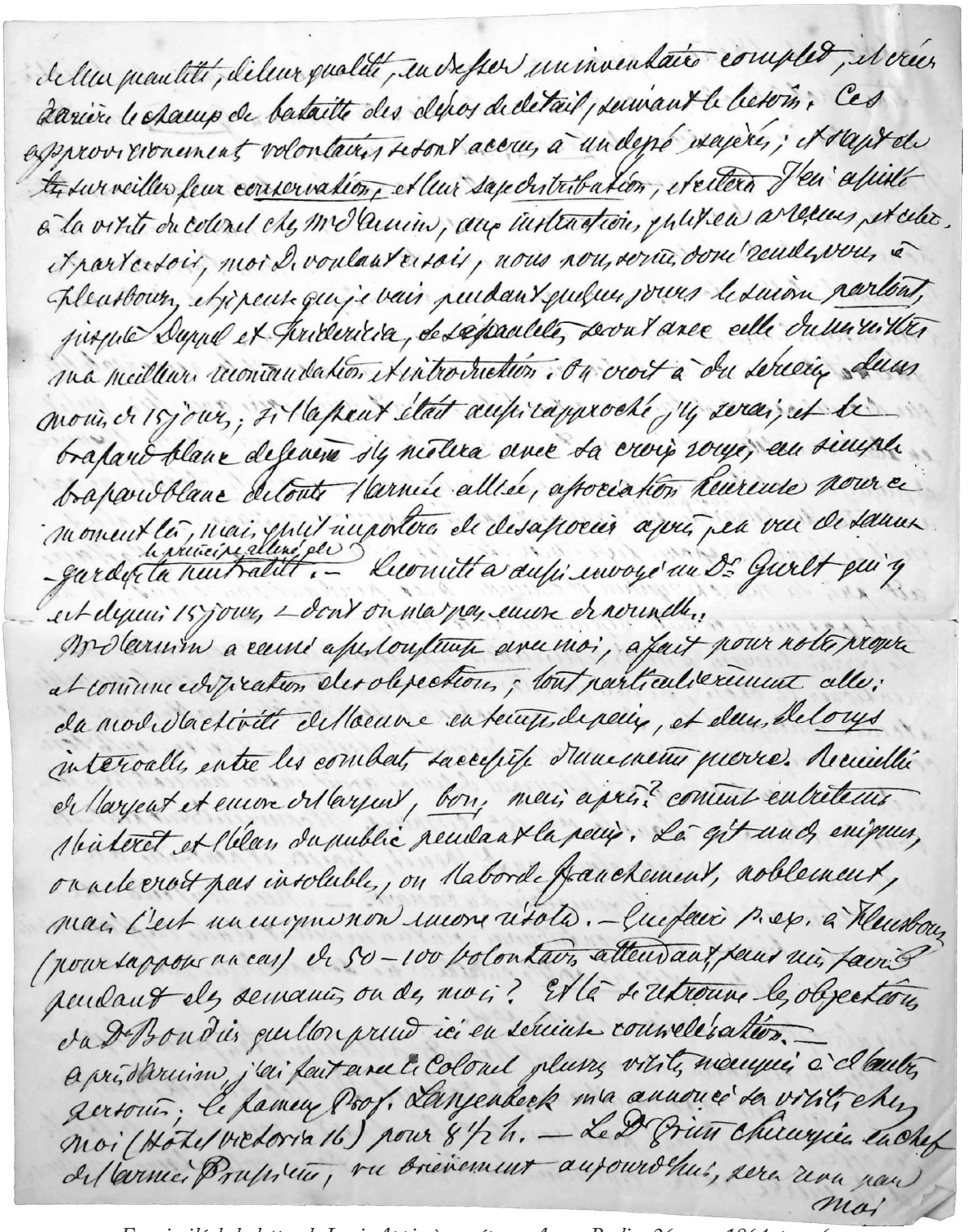
10. Recommandation d'Henry Dunant pour Louis Appia
21 mars 1864 ..... **207**

11. Certificat de Gustave Moynier décérné à Louis Appia
4 juin 1864 ..... **211**

12. Louis Appia, *Rapport adressé au Comité international*
15 juin 1864 ..... **213**

13. Bibliographie et sitographie **217**

14. Remerciements **219**



Fac-similé de la lettre de Louis Appia à son épouse Anna, Berlin, 26 mars 1864, page 6.

Le document : références et critères d'établissement

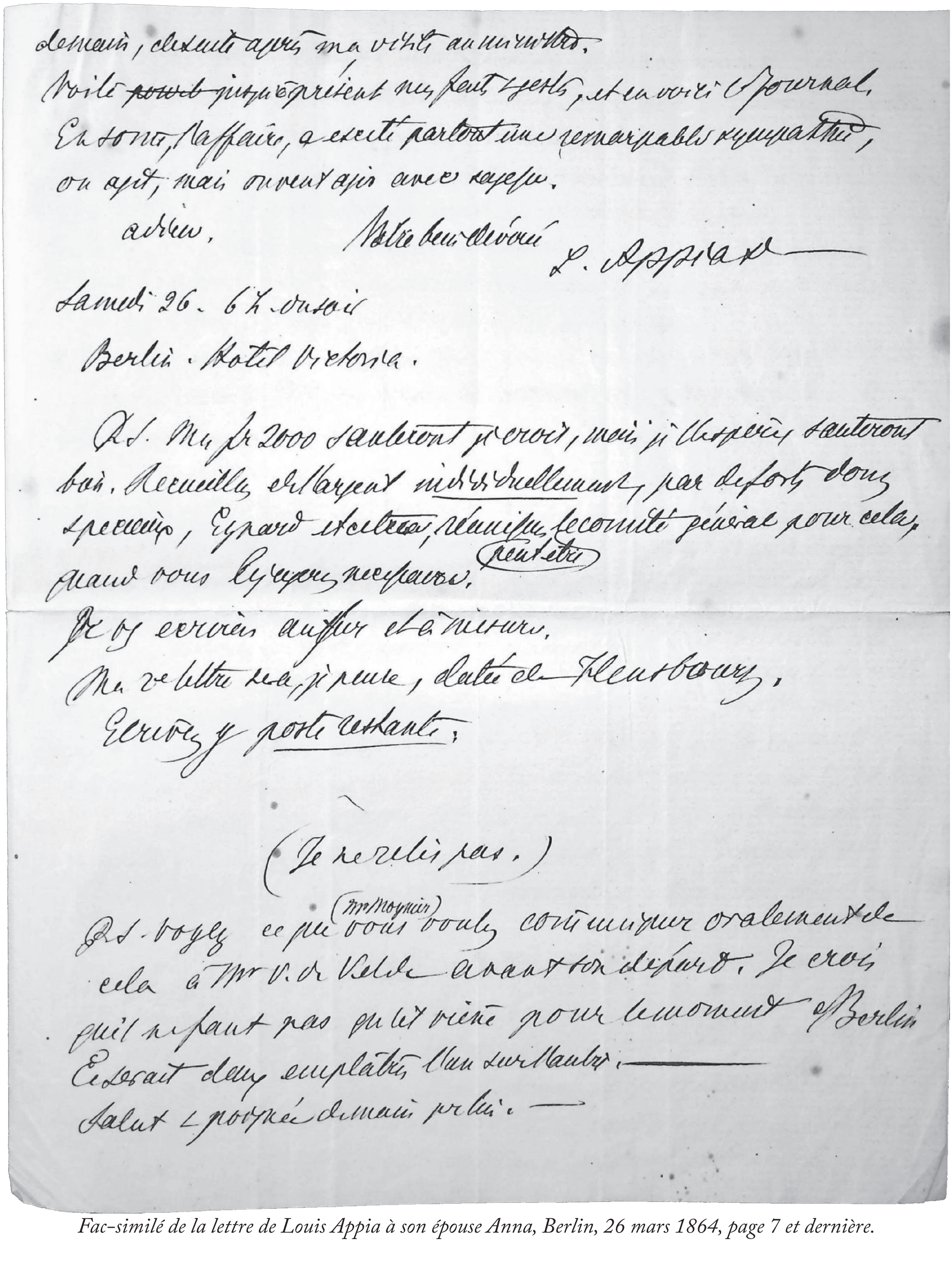
Cette lettre est conservée aux Archives du CICR dans un coffre en bois qui, semble-t-il, n'est pas formellement catalogué. Elle est formée de 4 feuillets mesurant 21,5 par 27,3 cm, intégralement couverts de l'écriture de Louis Appia. Il est probable qu'ils ont été envoyés à Genève dans une enveloppe, car ils ne contiennent ni l'adresse de la destinataire ni les cachets postaux habituels. Soulignons que l'écriture est soignée, attestant que le délégué du Comité international prend sa mission très au sérieux : s'agirait-il même d'une mise au net de notes ? En tout cas, de rares retouches indiquent que ce rapport a fait l'objet d'une relecture attentive.

Quant à la destination de cette abondante missive, les choses semblent claires. Dès son arrivée à Berlin, Louis Appia réside dans un pays en guerre, de sorte que toute correspondance peut être soumise à la censure militaire. Grâce aux adresses figurant sur plusieurs des lettres suivantes, nous avons la confirmation qu'il envoie sa correspondance à « Madame Appia / Derrière Saint-Pierre », c'est-à-dire à l'actuelle rue Guillaume Farel n° 12, 1204 Genève.

* * *

Pour faciliter la lecture dans chacune des cinq langues, cette lettre est composée de 3 parties : le haut de la page contient le titre courant, de notre cru ; le centre de la page est occupé par le texte lui-même, soit dans sa version originale en français, soit dans une traduction ; en bas des pages, nous avons introduit d'abondantes notes.

Pour l'établissement du texte lui-même, nous nous sommes efforcés de respecter ce que Louis Appia a écrit lui-même ; par exemple, nous soulignons les mots que l'auteur a soulignés et nous gardons des mots comme « roide ». Toutefois, nous avons créé des paragraphes, développé les abréviations, harmonisé et modernisé les majuscules et la ponctuation (y compris les titres d'institutions comme « Comité international »), adapté l'orthographe et les accents à l'usage actuel. Voici quelques graphies que nous avons modifiées : « temps » remplace « tems », « dépôts » pour « dépos », « une énigme » pour « un énigme », etc.



demain, ensuite après ma visite au ministère.
Voilà ~~pour~~ jusqu'à présent mes faits et gestes, et en voici le journal.
En somme, l'affaire a excité partout une remarquable sympathie,
on agit, mais on veut agir avec sagesse.

adieu. Votre bien dévoué L. Appia

Samedi 26 – 6 h du soir
Berlin. Hotel Victoria.

P.S. Mes fr 2000 sauteront je crois, mais je les espèces sauteront bien. Recueillez de l'argent individuellement, par des efforts dans [illegible], Eynard etc etc, réunissez le comité général pour cela, (peut-être) quand vous le jugerez nécessaire.
Je vous écrirai au plus tôt à mesure.
Ma prochaine lettre sera, je pense, datée de Flensbourg.
Écrivez-y poste restante.

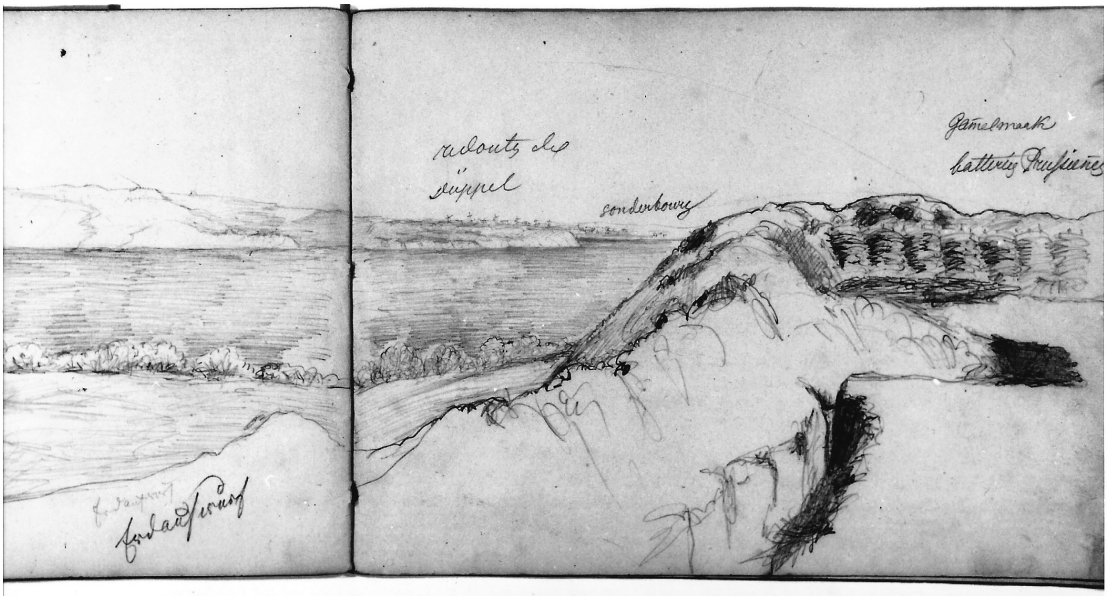
(Je ne relis pas.)

P.S. voyez ce que (Mr Moynier) vous voulez communiquer oralement de cela à Mr v. de Velde avant son départ. Je crois qu'il ne faut pas qu'il vienne pour le moment à Berlin. Ce serait deux emplâtres l'un sur l'autre. —
Salut et poignée de main pr lui. —

Fac-similé de la lettre de Louis Appia à son épouse Anna, Berlin, 26 mars 1864, page 7 et dernière.

De rares mots ont échappé à nos efforts de déchiffrement ; ils sont signalés par un point d'interrogation encadré par des parenthèses carrées « [?] ». Comme toutes les pages manuscrites sont reproduites en fac-similés, nous espérons que des lecteurs experts en paléographie nous apportent des solutions que nous nous réjouirons d'introduire dans une deuxième édition.

* * *



Photographie d'un croquis de Louis Appia, pris lors de sa mission comme délégué du CICR dans les armées prussiennes et autrichiennes au Schleswig, en mars, avril et début mai 1864.[1]

[1] Par ses allusions dans la correspondance et grâce à de rares dessins qui nous sont parvenus, nous savons que Louis Appia fixe volontiers sur le papier des lieux, des personnages, des événements qui le frappent ou qui marquent un moment notable de ses expériences. Malheureusement, la plupart d'entre eux ont disparu.
Par bonheur, quelques-uns nous sont parvenus sous forme de copies. Ainsi la photothèque du CICR conserve des photographies apparemment professionnelles de 11 croquis que Louis Appia a pris lors de sa mission au Schleswig. Bien qu'ils aient été abondamment reproduits et qu'ils soient tous postérieurs au 26 mars 1864, nous les offrons aussi à nos lecteurs pour le plaisir des yeux et pour les faire patienter jusqu'à la publication intégrale des 23 lettres que le délégué du CICR a envoyées à Genève depuis Flensburg, Nübbel, Dybbøl, etc.

Confédération germanique et Prusse	Dates	Danemark
Le Holstein est un Etat du Saint Empire germanique.	XIIe siècle	Le Schleswig est un duché vassal du Danemark.
	1459	Décès sans descendance d'Adolphe VIII de Holstein, comte de Holstein et duc de Schleswig. Un peu avant son décès, il parvient à placer son neveu, Christian d'Oldenbourg, sur le trône du Danemark.
	1460	Par le *Traité de Ribe* (localité du sud du Danemark, en allemand Ripen), la souveraineté des deux duchés du Schleswig et du Holstein est donnée à titre personnel au roi Christian Ier du Danemark, pour une durée de 400 ans.
Signature par 34 Etats, dont la Prusse et 4 Villes libres, de l'acte de fondation de la Confédération germanique.	**1815**	
	1848 20 janvier	Frédéric VII, roi du Danemark, promulgue une nouvelle Constitution incluant au territoire danois le Schleswig, le Holstein et le petit territoire de Lauenbourg.
Vives réactions des populations germanophones des Duchés, qui forment un gouvernement provisoire et retirent ses fonctions au roi du Danemark.	Mars	Annexion par le nouveau gouvernement danois du duché du Schleswig.
Sous mandat de la Confédération germanique, la Prusse, alliée à quelques Etats allemands, lève des troupes pour soutenir les insurgés allemands du Schleswig.	Début avril	

Confédération germanique et Prusse	Dates	Danemark
	1848 9 avril	Bataille de Bov (Bau en allemand), près de Flensborg, qui marque le début de la Première Guerre des Duchés. Les troupes danoises, bien armées et bien organisées, écrasent les troupes du duché de Holstein.
Les troupes prussiennes occupent le Schleswig.	23 avril	
Conscientes de leur infériorité, les troupes prussiennes se retirent plus au sud.	Fin mai	La Grande-Bretagne et la Russie affirment leur soutien au Danemark.
Cessez-le-feu demandé par la Prusse et signature, sous pression de la Russie et de la Grande-Bretagne, de l'armistice de Malmö	26 août	
Malgré sa réticence, le parlement de Francfort entérine le traité qui prévoit un cessez-le-feu de 7 mois, le retrait des troupes allemandes et la formation dans les Duchés d'un gouvernement composé de Danois et de Prussiens, sous surveillance internationale.	16 septembre	
	22 février **1849**	Le Danemark résilie le traité et les combats reprennent.
	1849-1850	Combats intermittents.
Les insurgés du Schleswig et du Holstein, sous commandement prussien, poursuivent les combats.	**1850** 2 juillet	La paix est signée à Berlin entre le Danemark et la Confédération germanique.
	23-25 juillet	Les Danois décident de riposter : bataille d'Isted (Idstedt en allemand), dans le Schleswig. Les Danois gagnent, mais avec des pertes humaines importantes. Les insurgés ont sauvé l'essentiel de leurs forces.

Confédération germanique et Prusse	Dates	Danemark
Sous la pression des Britanniques et des Russes, la Prusse accepte la signature du Premier *Protocole de Londres,* qui stipule le retour à la situation antérieure au conflit de 1848 et reconnait l'autorité du Danemark sur le Schleswig et le Holstein.	**1850** 2 août	Les puissances européennes laissent le soin au roi du Danemark de rétablir l'ordre et la paix dans ses provinces.
Attaque de l'armée du Schleswig-Holstein à Missunde, village du sud du Schleswig, qui se termine par une défaite allemande.	Septembre	Victoire danoise à Mysunde.
Des troupes allemandes tentent sans succès d'assiéger Friedrichstadt.	Octobre	L'armée danoise parvient à repousser les assauts, mais ne remporte pas la victoire décisive qu'elle souhaitait.
Signature du Second *Protocole de Londres* (ou *Traité de Londres*). Le but est de régler les questions dynastiques liées aux territoires des Duchés afin de pacifier les relations entre les Etats allemands et le Danemark.	**1852** 8 mai	Le *Traité de Londres* reconnait Christian de Glücksbourg (futur Christian IX du Danemark) héritier de la couronne danoise à la mort de Frédéric VII. Les trois duchés du Schleswig, Holstein et Lauenbourg restent liés à la couronne danoise mais doivent jouir d'une certaine autonomie. Aucune autre famille régnante ne peut revendiquer des droits sur ces duchés. Enfin, le Royaume-Uni, la France, la Russie et la Prusse doivent se portent garants de l'intégrité territoriale danoise et des dispositions du traité.

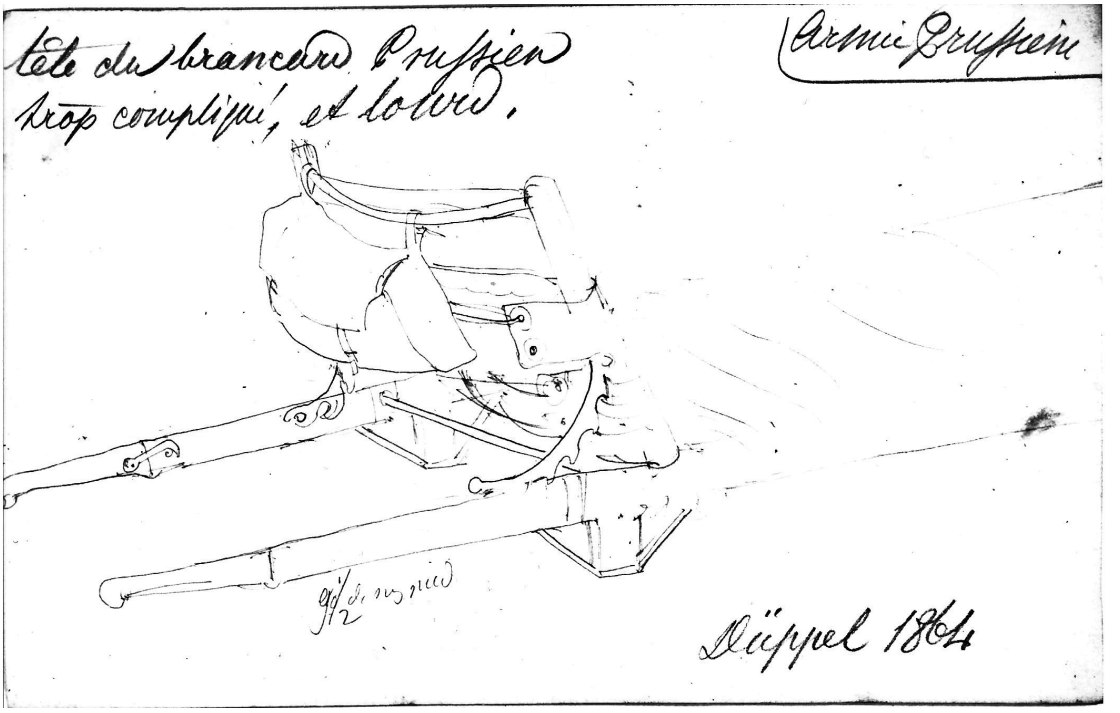
Confédération germanique et Prusse	Dates	Danemark
Le décès sans descendance masculine de Frédéric VII relance la querelle autour de la succession des Duchés. Christian IX, choisi par le *Traité de Londres* pour régner sur le Danemark, est issu d'une branche cousine alliée par les femmes. Le duché de Holstein, soumis à la loi salique empêchant la succession par les femmes, refuse ce choix.	**1863** 15 novembre	Au décès de Frédéric VII, son successeur Christian IX, légitimé par le *Traité de Londres* de 1852, promulgue une nouvelle Constitution qui inclut au Danemark les deux Duchés.
Fermement opposée à cette nouvelle constitution danoise, la Confédération germanique décide de soutenir l'invasion du Holstein.	7 décembre	
Une armée de la Confédération germanique de 12'000 hommes (surtout de Hanovre et de Saxe) passe la frontière danoise. La Prusse obtient le soutien de l'Autriche.	23 décembre	
La Prusse et l'Autriche lancent un ultimatum au Danemark: le pays a 48 heures pour respecter le *Traité de Londres* et modifier sa constitution.	**1864** 16 janvier	Le Danemark est prévenu que ni le Royaume-Uni ni la Russie ne le soutiendront. Il rejette néanmoins l'ultimatum.
	Fin janvier	Le Danemark mobilise 44'000 hommes et installe une ligne défensive d'une trentaine de kilomètres dans le Schleswig, le Dannevirke (Dannewerk en allemand)
Les troupes austro-prussiennes traversent l'Eider, qui marque la frontière entre le Holstein et le Schleswig. Elles tentent aussi de traverser la Schlei à Missunde.	1er février	Les Danois repoussent les troupes austro-prussiennes à Mysunde, mais ne peuvent les empêcher de traverser la Sorge et la Schlei à d'autres endroits.

Confédération germanique et Prusse	Dates	Danemark
	1864 6 février	Les Danois décident d'évacuer la ligne défensive du Dannevirke pour éviter l'encerclement. Ils se replient sur Flensborg et l'île d'Als (Alsen en allemand). Mais ce repli créé un grand choc dans l'opinion publique danoise.
Bismarck ralentit le mouvement des troupes austro-prussiennes pour éviter qu'elles n'envahissent l'ensemble du Jutland danois, ce qui allait bien au-delà de ses buts de guerre. Il veut à tout prix éviter que les puissances étrangères entrent dans le conflit.	Février	Une partie des troupes danoises se retranche dans la forteresse de Dybbøl (Düppel en allemand).
Bismarck décide de lancer ses troupes à l'assaut de Düppel, pourtant bien défendue.	Mars	
Bataille de Düppel.	2-18 avril	Bataille de Dybbøl.
	9 avril	Les généraux danois, conscients qu'ils ne pourront tenir la position en cas d'assaut, demandent l'autorisation de se replier plus au nord. Le ministre danois de la guerre refuse et ordonne de tenir la position coûte que coûte.
Les troupes austro-prussiennes donnent l'assaut et enlèvent la position en quelques heures.	18 avril	Pour sauver ce qui reste de leur armée, les Danois détruisent le pont qui relie Dybbøl à l'île d'Als, coupée du monde.
Début des pourparlers de paix à Londres.	29 avril	

Confédération germanique et Prusse	Dates	Danemark
	1864 9 mai	Victoire d'Héligoland, une île britannique en mer du Nord. C'est la dernière bataille importante livrée entre des escadres de navires en bois. C'est également la dernière bataille impliquant directement le Danemark. Mais il est trop tard. Si le Danemark remporte cette victoire sur mer, il ne peut éviter de perdre la guerre.
Un cessez-le-feu est décidé à Londres.	12 mai	
Une pétition prussienne qui réclame l'annexion des deux duchés au royaume de Prusse est signées par 70'000 personnes. Bismarck propose de conserver l'union personnelle avec le roi du Danemark, mais sans inscription dans la Constitution.	Mai	Les Danois refusent les conditions posées par les négociateurs d'Autriche et de Prusse et la guerre reprend.
L'armée prussienne bombarde Sonderburg (Sønderborg en danois) à partir de Düppel.	Juin	Les troupes danoises ne peuvent empêcher les Austro-Prussiens d'occuper l'île d'Als, ni des contingents prussiens d'atteindre le nord Jutland, loin dans les terres traditionnellement danoises.
	29 juin	Le Danemark reconnaît sa défaite et dépose les armes.
	18 juillet	Un accord est signé à Christiansfeld, une ville située au nord du Schleswig, pour confirmer l'arrêt des combats.
Reprise à Vienne des pourparlers de paix.	25 juillet	

Confédération germanique et Prusse	Dates	Danemark
Accord de paix préliminaire.	**1864** 1er août	Le Danemark doit céder les trois duchés (le Schleswig, le Holstein et le Lauenburg) à la Prusse et à l'Autriche. De longues discussions ont lieu pour traiter des indemnités de guerre et surtout de la question des frontières.
Signature du *Traité de Vienne*. Les Duchés cédés par le Danemark seront administrés par la Prusse (Schleswig et Lauenbourg) et l'Autriche (Holstein).	30 octobre	Le traité, signé le 30 octobre, est ratifié le 12 novembre à Copenhague.
Signature par la Prusse et l'Autriche de la *Convention de Gastein*, qui annule les dispositions du *Traité de Ribe* et doit résoudre l'affaire des duchés. L'Autriche vend ses droits sur le Lauenbourg au roi de Prusse, le Schleswig est administré par la Prusse et le Holstein par l'Autriche. Cette *Convention* disparaît l'année suivante, quand les tensions entre les deux puissances entraînent la guerre austro-prussienne, qui aboutira à la victoire de la Prusse à Sadowa, en 1866.	**1865** 14 août	

* * *



Photographie d'un croquis de Louis Appia, pris lors de sa mission comme délégué du CICR dans les armées prussiennes et autrichiennes au Schleswig, en mars, avril et début mai 1864.

Deutscher Bund und Preußen	Daten	Dänemark
Holstein gehört zum Heiligen Römischen Reich Deutscher Nation.	12. Jahrhundert	Schleswig ist Vasallen-Herzogtum Dänemarks
	1459	Adolf VIII., Graf von Holstein, stirbt ohne Nachkommen. Kurz vor seinem Tod verhilft er seinem Neffen Christian von Oldenburg auf den dänischen Thron.
	1460	Im *Vertrag von Ripen* (dän. Ribe, Gemeinde im Süden Dänemarks) wird die Souveränität der beiden Herzogtümer Schleswig und Holstein für 400 Jahre dem dänischen König Christian I. in Personalunion übertragen.
34 Staaten, darunter Preußen und 4 Freie Städte, unterzeichnen die Gründungsakte des Deutschen Bundes.	**1815**	
	1848 20. Januar	Der dänische König Frederik VII. verkündet eine neue Verfassung, die Schleswig, Holstein und das kleine Gebiet Lauenburg dem dänischen Territorium einverleibt.
Heftige Reaktionen der deutschsprachigen Bevölkerung der Herzogtümer, die eine provisorische Regierung bilden und dem dänischen König seine Funktionen wegnehmen.	März	Die neue dänische Regierung annektiert das Herzogtum Schleswig.
Mit dem Mandat des Deutschen Bundes rekrutiert Preußen im Verbund mit einigen deutschen Staaten Truppen zur Unterstützung der deutschen Aufständischen in Schleswig.	Anfang April	

Deutscher Bund und Preußen	Daten	Dänemark
	1848 9. April	Die Schlacht von Bau (dän. Bov, nahe Flensburg) markiert den Beginn des ersten Schleswig-Holsteinischen Krieges (Schleswig-Holsteinische Erhebung) Die gut ausgerüsteten und bestens organisierten dänischen Truppen rennen die Truppen des Herzogtums Schleswig nieder.
Preußische Truppen besetzen Schleswig.	23. April	
Angesichts ihrer Unterlegenheit ziehen sich die preußischen Truppen nach Süden zurück.	Ende Mai	Großbritannien und Russland bekräftigen ihre Unterstützung Dänemarks.
Preußen fordert eine Feuerpause und unterzeichnet unter dem Druck Russlands und Großbritanniens den Waffenstillstand von Malmö.	26. August	
Trotz seiner Vorbehalte akzeptiert der Bundestag in Frankfurt den Vertrag, der eine Feuerpause von 7 Monaten, den Rückzug der deutschen Truppen und in den Herzogtümern die Bildung einer aus Dänen und Preußen bestehenden Regierung unter internationaler Aufsicht.	16. September	
	1849 22. Februar	Dänemark kündigt den Vertrag auf und die Kämpfe flammen wieder auf.
	1849-1850	Gelegentliche Gefechte.
Die Aufständischen in Schleswig und in Holstein setzen die Kämpfe fort.	**1850** 2. Juli	In Berlin wird der Friedensvertrag zwischen Dänemark und dem Deutschen Bund geschlossen.

Deutscher Bund und Preußen	Daten	Dänemark
	1850 23.-25. Juli	Die Dänen beschließen den Gegenangriff: Schlacht bei Idstedt (dän. Isted) in Schleswig. Die Dänen gewinnen, allerdings mit enormen menschlichen Verlusten. Die Truppen der Aufständischen kommen zum großen Teil glimpflich davon.
Unter dem Druck der Engländer und Russen setzt Preußen seine Unterschrift unter das erste *Londoner Protokoll*, das die Rückkehr zur Situation vor dem Konflikt von 1848 festlegt und die dänische Herrschaft über Schleswig und Holstein anerkennt.	2 . August	Die europäischen Mächte überlassen es dem dänischen König, in seinen Provinzen wieder für Ordnung und Frieden zu sorgen.
Angriff der Schleswig-Holsteinischen Armee in Missunde (dän. Mysunde), einem Dorf im Süden Schleswigs, der mit einem dänischen Sieg endet.	September	
Deutsche Truppen vesuchen ohne Erfolg Friedrichstadt (dän. Frederiksstad) zu belagern.	Oktober	Der dänischen Armee gelingt es, die Angriffe zurückzuschlagen, doch der erwünschte endgültige Sieg bleibt aus.
Unterzeichnung des *zweiten Londoner Protokolls* (*Londoner Vertrag*). Gegenstand ist die Regelung dynastischer Fragen in den Herzogtümern, um die Beziehungen zwischen den deutschen Staaten und Dänemark zu befrieden.	**1852** 8. Mai	Der *Londoner Vertrag* erkennt Christian aus dem Hause Glücksburg (der spätere Christian IX. von Dänemark) als Thronerben beim Tod Frederiks VII. an. Die drei Herzogtümer Schleswig, Holstein und Lauenburg verbleiben bei der dänischen Krone, aber sollen eine gewisse Autonomie erhalten. Keine andere regierende Dynastie soll Ansprüche auf diese Herzogtümer erheben können. Und schließlich sollen Großbritannien, Frankreich, Russland und Preußen Garanten der territorialen Integrität Dänemarks und der Festlegungen des Vertrags sein.

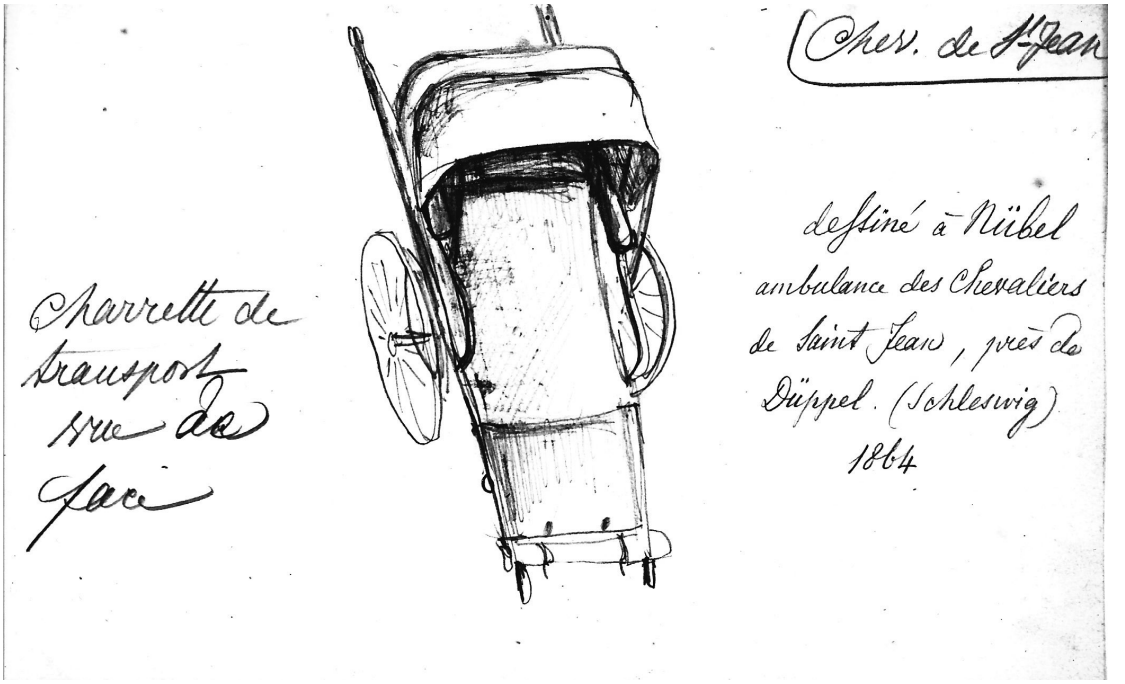
Deutscher Bund und Preußen	Daten	Dänemark
Der Tod Frederiks VII. wirft erneut den Streit um die Nachfolge in den Herzogtümern auf: Die Herzogtümer Schleswig und Holstein unterliegen salischem Recht, und es gibt keine männliche Erbfolge.	**1863** 15. November	Nach dem Tod Frederiks VII. verkündet sein durch den *Londoner Vertrag* von 1852 legitimierter Nachfolger Christian IX. eine neue Verfassung, die die beiden Herzogtümer bei Dänemark sieht.
Der Deutsche Bund ist strikt gegen diese neue dänische Verfassung und beschließt, eine Invasion Holsteins zu unterstützen.	7. Dezember	
Eine 12.000 Mann starke Armee des Deutschen Bundes (vor allem aus Hannover und Sachsen) überquert die Grenze nach Dänemark. Preußen gewinnt die Unterstützung Österreichs.	23. Dezember	
Preußen und Österreich stellen Dänemark ein Ultimatum: Das Land hat 48 Stunden Zeit, den *Londoner Vertrag* einzuhalten und seine Verfassung zu ändern.	**1864** 16. Januar	Dänemark ist vorgwarnt, dass es weder auf die Unterstützung Großbritanniens noch Russlands zählen kann. Dennoch weist es das Ultimatum zurück.
	Ende Januar	Dänemark mobilisiert 44.000 Mann und errichtet in Schleswig eine rund 30 Kilometer lange Befestigungslinie: das Danewerk (Dannewerk, dän. Dannevirke).
Die preußisch-österreichischen Truppen überqueren die Eider, den Grenzfluss zwischen Holstein und Schleswig. Auch versuchen sie, in Missunde die Schlei zu überqueren.	1. Februar	Die Dänen schlagen die preußisch-österreichischen Truppen in Missunde zurück, können sie aber nicht daran hindern, andernorts die Schlei und die Sorge zu überqueren.

Deutscher Bund und Preußen	Daten	Dänemark
	1864 6. Februar	Die Dänen beschließen, sich von der Verteidungslinie des Danewerks zurückzuziehen, um einer Einkesselung zuvorzukommen. Sie ziehen sich nach Flensburg und auf die Insel Als (deutsch auch Alsen) zurück. Doch dieser Rückzug kommt in der dänischen Bevölkerung einem Schock gleich.
Bismarck bremst die preußisch-österreichischen Truppenbewegungen, damit sie nicht in das gesamte dänische Jütland einfallen, was seinen Kriegszielen zuwider liefe. Er will ein Eingreifen ausländischer Mächte in diesen Konflikt auf jeden Fall vermeiden.	Februar	Ein Teil der dänischen Truppen verschanzt sich in Düppel (dan. Dybbøl).
Bismarck beschließt, seine Truppen zur Erstürmung der Düppeler Schanzen zu schicken, obwohl diese gut verteidigt sind.	März	
Erstürmung der Düppeler Schanzen.	2.-18. April	Erstürmung der Düppeler Schanzen.
	9. April	In dem Wissen, dass sie im Falle einer Erstürmung die Stellung nicht halten können, fordern die dänischen Generäle die Ermächtigung, sich Richtung Norden zurückzuziehen. Der dänische Kriegsminister lehnt ab und befiehlt, koste es, was es wolle, die Stellung beizubehalten.
Die preußisch-österreichischen Truppen blasen zum Sturm und nehmen die Stellung in wenigen Stunden ein.	18. April	Um den Rest ihrer Armee zu retten, kappen die Dänen die Brücke, die Düppel mit der Insel Als verbindet, die nun von der Welt abgeschnitten ist.

Deutscher Bund und Preußen	Daten	Dänemark
Beginn der Friedensverhandlungen in London.	**1864** 29. April	
	9. Mai	Seegefecht bei Helgoland, der damals britischen Insel in der Nordsee. Es ist die letzte Schlacht von Bedeutung zwischen Geschwadern aus hölzernen Schiffen. Ebenso ist es die letzte, in die Dänemark direkt verwickelt ist. Doch es ist zu spät: auch wenn Dänemark dieses Gefecht gewinnt, kann es die Kriegsniederlage nicht mehr abwenden.
In London wird eine Feuerpause beschlossen.	12. Mai	
Eine Petition, die den Anschluss der beiden Herzogtümer an das Königreich Preußen fordert, wird von 70.000 Menschen unterzeichnet. Bismarck schlägt vor, die Personalunion mit dem dänischen König aufrechtzu-erhalten, sie aber nicht in der Verfassung festzuschreiben.	Mai	Die Dänen lehnen die Bedingungen der österreichischen und preußischen Verhandlungsführer ab, und der Krieg flammt wieder auf.
Von Düppel aus beschießt die preußische Armee Sonderburg (dän. Sønderborg).	Juni	Die dänischen Truppen können nicht verhindern, dass die preußisch-österreichische Armee die Insel Als einnimmt, und auch nicht, dass ein preußisches Truppenkontingent den Norden Jütlands erreicht, traditionell dänisches Kernland.
	29. juni	Dänemark gesteht die Niederlage ein und streckt die Waffen.

Deutscher Bund und Preußen	Daten	Dänemark
	1864 18. Juli	In Christiansfeld im Norden Schleswigs wird eine Übereinkunft unterzeichnet, die das Ende der Kämpfe besiegelt.
Wiederaufnahme der Friedensverhandlungen in Wien.	25. Juli	
Abkommen über einen Vorfrieden.	1. August	Dänemark muss die drei Herzogtümer (Schleswig, Holstein und Lauenburg) an Preußen und Österreich abtreten. Es kommt zu langen Diskussionen über Reparationszahlungen und vor allem über Fragen des Grenzverlaufs.
Unterzeichnung des *Vertrags von Wien*. Die von Dänemark abgetretenen Herzogtümer sollen von Preußen (Schleswig und Lauenburg) und von Österreich (Holstein) verwaltet werden.	30. Oktober	Der am 30. Oktober unterzeichnet Vertrag wird am 12. November in Kopenhagen ratifiziert.
Preußen und Österreich unterzeichnen die *Konvention von Gastein*, die die Festlegungen des Vertrags von Ripen aufhebt und die Sache der Herzogtümer lösen soll. Österreich verkauft dem preußischen König seine Rechte an Lauenburg, Schleswig wird von Preußen, Holstein von Österreich verwaltet. Ein Jahr später wird diese *Konvention* obsolet, wenn die Spannungen zwischen den beiden Großmächten zum Deutsch-Deutschen Krieg führen.	**1865** 14. August	

* * *



Photographie d'un croquis de Louis Appia, pris lors de sa mission comme délégué du CICR dans les armées prussiennes et autrichiennes au Schleswig, en mars, avril et début mai 1864.

German Confederation and Prussia	Dates	Denmark
The Holstein is a state of the Holy Roman Empire.	12th century	The Schleswig is a duchy vassal of Denmark.
	1459	Death without descendants of Adolphus VIII of Holstein, Count of Holstein, and Duke of Schleswig. Shortly before his death, he manages to place his nephew, Christian of Oldenburg, on the throne of Denmark.
	1460	By the *Treaty of Ribe* (a locality in southern Denmark, in German Ripen), the sovereignty of the two duchies of Schleswig and Holstein is given personally to King Christian I of Denmark, for a period of 400 years.
Signed by 34 states, including Prussia, and 4 free cities of the founding act of the German Confederation.	**1815**	
	1848 January 20	Frederick VII, King of Denmark, promulgates a new constitution including the territory of Denmark, Schleswig, Holstein, and the small territory of Lauenburg.
Strong reactions from the German-speaking populations of the duchies, who form a provisional government and remove the king of Denmark from his functions.	March	Annexation by the new Danish government of the Duchy of Schleswig.
Under the mandate of the German Confederation, Prussia, allied with a few German states, raises troops to support the German insurgents of Schleswig.	Early April	

German Confederation and Prussia	Dates	Denmark
	1848 April 9	Battle of Bov (Bau in German), near Flensborg, marking the beginning of the First War of the Duchies. The well-armed and well-organized Danish troops crush the troops of the Duchy of Holstein.
Prussian troops occupy Schleswig.	April 23	
Aware of their inferiority, Prussian troops withdraw further south.	Late May	Great Britain and Russia affirm their support for Denmark.
Ceasefire requested by Prussia and signature, under pressure from Russia and Great Britain, of the Malmö armistice.	August 26	
Despite its reluctance, the Frankfurt Parliament ratifies the treaty providing for a 7-month ceasefire, the withdrawal of German troops, and the formation of a government composed of Danes and Prussians in the duchies, under international supervision.	September 16	
	February 22 **1849**	Denmark cancels the treaty and fighting resumes.
	1849-1850	Intermittent fightings.
The insurgents of Schleswig and Holstein, under Prussian command, continue the fighting.	**1850** July 2	Peace is signed in Berlin between Denmark and the German Confederation.
	July 23-25	The Danes decide to retaliate : Battle of Isted (Idstedt in German), in Schleswig. The Danes win but with significant human losses. The insurgents have saved most of their forces.

German Confederation and Prussia	Dates	Denmark
Under pressure from the British and Russians, Prussia agrees to sign the First Protocol of London, stipulating the return to the pre-1848 conflict situation and recognizing Denmark's authority over Schleswig and Holstein.	**1850** August 2	The European powers leave it to the King of Denmark to restore order and peace in his provinces.
Attack by the Schleswig-Holstein army at Missunde, a village in southern Schleswig, ending in a Danish victory.	September	Danish victory at Mysunde.
German troops unsuccessfully attempt to besiege Friedrichstadt.	October	The Danish army manages to repel the assaults but does not achieve the decisive victory it sought.
Signature of the *Second Protocol of London* (or *Treaty of London*). The aim is to settle the dynastic questions related to the duchies' territories to pacify relations between the German states and Denmark.	**1852** May 8	The *Treaty of London* recognizes Christian of Glücksburg (future Christian IX of Denmark) as heir to the Danish crown upon the death of Frederick VII. The three duchies of Schleswig, Holstein, and Lauenburg remain linked to the Danish crown but must enjoy a certain autonomy. No other ruling family can claim rights over these duchies. Finally, the United Kingdom, France, Russia, and Prussia must guarantee Danish territorial integrity and the provisions of the treaty.

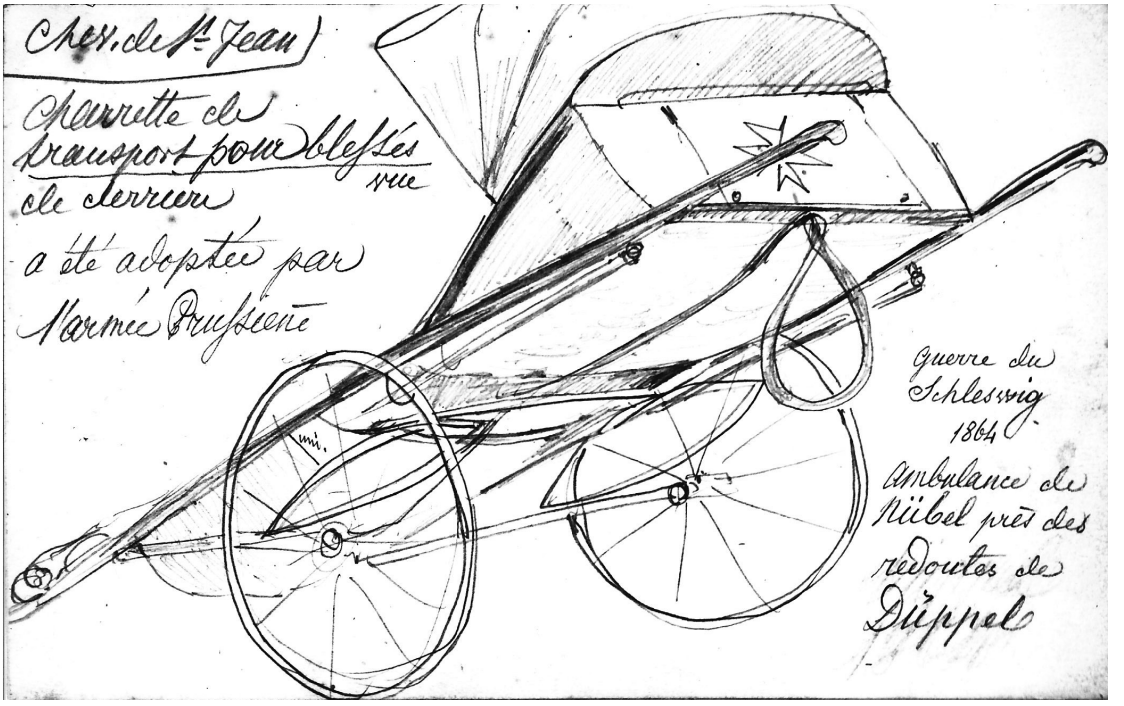
German Confederation and Prussia	Dates	Denmark
Christian IX, chosen by the *Treaty of London* to reign over Denmark, comes from a cousin branch allied by women. The Duchy of Holstein, subject to Salic law preventig succession by women, refuses this choice.	**1863** November 15	Upon the death of Frederick VII, his successor Christian IX, legitimized by the *Treaty of London* of 1852, promulgates a new constitution including the two duchies into Denmark.
Firmly opposed to this new Danish constitution, the German Confederation decides to support the invasion of Holstein.	December 7	
An army of the German Confederation of 12,000 men (mainly from Hanover and Saxony) crosses the Danish border. Prussia obtains the support of Austria.	December 23	
Prussia and Austria issue an ultimatum to Denmark: the country has 48 hours to comply with the *Treaty of London* and amend its constitution.	**1864** January 16	Denmark is warned that neither the United Kingdom nor Russia will support it. Nevertheless, it rejects the ultimatum.
	Late January	Denmark mobilizes 44,000 men and sets up a defensive line of about thirty kilometers in Schleswig, the Dannevirke (Dannewerk in German).
Austro-Prussian troops cross the Eider, marking the border between Holstein and Schleswig. They also try to cross the Schlei at Mysunde (Missunde in German).	February 1	The Danes repel the Austro-Prussian troops at Mysunde but cannot prevent them from crossing the Sorge and the Schlei at other points.

German Confederation and Prussia	Dates	Denmark
	1864 February 6	The Danes decide to evacuate the Dannevirke defensive line to avoid encirclement. They withdraw to Flensburg and the island of Als (Alsen in German). This withdrawal creates a great shock in Danish public opinion.
Bismarck slows down the movement of the Austro-Prussian troops to avoid them invading the entire Danish Jutland, which goes far beyond his war goals. He wants to avoid foreign powers entering the conflict at all costs.	Ferbruary	A part of the Danish troops entrenches themselves in the fortress of Dybbøl (Düppel in German).
Bismarck decides to launch his troops against Düppel, despite it being well defended.	March	
Battle of Düppel.	April 2-18	Battle of Dybbøl.
	April 9	The Danish generals, aware that they will not be able to hold the position in case of an assault, ask for permission to retreat further north. The Danish war minister refuses and orders to hold the position at all costs.
The Austro-Prussian troops assault and take the position in a few hours.	April 18	To save what remains of their army, the Danes cut the bridge connecting Dybbøl to the island of Als, cutting it off from the world.
Start of peace talks in London.	April 29	

German Confederation and Prussia	Dates	Denmark
	1864 May 9	Naval battle of Heligoland, a British island in the North Sea. It is the last significant battle fought between wooden ship squadrons. It is also the last directly involving Denmark. But it is too late: although Denmark wins this battle, it cannot avoid losing the war.
A ceasefire is decided in London.	May 12	
A Prussian petition calling for the annexation of the two duchies to the Kingdom of Prussia is signed by 70,000 people. Bismarck proposes to maintain the personal union with the King of Denmark, but without inclusion in the constitution.	May	The Danes refuse the conditions set by the Austrian and Prussian negotiators and the war resumes.
The Danes refuse the conditions set by the Austrian and Prussian negotiators and the war resumes. The Prussian army bombards Sonderburg (Sønderborg in Danish) from Düppel.	June	The Danish troops cannot prevent the Austro-Prussians from occupying the island of Als nor Prussian contingents from reaching northern Jutland, deep into traditionally Danish lands.
	June 29	Denmark acknowledges defeat and lays down arms.
	July 18	An agreement is signed in Christiansfeld, a town located north of Schleswig, to confirm the cessation of hostilities
Resumption of peace talks in Vienna.	July 25	

German Confederation and Prussia	Dates	Denmark
Preliminary peace agreement.	**1864** August 1	Denmark must cede the three duchies (Schleswig, Holstein, and Lauenburg) to Prussia and Austria. Long discussions ensue to deal with war indemnities and especially the question of borders.
Signature of the T*reaty of Vienna*. The duchies ceded by Denmark will be administered by Prussia (Schleswig and Lauenburg) and Austria (Holstein).	October 30	The treaty, signed on October 30, is ratified in Copenhagen.
Signature by Prussia and Austria of the *Gastein Convention*, which annuls the provisions of the *Treaty of Ribe* and is intended to resolve the duchies' issue. Austria sells its rights over Lauenburg to the King of Prussia ; Schleswig is administered by Prussia and Holstein by Austria. This *Convention* disappears the following year when tensions between the two powers lead to the Austro-Prussian War.	**1865** August 14	

* * *



Photographie d'un croquis de Louis Appia, pris lors de sa mission comme délégué du CICR dans les armées prussiennes et autrichiennes au Schleswig, en mars, avril et début mai 1864.

Notices biographiques

ARNIM-BOITZENBURG Adolf Heinrich von (1803-1868), comte d'Arnim, homme d'Etat prussien. Après des études de droit à Göttingen et à Berlin, il entreprend une carrière dans l'administration publique prussienne. Il occupe la charge de ministre prussien de l'Intérieur, entre 1842 et 1845. Il sera aussi brièvement ministre-président, soit l'équivalent du Premier ministre en 1848. Il est aussi membre de la chambre des députés prussienne. Il est connu pour son anglophilie et sa méfiance envers la France. Lorsqu'il n'est pas dans son château de Boitzenburg en Brandebourg, il loge à Berlin au Palais Arnim, au n° 4 de la Pariser Platz.

AUGUSTA DE SAXE-WEIMAR-EISENACH (1811-1890), reine consort de Prusse dès 1861 puis impératrice allemande à partir de 1871. Nièce puis par mariage belle-sœur du tsar Nicolas Ier de Russie, elle épouse en 1829 Guillaume Frédéric de Hohenzollern (1797-1888), futur Guillaume Ier. Elevée à la cour de Weimar, cultivée, francophile d'orientation plutôt libérale et profondément pacifiste, Augusta soutient activement de nombreuses œuvres caritatives, dont le tout jeune Comité international de secours aux blessés militaires, futur CICR. Elle fonde avec dynamisme la branche féminine de la Croix-Rouge prussienne.

En 1866, elle suscite la fondation de l'Association patriotique des femmes (Vaterländischer Frauenverein), la plus grande et plus puissante association féminine au sein de la Croix-Rouge allemande. Lors des fêtes fastueuses marquant la victoire de Sadowa, elle invite Henry Dunant à sa table et lui offre une statuette d'un ange portant un brassard de la Croix-Rouge.

Sa mère est Marie Pawlowna, grande-duchesse de Saxe-Weimar-Eisenach, qui, lors des guerres de libération contre Napoléon, fonde, en 1814, l'Institution patriotique des femmes de Weimar (Weimarisches patriotisches Fraueninstitut). En 1870, cette Institution s'associe aux Sociétés de secours pour les blessés militaires.

Sa fille, Louise, grande-duchesse de Bade, fonde, en 1859, l'Association des femmes de Bade (Badischer Frauenverein), la plus ancienne organisation de la Croix-Rouge allemande toujours en fonction.

BERGER Dr (prénom et dates inconnues), médecin en chef du corps d'armée prussien.

BOEGER Carl (1813-1875), nommé en 1858 médecin personnel du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV (1795-1861), est détaché de Düsseldorf à l'état-major médical de l'armée à Berlin afin d'être au plus près de son patient. Il suit le souverain dans les dernières années de sa vie assombries par de nombreux AVC et se charge de son autopsie. Il fait également partie des quelques rares familiers acceptés lors de l'inhumation officielle de Frédéric-Guillaume IV, le 15 octobre 1864.

BOUDIER Martin-François (1808-1883), soutient sa thèse de médecine à l'Université de Montpellier en 1838. Il se spécialise en chirurgie, notamment à l'hôpital militaire de Strasbourg, puis est nommé médecin principal de l'armée. Il est l'un des délégués de la France à la Conférence constitutive de Genève, en octobre 1863. Il s'oppose alors aux projets du Comité international, estimant que des secoureurs civils n'ont rien à faire sur le théâtre des opérations militaires et que, au contraire, des mulets feraient bien mieux l'affaire. Finalement convaincu du bienfondé des principales décisions prises par la Conférence, il est l'un des signataires de la Première *Convention de Genève* du 22 août 1864. Il est décoré de la Légion d'honneur.

DUNANT Henry (1828-1910), chrétien évangélique et homme d'affaires genevois, il publie *Un souvenir de Solferino* en novembre 1862, qui lance la première organisation humanitaire mondiale, connue aujourd'hui sous le nom de Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge. Avec Louis Appia et Gustave Moynier, puis avec Guillaume Henri Dufour et Théodore Maunoir, il fonde le Comité international de la Croix-Rouge le 9 février 1863. En septembre 1863, il se rend à Berlin pour participer à un Congrès international de statistique où il noue des liens décisifs avec des personnalités politiques et militaires. Avec Appia (mais sans Moynier), il fonde la "Section Genevoise" d'une Croix-Rouge suisse qui n'existe pas encore, le 17 mars 1864.

Au début 1864, il avait pensé se rendre au Schleswig. Mais, demandé à Paris par Napoléon III, il soutient le départ de Louis Appia (séances du Comité du 13 mars et de la section genevoise du 17 mars 1864).

EYNARD Jean-Gabriel (1775-1863) et **Anna** (1793-1868), philanthropes genevois. Si le négociant, financier et philanthrope genevois Jean-Gabriel décède le 9 février 1863, donc 13 mois avant cette mission de Louis Appia, son épouse, Anna Eynard-Lullin intensifie encore son action philanthropique. C'est ainsi elle qui met le palais de l'Athénée à la disposition du Comité international pour la Conférence constitutive d'octobre 1863.

GRIMM Heinrich Gottfried (1804-1884), chirurgien en chef de l'armée prussienne, très impliqué dans l'organisation des services de santé des armées. En 1859, fort de l'expérience de la Deuxième guerre d'indépendance de l'Italie, il contribue à un nouveau *Règlement sur le service sanitaire en campagne*, paru en 1863, grâce auquel la direction des ambulances militaires était entièrement dévolue aux médecins-chefs. Cette nouvelle organisation s'est avérée efficace lors de la Guerre des Duchés de 1864, ainsi que lors des campagnes contre les armées autrichiennes en 1866 (victoire de Sadowa). Grimm sera nommé directeur du service central de médecins militaires créé au ministère de la Guerre en 1868.

GUILLAUME DE HOHENZOLLERN (1797-1888), roi de Prusse (dès 1861), puis premier Empereur d'Allemagne (dès 1871) sous le nom de Guillaume Ier. Conservateur, il subit de plein fouet les mouvements révolutionnaires de 1848, les libéraux le surnommant le « Prince de la mitraille ». Il doit même s'exiler quelque temps en Angleterre, sa femme et ses enfants restant à Potsdam. Cela n'adoucit pas ses positions politiques : il écrase en juillet 1849 les aspirations du grand-duché de Bade à instaurer une constitution et une monarchie parlementaire. En 1854, il est nommé Generaloberst de l'armée prussienne. Rapidement après son accession au trône de Prusse, en 1861, il accorde sa confiance au très conservateur Otto von Bismarck (1815-1898), dont les victoires militaires prussiennes des années 1864, 1866 et 1870-1871 renforcent peu à peu l'influence.

GURLT Ernst Julius (1825-1899) fait ses études de médecine à Berlin, puis entreprend entre 1848 et 1852 un long voyage d'étude en Autriche, en France et en Grande-Bretagne. Il entreprend alors sa spécialisation en chirurgie sous l'autorité de B. von Langenbeck. Dès 1862, il est professeur associé à l'Institut médico-chirurgical de l'Université de Berlin. Il est actif sur les terrains de guerre lors des deux conflits avec le Danemark en 1848-49 et 1864, lors de la guerre avec l'Autriche en1866 et encore lors de la guerre franco-allemande de 1870-1871. Doué pour l'écriture, il participe à de nombreux ouvrages spécialisés dont les trois volumes de la *Geschichte der Chirurgie und Ihrer Ausübung*, qui sont restés longtemps des ouvrages de référence. Il a également écrit sur la pratique de la médecine et de la chirurgie militaires. Durant de nombreuses années, il tient des statistiques sur les anesthésiques et montre, preuves à l'appui, le taux de complications nettement plus élevé du chloroforme par rapport à l'éther. C'est à ce titre un pionnier des mesures d'assurance qualité et les résultats qu'il obtient conduisent à l'utilisation plus fréquente de l'éther.

HENRI XIII prince Reuss de Köstritz (1830-1897) est le sixième fils du prince Henri LXIII (sic) Reuss de Köstritz, une branche médiane de la maison princière Reuss, la seule survivante aujourd'hui. Il mène une belle carrière militaire, d'abord dans les hussards puis dans l'état-major de Guillaume Ier et la cavalerie. Il prend part à la Conférence constitutive de la Croix-Rouge, à Genève, en octobre 1863, dont il est nommé président, au titre de représentant de l'ordre hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem (Johanniter), considéré comme neutre au milieu des représentants d'Etats ou de gouvernements. En 1890, il est nommé membre de la Chambre des seigneurs de Prusse.

HOUSSELLE Karl ou Carl (1799-1885), médecin, député à la Première chambre prussienne, puis conseiller gouvernemental en matière médicale. Après ses études à Königsberg et Berlin, il est d'abord dès 1823 médecin généraliste puis médecin de district dès 1845. En 1854, il est nommé conseiller gouvernemental et médical à Stralsund en Poméranie. En 1861, il devient conseiller médical supérieur secret (Geheimer Obermedizinalrat). C'est à ce titre qu'il est l'un des représentants de la Prusse à la Conférence de Genève d'octobre 1863.

LANGENBECK Bernhard von (1810-1887), chirurgien. Après son doctorat en médicine obtenu en 1835, il poursuit ses études en France, en Angleterre, en Hollande et en Belgique grâce à une bourse de voyage. L'université de Göttingen lui offre dès 1838 un poste de professeur extraordinaire. Il oriente ensuite sa carrière vers la chirurgie expérimentale et obtient une chaire à Kiel. Pendant la guerre contre le Danemark en 1848-1849, il est le médecin-major général de l'ensemble du service sanitaire chirurgical. Nommé ensuite à l'hôpital de la Charité à Berlin, il en fait un centre à la pointe de la chirurgie moderne, tout en conservant son poste de médecin-major général dans l'armée prussienne. Il a beaucoup contribué à l'amélioration de la chirurgie de guerre et a mis au point de nombreux instruments qui portent son nom et sont encore aujourd'hui utilisés avec succès dans les salles d'opération. C'est aussi un bon pédagogue qui compte quelques grands noms parmi ses élèves, dont Ernst Julius Gurlt (ci-dessus).

LAUER Gustav von (1808-1889), médecin ordinaire du roi de Prusse Guillaume Ier. Il débute ses études de médecine en 1825, comme boursier, avec l'obligation de servir ensuite huit ans comme chirurgien militaire. Il acquiert une importante expérience et une excellente réputation, qui incite le futur roi Guillaume à le choisir comme son médecin personnel en 1844. En 1864, Lauer est promu médecin général du corps de la garde, puis anobli. En 1879, il est nommé médecin-major général de l'armée, chef de la médecine militaire et du département médical du ministère de la guerre. A la fin de sa vie, il créée une fondation pour soutenir les officiers sanitaires survivants.

LEHMANN Samuel (1808-1896), médecin en chef de l'armée suisse de 1857 à 1872. Après des études de médecine à Berne, il devient médecin à Langnau en 1831, puis médecin-chef de l'hôpital extérieur à la Waldau, où il fonde l'asile cantonal d'aliénés. Puis il exerce la médecine à Berne dès 1862, où il devient administrateur de l'hôpital de l'Île à Berne. Il mène en parallèle une carrière politique comme député, conseiller national et conseiller d'Etat en charge de l'Instruction publique.

Dès les débuts du CICR, Louis Appia est en relation étroite avec Lehmann. Il commence d'ailleurs sa mission au Schleswig par une étape à Berne pour le rencontrer et obtenir une recommandation. Voir annexe 7.

LOEFFLER Friedrich (1815-1874) médecin militaire prussien. Dès la fin de ses études médicales à Berlin, il s'engage dans l'armée en 1837 comme sous-chirurgien. Dix ans plus tard, il est promu médecin-major. Il est stationné à Francfort comme médecin de régiment jusqu'en 1860, puis est nommé médecin général de corps d'armée. En octobre 1863, il représente la Prusse à Genève lors de la Conférence constitutive et soutient la nécessité d'introduire un signe distinctif pour identifier sur le terrain les personnels médicaux. Il est également signataire pour la Prusse de la Première *Convention de Genève*, en août 1864. Il a beaucoup œuvré à la création en Prusse de sociétés de secours volontaires.

MALACHOWSKI UND GRIFFA Ferdinand Leopold Anton von (1821-1874), lieutenant-colonel, fils du lieutenant général Karl Friedrich Adolph et frère de Wilhelm, qui fera une belle carrière et deviendra général de division juste avant la guerre franco-allemande.

ORDRE DE SAINT-JEAN DE JÉRUSALEM, ou Ordre des Hospitaliers, ordre religieux catholique hospitalier et militaire fondé à l'époque des croisades. Après l'expulsion des Croisés de Terre Sainte en 1291, l'Ordre s'installe à Chypre, puis au XIVe siècle à Rhodes. Expulsé de Rhodes lors de conquête de l'île par les Turcs en 1523, il s'installe à Malte en 1530 et en devient le souverain sur décision de Charles Quint. Lors de la Réforme, l'Ordre perd la plupart de ses possessions dans les terres ayant adopté le protestantisme, et tant le grand maître que le pape refusent les membres de confession protestante ou anglicane.

Dans les pays de langue allemande, le maître de l'Ordre pour le bailliage de Brandebourg refuse cette décision et continue à exister indépendamment, acceptant de nouveaux frères qui poursuivent les activités traditionnelles de soins pour les pauvres, les malades et les blessés. Si les liens ne sont pas complètement rompus avec Malte, aucune contribution n'est plus versée à l'Ordre. Après la perte de Malte et de nombreuses vicissitudes, l'Ordre d'obédiance catholique est peu à peu restauré au milieu du 19e siècle, à Rome. Au même moment les Johanniter d'obédiance luthérienne et Saint-John d'obédiance anglicane reprennent leurs activitées dans leurs zones d'influence respectives. En 1961 est fondé l'Ordre souverain militaire et hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte. Il réunit dans une Alliance l'ensemble des branches catholique romaine, luthérienne, anglicane et autres, installées en Italie, en Allemagne, en Angleterre (Most Venerable Order

of the Hospital of Saint John of Jerusalem), aux Pays-Bas (Johanniter Orde in Nederland), en Suède (Johanniterorden i Sverige) et en Suisse. Elles concentrent actuellement leurs activités dans l'humanitaire.

ORDRE DE SAINT-JEAN, ou **JOHANNITER**, aujourd'hui ordre allemand de chevalerie héritier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Issu de la scission intervenue en 1538 avec l'Ordre historique, il réunit les membres protestants de langue allemande. Durant la Seconde Guerre du Schleswig, les Johanniter sont dirigés par Charles de Prusse (1801-1883), fils de Frédéric-Guillaume III et frère de Guillaume Ier. Depuis 1999, l'Ordre de Saint-Jean est dirigé par Oskar (1959-), prince de Prusse, arrière-petit-fils de Guillaume II, 37e grand maître.

ROON Albrecht von (1803-1879), général et homme d'Etat prussien. Pendant sa formation militaire, il prend conscience de la mauvaise organisation de l'armée prussienne. Il rejoint l'état-major en 1835 comme capitaine, puis en 1842, commandant. Ce parcours lui permet de poser les bases de la réforme qu'il allait ensuite instaurer, comme ministre prussien de la Guerre de 1859 à 1873. Il impose un service militaire obligatoire et universel de trois ans et la formation d'une armée de réserve (Landwehr) capable de défendre le territoire, quand l'armée d'active est engagée dans des opérations hors des frontières. Les oppositions à un tel système sont nombreuses, dans la population comme parmi les élites, et il faudra l'appui inconditionnel de Guillaume Ier et de Bismarck pour imposer cette nouvelle organisation. Dès 1861, il est aussi à la tête de la Marine. La victoire de 1864 contre le Danemark le fait passer en quelques mois du statut d'homme d'Etat détesté à celui de héros. Il est nommé général d'infanterie durant la guerre contre l'Autriche et prend une part déterminante à la victoire de Sadowa. Il est l'un des plus proches conseillers du roi de Prusse durant la guerre franco-allemande. Vu à juste titre comme l'un des principaux artisans de la puissance prussienne, il est créé comte à Versailles en janvier 1871, puis nommé maréchal en 1873. Le système militaire mis en place en Prusse servira dès lors de modèle dans toute l'Europe.

SŒURS DE LA CHARITÉ DE SAINT-CHARLES, ou Sœurs de la miséricorde de Saint-Charles-Borromée, ordre apostolique caritatif fondé en 1652 à Nancy, au milieu des temps difficiles qui suivaient la guerre de Trente Ans. La maison de Nancy a été le point de départ des premières sœurs pour l'Allemagne en 1811, à Trèves.

STOLBERG-WERNIGERODE Otto zu (1837-1896), comte, puis prince (dès 1890), aristocrate et homme politique allemand. Après quelques années dans l'armée prussienne, il entame une carrière politique d'abord dans la province de Hanovre puis dans l'Empire allemand. En 1876, il est nommé ambassadeur à la cour de Vienne, puis à son retour à Berlin il devient vice-président du gouvernement. Des vues divergentes avec Bismarck le poussent à la démission en 1881. Apprécié de l'empereur, il est nommé grand-chambellan de la cour et ministre de la Maison royale de Prusse. Il a aussi été chancelier de l'ordre de Saint-Jean (Johanniter) de 1872 à 1876. Il était président de la Croix-Rouge prussienne, puis du Comité central des Sociétés allemandes, organisation coordinatrice qui a précédé la fondation d'une Croix-Rouge allemande unifiée, en 1921.

WENDT D^r^ (prénom et dates inconnus), médecin d'état-major et chirurgien en chef de l'hospice militaire.

* * *

Biographische Anmerkungen

ARNIM-BOITZENBURG Adolf Heinrich von (1803-1868), Graf von Arnim, preußischer Staatsmann. Nach dem Studium der Rechtswissenschaften in Göttingen und Berlin schlägt er eine Laufbahn in der preußischen Staatsverwaltung ein. 1842 bis 1845 ist er preußischer Innenminister. Auch ist er 1848 kurzzeitig Ministerpräsident. Er ist Mitglied des preußischen Abgeordnetenhauses. Bekannt ist seine Anglophilie und die Abneigung gegenüber Frankreich. Wenn er nicht auf seinem Schloss Boitzenburg in Brandenburg ist, logiert er in Berlin im Palais Arnim am Pariser Platz 4.

AUGUSTA DE SAXE-WEIMAR-EISENACH (1811-1890), ab 1861 Königin von Preußen, ab 1871 deutsche Kaiserin; Nichte und angeheiratete Schwägerin von Zar Nikolaus I. von Russland. 1829 heiratet sie Wilhelm Friedrich von Hohenzollern (1797-1888), den künftigen Kaiser Wilhelm I. Aufgewachsen am Weimarer Hof, gebildet, frankophil, liberal ausgerichtet und zutiefst pazifistisch, unterstützt Augusta tatkräftig zahlreiche wohltätige Organisationen, darunter das gerade gegründete Internationale Komitee zur Hilfe für Verwundete. 1866 regt sie die Gründung des Vaterländischen Frauenvereins an, der größten und wirkmächtigsten Frauenorganisation im Roten Kreuz Deutschlands.

Ihre Mutter ist Maria Pawlowna, Großherzogin von Sachsen-Weimar-Eisenach, die während der Befreiungskriege gegen Napoleon 1814 das *Weimarische patriotische Fraueninstitut* gründet. Das Institut schließt sich 1870 den Gesellschaften zur Pflege verwundeter Krieger an.

Ihre Tochter, Großherzogin Luise von Baden, gründet 1859 den *Badischen Frauenverein*, die älteste Gliederung im Deutschen Roten Kreuz, die heute noch besteht.

BARMHERZIGE SCHWESTERN VOM HEILIGEN KARL BORROMÄUS, 1652 in den schweren Zeiten nach dem Dreißigjährigen Krieg in Nancy gegründeter apostolischer karitativer Orden. Das Haus in Nancy war Ausgangspunkt für den Aufbruch der ersten Schwestern nach Deutschland, 1811 nach Trier.

BERGER Dr. (Vorname und Lebensdaten nicht bekannt), Chefarzt eines preußischen Armeecorps.

BOEGER Carl (1813-1875), 1858 zum Leibarzt des preußischen Königs Friedrich Wilhelms IV. (1795-1861) ernannt, wird er von Düsseldorf zum militärmedizinischen Stab in Berlin abkommandiert, damit er näher bei seinem Patienten ist. Er begleitet den Herrscher in seinen letzten Lebensjahren, die von mehreren Schlaganfällen getrübt sind, und übernimmt die Autopsie. Er gehört zu den wenigen Vertrauten, die dem Staatsbegräbnis Friedrich Wilhelms IV. am 15. Oktober 1864 beiwohnen dürfen.

BOUDIER Martin-François verteidigt 1838 seine medizinische Doktorarbeit an der Universität Montpellier. Er spezialisiert sich am Militärkrankenhaus in Straßburg in der Chirurgie und wird dann zum Chefarzt der Armee ernannt. Bei der Gründungskonferenz des Roten Kreuzes in Genf im Oktober 1863 ist er einer der Delegierten Frankreichs. Er widersetzt sich zunächst den Vorhaben des Internationalen Komitees, weil nach seiner Einschätzung zivile Helfer auf dem Kriegsschauplatz nichts zu suchen hätten, ganz im Gegenteil Maultiere die Arbeit besser machen würden. Schließlich ist er von der Berechtigung der wichtigsten Beschlüsse überzeugt und ist einer der Erstunterzeichner der ersten *Genfer Konvention* vom 22. August 1864. Er wird mit dem Orden der Ehrenlegion ausgezeichnet.

DUNANT Henry (1828-1910), Genfer Geschäftsmann und Philanthrop, Initiator und Mitbegründer des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz und des Genfer Roten Kreuzes. Im Frühjahr 1864 hatte er überlegt, nach Schleswig zu fahren. Doch da Napoleon III. ihn nach Paris gerufen hatte, unterstützt er die Abreise Louis Appias (Sitzung des Komitees vom 13. März und der Sektion Genf vom 17. März 1864).

EYNARD Jean-Gabriel (1775-1863) und **Anna** (1793-1868), Genfer Philanthropen. Als der Genfer Kaufmann, Bankier und Philanthrop am 9. Februar 1863, also 13 Monate vor der Mission Louis Appias, stirbt, steigert sein Frau Anna Eynard-Lullin ihr philanthropische Tun noch weiter. So stellt sie dem Internationalen Komitee für die Gründungskonferenz im Oktober 1863 das *Palais de l'Athénée* zur Verfügung.

GRIMM Heinrich Gottfried (1804-1884), Chef-Chirurg der preußischen Armee und maßgeblich an der Organisation des militärischen Sanitätsdienstes beteiligt. Nach den Erfahrungen der Feldzüge 1859 in Italien arbeitet er mit an einem neuen *Reglement über den Dienst der Krankenpflege im Felde*, demzufolge die Leitung der Militärambulanzen vollständig den Chefärzten übertragen wird. Diese neue Organisationsform erweist sich im Deutsch-Dänischen Krieg von 1864 und gegen die österreichische Armee 1866 als effektiv. Grimm wird zum Leiter der Zentralstelle für Militärärzte ernannt, die das Kriegsministerium 1868 eingerichtet hat.

GURLT Ernst Julius (1825-1899) studiert Medizin in Berlin und unternimmt zwischen 1848 und 1852 eine ausgiebige Studienreise nach Österreich, Frankreich und Großbritannien. Seine Spezialisierung auf die Chirurgie erfolgt bei Bernhard von Langenbeck. Ab 1862 ist er außerordentlicher Professor am Medizinisch-chirurgischen Institut der Berliner Universität. Er ist auf den Kriegsschauplätzen der beiden Konflikte mit Dänemark 1848 und 1864 aktiv, ebenso beim Krieg gegen Österreich 1866 und auch noch im Deutsch-Französischen Krieg 1870-1871. Mit seinem besonderen Schreibtalent hat er Anteil an zahlreichen Fachpublikationen, darunter die drei Bände der Geschichte der *Chirurgie und ihrer Ausübung*, die lange Zeit als Standardwerke galt. Ebenso schrieb er über die medizinische Praxis und über Militärchirurgie. Über viele Jahre hinweg führt er eine Statistik zu Narkotika und zeigt gestützt auf Belegen, dass bei Chloroform die Quote der Komplikationen deutlich höher ist als bei Äther. In diesem Sinne ist er ein Vorreiter von Qualitätssicherungsmaßnahmen, und seine Ergebnisse führen zur häufigeren Verwendung von Äther.

HEINRICH XIII. Prinz Reuß von Köstritz (1830-1897) das sechste Kind des Prinzen Heinrichs LXIII. (sic) Reuß zu Köstritz, eine Paragiatslinie des Hauses Reuß, die heute einzig bestehende. Er absolviert eine militärische Bilderbuchlaufbahn, zunächst bei den Husaren, dann im Generalstab Wilhelms I. und in der Kavallerie. Er ist Teilnehmer der Gründungskonferenz des Roten Kreuzes im Oktober 1863 in Genf. Als Vertreter des Johanniterordens wird er inmitten der Staats- und Regierungsvertreter als neutral angesehen und sogar zum Präsidenten der Konferenz gewählt. 1890 wird er Mitglied des Preußischen Herrenhauses.

HOUSSELLE Karl ou Carl (1799-1885), Arzt, Abgeordneter der Ersten Kammer des Preußischen Landtags, dann Regierungsberater in medizinischen Angelegenheiten. Nach dem Studium in Königsberg und Berlin ist er zunächst praktischer Arzt, dann ab 1845 Bezirksarzt (‚Kreisphysikus'). 1854 wird er zum Regierungs- und Medizinalrat in Stralsund ernannt, 1861 zum Geheimen Obermedizinalrat. In dieser Funktion ist er einer der Vertreter Preußens bei der Genfer Konferenz im Oktober 1863.

JOHANNITERORDEN heute ein deutscher Orden, der auf den Orden des Heiligen Johannes von Jerusalem zurückgeht. Er ist 1538 aus der Abspaltung vom historischen Orden hervorgegangen und vereint die protestantischen Mitglieder des deutschsprachigen Raumes. Während des zweiten Schleswig-Holsteinischen Krieges steht Karl von Preußen (1801-1883), Sohn von Friedrich-Wilhelm III. und Bruder Wilhelms I., den Johannitern vor. Seit 1999 lenkt Oskar Prinz von Preußen (*1959), Urenkel von Wilhelm II., den Johanniterorden als Großmeister. (siehe auch : Orden vom Hospital...)

LANGENBECK Bernhard von (1810-1887), Chirurg. Nach seiner Promotion 1835 in Medizin setzt er dank einem Reisestipendium seine Studien in Frankreich, England, Holland und Belgien fort. Die Göttinger Universität trägt ihm 1838 eine außerordentliche Professur an. Danach wendet er sich der Experimentalchirurgie zu und erhält einen Lehrstuhl in Kiel. Während des Krieges gegen Dänemark 1848 ist er Generalstabsarzt des gesamten militärischen Sanitätsdienstes. Danach wird er nach Berlin an die Charité berufen. Er macht sie zu einem Zentrum der modernen Chirurgie und behält gleichzeitig seine Stellung als Generalstabsarzt der preußischen Armee bei. Zum Fortschritt der Kriegschirurgie hat er Wesentliches beigetragen und zahlreiche Instrumente entwickelt, die nach ihm benannt sind und heute noch in den Operationssälen Verwendung finden. Gleichzeitig ist er ein guter Pädagoge, unter dessen Schülern man berühmte Namen findet, unter anderen Ernst Julius Gurlt (siehe dort).

LAUER Gustav von (1808-1889), Leibarzt des preußischen Königs Wilhelms I. Er beginnt sein Medizinstudium 1825 als Stipendiat, woran die Verpflichtung geknüpft ist, danach acht Jahre als Militärarzt zu dienen. Seine große Erfahrung und sein exzellenter Ruf veranlassen 1844 den künftigen König Wilhelm, ihn zu seinem Leibarzt zu machen. 1864 wird Lauer zum Generalarzt des Gardecorps befördert, danach in den Adelsstand erhoben. 1879 wird er zum Generalstabsarzt der Armee befördert, wird Chef des Militärmedizinalwesens und der Medizinalabteilung des Kriegsministeriums. Gegen Ende seines Lebens gründet er eine Stiftung für Hinterbliebene von Sanitätsoffizieren.

LEHMANN Samuel (1808-1896), von 1857 bis 1872 Chefarzt (Oberfeldarzt) des schweizerischen Heeres. Nach dem Medizinstudium in Bern wird er 1831 Arzt in Langnau (Kanton Bern), dann Chefarzt des „äußeren Krankenhauses" in Waldau (Kanton Bern), wo er die Psychiatrische Klinik (damals „Irrenanstalt") gründete. Ab 1862 ist er Mediziner in Bern und wird Inspektor des Inselspitals. Parallel macht er politisch Karriere als Abgeordneter, Nationalrat und für das Erziehungswesen zuständiger Regierungsrat.

LOEFFLER Friedrich (1815-1874) preußischer Militärarzt. Nach dem Ende seines Medizinstudiums in Berlin betätigt er sich als „Subchirurg" in der Armee. Zehn Jahre später wird er zum Stabsarzt befördert. Bis 1860 ist er als Regimentsarzt in Frankfurt (Oder) stationiert und wird dann zum Generalarzt des Armeekorps ernannt. Im Oktober 1863 vertritt er Preußen bei der Gründungskonferenz des Roten Kreuzes; er unterstreicht die Notwendigkeit eines Erkennungszeichens, das im Felde das medizinische Personal kenntlich macht. Ebenfalls unterzeichnet er im August 1864 für Preußen die *Genfer Konvention*. In Preußen hat er viel zur Gründung freiwilliger Hilfsgesellschaften beigetragen.

MALACHOWSKI UND GRIFFA Ferdinand Leopold Anton von (1821-1874), Ferdinand Leopold Anton von (1821-1874), Oberstleutnant, Sohn des Generalleutnants Karl Friedrich Adolph und Bruder von Wilhelm, der eine glänzende Karriere einschlägt und kurz vor Ausbruch des Deutsch-Französischen Krieges Divisionsgeneral wird.

ORDEN VOM HOSPITAL DES HEILIGEN JOHANNES ZU JERUSALEM, ozur Zeit der Kreuzzüge gegründeter katholischer Krankenpflege- und Militärorden. Nach der Vertreibung der Kreuzritter 1291 aus dem Heiligen Land lässt sich der Orden auf Zypern nieder, im 15. Jahrhundert dann auf Rhodos. Als er ihm Zuge der Eroberung der Insel 1523 durch die Türken auch von dort vertrieben wird, lässt er sich 1530 auf der Insel Malta nieder und wird durch einen Beschluss Karls V. deren Souverän. Während der Reformation verliert der Orden in den Ländern, die zum Protestantismus übergegangen sind, den größten Teil seiner Ländereien, und sowohl der Großmeister als auch der Papst weisen protestantische Mitglieder ab. In den deutschsprachigen Ländern lehnt der Ordensmeister für die Ballei Brandenburg diese Entscheidung ab, sie besteht fort und nimmt neue Brüder auf, die die traditionelle Fürsorge für Arme, Kranke und Verwundete weiterführen. Wenn auch die Bande zu Malta nicht völlig zerrissen sind, so wird doch kein Beitrag mehr an den Orden entrichtet. Nach dem Verlust Maltas und zahlreichen Widrigkeiten wird der Orden im 19. Jahrhundert nach und nach wiederbelebt, zunächst in Rom, dann in verschiedenen Ländern und Regionen Europas und der Welt. 1961 wird der *Souveräne Ritter- und Hospitalorden vom Heiligen Johannes zu Jerusalem, von Rhodos und von Malta* (Malteser-Orden) gegründet, ein katholischer Nachfolger mit Sitz in Rom, der die christlichen Ableger in Italien, Deutschland, England (*Most Venerable Order of the Hospital of Saint John of Jerusalem*), den Niederlanden (*Johanniter Orde in Nederland*) und Schweden (*Johanniterorden i Sverige*) in einer Allianz vereint. (siehe auch : Johanniterorden)

ROON Albrecht von (1803-1879), General und preußischer Staatsmann. Während seiner Militärausbildung wird ihm die schlechte Organisation der preußischen Armee bewusst. 1835 stößt er zum Generalstab, zuerst als Hauptmann, dann 1842 als Kommandeur. Durch diesen Verlauf wird es ihm möglich, den Grundstein für eine Reform zu legen, die er als preußischer Kriegsminister von 1850 bis 1873 umsetzen sollte. Er führt einen universellen und obligatorischen Militärdienst von drei Jahren sowie die Bildung einer Reserve-Armee (Landwehr) ein, die das Land verteidigen soll, wenn die eigentliche Armee gerade jenseits der Grenzen operiert. Die Widerstände gegen ein solches System sind sowohl in der Bevölkerung als auch in den Eliten zahlreich, und es bedarf der bedingungslosen Unterstützung seitens Wilhelms I. und Bismarcks, um diese Neuorganisation durchzusetzen. Seit 1861 steht er auch an der Spitze

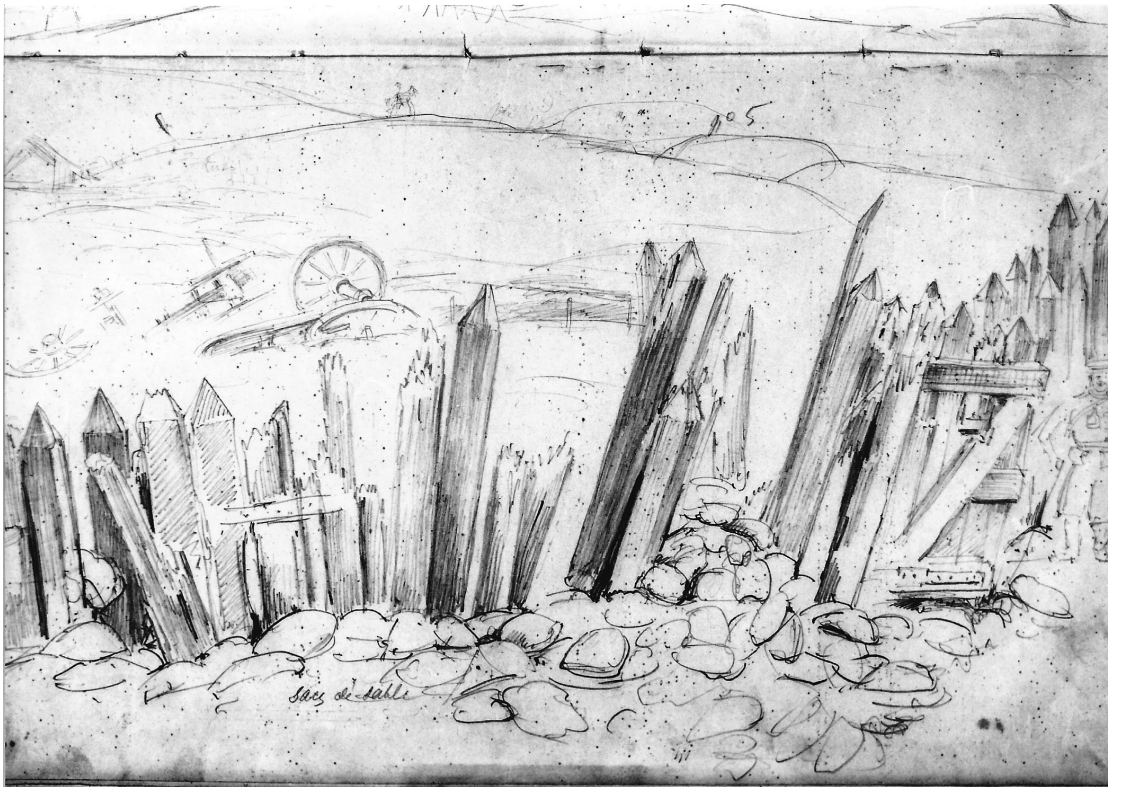
der Marine. Nach dem Sieg von 1864 gegen Dänemark wird aus dem verhassten Staatsmann ein Held. Während des Krieges gegen Österreich wird er zum Infanteriegeneral ernannt, und er hat entscheidenden Anteil am Sieg von Königgrätz. Während des Deutsch-Französischen Krieges ist er einer der wichtigsten Ratgeber des preußischen Königs. Zu Recht sieht man in ihm einen der vorrangigen Architekten preußischer Großmacht; im Januar 1871 wird er in Versailles in den Grafenstand erhoben und 1873 zum Marschall befördert. Das in Preußen installierte Militärsystem wird von nun an ganz Europa als Vorbild dienen.

STOLBERG-WERNIGERODE Otto zu (1837-1896), Graf, später (seit 1890) Fürst, deutscher Aristokrat und Politiker. Nach einigen Jahren in der preußischen Armee schlägt er, zunächst in Hannover, dann im deutschen Kaiserreich, eine politische Laufbahn ein. 1876 wird er zum Botschafter am Wiener Hof ernannt, nach seiner Rückkehr wird er Vize-Kanzler der Regierung. Divergenzen mit Bismarck veranlassen ihn 1881 zum Rücktritt. Der Kaiser jedoch schätzt ihn und ernennt ihn zum Obersthofkämmerer und zum Minister des Königlichen Hauses. Auch war er von 1872 bis 1876 Kanzler des Johanniterordens und von 1885 bis zu seinem Tod Vorsitzender des Preußischen Roten Kreuzes sowie des Zentralkomitees der Deutschen Vereine vom Roten Kreuz.

WENDT Dr. (Vorname und Lebensdaten unbekannt), Stabsarzt und Chefchirurg des Militärkrankenhauses.

WILHELM VON HOHENZOLLERN (1797-1888), König von Preußen (ab 1861), dann als Wilhelm I. erster deutscher Kaiser (ab 1871). Als Konservativer erlebt er mit voller Wucht die revolutionären Bestrebungen von 1848, und die Liberalen nennen ihn „Kartätschenprinz". Er geht sogar einige Zeit ins Exil, während Frau und Kinder in Potsdam bleiben. Seine politischen Positionen werden dadurch nicht gemildert: Im Juli 1848 schmettert er im Großherzogtum Baden die Bestrebungen nach einer parlamentarischen Monarchie ab. 1854 wird er zum Generaloberst der preußischen Armee ernannt. Bald nach seiner Thronbesteigung 1861 schenkt er sein Vertrauen dem höchst konservativen Otto von Bismarck (1815-1898), dessen militärische Siege der Jahre 1864, 1866 und 1870-1871 Preußens Einfluss größer werden lassen.

* * *



Photographie d'un croquis de Louis Appia, pris lors de sa mission comme délégué du CICR dans les armées prussiennes et autrichiennes au Schleswig, en mars, avril et début mai 1864.

Biographical Notices

ARNIM-BOITZENBURG Adolf Heinrich von (1803-1868), Count of Arnim, Prussian statesman. After studying law in Göttingen and Berlin, he began a career in the Prussian public administration. He served as the Minister of the Interior of Prussia from 1842 to 1845. He was also briefly Prime Minister in 1848. He was a member of the Prussian House of Representatives. Known for his Anglophilia and mistrust of France, he resided at Boitzenburg Castle in Brandenburg or at the Arnim Palace in Berlin, at 4 Pariser Platz.

AUGUSTA DE SAXE-WEIMAR-EISENACH (1811-1890), Queen consort of Prussia from 1861 and German Empress from 1871. Niece and later sister-in-law of Tsar Nicholas I of Russia, she married Frederick William of Hohenzollern (1797-1888), the future William I, in 1829. Raised at the Weimar court, she was cultured, Francophile, liberal, and pacifist. Augusta actively supported many charitable works, including the young International Committee for the Relief of Wounded Soldiers, the future ICRC. She founded the Prussian Red Cross women's branch.

During the lavish celebrations marking the victory at Sadowa in 1866, she invited Henry Dunant to her table and presented him with a statuette of an angel bearing a Red Cross armband.

BERGER Dr. (first name and dates unknown), Chief physician of the Prussian army corps.

BOEGER Carl (1813-1875), appointed in 1858 as the personal physician to King Frederick William IV of Prussia (1795-1861). He was transferred from Düsseldorf to the army's medical staff in Berlin to be close to his patient. He accompanied the king during the last years of his life, darkened by numerous strokes, and performed his autopsy. He was among the few accepted at Frederick William IV's official burial on October 15, 1864.

BOUDIER Martin-François defended his medical thesis at the University of Montpellier in 1838. Specialized in surgery, particularly at the Strasbourg military hospital, and was appointed principal army physician. He was one of France's delegates to the Constitutive Conference of Geneva in October 1863. Initially opposed to the International Committee's proposals, he believed that civilian rescuers had no place on military battlefields and that mules would be more useful. Eventually convinced of the conference's main decisions, he signed the *First Geneva Convention* on August 22, 1864, and was awarded the Legion of Honor.

DUNANT Henry (1828-1910), evangelical Christian and Genevan businessman, published *A Memory of Solferino* in November 1862, launching the world's first humanitarian organization, now known as the Red Cross and Red Crescent Movement. Together with Louis Appia, Gustave Moynier, Guillaume Henri Dufour, and Théodore Maunoir, he founded the International Committee of the Red Cross on February 9, 1863. In September 1863, he attended an International Statistical Congress in Berlin, forming decisive links with political and military leaders. He and Appia founded the "Geneva Section" of a Swiss Red Cross, which did not yet exist, on March 17, 1864.

In early 1864, he considered going to Schleswig but was called to Paris by Napoleon III, supporting Louis Appia's departure (meetings on March 13 and the Geneva section on March 17, 1864).

EYNARD Jean-Gabriel (1775-1863) und **Anna** (1793-1868), Genevan philanthropists. Although the merchant, financier, and philanthropist Jean-Gabriel died on February 9, 1863, thirteen months before Louis Appia's mission, his wife, Anna Eynard-Lullin, intensified her philanthropic activities. She made the Athénée Palace available to the International Committee for the October 1863 Constitutive Conference.

GRIMM Heinrich Gottfried (1804-1884), Chief surgeon of the Prussian army, heavily involved in organizing military health services. In 1859, drawing on his experience from the Second Italian War of Independence, he contributed to a new field medical service regulation published in 1863, which assigned ambulance leadership to chief physicians. This organization proved effective during the 1864 Duchies War and the campaigns against Austrian armies in 1866 (Sadowa victory).

Grimm was appointed director of the central military medical service at the Ministry of War in 1868.

GUILLAUME DE HOHENZOLLERN (1797-1888), King of Prussia (from 1861) and the first Emperor of Germany (from 1871) as William I. A conservative, he was deeply affected by the 1848 revolutionary movements, earning the liberals' nickname "Prince of Grapeshot." He even had to exile himself briefly to England, while his wife and children stayed in Potsdam. This did not soften his political stance : in July 1849, he crushed the Grand Duchy of Baden's aspirations for a constitution and a parliamentary monarchy. In 1854, he was appointed Generaloberst of the Prussian army. Shortly after ascending the Prussian throne in 1861, he entrusted the very conservative Otto von Bismarck (1815-1898), whose military victories in 1864, 1866, and 1870-1871 gradually strengthened his influence.

GURLT Ernst Julius (1825-1899) studied medicine in Berlin and undertook a long study trip from 1848 to 1852 in Austria, France, and Great Britain, specializing in surgery under B. von Langenbeck. From 1862, he was an associate professor at the University of Berlin's Medical-Surgical Institute. Active on war fronts during the conflicts with Denmark in 1848-49 and 1864, the 1866 war with Austria, and the Franco-German war of 1870-71. Prolific writer, contributing to numerous specialized works, including the three-volume *History of Surgery and Its Practice*, which remained reference works for a long time. He also wrote about military medicine and surgery. For many years, he kept statistics on anesthetics, proving the higher complication rate of chloroform compared to ether, pioneering quality assurance measures that led to more frequent ether use.

HENRI XIII Prince Reuss de Köstritz (1830-1897), the sixth son of Prince Henri LXIII (sic) Reuss de Köstritz, a middle branch of the princely house of Reuss, the only surviving branch today. He had a distinguished military career, first with the hussars, then with William I's staff and the cavalry. He participated in the Constitutive Conference of the Red Cross in Geneva in October 1863, where he was appointed president, representing the neutral Order of Saint John of Jerusalem (Johanniter) among state or government representatives. In 1890, he was appointed a member of the Prussian House of Lords.

HOUSSELLE Karl or Carl (1799-1885), physician, deputy in the Prussian First Chamber, then government medical advisor. After studying in Königsberg and Berlin, he first became a general practitioner in 1823, then a district doctor in 1845. In 1854, he was appointed government and medical advisor in Stralsund, Pomerania. In 1861, he became senior medical advisor (Geheimer Obermedizinalrat). In this capacity, he represented Prussia at the October 1863 Geneva Conference.

LANGENBECK Bernhard von (1810-1887), surgeon. After obtaining his medical doctorate in 1835, he continued his studies in France, England, Holland, and Belgium, thanks to a travel scholarship. In 1838, the University of Göttingen offered him an extraordinary professorship. He then oriented his career towards experimental surgery and obtained a chair in Kiel. During the war against Denmark in 1848-1849, he was the general medical major of the entire surgical service. Later appointed to the Charité hospital in Berlin, he made it a cutting-edge modern surgery center while retaining his position as general medical major in the Prussian army. He contributed significantly to improving wartime surgery and developed many instruments bearing his name, still successfully used in operating rooms today. He was also an excellent teacher with notable students, including Ernst Julius Gurlt.

LAUER Gustav von (1808-1889), ordinary physician to King William I of Prussia. He began his medical studies in 1825 as a scholarship student, with the obligation to serve eight years as a military surgeon. He gained significant experience and an excellent reputation, leading the future King William to choose him as his personal physician in 1844. In 1864, Lauer was promoted to general physician of the guard corps and ennobled. In 1879, he was appointed general medical major of the army, head of military medicine, and head of the medical department at the Ministry of War. Towards the end of his life, he created a foundation to support surviving medical officers.

LEHMANN Samuel (1808-1896), chief physician of the Swiss army from 1857 to 1872. After studying medicine in Bern, he became a doctor in Langnau in 1831, then chief physician of the outer hospital in Waldau, where he founded the cantonal asylum for the insane. He then practiced medicine in Bern from 1862, where he became the administrator of the Inselspital. He pursued a parallel political career as a deputy,

national councilor, and state councilor in charge of public education. From the beginning of the ICRC, Louis Appia was closely connected with Lehmann. He began his Schleswig mission with a stop in Bern to meet him and obtain a recommendation. Voir annexe 7.

LŒFFLER Friedrich (1815-1874) Prussian military physician. After completing his medical studies in Berlin, he joined the army in 1837 as a sub-surgeon. Ten years later, he was promoted to major physician. He was stationed in Frankfurt as a regiment doctor until 1860, then appointed general physician of the army corps. In October 1863, he represented Prussia in Geneva at the Constitutive Conference, supporting the need to introduce a distinctive sign to identify medical personnel in the field. He also signed the First Geneva Convention for Prussia in August 1864 and worked extensively to establish voluntary relief societies in Prussia.

MALACHOWSKI UND GRIFFA Ferdinand Leopold Anton von (1821-1874), lieutenant colonel, son of Lieutenant General Karl Friedrich Adolph and brother of Wilhelm, who had a distinguished career and became a divisional general just before the Franco-German war.

ORDER OF SAINT JOHN OF JERUSALEM, Knights Hospitallers, a Catholic military and hospital religious order founded during the Crusades. After the Crusaders' expulsion from the Holy Land in 1291, the Order settled in Cyprus, then Rhodes in the 14th century. Expelled from Rhodes by the Turks in 1523, it moved to Malta in 1530, becoming its sovereign under Charles V. During the Reformation, the Order lost most of its possessions in Protestant lands, and both the Grand Master and the Pope refused Protestant or Anglican members.

In German-speaking countries, the Order's master for the Brandenburg bailiwick refused this decision, continuing independently and accepting new brothers who maintained traditional care activities for the poor, sick, and wounded. Though not entirely severed from Malta, no contributions were sent to the Order. After Malta's loss and numerous vicissitudes, the Order was gradually restored in the 19th century, first in Rome, then in various countries and regions worldwide. In 1961, the Sovereign Military and Hospitaller Order of Saint John of Jerusalem, Rhodes, and Malta was founded, a Catholic successor based in Rome, uniting the Christian branches established in Italy, Germany, England

(Most Venerable Order of the Hospital of Saint John of Jerusalem), the Netherlands (Johanniter Orde in Nederland), and Sweden (Johanniterorden i Sverige).

ORDER OF SAINT JOHN or **JOHANNITER,** today, a German chivalric order descended from the Order of Saint John of Jerusalem. Formed by a 1538 split from the historical Order, it includes German-speaking Protestant members. During the Second Schleswig War, the Johanniters were led by Charles of Prussia (1801-1883), son of Frederick William III and brother of William I. Since 1999, the Order of Saint John has been led by Oskar (1959-), Prince of Prussia, great-grandson of William II, the 37th Grand Master.

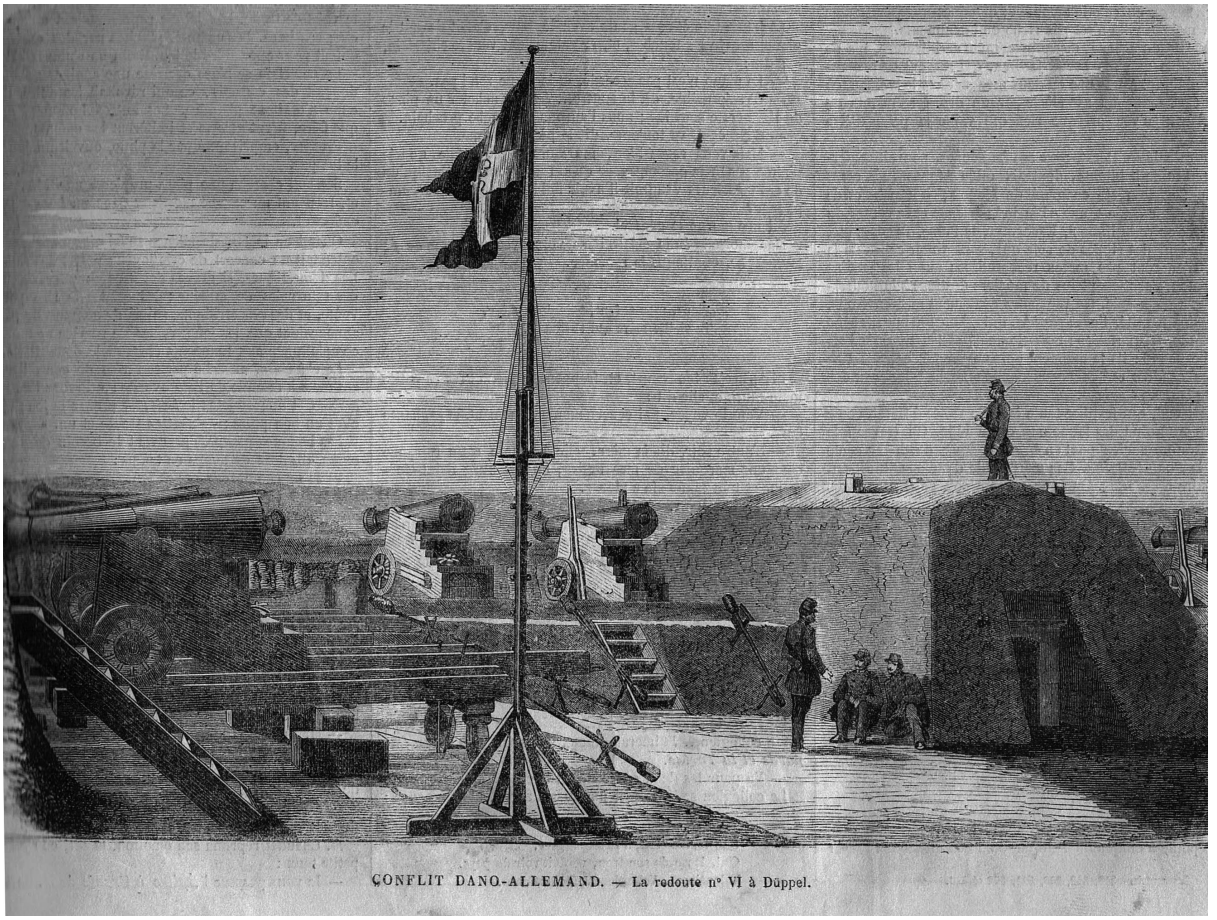
ROON Albrecht von (1803-1879), Prussian general and statesman. During his military training, he became aware of the poor organization of the Prussian army. He joined the general staff in 1835 as a captain, then in 1842 as a commander. This path allowed him to lay the foundations for the reform he later implemented as Prussian Minister of War from 1859 to 1873. He imposed mandatory and universal military service of three years and formed a reserve army (Landwehr) capable of defending the territory when the active army was engaged in operations outside the borders. There was much opposition to this system, both among the population and the elites, and it took the unconditional support of William I and Bismarck to impose this new organization. From 1861, he also headed the Navy. The 1864 victory against Denmark quickly elevated him from a hated statesman to a hero. He was promoted to infantry general during the war against Austria and played a decisive role in the Sadowa victory. He was one of the closest advisors to the King of Prussia during the Franco-German war. Rightfully seen as one of the main architects of Prussian power, he was made a count at Versailles in January 1871 and appointed a marshal in 1873. The military system implemented in Prussia then served as a model throughout Europe.

SISTERS OF MERCY OF SAINT-BORROMEO or Sisters of Mercy of Saint Charles Borromeo, an apostolic charitable order founded in 1652 in Nancy, amidst the difficult times following the Thirty Years' War. The Nancy house was the starting point for the first sisters sent to Germany in 1811, to Trier.

STOLBERG-WERNIGERODE Otto zu (1837-1896), Count, later Prince (from 1890), German aristocrat and politician. After several years in the Prussian army, he began a political career first in the province of Hanover, then in the German Empire. In 1876, he was appointed ambassador to the Vienna court, then returned to Berlin to become vice-president of the government. Divergent views with Bismarck led to his resignation in 1881. Appreciated by the emperor, he was appointed grand chamberlain of the court and minister of the Prussian royal house. He was also chancellor of the Order of Saint John from 1872 to 1876 and president of the German Red Cross from 1885 until his death.

WENDT Dr. (first name and dates unknown), staff physician and chief surgeon of the military hospice.

* * *



CONFLIT DANO-ALLEMAND. — La redoute n° VI à Düppel.

« *L'Univers illustré* », *Paris, 30 avril 1864, n°324, p. 276.*

Résolutions et *Vœux* de la Conférence constitutive Genève, 26-29 octobre 1863[1]

La Conférence internationale, désireuse de venir en aide aux blessés dans les cas où le service de santé militaire serait insuffisant, adopte les résolutions suivantes :

ART. 1er. Il existe dans chaque pays un Comité dont le mandat consiste à concourir en temps de guerre, s'il y a lieu, par tous les moyens en son pouvoir, au service de santé des armées.

Ce Comité s'organise lui-même de la manière qui lui paraît la plus utile et la plus convenable.

ART. 2. Des Sections, en nombre illimité, peuvent se former pour seconder ce Comité, auquel appartient la direction générale.

ART. 3. Chaque Comité doit se mettre en rapport avec le gouvernement de son pays, pour que ses offres de service soient agréées, le cas échéant.

ART. 4. En temps de paix, les Comités et les Sections s'occupent des moyens de se rendre véritablement utiles en temps de guerre, spécialement en préparant des secours matériels de tout genre, et en cherchant à former et à instruire des infirmiers volontaires.

ART. 5. En cas de guerre, les Comités des nations belligérantes fournissent, dans la mesure de leurs ressources, des secours à leurs armées respectives ; en particulier, ils organisent et mettent en activité les infirmiers volontaires, et ils font disposer, d'accord avec l'autorité militaire, des locaux pour soigner les blessés.

Ils peuvent solliciter le concours des Comités appartenant aux nations neutres.

---

1 *Communication du Comité international faisant suite au compte rendu de la Conférence internationale de Genève*, p. 41-43. Genève : Fick, 1864.

ART. 6. Sur l'appel ou avec l'agrément de l'autorité militaire, les Comités envoient des infirmiers volontaires sur le champ de bataille. Ils les mettent alors sous la direction des chefs militaires.

ART. 7. Les infirmiers volontaires, employés à la suite des armées, doivent être pourvus, par leurs Comités respectifs, de tout ce qui est nécessaire à leur entretien.

ART. 8. Ils portent dans tous les pays, comme signe distinctif uniforme, un brassard blanc avec une croix rouge.

ART. 9. Les Comités et les Sections des divers pays peuvent se réunir en Congrès internationaux, pour se communiquer leurs expériences et se concerter sur les mesures à prendre dans l'intérêt de l'œuvre.

ART. 10. L'échange des communications entre les Comités des diverses nations, se fait provisoirement par l'entremise du Comité de Genève.

Indépendamment des résolutions ci-dessus, la Conférence émet les vœux suivants :

A. Que les gouvernements accordent leur haute protection aux Comités de secours qui se formeront, et facilitent autant que possible l'accomplissement de leur mandat.

B. Que la neutralisation soit proclamée, en temps de guerre, par les nations belligérantes pour les ambulances et les hôpitaux, et qu'elle soit également admise, de la manière la plus complète, pour le personnel sanitaire officiel, pour les infirmiers volontaires, pour les habitants du pays qui iront secourir les blessés, et pour les blessés eux-mêmes.

C. Qu'un signe distinctif identique soit admis pour les corps sanitaires de toutes les armées, ou tout au moins pour les personnes d'une même armée attachées à ce service.

Qu'un drapeau identique soit aussi adopté dans tous les pays, pour les ambulances et les hôpitaux.

* * *

AUFRUF!

In allen Kriegen der neueren Zeit hat es sich ergeben, daß auch die vorzüglichste Organisation der militärischen Sanitäts=Verwaltung zur ausreichenden Pflege der verwundeten und erkrankten Soldaten der Unterstützung durch freiwillige Privat=Thätigkeit und Aufopferung nicht entbehren kann.

Dies hat eine Anzahl in diesem Fache erfahrener und bewährter Männer aus fast allen Europäischen Staaten im Einverständnisse und zum größten Theile im besonderen Auftrage ihrer Regierungen, im Oktober v. J. in Genf vereinigt, um die Mittel und Wege zu berathen, wie jenem Bedürfnisse in möglichst einheitlicher und wirksamer Weise zu entsprechen sei.

Auf Grund dessen hat sich unter der Allerhöchsten Billigung Sr. Majestät des Königs und Ihrer Majestät der Königin hierselbst ein Comite gebildet, welches sich im Anschlusse an jene Verhandlungen die Aufgabe stellt, die freiwillige patriotische Thätigkeit auf diesem Gebiete, welche, wie in früheren glorreichen Epochen, so noch heute jederzeit auf das lebendigste sich regt, sobald es die Pfleg unserer vaterländischen Krieger gilt, dadurch noch wirksamer zu machen, daß einestheils bei möglichster Ausdehnung und allgemeinster Theilnahme ein organischer Zusammenhang und eine Einheit der Bestrebungen gesichert, und anderentheils nicht erst im Augenblicke des eintretenden Krieges sondern auch dauernd und vorbereitend für die Bedürfnisse in den verschiedenen Richtungen dieses für die Kriegsheere und die Menschlichkeit so hoch- wichtigen Gegenstandes gesorgt werde.

Indem wir die Förderung desselben allen Vaterlandsfreunden vertrauensvoll empfehlen, verweisen wir auf die nachstehende ausführlichere Darlegung des Unternehmens.

Berlin, 17. Febr. 1864.

- H. XIII. Prinz Reuß, Wilhelmstraße 62.
- Abeken, Geh. Legitionsrath, Hinter der kath. Kirche. 2.
- Graf v. Arnim-Boytzenburg. Pariserplatz 4.
- Dr. Bruggemann, Geh. Ober-Regierungsrath, Schulgartenstr. 5.
- v. Derenthill, General=Lieutenant z. D., Wilhelmstr. 68.
- Baron v. Haber. Wilhelmstr. 67.
- Hedemann, Geh. Regierungsrath, Bürgermeister, Schönebergerstr. 11.

- Dr. Hoffmann, General=Superintendent, Oranienburgerstr. 76 a.
- Dr. Housselle. Geb. Ober=Medicinalrath. Behrenstr. 63.
- Dr. Langenbeck, Geh. Medicinalrath, Sommerstr. 4.
- Dr. Löffler, Generalartzt des 4. Armee=Corps.
- Dr. Magnus, Professor, am Kupfergraben 7 e.
- Mendelssohn, Commercienrath, Französische Straße 35.
- Dr. Pelldram, Feldpropst, Michaelkirchplatz 1.
- Fürst B. Radziwill, Wilhelmstr. 77.
- Otto, reg. Graf von Stolberg-Wernigerode. Thielen, Feldpropst, Lennéstr. 4.
- Wagner-Buchhändler, Mauerstr. 36.
- Dr. Wendt. Oberstabsarzt, Friedrichsstr. 112 a.

Die vorgenannten Mitglieder sind zur Annahme von Beitritts=Erklärungen und Beiträgen bereit.

Aufruf!

Veranlaßt durch die Erfahrung, welche sowohl im Krimmkriege, als namentlich im Italienischen Kriege gemacht worden; daß sich, insbesondere bei der jetzigen Art der Kriegführung auch wohlorganisierte Staatsanstalten zur Rettung, Heilung und Pflege der im Felde verwundeten und erkrankten Krieger als unzureichend erweisen, ist im Oktober v. J. in Genf eine Anzahl sachverständiger Männer und Delegierte der Regierungen fast aller Europäischen Staaten, namentlich aus Baden, Bayern, England, Frankreich, Holland, Oesterreich, Preußen, Rußland, Sachsen, Schweden, Schweiz, Spanien, Württemberg u. s. w. in einer Konferenz zusammengetreten, um die Frage und die Mittel zu berathen: „wie der Unzulänglichkeit des Sanitätsdienstes bei den im Felde stehenden Heeren abzuhelfen sei."

Diese Konferenz, zum weit überwiegenden Theil aus höheren Militär=Ärzten der oben genannten Länder bestehend, hat: „in Erwägung, daß bei vielen Gelegenheiten das Unzureichende der Sanitätsanstalten im Kriege anerkannt worden", folgende Maßregeln vorgeschlagen:

Art. 1. In jedem Lande besteht ein Comite, dessen Sache es ist, in Kriegszeiten vorkommenden Falls durch alle ihm zu Gebote stehenden Mittel für die Gesundheitspflege in den Armeen mitzuwirken.

Art. 2. Es können sich Abtheilungen, gleichviel in welcher Anzahl zur Unterstützung des Comite's bilden, welchem die Gesammtleitung angehört.

Art. 3. Jedes Comite hat sich mit der Landesregierung Behufs der Genehmigung seiner Dienstleistungen eintretenden Falls in Verbindung zu setzen.

Art. 4. In Friedenszeiten beschäftigen sich die Comite's und Abtheilungen mit den Maßnahmen, sich zur Zeit des Krieges wahrhaft nützlich zu machen, namentlich damit, materielle Hilfsmittel aller Art vorzubereiten und freiwillige Krankenpfleger zu bilden und zu unterweisen.

Art. 5. Im Fall eines Krieges leisten die Comite's der kriegführenden Mächte nach Maßgabe ihrer Mittel ihren betreffenden Armeen Hülfe; insbesondere organisieren sie freiwillige Krankenpfleger, stellen dieselben in Dienst und sorgen im Einverständniß mit der Militärbehörde für die Einrichtung von Räumlichkeiten zur Pflege der Verwundeten. Sie können die Beihülfe der Comite's, welche den neutralen Mächten angehören, nachsuchen.

Art. 6. Die Comite's senden in Folge der Aufforderung oder mit Genehmigung der Militär=Behörde freiwillige Krankenpfleger auf das Schlachtfeld. Sie stellen dieselben sodann unter die Direktion des Militär-Chefs.

Art. 7. Die freiwilligen Krankenpfleger, welche bestimmt sind, den Armeen zu folgen, müssen durch ihre Comite's mit allem, was zu ihrem Unterhalt erforderlich ist, versehen werden.

Art. 8. Sie tragen in allen Ländern als gleiches Abzeichen eine weiße Armbinde mit einem rothen Kreuze.

Art. 9. Die Comite's und Abtheilungen der verschiedenen Länder können sich zu einem internationalen Kongresse vereinigen, um ihre Erfahrungen gegenseitig mitzutheilen und sich über die Maaßnahmen, welche im Interesse des Werkes zu ergreifen sind zu verständigen.

Art. 10. Der Austausch der Mittheilungen zwischen den Comite's der verschiedenen Nationen geschieht vorläufig durch Vermittlung des Genfer Comite's. Dieses Comite besteht zur Zeit aus folgenden Personen: General Dufour, Präsident, Gustav Moynier, Präsident der Société d'utilité publique, Dr. Maunoir, Dr. Appia, Henry Dunant, Sekretär.

Abgesehen von den obigen Resolutionen spricht die Konferenz folgende Wünsche aus:

A. daß die Staatsregierungen den Comite's, welche sich bilden werden, ihren hoben Schutz verleihen und ihnen die Ausführung ihres Vorhabens so viel wie möglich erleichtern mögen;

B. daß zur Kriegszeit durch die kriegführenden Nationen für die Feldlazarethe und Hospitäler eine Neutralitäts Erklärung ausgesprochen werden möge, und dieselbe gleichmäßig in möglichst umfangreicher Weise auch auf das offizielle Sanitätspersonal, die freiwilligen Krankenpfleger, die Bewohner des Landes, welche den Verwunden zu Hülfe kommen werden, und auf die Verwundeten selbst ausgedehnt werden möge;

C. daß man ein gleiches Unterscheidungszeichen für das Sanitätspersonal aller Armeen oder doch wenigstens für diejenigen Personen, welche bei einer Armee zu diesem Dienste bestimmt sind, anerkennen möge; daß eben so in allen Ländern eine gleiche Fahne für die Feldlazarethe und Hospitäler angenommen werden möge.

Obgleich von Seiten der Preußischen Regierung, so weit dies im Verwaltungswege möglich ist, seit vielen Jahren die wirksame Fürsorge für die militärische Lazareth und Krankenpflege Statt findet, so daß der gegenwärtige Zustand dieser Einrichtungen anerkannter Maßen eine hervorragende Stelle unter denen der Europäischen Staaten einnimmt, so ist doch eben so sehr anerkannt, daß zu seiner Ergänzung und Unterstützung durch patriotische, freiwillige Thätigkeit, wie überall, so auch bei uns, das Bedürfniß obwaltet.

Aus diesem Grunde haben sich die Unterzeichneten zu einem Comite vereinigt, welches sich die Aufgabe stellt: „Vereine zur Pflege der im Felde verwundeten und erkrankten Krieger zu bilden."

Se. Majestät der König und Ihre Majestät die Königin haben Allerhöchstihre lebhafte Theilnahme an diesem Unternehmen auszusprechen geruht.

Die Aufgabe des Vereins ist, im Anschlüsse an die bereits bestehende militairische Lazareth- und Hospitalpflege den verwundeten und erkrankten Kriegern im Felde in geordneter und sicherer Weise Beistand und Pflege zu gewähren und dazu in Friedenszeiten die geeigneten Vorbereitungen zu treffen. Zu dem Ende hat das Comite folgende allgemeine Bestimmungen für die Organisation dieser Vereine vorläufig festgestellt:

§. 1. Der Vereinszweck ist: In Kriegszeiten die Militairverwaltung in der Pflege der im Felde Verwundeten und Erkrankten zu unterstützen.

§. 2. Zur Förderung desselben wird zunächst ein Centralverein gebildet, welcher in Berlin seinen Sitz hat.

§. 3. Außerdem sollen im ganzen Lande Provinzial- und Lokalvereine gebildet werden. Dieselben sollen bei selbstständiger Thätigkeit in ihrem Bezirke in Verbindung mit dem Centralverein treten und bleiben, um durch Theilnahme an den demselben zu Gebote stehenden Kräften und Mitteln eine möglichst einheitliche Wirksamkeit zu erreichen.

§. 4. Die Wirksamkeit der Vereine besteht:

1. in Friedenszeiten darin, daß sie die für einen Kriegsfall erforderlichen Vorbereitungen zur Pflege der Verwundeten und Kranken treffen:

a. Geldmittel sammeln,

b. das nöthige Material anschaffen,

c. Krankenpfleger und Krankenpflegerinnen ausbilden,

d. sich mit bestehenden geistlichen oder weltlichen Genossenschaften zur Krankenpflege, für den Zweck des Vereins in Verbindung setzen.

2. in Kriegszeiten darin, daß sie

a. nach vorgängigem Einvernehmen mit der Militairverwaltung Lazarethe in der Nähe des Kriegsschauplatzes errichten, oder dieselbe in deren Einrichtung unterstützen,

b. Krankenpfleger und Krankenpflegerinnen entsenden, welche unter den Militairbehörden stehen, aber auf Kosten des Vereins unterhalten werden,

c. durch ihr Personal bei der Fortschaffung der Verwundeten vom Schlachtfelde Hülfe leisten, d. die Vorräthe der Lazarethe und Ambulanzen an Verbandmaterial und Nahrungsmitteln zur Pflege und Erquickung der Kranken durch Zusendungen verstärken, e. die Hülfe der unter 1. d. oben angegebenen Vereine in Anspruch nehmen.

§. 5. Das unterzeichnete Comite bildet vorläufig den Vorstand des Centralvereins. Dasselbe ergänzt sich zur definitiven Übernahme der Geschäfte dieses Vorstandes bis auf die Zahl von 25 Mitgliedern.

§. 6 Diesem Vorstande des Centralvereins liegt zugleich ob: die Bildung von Provinzial- und Lokalvereinen zu fördern, ihre Wirksamkeit durch seine Verbindung mit den Centralbehörden in Berlin und mit den auf dem Kriegsschauplatz befindlichen Königlichen Sanitätsbehörden zu erhöhen, indem derselbe die Vereine von den zu beschaffenden Bedürfnissen und den Orten, wo die Hülfe nöthig ist, unterrichtet und ihnen zu deren Beförderung u. s. w. seine Kräfte und Mittel darbietet; bei denjenigen Einrichtungen, welche, wie z. B. die Ausbildung von Krankenpflegern und Krankenpflegerinnen, sich vorzugsweise nur in großen Städten erreichen lassen, den Provinzial-und Lokalvereinen hierbei behülflich zu sein, die Gesammt-Uebersicht über die Thätigkeit der einzelnen Vereine durch Korrespondenz mit ihnen zu erhalten und periodische Rechenschaftsberichte hierüber zu veröffentlichen.

§. 7. Dem Vorstande bleibt vorbehalten, aus Vereinsmitgliedern einen Centralausschuß zu bilden, welcher seinen Sitz in Berlin hat und in einzelnen Abtheilungen die Bearbeitung der verschiedenen Geschäftszweige unter der Oberleitung des Comite's bewirkt.

§. 8. Der Eintritt in den Centralverein steht Jedem frei. Mitglied des Vereins ist.

a. wer dem Vereine seine persönliche Thätigkeit durch Betheiligung an den Geschäften desselben zu widmen oder.

b. einen jährlichen regelmäßigen Beitrag von mindestens 10 Sgr. zu leisten sich verpflichtet. Als Wohlthäter des Vereins werden diejenigen bezeichnet, welche demselben einmalige Gaben zuwenden. Den Provinzial- und Lokalvereinen bleibt überlassen, in ihre Spezialstatuten etwaige anderweitige Bestimmungen in dieser Beziehung aufzunehmen.

§. 9. Der Vorstand des Centralvereins setzt sich mit den Comites der übrigen Länder und zwar zunächst durch das in Genf bestehende Comite in Verbindung.

§. 10. Der Verein schließt sich den von der internationalen Konferenz zu Genf geäußerten Wünschen an, welche dahin geben: (Siehe oben unter A. B.) Der Verein erachtet es für seine Aufgabe, die Verwirklichung dieser Wünsche seinerseits nach besten Kräften anzustreben und zu unterstützen.

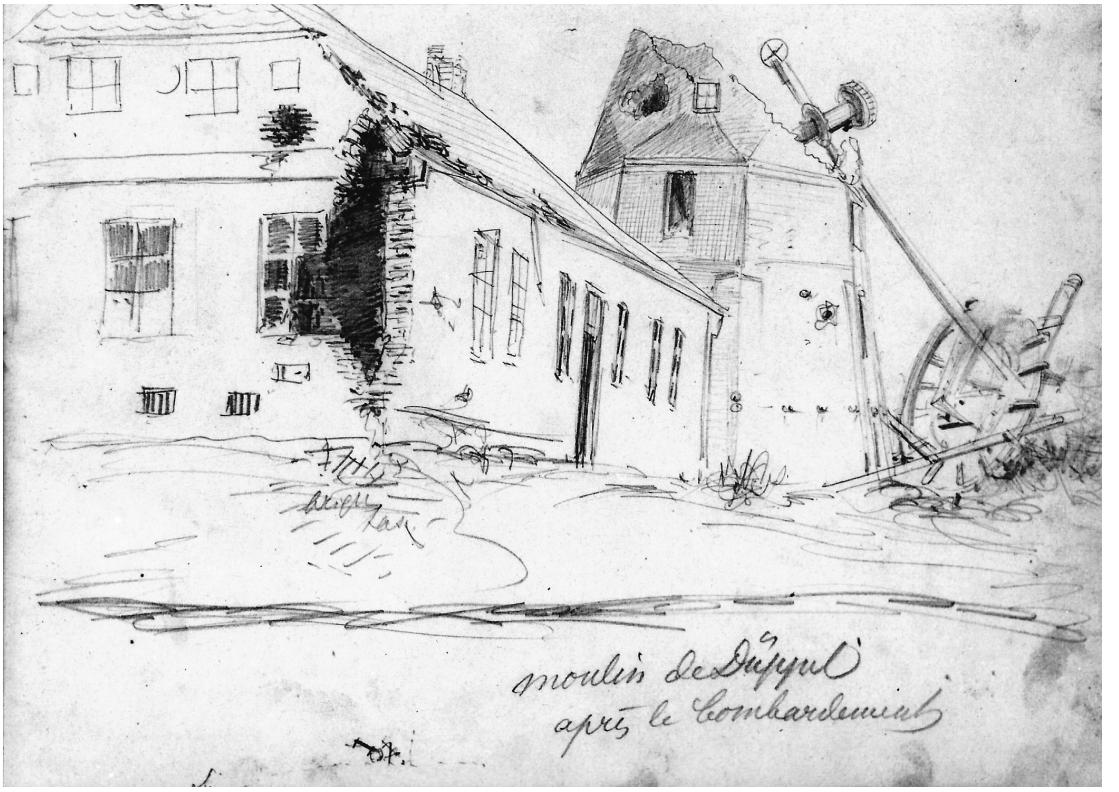
Der Patriotismus des Preußischen Volkes wird, so hoffen wir, zumal unter dem zur Aufopferung anregenden Eindruck dieser Zeit, die Bestrebungen der Regierung auf diesem Gebiete durch Betheiligung an einem

Unternehmen unterstützen, dessen Bedürfnisse nicht allein von einem lebendigen Gefühl für die Minderung der Leiden und Opfer des Krieges empfunden, sondern von dem einstimmigen Urtheil sachverständiger Autoritäten aus allen Europäischen Ländern als ein praktisches und dringendes anerkannt worden ist.

Berlin, den 17. Februar 1864.
Das Comite.[1]

* * *

[1] *Aachener Zeitung*, n°53, Montag, den 22. Februar 1864, Seiten 3-4.



Photographie d'un croquis de Louis Appia, pris lors de sa mission comme délégué du CICR dans les armées prussiennes et autrichiennes au Schleswig, en mars, avril et début mai 1864.

CONFÉDÉRATION SUISSE[1]

RÉSULTATS DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE.

Nous avons dit que nous reviendrions sur les travaux du Comité international genevois depuis la Conférence d'octobre, dont nos lecteurs ont eu le compte rendu dans nos numéros des 20 et 21 novembre dernier.

Maintenant qu'une guerre entre puissances européennes a éclaté dans le Nord, il est intéressant de constater que la réalisation des vœux formulés par le *Souvenir de Solferino* et par la Conférence internationale de Genève prouve que ces idées d'humanité et de charité, en rencontrant la sympathie universelle, n'étaient point des utopies.

Peu après la Conférence du mois d'octobre, où Genève eut l'honneur de voir arriver dans ses murs des notabilités médicales et militaires de presque tous les pays de l'Europe, délégués officiellement par leurs gouvernements, le Comité genevois, par les soins de M. Gustave Moynier, président de la Société d'utilité publique, qui avait présidé le Congrès avec autant de talent que de cœur, rédigea un compte rendu des délibérations : il fut accueilli avec le plus vif intérêt ; puis, une circulaire officielle fut envoyée aux divers Etats européens ; elle contenait les demandes suivantes :

« 1° Le gouvernement est-il disposé à accorder sa haute protection au Comité de secours pour les blessés, qui se forme parmi ses ressortissants, ensuite des résolutions de la Conférence de Genève, et à lui faciliter, autant que possible, l'accomplissement de son mandat ?

2° Le gouvernement adhérerait-il à une convention internationale ayant pour objet :

---

[1] Nous reproduisons tel quel ce long article qui occupe la totalité de la première page du *Journal de Genève* du 20 février 1864, de sorte que l'orthographe de certains noms propres peuvent surprendre. Nous mettons en italique les titres des journaux et des livres. Il importe de souligner que le *Journal de Genève* bénéficiait alors d'une audiance européenne car il était un des rares journaux de langue française qui ne soit pas soumis à une censure gouvernementale. Et le français était encore, en ce milieu du XIXe siècle, la langue de la diplomatie et des relations internationnales.

A. La neutralisation en temps de guerre : des ambulances et des hôpitaux militaires, du personnel du service sanitaire officiel, des infirmiers volontaires recrutés par le Comité de secours, des habitants du pays qui iront secourir les blessés, et des militaires blessés ?

B. L'adoption d'un uniforme ou d'un signe distinctif identique pour les personnes attachées au service de santé et d'un drapeau identique pour les ambulances et les hôpitaux ?

Si cette dernière proposition était agréée, y aurait-il quelque objection à ce que le brassard et le drapeau blancs avec une croix rouge fussent généralement admis ?»

Plusieurs gouvernements ont déjà répondu officiellement. Grâce à l'empressement du médecin en chef de l'armée fédérale, l'honorable docteur Lehmann, le Conseil fédéral autorisa le département militaire fédéral à adhérer aux vœux formulés ci-dessus, sous la condition que les Etats voisins de la Suisse adhéreraient également à la convention internationale. Vinrent ensuite l'acceptation du Wurtemberg, de la Prussse, de la France, du Danemark. A Stuttgart, sous la présidence du docteur Hahn, un comité important s'est formé avec une branche auxiliaire de dames appartenant à la haute noblesse wurtembergeoise ; des publications et des appels ont été publiés et répandus dans tout le pays. En Prusse (où M. Henri Dunant avait popularisé ses vues lors du congrès de statistique de Berlin , au mois de septembre dernier, et où il avait proposé au roi et au ministre de la guerre la neutralisation des ambulances, des hôpitaux, du personnel médical militaire, y compris les secoureurs volontaires reconnus), un grand comité central s'est formé par les soins du prince Henri XIII de Reuss et de M. le conseiller intime Housselle, tous deux délégués de la Prusse au congrès de Genève. Dans ce comité nous voyons figurer à côté du prince Radziwill, du comte d'Arnim , du comte Stolberg-Vernigerode, chancelier de l'ordre de St-Jean de Jérusalem, le libraire Wagner, le banquier israélite Mendelssohn, les chapelains protestants et catholiques, etc.

Malheureusement, ce comité ne fut pas constitué assez tôt (nouvelle preuve qu'il ne faut pas attendre que la guerre soit allumée pour créer les sociétés de secours) et le nombre des diaconesses prussiennes étant insuffisant, M. de Roon, le ministre de la guerre, fut obligé de recourir à la supérieure générale de la maison des sœurs de St-Charles, à Nancy (Meurthe), pour lui demander d'envoyer des sœurs disposées à aller soi-

gner dans le Schleswig les malades et les blessés prussiens catholiques. La supérieure a immédiatement acquiescé à la demande du général de Roon, en autorisant 18 soeurs, en résidence à Trèves, à partir pour le théâtre de la guerre. Il est réjouissant de voir ainsi réaliser la charité internationale, et la généreuse initiative de M. Henri Dunant est vraisemblablement appelée à obtenir aussi un succès plus grand encore, en établissant, entre toutes les nations, un lien de solidarité qui doit les amener à s'estimer mutuellement et à éloigner de plus en plus les causes de conflit dont il cherche, avec tant de persévérance, à atténuer les funestes conséquences.

Le roi Guillaume de Prusse a exprimé, à plusieurs reprises, sa très-vive sympathie pour l'œuvre, et lui a accordé sa haute protection; il partage les vœux émis par la conférence de Genève, et ne doute pas qu'on arrive à les accomplir.

En France, l'armée est très-sympathique; le *Spectateur militaire* commence l'un de ses articles par ces mots:

«Gloire à Genève! c'est à elle qu'appartient l'idée de donner aux soldats blessés des différents pays d'autres soins que ceux ordonnés par les règlements.»

Ce journal loue hautement l'heureuse improvisation de M. le Dr Maunoir qui, dit-il, «a répondu (à l'un des délégués français, M. le Dr Boudier, émettant des doutes sur la réussite de l'œuvre) avec une verve, une finesse, pour ne pas dire une causticité et un esprit tout gaulois.»

L'empereur Napoléon a fait écrire à M. Dunant pour l'assurer de son désir de concourir à l'œuvre dont il est le promoteur en favorisant la formation du Comité français. Il déclare approuver hautement l'objet de la Conférence et les vœux émis pour l'accomplir; il lui permet, en outre, à faire connaître toute la sympathie qu'il éprouve à cet égard, et charge le ministre de la guerre d'autoriser quelques officiers généraux à faire partie du Comité organisé à Paris par les soins de M. Dunant.

Par sa dépêche, en date de Copenhague, le 20 janvier 1864, le ministre de la guerre du Danemark a informé le Comité genevois de l'adhésion officielle de ce pays aux désirs de la Conférence.

Des comités se sont formés soit en Danemark, soit en Suède et en Norwége; les dames, réunies en association, ont d'abord confectionné et envoyé aux soldats danois des bas de laine et autres vêtements chauds;

puis elles ont fabriqué de la charpie, des bandes, des compresses, et réuni toute sorte de médicaments et de rafraîchissements pour l'armée.

Il en a été de même à Dresde, où la cour et la population ont pris fort à coeur l'œuvre sortie de Genève et le sort de l'armée allemande par cet hiver si rigoureux. A Kiel, dans le Holstein, et ailleurs, les sociétés de dames qui s'étaient formées à la suite de l'impulsion donnée par le *Souvenir de Solférino* (ce livre ayant déjà eu trois éditions en allemand, à Bâle, Leipzig et Stuttgart), ont envoyé des volontaires dans les hôpitaux pour soigner les blessés, et malgré les neiges et un temps affreux, un très-grand nombre d'étudiants et d'autres personnes se sont dévoués dans les ambulances d'Eckernfoerde et de Kosel. A l'affaire de Missunde, les héroïques écoliers du gymnase de Kiel ont été, jusque sous les balles ennemies, ramasser les blessés allemands et danois, et pendant que les alliés poursuivaient les Danois, ces jeunes gens se sont transportés dans les lignes même de combat, munis de tout ce qui était nécessaire pour secourir les blessés. - A Altona, un vaste hôpital a été établi, desservi spécialement par les chevaliers de Saint-Jean. Les volontaires danois s'étaient installés, avec leurs malades, dans le grand château d'Augustenbourg, converti en hôpital militaire.

Nous avons déjà parlé des progrès de l'institution des hospitaliers militaires aux Etats-Unis d'Amérique, où 356 agents, pasteurs, marchands, avocats, journalistes, sont à l'œuvre dans les camps, sur les champs de bataille et dans les ambulances, donnant libéralement, sans recevoir la moindre compensation matérielle, leur argent, leur force et leur temps. Nous avons aussi mentionné le dévouement en Pologne des Sœurs de la Croix, appartenant à l'Eglise gréco-russe, envoyés par la grande-duchesse Hélène-Paulowna. Nous pouvons également ajouter que, grâce à M. le Dr Landa, délégué espagnol à la conférence, qui a rendu populaires en Espagne les idées du Congrès, il existe maintenant à la Havane et à Porto-Rico des comités qui portent à l'armée espagnole des dons considérables en cigares, charpie et rafraîchissements de tous genres.

A Madrid, l'infant don Sébastien de Bourbon et Bragance, grand prieur de l'Ordre de St-Jean de Jérusalem, pour la langue de Castille, a demandé à la reine l'autorisation de faire pour l'Espagne *(et par déférence envers les résolutions de la conférence de Genève)*, ce que le prince Charles de Prusse a déjà fait à Berlin pour le baillage protestant de Brandebourg, en faveur d'une œuvre à laquelle il s'intéresse vivement comme militaire,

comme grand prieur et comme chrétien. Les maréchaux et les généraux espagnols, ainsi que le corps sanitaire de l'armée ont applaudi à cette pensée, dont ils se sont enthousiasmés.

En Italie un appel patriotique en faveur des Sociétés internationales a été répandu à profusion par les soins de M. Guido Corsini, le secrétaire du comité du Dante ; un comité s'est constitué à Florence, et le fils aîné du roi, le prince Humbert, a déclaré prendre le patronage de toutes les sociétés qui se formeraient dans la péninsule pour cette oeuvre excellente.

Ou a pu peut-être présumer que la *neutralisation* des blessés et des ambulances était une chose inadmissible ; mais la meilleure réponse à faire, afin de prouver la possibilité d'une application pratique, c'est de citer l'histoire ; ainsi, nous voyons qu'en 1743, dans la guerre de la succession d'Autriche, le maréchal de Noailles, commandant en chef de l'armée française, étant entré en pourparlers sur ce sujet près d'Aschaffenbourg, avec le comte de Stair, commandant en chef de l'armée anglaise, ces généraux s'engagèrent à regarder, des deux côtés, les hôpitaux comme des sanctuaires, et à les protéger mutuellement, ce qui fut strictement observé pendant la guerre. Le 6 février 1759, à l'Ecluse, en Flandres, entre le marquis Du Barrail, pour le roi de France, et sir Henry Seymour Conway, major général pour le roi de la Grande-Bretagne, il fut conclu un traité contenant des dispositions analogues ; et la convention du 7 septembre 1759, entre Frédéric le Grand, roi de Prusse, et la France (qui fut ponctuellement exécutée de part et d'autre), porte qu'on prendra le plus grand soin des malades et des blessés, que ceux-ci ne seront pas fait prisonniers, non plus que les aumôniers, médecins, chirurgiens, apothicaires, garçons infirmiers, servants ou autres individus affectés au service des malades.

Ces bons exemples semblaient oubliés, lorsque le général Moreau, commandant en chef de l'armée française en 1800, rédigea un projet de traité analogue, et l'envoya au général Kray, commandant de l'armée autrichienne, qui ne consentit malheureusement pas à le ratifier.

Serions-nous donc plus arriérés maintenant, en fait d'humanité, qu'il y a un siècle ?

Rappelons pourtant que beaucoup d'officiers généraux fort distingués ont déclaré praticables toutes les idées du *Souvenir de Solférino*, et ont ainsi suivi l'exemple qu'avait donné le tout premier M. le général Dufour.

Dieu veuille nous préserver du fléau de la guerre, mais, malheureusement, tant de causes de discordes et de luttes agitent actuellement l'Europe, qu'il semble nécessaire de se préoccuper sérieusement d'une question si importante au point de vue de l'humanité, et qui doit intéresser tout le monde.

Rappelons aussi qu'à Flensbourg, il y a peu de jours, faute d'une organisation créée d'avance et de comités bien constitués, les malheureux blessés n'ont pas été relevés, et que, gisant ensanglantés dans les rues de cette ville, les roues des charriots de l'artillerie leur ont passé sur le corps. Souvenons-nous également que, faute de charpie, on a dû panser les nombreuses victimes de la guerre dans le Schleswig (comme cela était déjà arrivé en Italie en 1859) avec de la terre, avec du foin et de la paille, dont les piquants pénétraient dans leurs chairs palpitantes, et que, faute de bras pour les recueillir, beaucoup de soldats abandonnés sont morts le blasphème à la bouche, ou gelés sur la glace rougie de leur sang.

La sainte et courageuse mission des infirmiers volontaires, si cette institution était généralisée et adoptée partout en Europe, serait le plus grand bienfait que pourraient recevoir les armées. Que de souffrances et de désespoirs évités ! Que de braves soldats sauvés de la mort ! Que de reconnaissance de la part des familles envers les associations dont la sollicitude aurait assuré à la meilleure partie d'elles-mêmes des soins constants et dévoués après les combats et au milieu des maladies qui dépeuplent les camps ! Combien de bénédictions de la part des mères, qui désormais auraient la confiance que leurs fils, mourants peut-être, entendraient des paroles de sympathie et de religieuse consolation !

* * *

ALLEMAGNE[2]

HAMBOURG, *14 mars*. (Corr. part, du *J. de Gen.*) - De jour en jour les optimistes semblent perdre du terrain, et l'horizon politique s'obscurcit à vue d'œil. C'est peut-être trop dire que de présager comme inévitable une guerre européenne, mais du moins le rétablissement de la paix en Europe paraît toujours plus reculer dans des nébuleux lointains. C'est cependant se tromper que de croire que sans le conflit dano-allemand, l'Europe aurait pu jouir d'un état de béatitude tout arcadienne. Le Schleswig-Holstein n'est qu'un seul des nombreux dépôts de matières inflammables que vous savez, et c'est tout à fait accidentellement que la première étincelle, sous la forme de la mort subite du roi Frédéric VII, est tombée sur les duchés. Mais la solution des autres questions ne nous sera pas épargnée pour cela, et si les puissances vident aujourd'hui le différend dano-allemand, elles sont certaines d'avoir à s'occuper d'une autre question non moins brûlante le lendemain.

Pour l'Allemagne, l'avenir est tout particulièrement sombre. Si nous allons au-devant d'une guerre générale, l'histoire nous apprend que c'est dans les plaines fertiles de l'Allemagne que se livrent les batailles décisives ; si nous évitons une conflagration en Europe par des concessions dans le conflit danois, qui blesseraient un sentiment national d'autant plus irritable qu'il est encore nouveau, nous serons probablement vis-à-vis d'une révolution comme nous le disent déjà tout sèchement les journaux du midi. Dans cet état de choses, il n'y a pour l'Allemagne qu'une seule voie de salut, c'est de faire la paix avec les deux grandes puissances, ou - dans le cas où l'Autriche resterait en arrière - avec la Prusse seule, et de rassembler les forces de l'Allemagne entière contre l'étranger, c'est-à-dire de poursuivre aveuglément, et en dépit de toutes les menaces du dehors, la guerre contre le Danemark, pourvu toujours qu'on soit déterminé à ne pas remettre l'épée au fourreau avant d'avoir conduit cette guerre à une fin honorable pour le peuple allemand, et de nature à garantir aux habitants des duchés les bienfaits de la paix.

S'il est vrai que le Danemark a définitivement refusé la conférence, comme le télégraphe le mande de Vienne, il refusera aussi l'armistice tel qu'il est proposé par les cabinets prussien et autrichien. Nous saurons donc bientôt où nous en sommes, et nous verrons si l'Angleterre

[2] *Journal de Genève*, 18 mars 1864, pages 2 et 3.

abandonne le Danemark, qui se refuse obstinément à suivre ses conseils, ou si le ministère Russell-Palmerston cède aux velléités guerroyantes des Lords. C'est l'Angleterre qui, selon moi, est dans ce moment maîtresse de la situation : sans elle on ne voudra pas s'avancer aux Tuileries, si toutefois on y pense, et sans un ordre venu de Paris, le cabinet de Stockholm ne fera pas non plus probablement marcher ses troupes contre l'Allemagne.

Du reste, malgré les démonstrations populaires qui ont eu lieu à Stockholm en faveur du Danemark et contre le cabinet Manderstroem, il y a un grand parti en Suède qui ne veut pas la guerre et qui regarderait la chute du ministère actuel comme un malheur pour le pays, car on craint que le roi ne se serve d'un ministère Hamilton, par exemple, non-seulement pour faire la guerre à l'Allemagne, mais encore pour étendre les limites de son pouvoir aux dépens des libertés des Etats. Vous connaissez sans doute ces bruits, d'après lesquels le parti Scandinave convoite, outre l'union des trois royaumes, la Poméranie et la Finlande. Bien que ces plans n'existent que dans l'esprit de quelques hommes influents à la cour et de leur parti, il faut toujours en prendre note. S'il y a du vrai dans ces plans, cela devrait être une raison de plus pour la Grande-Bretagne de se tenir à l'écart. Les plaidoyers énergiques du *Times* en faveur de la non-intervention, et le fait que les chefs des tories n'ont pas fait chorus dans la Chambre haute avec les orateurs belliqueux qui s'y sont fait entendre, permettent encore de supposer que l'Angleterre ne commettra pas la faute de se lancer dans une guerre dont l'issue ne saurait être, selon toute probabilité, favorable à ses intérêts.

En attendant, les armées alliées commencent à cerner Fridericia [sic pour Fredericia] et à s'installer dans le Jutland. Il était à prévoir qu'on ne leur y ferait pas aussi bon accueil que dans le Schleswig, où le correspondant du *Times* lui-même a découvert beaucoup moins de sympathies danoises qu'on ne l'avait dit au premier abord. Le feld-maréchal Gablenz s'est vu forcé d'exiger que les habitants de Veile [sic pour Vejle] livrassent leurs armes dans les 24 heures, parce qu'ils ne cessent de tirer sur les soldats autrichiens. L'invasion du Jutland par une armée ennemie est d'ailleurs une entreprise assez chanceuse, parce qu'il faut beaucoup de troupes pour s'y maintenir et pour déjouer les essais de descentes opérées par les Danois dans toutes ces petites baies qui s'ouvrent sur les côtes. Si donc les généraux alliés n'usent pas d'une très-grande prudence, il se peut bien qu'ils éprouvent çà et là de petits échecs. La preuve en est

l'expédition danoise sur la côte orientale du Holstein, qui paraît s'être confirmée et qui avait pour but d'enlever le duc d'Augustenbourg.

La question de la succession dans les duchés n'a pas fait un pas dans la dernière séance de la Diète : toutes les propositions sont provisoirement enterrées dans des comités. Jusqu'à présent, la mort du roi de Bavière n'a rien changé dans les instructions du plénipotentiaire bavarois, comme le prouve la proposition faite par lui de reconnaître le prince d'Augustenbourg comme duc de Schleswig-Holstein. Mais il est possible que l'influence sur le jeune roi du prince Luitpold, à qui l'on prête des sympathies autrichiennes, et de l'archiduc Albrecht, qui a épousé une princesse bavaroise, opère bientôt quelque changement.

Vous remarquerez aussi que le prince Frédéric de Hesse-Cassel (gendre du prince Charles de Prusse) qui, après la mort de sa mère, la landgravine Charlotte, aurait hérité du trône de Danemark si le traité de Londres n'avait pas changé l'ordre de succession, n'a renoncé à ses droits sur la couronne de Danemark que pour maintenir l'intégrité de l'empire danois. Or, si cette intégrité est compromise, soit par la création d'un Schleswig-Holstein, soit par une union Scandinave, la condition de sa renonciation ne serait pas accomplie, et il réclamerait de nouveau ses droits de succession.

Les hôpitaux de l'armée alliée sont maintenant très-bien organisés. Les médecins ne manquent plus, et, grâce aux gouvernements, aussi bien qu'à des offrandes particulières très-considérables, les blessés et les malades ont tout ce qu'il faut pour soulager leurs souffrances et augmenter les chances de leur guérison. On s'occupe maintenant surtout des combattants, qui ont horriblement souffert et souffrent encore. M. le docteur Wichern, chef de l'institution si connue sous le nom de *Rauhe Haus*, est allé s'informer sur les lieux de l'état des choses, et il a donné l'autre jour dans une séance publique des détails très-intéressants. Pendant des journées entières, les soldats devant Düppel n'ont eu pour gîte que de la terre couverte de neige, ou tout au plus de la paille pourrie par la neige et la pluie qui entre par les toits des étables, seul abri qu'on puisse trouver. Leurs vêtements sont par conséquent dans un état déplorable, et il est étonnant que le nombre des malades ne soit pas plus considérable. On expédie, sous la direction du docteur Wichern, des envois destinés à rendre aux soldats leur sort un peu plus supportable. On leur fait parvenir des vêtements de dessous, de la laine pour raccommoder leurs

bas (ce qu'ils désiraient beaucoup), 4400 volumes pour lire, du papier à écrire, du café, du chocolat, des saucissons, du fromage et surtout des cigares, car le cigare est le consolateur le plus efficace, non-seulement des bien-portants, mais aussi des malades. Un ami qui a visité dernièrement les hôpitaux de Flensbourg et de Schleswig me dit que les Autrichiens renoncent volontiers à un repas si, à ce prix, ils peuvent acheter du tabac. Un blessé à qui les médecins ne donnaient plus qu'un jour à vivre, et qui était étendu comme mort déjà sur son lit, remua quand on lui offrit un cigare, et bientôt des bouffées de fumée prouvaient le plaisir visible que lui causait ce modeste cadeau.

Quant aux prisonniers prussiens et autrichiens qui, au commencement, n'étaient pas bien traités à Copenhague, il paraît que dernièrement leur sort est devenu plus supportable. Ici, on se donne toujours beaucoup de peine pour pourvoir les prisonniers danois de tout ce qui leur manque et pour alléger leur sort : aussi trouve-t-on souvent dans des journaux hambourgeois des remerciement publics insérés par des officiers ou sous-officiers au nom de leurs compagnons d'infortune. Ces jours derniers, il a passé encore 600 à 700 prisonniers, destinés à différentes forteresses prussiennes.

* * *

SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT[1]

ERGEBNISSE DER INTERNATIONALEN KONFERENZ

Wir sagten, dass wir auf die Arbeit des Genfer Internationalen Komitees seit der Oktober-Konferenz, deren Protokolle unsere Leser in unseren Ausgaben vom 20. und 21. November des letzten Jahres lesen konnten, zurückkommen werden. Jetzt, wo im Norden ein Krieg zwischen europäischen Mächten ausgebrochen ist, kann man interessanterweise festhalten, dass die Umsetzung der im *Souvenir de Solférino* und von der Genfer Internationalen Konferenz ausgesprochenen Wünsche zeigt, dass diese Ideen von Humanität und Barmherzigkeit, die auf allgemeine Gegenliebe stießen, ganz und gar keine Utopie waren.

Kurz nach der Oktober-Konferenz, bei der Genf die Ehre hatte, in seinen Mauern prominente Mediziner und Militärs aus fast allen Ländern Europas zu empfangen, die offiziell von ihren Regierungen delegiert waren, verfasste das Genfer Komitee unter der Ägide von Herrn Gustave Moynier, dem Präsidenten der Genfer Gemeinnützigen Gesellschaft, der dem Kongress mit Geschick und Herz präsidiert hatte, ein Protokoll der Beratungen: es wurde mit lebhaftem Interesse aufgenommen; danach wurde ein offizielles Rundschreiben an die verschiedenen europäischen Staaten gesandt; es enthielt folgende Fragen:

„1. Ist die Regierung bereit, einem Hilfskomitee für Verwundete, das sich unter ihren Bürgern im Anschluss an die Genfer Konferenz bildet, ihre hohe Protektion zu gewähren und ihm soweit wie möglich die Ausführung dieses Mandats zu ermöglichen?

2. Würde die Regierung einer internationalen Konvention beitreten, deren Ziel wäre:

A. Die Neutralisierung in Kriegszeiten: der Ambulanzen und Lazarette; des Personals des offiziellen Sanitätsdienstes; der vom Hilfskomitee rekrutierten freiwilligen Krankenpfleger; der Landesbewohner, die den Verwundeten zu Hilfe eilen; und der verwundeten Soldaten?

[1] *Journal de Genève*, 20 février 1864, page 1. Traduction vers l'allemand par Rainer Schlösser.

B. Die Übernahme einer Uniform oder eines gleichen Erkennungszeichens für die Personen des Sanitätsdienstes und einer gleichen Fahne für die Ambulanzen und Lazarette?

Wenn dieser letzte Vorschlag angenommen würde, gäbe es dann Einwände gegen die Zulassung einer weißen Armbinde und Fahne mit einem roten Kreuz?"

Mehrere Regierungen haben bereits offiziell geantwortet. Dank dem Drängen des Chefarztes des Bundesheeres, des verehrten Dr. Lehmann, hat der Bundesrat das Militärdepartement ermächtigt, sich den oben formulierten Wünschen unter der Bedingung anzuschließen, dass sich die Nachbarländer der Schweiz ebenso dieser internationalen Konvention anschließen. Daraufhin ging die Zustimmung aus Württemberg, aus Preußen, aus Frankreich, aus Dänemark ein. In Stuttgart hat sich unter dem Vorsitz des Dr. Hahn ein gewichtiges Komitee mit einer Hilfeabteilung von Damen aus dem württembergischen Hochadel gebildet; Publikationen und Aufrufe wurden veröffentlicht und im ganzen Land verteilt. In Preußen (wo Herr Henri Dunant seine Ansichten beim Statistischen Kongress in Berlin im September letzten Jahres einem breiten Publikum vorgestellt hat und wo er dem König und dem Kriegsminister die Neutralisierung der Ambulanzen, der Lazarette, des militärischen Sanitätspersonals einschließlich der anerkannten freiwilligen Helfer vorgeschlagen hatte) hat sich auf Betreiben von Heinrich XIII. Prinz Reuß und Herrn Geheimrat Housselle, die alle beide preußische Delegierte bei der Genfer Konferenz waren, ein großes Zentralkomitee gebildet. In diesem Komitee finden wir neben dem Fürsten Raziwill, dem Grafen von Arnim, dem Grafen Stolberg-Wernigerode, Kanzler des Ordens des Heiligen Johannes von Jerusalem, auch den Buchhändler Wagner, den jüdischen Bankier Mendelssohn, die protestantischen und katholischen Kapläne u.a.

Leider wurde das Komitee nicht früh genug gegründet (ein neuerlicher Hinweis, dass mit der Schaffung von Hilfsgesellschaften nicht gewartet werden sollte, bis der Krieg entbrannt ist); da die Zahl preußischer Diakonissen unzureichend war, sah sich Kriegsminister Roon gezwungen, sich an die Generaloberin der Schwestern vom Heiligen Karl in Nancy zu wenden und sie um Schwestern zu bitten, die bereit wären, in Schleswig katholische preußische Kranke und Verletzte zu pflegen. Die Oberin hat der Bitte von General Roon umgehend entsprochen und 18 in Trier ansässigen Schwestern gestattet, an den Kriegsschauplatz aufzubrechen. Es ist

erfreulich zu sehen, wie sich auf diese Weise internationale Barmherzigkeit realisiert, und die großherzige Initiative des Herrn Henri Dunant ist wahrscheinlich zu noch größerem Erfolg berufen, indem er zwischen allen Nationen ein Band der Geschlossenheit knüpft, das sie dazu bringt, sich gegenseitig zu achten und allmählich Ursachen von Konflikten auszuräumen, deren verhängnisvolle Konsequenzen er mit großer Ausdauer zu lindern versucht.

König Wilhelm von Preußen hat wiederholt seine lebhafte Sympathie für das Unterfangen zum Ausdruck gebracht und es seiner hohen Protektion versichert; er teilt die von der Konferenz geäußerten Wünsche und zweifelt nicht an ihrer Erfüllung.

Die Armee in Frankreich ist sehr teilnahmsvoll; der *Spectateur militaire* beginnt einen seiner Artikel mit den Worten:

„Ruhm für Genf ! Der Stadt gehört der Gedanke, den verwundeten Soldaten der unterschiedlichen Länder mehr Pflege zukommen zu lassen als in den Reglements vorgeschrieben ist."

Diese Zeitung lobt überschwenglich die glückliche Antwort, die Dr. Maunoir aus dem Stegreif formulierte und, so heißt es, „einem französischen Delegierten, Herrn Dr. Boudier, der Zweifel am Erfolg des Werkes äußerte, mit Schwung, Feingefühl, um nicht zu sagen, Bissigkeit und wahrhaft gallischem Geist antwortete."

Kaiser Napoleon ließ an Herrn Dunant schreiben, um ihn wissen zu lassen, dass er zu dem Werk beitragen wolle, welches dieser fördert, indem er die Bildung eines französischen Komitees unterstütze.

Er erklärt, dass er nachdrücklich das Ziel der Konferenz und die Wünsche hinsichtlich seiner Erfüllung billige; er gestatte ihm zudem, die Sympathie, die er in dieser Hinsicht empfindet, kundzutun, und er beauftrage den Kriegsminister, einigen Flaggoffizieren die Mitgliedschaft im auf Betreiben von Herrn Dunant in Paris gebildeten Komitee zu gestatten.

In einer in Kopenhagen am 20. Januar 1864 datierten Depesche hat der dänische Kriegsminister das Genfer Komitee über die offizielle Zustimmung des Landes zu den Wünschen der Konvention informiert.

Sowohl in Dänemark als auch in Schweden und Norwegen haben sich Komitees gebildet; die in Vereinigungen zusammengeschlossenen Damen haben zunächst für die Soldaten wollene Strümpfe und andere warme

Kleidung hergestellt und den Soldaten geschickt; dann haben sie Charpie, Verbände und Kompressen gefertigt sowie alle möglichen Arzneien und Erfrischungen für die Armee gesammelt.

Gleiches geschieht in Dresden, wo sich Königshof und Bevölkerung das Werk aus Genf und das Schicksal der deutschen Armee in diesem strengen Winter sehr zu Herzen genommen haben.

In Kiel, in Holstein und anderswo haben die Frauenvereine, die sich nach der Anregung durch *Un souvenir de Solférino* (das Buch war bereits dreimal ins Deutsche übersetzt worden, in Basel, Leipzig und Stuttgart) gebildet hatten, Freiwillige zur Pflege Verwundeter in die Lazarette entsandt, und trotz Schnees und schrecklichen Wetters hat sich eine große Anzahl von Studenten und anderen Personen in den Ambulanzen von Eckernförde und Kosel engagiert.

Bei den Ereignissen in Missunde haben die mutigen Schüler des Kieler Gymnasiums selbst im feindlichen Kugelhagel deutsche und dänische Verwundete geborgen, und während die Alliierten den Dänen nachsetzten, haben sich die jungen Leute, ausgerüstet mit allem zur Verwundetenpflege Nötigen, sogar bis zur Kampflinie begeben. – In Altona hat man ein großes Lazarett errichtet, das insbesondere von den Johanniterrittern betrieben wurde. Die dänischen Freiwilligen hatten sich mit ihren Kranken im großen Schloss Augustenburg eingerichtet, das zum Militärlazarett umgerüstet worden war.

Es war bereits vom Fortschritt bei den militärischen Krankenhauseinrichtungen in den Vereinigten Staaten die Rede, wo 356 Angestellte, Pastoren, Kaufleute, Anwälte, Journalisten in den Lagern, auf den Schlachtfeldern und in den Ambulanzen aktiv sind und freigiebig, ohne die geringste materielle Gegenleistung, ihre Geld, ihre Kraft und ihre Zeit hergeben. Auch haben wir die Hingabe der Schwestern vom Kreuz in Polen erwähnt, die der griechisch-russischen Kirche angehören und von der Großherzogin Elena Pawlowna entsandt wurden. Auch können wir ergänzen, dass dank Herrn Dr. Landa, dem spanischen Delegierten bei der Konferenz, der deren Ideen in Spanien bekanntgemacht hat, es auch in Havanna und Puerto Rico Komitees gibt, die der spanischen Armee beachtliche Kontingente an Zigarren, Charpie und Erfrischungen aller Art liefern.

In Madrid hat der Infant Don Sebastián von Borbón und Braganza, Großprior der Zunge Kastilien des Ordens des Heiligen Johannes von Jerusalem, die Königin um Erlaubnis gebeten, für Spanien (und aus Ehrer-

bietung gegenüber den Beschlüssen der Genfer Konferenz) dasselbe zu tun, was Prinz Karl von Preußen in Berlin bereits für die protestantische Balley Brandenburg getan hat, und zwar zugunsten eines Werkes, für das er sich als Militär, als Großprior und als Christ lebhaft interessiert. Die spanischen Marschälle und Generäle haben, ebenso wie das Sanitätskorps der Armee, diesen Gedanken mit Begeisterung aufgenommen und ihm Beifall gezollt.

In Italien ist ein patriotischer Aufruf zugunsten der internationalen Gesellschaften auf Betreiben von Herrn Guido Corsini, dem Sekretär des Dante-Komitees verbreitet worden; ein Komitee hat sich in Florenz gebildet, und der älteste Sohn des Königs, Prinz Umberto, hat erklärt, er wolle die Schirmherrschaft über alle auf der Halbinsel entstehenden Gesellschaften dieses großartigen Werkes übernehmen.

Man hätte vielleicht vermuten können, dass die *Neutralisierung* der Verwundeten und der Ambulanzen etwas Unmögliches sei; aber die beste Antwort, um die Möglichkeit der praktischen Anwendung aufzuzeigen, ist ein Blick in die Geschichte. So sehen wir, dass 1743 im Zuge des Österreichischen Erbfolgekrieges Marschall Noailles, der Befehlshaber der französischen Armee, in der Nähe von Aschaffenburg in Verhandlungen mit dem Earl of Stair, Oberbefehlshaber der englischen Armee, eintritt; die beiden Generäle verpflichten sich, dass beide Seiten die Lazarette als unantastbar betrachten und sie gegenseitig schützen, was auch im Verlauf des Krieges strikt beachtet wird. Ein Vertrag mit analogen Bestimmungen wird am 6. Februar 1759 in Ecluse in Flandern zwischen dem Marquis Du Barrail für den französischen König und Generalmajor Sir Henry Seymour Conway für den englischen König geschlossen; und die Übereinkunft zwischen dem preußischen König Friedrich dem Großen und Frankreich vom 7. September 1759 sieht vor, dass man sich sorgsam um die Kranken und Verletzten bemüht und diese nicht gefangengenommen werden dürfen, ebenso wenig wie Feldprediger, Ärzte, Apotheker, Krankenpfleger, Altardiener oder andere, die mit der Krankenpflege betraut sind.

Diese guten Beispiele schienen in Vergessenheit geraten zu sein, als General Moreau, um 1800 Oberbefehlshaber der französischen Armee, einen ähnlichen Vertragsvorschlag formulierte und ihn General Kray, Befehlshaber der österreichischen Armee übersandte, der aber nicht bereit war, ihn anzunehmen.

Sind wir denn nun, was Humanität angeht, um ein Jahrhundert zurückgefallen?

Doch soll auch erinnert werden, dass viele hohe und angesehene Offiziere alle im *Souvenir de Solférino* geäußerten Gedanken für umsetzbar halten und so dem Beispiel gefolgt sind, das als allererster General Dufour gegeben hat.

Gott möge uns vor der Geißel des Krieges schützen, doch zu allem Unglück ist Europa gerade von so vielen Zwistigkeiten und Kämpfen geplagt, dass man sich notgedrungen mit einer in humanitären Dingen so wichtigen Frage, die alle angehen muss, auseinanderzusetzen hat.

Ebenso sei darauf verwiesen, dass mangels einer im Vorfeld geschaffenen Organisation, mangels funktionierender Komitees vor wenigen Tagen in Flensburg die bedauernswerten Verletzten nicht geborgen wurden und Artilleriegefährte mit ihren Rädern über deren Körper, die blutend in den Straßen der Stadt lagen, hinweggefahren sind. Gleichfalls sei erinnert, dass in Ermangelung von Charpie man die zahlreichen Kriegsopfer in Schleswig (wie schon 1859 in Italien) mit Erdreich, mit Heu und Stroh verbinden musste, deren Stacheln in das zitternde Fleisch eindrangen, und dass mangels helfender Hände viele allein gelassene Soldaten mit einem Fluch auf den Lippen starben oder auf dem von ihrem Blut rot gefärbten Eis erfroren.

Die geheiligte und mutige Mission freiwilliger Krankenpfleger wäre, wenn eine solche Einrichtung überall in Europa allgemein eingeführt würde, die größte Wohltat, die den Armeen widerfahren könnte. Wie viel Leiden und wie viel Verzweiflung könnten vermieden werden! Wie viele tapfere Soldaten vor dem Tod gerettet werden! Wie viel Dankbarkeit seitens der Familien gegenüber solchen Vereinigungen, durch deren Fürsorge ihrem wertvollsten Teil fortwährende und aufopferungsvolle Pflege nach den Kämpfen und inmitten der Krankheiten, die die Lager dezimieren, zuteil werden würde! Wie viele Segenswünsche seitens der Mütter, die fortan darauf vertrauen würden, dass ihre Söhne, die vielleicht schon dem Tod entgegensehen, Worte der Zuneigung und religiösen Trostes vernehmen würden!

* * *

DEUTSCHLAND[2]

HAMBURG, *14. März.* Corr. part, du *J. de Gen.* - (von unserem Korrespondenten) - Von Tag zu Tag scheint der Optimismus zu schwinden, und der politische Himmel verdunkelt sich zusehends. Es mag übertrieben sein, einen europäischen Krieg als unausweichlich vorherzusagen, doch zumindest scheint eine Wiederherstellung des Friedens in Europa in nebulöse Ferne entrückt. Es wäre jedoch ein Irrtum zu glauben, dass ohne den deutsch-dänischen Konflikt Europa sich in einem Zustand arkadischer Glückseligkeit befände. Schleswig-Holstein ist nur eines der uns bekannten explosiven Materiallager, und es ist nur ein Zufall, dass der erste Funke in Gestalt des plötzlichen Todes von König Frederik VII. auf die Herzogtümer geflogen ist. Aber dadurch bleibt uns die Lösung der anderen Fragen nicht erspart, und wenn die Großmächte heute ihren deutsch-dänischen Disput ausräumen, so können wir sicher sein, dass sie sich morgen mit einer nicht weniger brennenden Frage befassen müssen.

Für Deutschland sieht die Zukunft besonders düster aus. Wenn wir einem allgemeinen Krieg entgegengehen, dann lehrt uns die Geschichte, dass sich die entscheidenden Kämpfe in den fruchtbaren Ebenen Deutschlands abspielen; wenn wir durch Zugeständnisse im dänischen Konflikt, die ein empfindliches, weil noch neues Nationalgefühl verletzen, einen Umsturz in Europa vermeiden würden, dann ständen wir vielleicht einer Revolution gegenüber, wie es uns schon ganz nüchtern die Zeitungen im Süden sagen. In dieser Situation gibt es für Deutschland nur einen Heilsweg, nämlich Frieden mit den beiden Großmächten zu schließen oder – falls Österreich fernbleibt – mit Preußen allein und Truppen aus ganz Deutschland gegen das Ausland zusammenzuziehen, d.h. den Krieg gegen Dänemark unbeirrt und trotz aller Bedrohungen von außen fortzusetzen, vorausgesetzt man ist entschlossen, nicht eher das Kriegsbeil wieder zu begraben, bis dass man den Krieg zu einem für das deutsche Volk ehrenhaften Ende geführt hat, und zwar so, dass auch den Bewohnern der Herzogtümer die Wohltaten des Friedens garantiert sind.

Wenn es stimmt, dass Dänemark, wie es der Telegraph aus Wien meldet, die Konferenz definitiv abgelehnt hat, dann wird es auch den Waffenstillstand, wie ihn das preußische und das österreichische Kabinett vorgeschlagen haben, ablehnen. Wir werden also bald erfahren, woran wir sind,

[2] *Journal de Genève*, 18 mars 1864, pages 2 et 3. Traduction vers l'allemand par Rainer Schlösser.

und wir werden sehen, ob England Dänemark, das sich beharrlich seinen Ratschlägen widersetzt, aufgibt oder ob das Ministerium Russell-Palmerston den kriegerischen Anwandlungen der Lords nachgibt. Meiner Ansicht nach ist in diesem Moment England Herr der Lage. Ohne es würde man, auch wenn man das denken mag, nicht auf die Tuilerien zugehen wollen, und ohne Ordre aus Paris würde wohl auch das Kabinett in Stockholm seine Truppen nicht gegen Deutschland marschieren lassen. Im übrigen gibt es in Schweden, trotz der verbreiteten Demonstrationen in Stockholm zugunsten Dänemarks und gegen das Ministerium Manderström, eine große Strömung, die den Krieg nicht will und die den Fall des gegenwärtigen Ministeriums als nationales Unglück ansehen würde, denn man fürchtet, dass der König zum Beispiel ein Ministerium Hamilton nicht nur dazu nutzen würde, um Krieg gegen Deutschland zu führen, sondern auch, um die Grenzen seiner Befugnisse auf Kosten der Stände zu erweitern. Sicherlich kennt man die Gerüchte, denen zufolge die Skandinavische Partei neben der Vereinigung der drei Königreiche auch Pommern und Finnland begehrt. Obwohl dieser Plan nur in den Köpfen einiger am Hof und in ihrer Partei einflussreicher Männer existiert, muss man ihn dennoch berücksichtigen. Wenn an diesen Plänen etwas Wahres dran sein sollte, wäre das für Großbritannien ein Grund mehr, auf Distanz zu gehen.

Die energischen Plädoyers der *Times* zugunsten einer Nicht-Intervention und der Umstand, dass die Anführer der Tories nicht in den Chor des Oberhauses mit seinen dort zu hörenden kampfeslustigen Rednern einstimmen, erlauben ebenfalls die Annahme, dass England nicht den Fehler begehen wird, sich in einen Krieg zu stürzen, dessen Ausgang aller Wahrscheinlichkeit nach nicht seinen Interessen entgegenkommt.

Unterdessen beginnen die alliierten Truppen, Fredericia einzukreisen und sich in Jütland einzurichten. Es war vorauszusehen, dass man ihnen dort keinen ebenso freudigen Empfang bereiten würde wie in Schleswig, wo sogar der Korrespondent der *Times* auf weniger dänische Sympathien gestoßen ist als es zunächst den Anschein hatte. Feldmarschall Gablenz sah sich gezwungen, von den Bewohnern Vejles innerhalb von 24 Stunden die Übergabe ihrer Waffen einzufordern, weil sie ununterbrochen auf österreichische Soldaten zielten. Die Invasion Jütlands durch eine feindliche Armee ist im übrigen ein ziemlich fragwürdiges Unterfangen, denn um sich dort festzusetzen und um die Abstiegsversuche der Dänen in all den kleinen Buchten, die sich zur Küste hin öffnen, zu durchkreuzen, braucht

man viele Truppen. Wenn also die alliierten Generäle nicht mit großer Umsicht agieren, kann es durchaus passieren, dass sie hier und da kleine Rückschläge in Kauf nehmen müssen. Beleg dafür ist die dänische Expedition an der Ostküste Holsteins, die sich bestätigt hat und den Herzog von Augustenburg entführen sollte.

In der Nachfolgefrage in den Herzogtümern ist man in der letzten Sitzung des Bundestages in Frankfurt keinen Schritt vorwärts gekommen: Alle Vorschläge wurden fürs erste in den Ausschüssen beerdigt. Bis jetzt hat der Tod des bayerischen Königs nichts an den Instruktionen des bayerischen Bevollmächtigten verändert, wie es sein Vorschlag zeigt, den Prinzen von Augustenburg als Herzog von Schleswig-Holstein anzuerkennen. Aber vielleicht bringt der Einfluss des in Österreich beliebten Prinzen Luitpold und des Erzherzogs Albrecht, der eine bayerische Prinzessin geheiratet hat, auf den jungen König bald einige Veränderung mit sich.

Auch muss bedacht werden, dass Prinz Friedrich von Hessen-Kassel (Schwiegersohn von Prinz Karl von Preußen), der nach dem Tod seiner Mutter, Landgräfin Charlotte, den dänischen Thron geerbt hätte, wenn nicht der Vertrag von London die Thronfolge geändert hätte, nur deswegen auf sein Anrecht auf die dänische Krone verzichtet hat, um die Integrität des dänischen Königreichs zu erhalten. Wenn aber diese Integrität auf dem Spiel stünde, sei es durch die Schaffung eines Schleswig-Holstein, sei es durch eine Nordische Union, wäre die Bedingung für seinen Verzicht nicht mehr gegeben, und er würde erneut einen Anspruch auf die Thronfolge erheben.

Die Lazarette der alliierten Armee sind inzwischen bestens organisiert. Es fehlt nicht mehr an Ärzten, und dank den Regierungen sowie den sehr beachtlichen privaten Spenden fehlt es den Verwundeten und Kranken an nichts, um ihr Leiden zu lindern und die Aussicht auf Genesung zu erhöhen. Man kümmert sich jetzt vor allem um die Kämpfer, die schrecklich gelitten haben und immer noch leiden. Dr. Wichern, der Leiter der unter dem Namen *Rauhes Haus* bekannten Einrichtung, hat sich an Ort und Stelle über den Sachstand informiert und neulich in einer öffentlichen Veranstaltung über interessante Details berichtet. Ganze Tage lang hatten die Soldaten vor Düppel als Lager nur schneebedeckte Erde oder höchstens Stroh, das vom Regen, der durch die Stalldächer drang, durchnässt war; Ställe waren der einzig verfügbare Unterstand. Ihre Bekleidung ist in einem entsprechend bejammernswerten Zustand, und

es erstaunt, dass die Zahl der Kranken nicht noch höher ist. Unter der Leitung von Dr. Wichern werden Sendungen auf den Weg geschickt, die die Lage der Soldaten etwas abmildern sollen. Man schickt ihnen Unterwäsche und Wolle, mit der sie ihre Strümpfe stopfen können (was sie sich sehr wünschten), 4.400 Bände zur Lektüre, Schreibpapier, Kaffee, Schokolade, Würste, Käse und vor allem Zigarren, den Zigarren sind die wirksamsten Seelentröster, nicht nur für Gesunde, sondern auch für Kranke. Ein Freund hat vor kurzem die Lazarette in Flensburg und Schleswig besucht und mir berichtet, dass die Österreicher gern auf eine Mahlzeit verzichten, wenn sie für dieses Geld Tabak kaufen können. Ein Verletzter, dem die Ärzte nur noch einen Tag zu leben gaben und der schon wie tot auf seinem Bett lag, rührte sich wieder, als man ihm eine Zigarre anbot, und schon bald zeugte der Zigarrenrauch von der offensichtlichen Freude, die ihm die bescheidene Gabe bereitete.

Was die preußischen und österreichischen Gefangenen betrifft, die anfangs in Kopenhagen nicht gut behandelt wurden, so scheint es, dass zuletzt ihre Lage erträglicher geworden ist. Hier ist man immer noch streng darauf bedacht, die dänischen Gefangenen mit allem, was ihnen fehlt, zu versorgen und ihr Schicksal zu mildern: so sieht man in den Hamburger Zeitungen häufig öffentliche Dankanzeigen, die Offiziere und Unteroffiziere im Namen ihrer unglücklichen Kameraden aufgegeben haben. In den letzten Tagen sind noch 600 bis 700 Gefangene mit dem Ziel verschiedener preußischer Festungen vorbeigezogen.

* * *

Le médecin en chef de l'armée suisse au médecin-major de l'armée au Schleswig-Holstein[1]

Le Comité de la Conférence internationale à Genève pour l'amélioration du sort des blessés de guerre, en juste interprétation des tâches qui lui ont été assignées par la Conférence, a décidé la délégation d'un de ses membres sur le théâtre de la guerre, pour contribuer dans la mesure du possible, par un contact direct avec les hautes autorités militaires de là-bas, à la réalisation des *Résolutions* et des *Vœux* exprimés par la Conférence internationale, et, si faire se peut, améliorer la condition des blessés déjà pendant la guerre actuelle.

Il n'est sans doute besoin que de mentionner le but véritablement humanitaire de cette mission pour assurer partout à son porteur, le Docteur Appia, de Genève, un accueil bienveillant.

Monsieur le Docteur Appia, comme collaborateur de l'auteur d'*Un souvenir de Solférino*, avec qui il avait visité le champ de bataille, et lui-même auteur de *Chirurgien à l'ambulance*, ainsi que d'autres écrits sur la chirurgie militaire, est un des membres les plus actifs du Comité de Genève. Il mérite, par les services qu'il a rendus lui-même, l'aimable bienveillance des autorités et notamment de ses collègues. Le soussigné remplit de la sorte l'agréable devoir de recommander le docteur Appia à ses éminents collègues médecins-militaires chargés de la direction du service de santé de l'Armée active, en sollicitant pour lui leur attention et leur appui dans la tâche qui lui est confiée.

Le soussigné assure également ses collègues étrangers de tout l'appui devant leur permettre d'atteindre les buts qu'ils peuvent avoir en Suisse.

Avec parfaite considération.
(s) Dr. Lehmann

* * *

[1] Rédigée en allemand, cette recommandation manuscrite est présentée sur le papier à en-tête de Samuel Lehmann : « Der eidgenössische Oberfeldarzt », Berne, 14 mars 1864. Ce document et sa traduction sont conservés aux Archives du CICR, dans le coffre qui contient aussi la lettre de Louis Appia à son épouse à l'attention de Gustave Moynier du 26 mars 1864.

Cont. N° 384.

In der Antwort wolle die obstehende N° angegeben werden

Bern, den 14 März 1864.

Der eidgenössische Oberfeldarzt

Gegenstand: [illegible]

Une *Empfehlung* (c'est-à-dire une recommandation du Conseil fédéral) est jointe à ce dossier : signée par le président de la Confédération, Jakob Dubs (1822-1879), et par le chancelier, Johann Ulrich Schiess (1813-1883), elle est réhaussée par le cachet sec officiel du « Bundesrath / Schweizerische Eidgenossenschaft ». Elle ne semble pas porter de date, mais elle se réfère probablement à la séance du Conseil fédéral du 16 mars 1864, point 1033.

2

avec 2 enveloppes

Empfehlung.

Dem Bundesrathe der schweizerischen Eidgenoßenschaft ist von Seite des — in der internationalen Konferenz in Genf niedergesezten Comité die Absicht kund gegeben worden, Delegirte nach dem Kriegsschauplaze in Schleswig zu senden, um dadurch sein Interesse für die Pflege der Verwundeten an den Tag zu legen und um die nöthigen Erfahrungen zu sammeln, wie die von der Konferenz gefaßten Beschlüße am besten ausgeführt werden könnten.

Um dieses humane Werk möglichst zu unterstüzen, nimmt der Bundesrath die Freiheit, die Delegirten des Eingangs erwähnten Comité, nämlich die

HHerren

le Docteur Louis Appia, de Genève.

Seiner Exzellenz dem Höchstkommandirenden der verbündeten Armee in Schleswig, so wie den Herren Offizieren, Militär- und Civilbeamten, an welche sich zu wenden sie in den Fall kommen mögen, zu bester Aufnahme zu empfehlen.

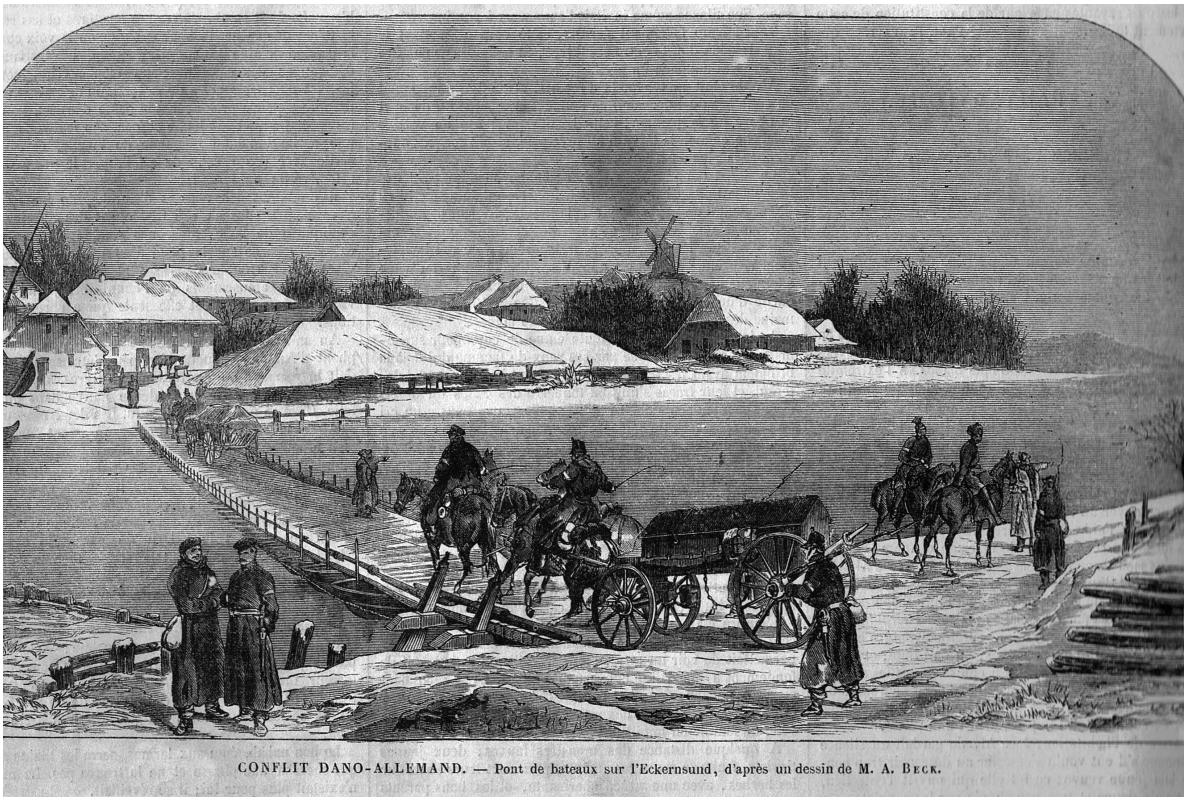
Im Namen des schweiz. Bundesrathes,

Der Bundespräsident:

Dr. H. Dubs.

Der Kanzler der Eidgenoßenschaft

Schiess.



CONFLIT DANO-ALLEMAND. — Pont de bateaux sur l'Eckernsund, d'après un dessin de M. A. BECK.

« L'Univers illustré », Paris, 13 avril 1864, n° 319, p. 236.

Séance de la Section Genevoise du 17 mars 1864[1]

Présents : MM. le général Dufour, Dr Maunoir, Dr Appia, Ernest Cramer, Dr Dunant, Charles Eynard, Jules Faesch, Ferdinand Forget, Kunkler-Pictet, Alphonse Revilliod, Van de Velde, Viollier-Ador, et Henry Dunant.

M. Charles Hentsch, absent, a fait connaître à M. Henry Dunant qu'il acceptait de faire partie de la Section genevoise.

En l'absence de M. Moynier, indisposé, M. le général Dufour, président honoraire du Comité international, veut bien présider la réunion.

Après une allocution du président, ce dernier déclare la Section genevoise constituée.

M. le docteur Maunoir donne ensuite lecture des résolutions du congrès d'octobre, et il prouve par un discours chaleureux la nécessité de l'œuvre et l'utilité de la création d'une Section genevoise.

M. Henry Dunant transmet au comité les regrets de M. Moynier de ne pouvoir assister à cette séance.

Il informe la Section genevoise que M. le Docteur Appia et M. le capitaine Van de Velde, tous deux présents à la réunion, sont disposés à être envoyés, l'un dans le Schleswig, par l'Allemagne, et l'autre en Danemark, afin de faire une enquête sur les ambulances volontaires et d'agir au besoin.

M. Van de Velde insiste sur l'idée d'aller faire une simple enquête, afin de ne pas paraître trop prétentieux aux yeux du public.

M. Viollier-Ador appuie l'opportunité d'envoyer des délégués de Genève.

M. le général Dufour fait voter, pour savoir si la Section genevoise est décidée à envoyer deux délégués, l'un en Danemark, l'autre en Allemagne.

Cela est voté à l'unanimité.

M. Ernest Cramer demande si nous voulons donner quelque notoriété à la création de la Section genevoise, et faire connaître au public que nous sommes constitués.

M. le général Dufour répond qu'il est préférable d'envoyer d'abord les délégués ; ensuite, on informera le public de notre existence et, alors, il se trouvera engagé à s'intéresser à l'œuvre par des dons volontaires.

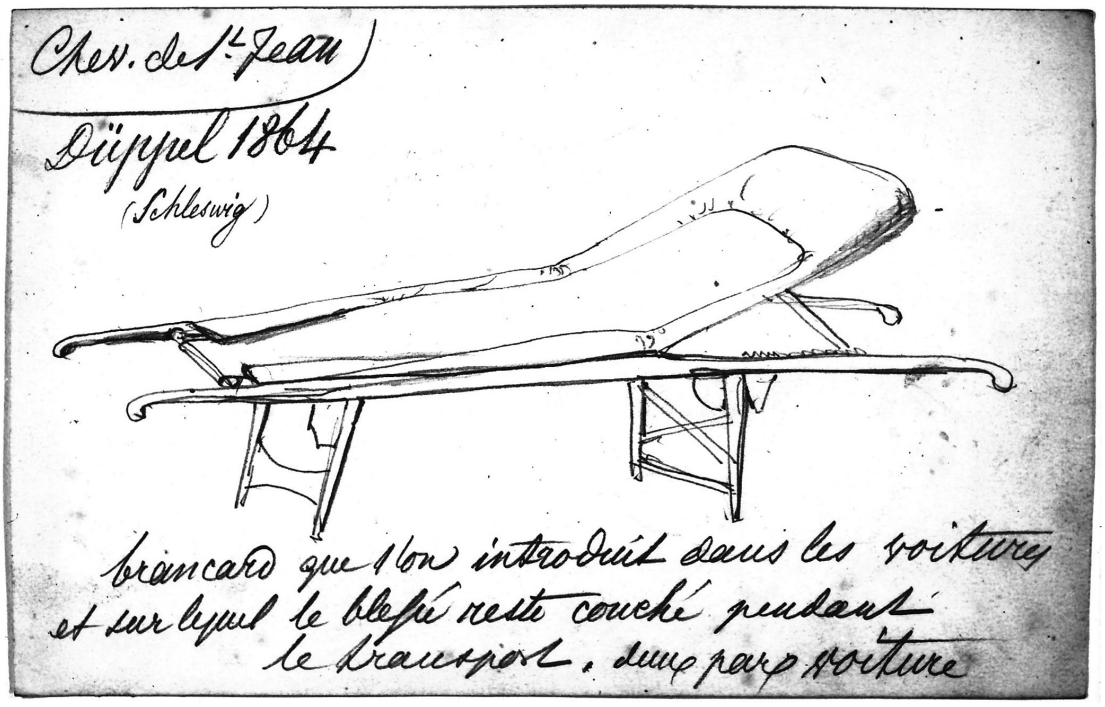
Séance levée.

Le secrétaire

J. Henry Dunant.

* * *

[1] *Procès-verbaux des séances du Comité international de la Croix-Rouge, février 1863-20 août 1914*, pages 28-29. Voir annexe 13.



Photographie d'un croquis de Louis Appia, pris lors de sa mission comme délégué du CICR dans les armées prussiennes et autrichiennes au Schleswig, en mars, avril et début mai 1864.

Très honoré Monsieur le Médecin en chef.[1]

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour les deux précieuses lettres que vous m'avez transmises. Je ne doute pas que le courrier adressé au médecin-chef de l'état-major me sera d'une grande utilité.

Je pense donner suite très prochainement à votre aimable proposition de passer par Berne. Si tout va comme je le souhaite, j'arriverai dès mardi, au plus tard mercredi, afin d'examiner l'arsenal médical, peut-être en votre obligeante compagnie. J'envisage de prendre avec moi les deux brancards ainsi que tout ce qu'il sera possible et utile d'emporter.

Je n'ai pas reçu la lettre du Conseil fédéral, peut-être la trouverai-je chez vous, à Berne.

Le temps m'étant compté, du fait de mes obligations au cabinet, il me siérait de ne pas rester à Berne plus longtemps que nécessaire.

Nous nous revoyons donc probablement très bientôt.

Veuillez agréer l'expression de ma considération distinguée.

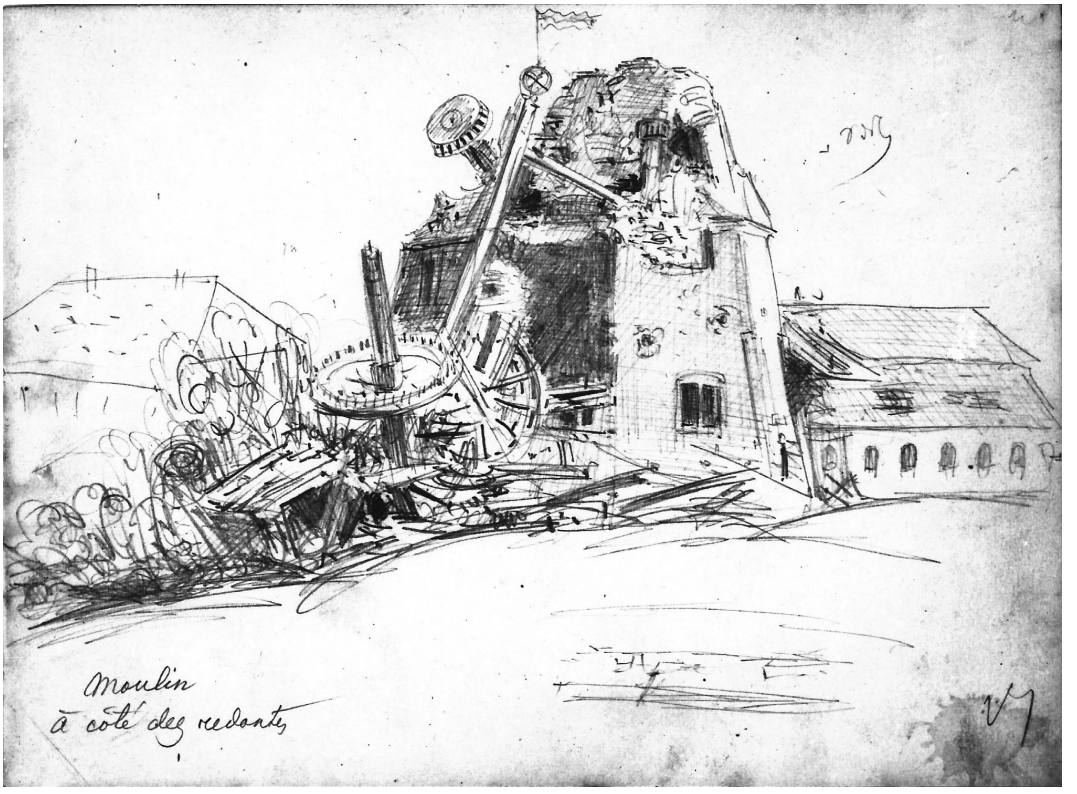
Dr L. Appia

Genève,

le 19 mars 1864

* * *

[1] Archives fédérales suisses, E2, 1000/44, 308 : Akten des Oberfeldarztes S. Lehmann, Delegierter des Bundesrates am International. Kongress in Genf von 1864 / Protokolle der 1.-7. Sitzung mit Anlagen. Cette lettre est écrite en allemand ; sur son enveloppe, on peut lire : « Son Excellence le médecin-chef de l'armée fédérale, M. le Dr Lehmann à Berne » ; cachet postal : « 20 mars 64 ».
APPIA, Louis, 2018 : *Louis Appia à Samuel Lehmann, mars-avril 1864 : le correspondant bernois du Comité de Genève,* notamment pages 25 et 27. Voir annexe 13.



Photographie d'un croquis de Louis Appia, pris lors de sa mission comme délégué du CICR dans les armées prussiennes et autrichiennes au Schleswig, en mars, avril et début mai 1864.

Comité international de secours
pour les militaires blessés
Genève[1]

Le soussigné recommande au bon accueil des personnes qui s'intéressent à [l'organisation] des Sociétés Internationales de secours aux militaires blessés Monsieur le Docteur Appia, ancien président de la Société médicale de Genève, membre et délégué du Comité international permanent de Genève.

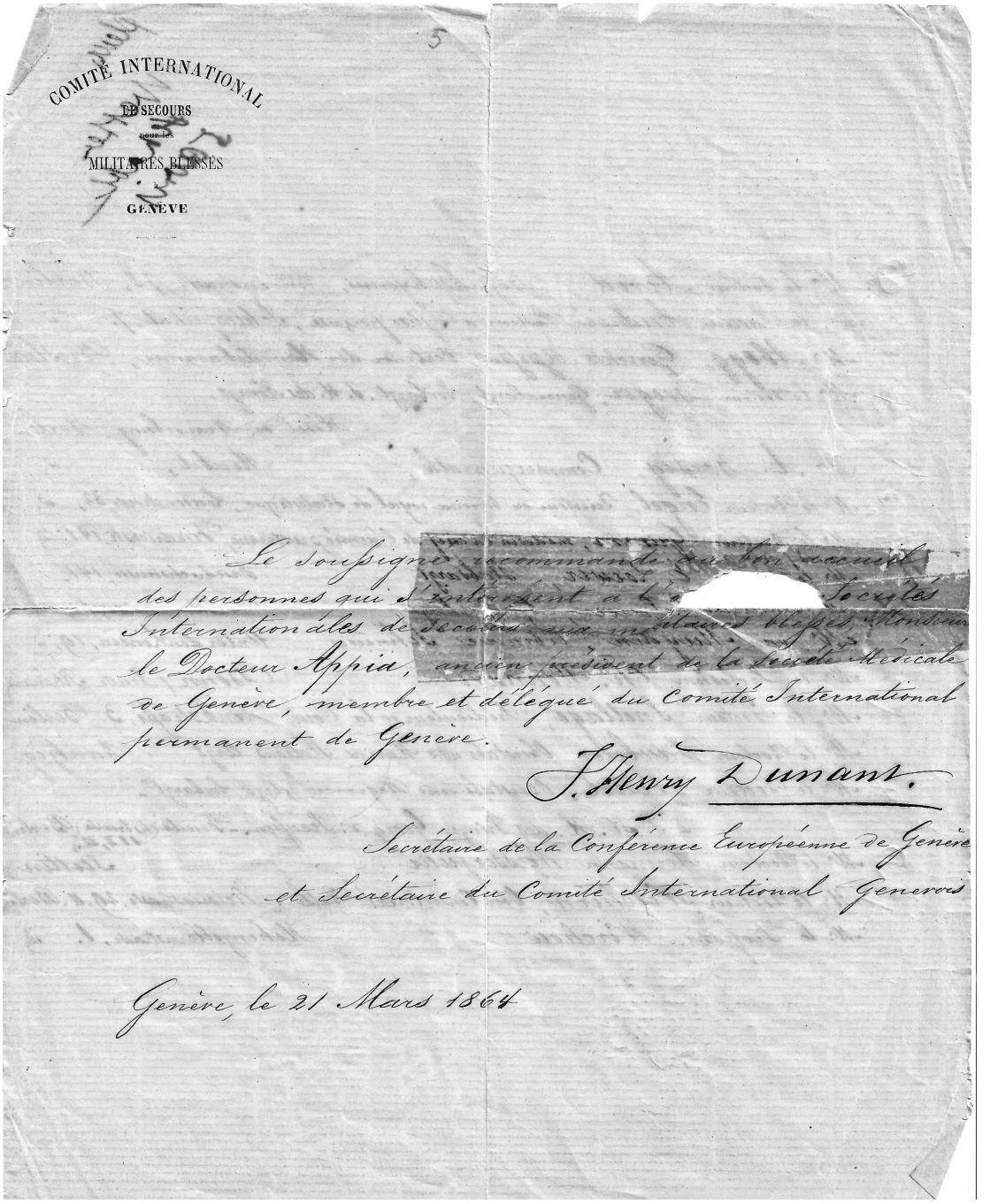
J. Henry Dunant

Secrétaire de la Conférence Européenne de Genève
et Secrétaire du Comité International Genevois

Genève, le 21 Mars 1864

* * *

[1] Cette lettre de recommandation se trouve dans le même coffre conservé au CICR que la lettre de Louis Appia du 26 mars 1864 ou que l'*Empfehlung* du Conseil fédéral. Par sa date, elle nous apprend qu'elle a été remise au délégué du Comité international, la veille même de son départ pour Berne.
Au verso, Henry Dunant a ajouté une dizaine de noms : le docteur Arnd, le pasteur Andrié, le Gerichts-Assessor Abegg, le docteur Boeger, le Commerzienrath A. Borsig, le docteur Engel, le docteur Grimm, le Stabsarzt E. Lœwer, van Muyden de la Librairie Schneider, le professeur Ch. Monnard, le docteur Snetlage, le docteur Taubner, le docteur Wendt, « S. K. H. des Prinzen Georg v. Preussen », le docteur Hermann Wasserfuhr, le docteur Wischern et le professeur Wirchow. Avec leurs adresses et parfois leurs fonctions.


COMITÉ INTERNATIONAL
DE SECOURS
pour les
MILITAIRES BLESSÉS
à
GENÈVE

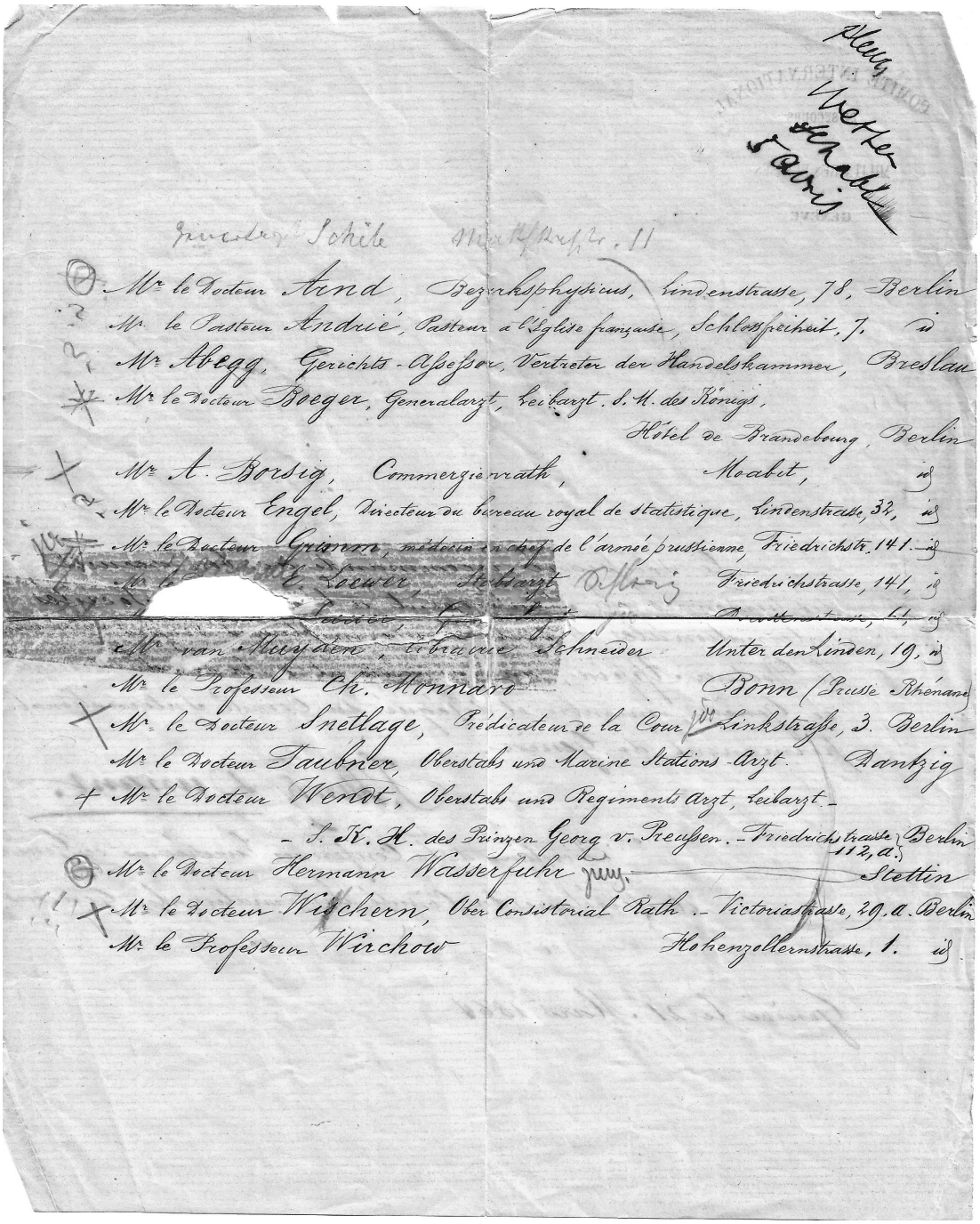
5

Le soussigné recommande au bon accueil des personnes qui s'intéressent à l'[illegible] Sociétés Internationales de Secours aux militaires blessés, Monsieur le Docteur Appia, ancien président de la Société Médicale de Genève, membre et délégué du Comité International permanent de Genève.

J. Henry Dunant.

Secrétaire de la Conférence Européenne de Genève
et Secrétaire du Comité International Genevois

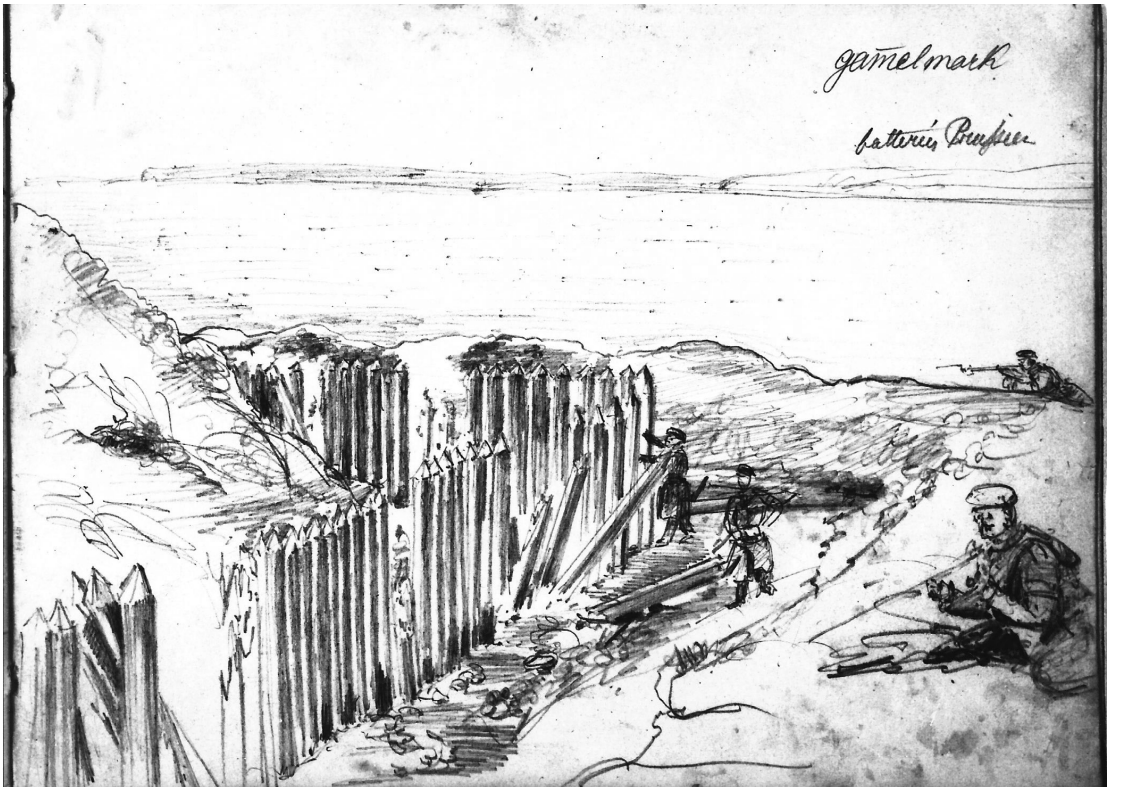
Genève, le 21 Mars 1864



Pleur
Wetter
Schabl
5 avril

Generalarzt Schile Marktstraße 11

Mr le Docteur Arnd, Bezirksphysicus, Lindenstrasse, 78, Berlin
Mr le Pasteur Andrié, Pasteur à l'Eglise française, Schlossfreiheit, 7. id
Mr Abegg, Gerichts-Assessor, Vertreter der Handelskammer, Breslau
Mr le Docteur Boeger, Generalarzt, Leibarzt. S. M. des Königs,
Hôtel de Brandebourg, Berlin
Mr A. Borsig, Commerzienrath, Moabit, id
Mr le Docteur Engel, Directeur du bureau royal de statistique, Lindenstrasse, 32, id
Mr le Docteur Grimm, médecin en chef de l'armée prussienne, Friedrichstr. 141. id
Mr le [illegible] E. Loewer, Stabsarzt Friedrichstrasse, 141, id
[illegible] Friedrichstrasse, 61, id
Mr van Muyden, Librairie Schneider Unter den Linden, 19, id
Mr le Professeur Ch. Monnard Bonn (Prusse Rhénane)
Mr le Docteur Snetlage, Prédicateur de la Cour Linkstraße, 3. Berlin
Mr le Docteur Taubner, Oberstabs und Marine Stations-Arzt. Dantzig
Mr le Docteur Wendt, Oberstabs und Regiments Arzt, Leibarzt. –
– S. K. H. des Prinzen Georg v. Preußen. – Friedrichstrasse 112, a. Berlin
Mr le Docteur Hermann Wasserfuhr jun. Stettin
Mr le Docteur Wischern, Ober Consistorial Rath. – Victoriastrasse, 29. a. Berlin
Mr le Professeur Wirchow Hohenzollernstrasse, 1. id



Photographie d'un croquis de Louis Appia, pris lors de sa mission comme délégué du CICR dans les armées prussiennes et autrichiennes au Schleswig, en mars, avril et début mai 1864.

Genève, le 4 Juin 1864[1]

à Monsieur le Docteur Appia

Monsieur et honoré collègue,

Je suis heureux d'avoir à vous remercier, au nom du Comité International pour la manière dont vous vous êtes acquitté de la mission qu'il vous avait confiée auprès de l'armée austro-prussienne dans le Schleswig.

Les observations que vous avez recueillies répondent pleinement à son attente, et il m'a chargé de vous en exprimer sa complète satisfaction.

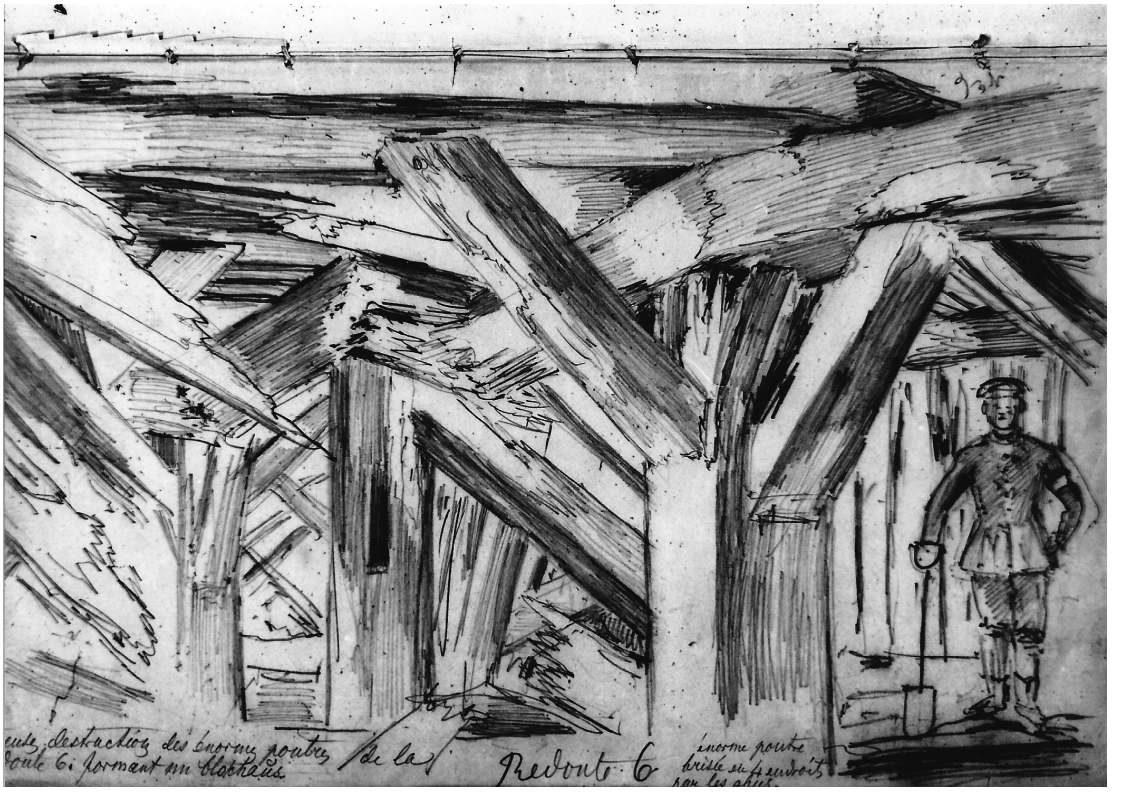
Agréez, Monsieur le Docteur, l'assurance de ma considération distinguée.

G. Moynier

Président

* * *

[1] Cette lettre se trouve aussi dans le coffre conservé au CICR. Rédigée sur un papier à en-tête circulaire munie d'une croix rouge : « Comité international de secours pour les militaires blessés / Genève », elle est accompagnée d'une enveloppe avec une adresse manuscrite : « Monsieur le Docteur Appia / à Genève », sans cachet postal. Au crayon, le destinataire a ajouté : « Certificat du Comité International de Genève à mon retour du Schleswig ».



Photographie d'un croquis de Louis Appia, pris lors de sa mission comme délégué du CICR dans les armées prussiennes et autrichiennes au Schleswig, en mars, avril et début mai 1864.

Messieurs,[1]

Le Comité international pour les blessés, préoccupé du désir de voir se réaliser les *Résolutions* prises dans la Conférence réunie à Genève en octobre 1863, se décida à envoyer sur le théâtre de la guerre du Schleswig deux délégués.

Ils reçurent pour instructions : 1° de porter quelques secours aux blessés et de témoigner par là du vif intérêt que prend le Comité au sort des victimes de la guerre ; 2° d'étudier sur les lieux mêmes de leur application, la manière dont se réalisaient ou pourraient se réaliser les décisions de la Conférence de Genève.

Ce n'est point sans une impression sérieuse, ni sans quelque émotion que j'acceptai le mandat dont m'honora le Comité. Connaissant, par les expériences de la campagne d'Italie en 1859, toutes les difficultés d'une semblable mission, je dus me demander si cette fois aussi je parviendrais à les surmonter, et si je réussirais à la remplir honorablement. Le récit qui va suivre fournira la réponse à cette question. Je ne séparerai pas dans cet exposé les deux buts que j'ai poursuivis, afin de ne pas rompre artificiellement le fil du récit, et de pouvoir parler de ce qui concerne l'un et l'autre, à mesure que les événements eux-mêmes m'y appelleront.

Je reproduirai d'abord d'une manière sommaire les faits qui me concernent, et qui furent communiqués successivement au Comité de Genève dans une série de lettres. J'y rattacherai ensuite les réflexions générales qu'ils me suggéreront, en regard des divers articles de nos *Résolutions*.

Avant de me rendre dans le Schleswig, nous convînmes que j'irais à Berlin me présenter au ministre de la guerre, afin d'en obtenir une recommandation pour le général en chef de l'armée alliée, et pour faire la connaissance du grand comité de cette ville, créé sous l'influence du Congrès genevois.

---

[1] APPIA Louis, « Rapport adressé au Comité international par M. le docteur Appia sur sa mission auprès de l'armée alliée dans le Schleswig ». In *Communication du Comité international faisant suite au compte rendu de la Conférence internationale de Genève*, p. 45-144. Nous citons de ce rapport les pages correspondant au contenu de la « Lettre de Louis Appia à son épouse […] Berlin, 26 mars 1864 », c'est-à-dire les pages 45-49 et 56-57. Voir annexe 12.

En passant à Berne, je me fis montrer l'arsenal médical de l'armée fédérale suisse et j'y fis quelques essais avec le *brancard-brouette*, que je pensais prendre avec moi. Après examen, j'y renonçai, trouvant ce nouveau véhicule pour les blessés d'un transport trop incommode et trop coûteux. En parlant de mon passage à Berne, je n'oublierai pas de rappeler l'extrême obligeance avec laquelle notre médecin en chef, M. le Dr Lehman[2], me procura, soit de lui-même une chaleureuse recommandation à l'adresse du chirurgien en chef de l'armée alliée, soit une lettre bienveillante du Conseil fédéral. Je dois ici à M. le Dr Lehman l'expression de toute notre reconnaissance pour son amical empressement à seconder notre entreprise.

Arrivé à Berlin j'y fis successivement la connaissance de plusieurs personnes influentes, telles que M. le Dr Grimm, chirurgien en chef de l'armée prussienne, qui, tout en témoignant son intérêt pour notre œuvre, m'en fit remarquer les difficultés pratiques. Ce haut fonctionnaire est plutôt administrateur que chirurgien praticien, et l'on conçoit que dans une position aussi éminente, on puisse avoir une large sphère d'action, sans pour cela toucher un bistouri. L'activité chirurgicale proprement dite est, en effet, souvent indépendante du grade administratif. C'est ce qui explique pourquoi, peu de jours avant l'assaut, le ministre plaça à la tête du service chirurgical le professeur Langenbeck, le Dr Grimm restant médecin en chef de l'armée prussienne, et le Dr Berger, médecin en chef du corps d'armée, opérant devant Düppel.

Je vis ensuite plusieurs membres du Comité central de Berlin ; je nommerai entre autres S. Exc. M. le comte d'Arnim Boytzenburg, la véritable âme de ce Comité, S. A. le comte de Stolberg-Wernigerode, M. le professeur Langenbeck, qui me reçut fort amicalement et en vrai collègue, MM. les docteurs Wendt, chirurgien en chef de l'hospice militaire, Lauer, médecin ordinaire du roi, Bœger, Housselle, etc. Ce Comité, composé d'une vingtaine de membres, personnes d'une position sociale distinguée, publia vers le milieu de février 1864 un appel qui fut répandu dans tout le royaume, avec une traduction allemande des *Résolutions* de Genève, et il rattache lui-même son existence à l'initiative prise en Suisse. Nous apprécions hautement cette marque de noble sympathie pour notre œuvre. Ce n'est certes pas le moindre des honneurs pour nous, que de pouvoir revendiquer la paternité à l'égard d'un Comité aussi important, dans un aussi puissant royaume.

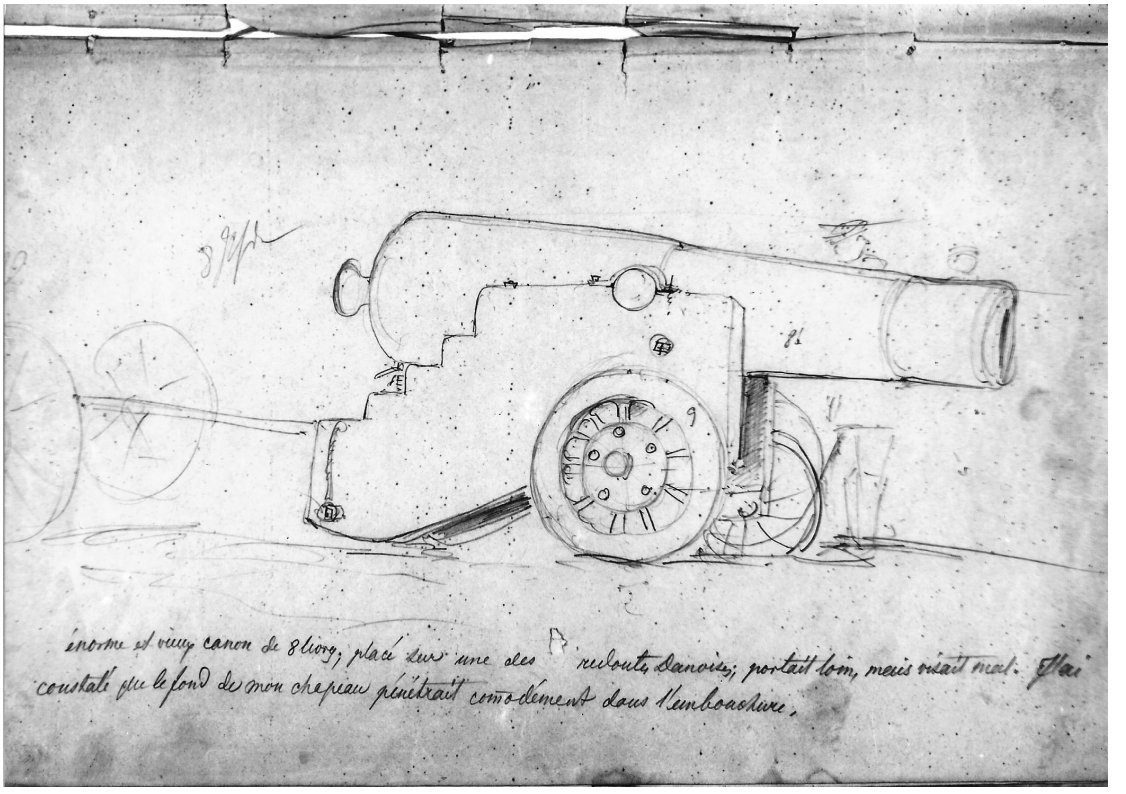
[2] Le nom du médecin-chef s'écrit d'habitude avec deux « n » finaux : « Lehmann ».

Le Comité de Berlin a répandu en Prusse une adresse motivée, demandant la formation de Comités provinciaux, et excitant la sympathie de la population pour la grande cause du soulagement à apporter aux blessés de la guerre. À la suite de ce chaleureux appel, il s'est formé entre autres à Magdebourg un grand comité provincial sous l'influence de M. le D[r] Lœffler, médecin principal et l'un des trois délégués du royaume de Prusse au Congrès de Genève. Le Comité de Berlin a tous les mardis une séance, présidée par S. A. le prince Henri XIII de Reuss.

Une bonne fortune m'attendait auprès de M. le comte d'Arnim, et cette circonstance exerça une influence décisive sur toute la suite de mon voyage : on annonça la visite du colonel de M***. Cet officier supérieur était délégué par le Comité sur le théâtre de la guerre, pour y inspecter les dons généreux et patriotiques qu'on y avait envoyés et qui s'étaient accumulés sans ordre à Kiel, à Rendsbourg, à Flensbourg, etc., et dont personne n'avait encore entrepris la répartition dans les hôpitaux et dans l'armée. Je fis connaissance avec cet officier en présence même du membre du Comité qui le déléguait. [...]

A propos d'indiscrétions commises dans les journaux, il y en a une que je dois mentionner ici, parce qu'on a souvent voulu en rendre responsable le Comité de Genève. Un journal avait carrément affirmé qu'à Flensbourg, faute de Comités bien constitués, les malheureux blessés n'avaient pas été relevés, et que, gisant ensanglantés dans les rues, les roues des chariots de l'artillerie leur avaient passé sur le corps ; qu'ensuite, faute de charpie, on avait dû panser les nombreuses victimes avec de la terre, du foin et de la paille (sic), et autres détails du même goût. Malheureusement, ces absurdités ont été reproduites par un grand nombre de journaux, et ainsi je me suis trouvé très-souvent dans le cas, non pas de les rectifier, cela n'était pas nécessaire, mais de répéter que le Comité de Genève n'était pour rien, absolument rien, dans la publication de ces niaiseries, qui ne pouvaient avoir été inventées que pour donner du vernis au tableau. On sait, en effet, qu'à Flensbourg on n'a pas brûlé une amorce. L'article susmentionné coïncidait, en outre, à peu près avec le moment où le maréchal Wrangel remerciait dans les journaux le public des dons innombrables en charpie, toile et autres objets, qui lui avaient été envoyés de divers pays, priant instamment ce même public de suspendre ces envois, au risque d'occasionner des encombrements forts incommodes.

* * *



Photographie d'un croquis de Louis Appia, pris lors de sa mission comme délégué du CICR dans les armées prussiennes et autrichiennes au Schleswig, en mars, avril et début mai 1864.

Bibliographie

***Aachener Zeitung*.** Aachen : Beaufort u. Meyer, 1849-1888. Disponible à l'adresse : https://www.deutsche-digitale-bibliothek.de/newspaper/2966756-2 [consulté le 31 juillet 2024].

APPIA, Louis, 1864. *Les blessés dans le Schleswig pendant la guerre de 1864 : rapport présenté au Comité international de Genève*. Genève : Impr. Jules Fick. Disponible à l'adresse : https://wellcomecollection.org/works/czjtg6ef [consulté le 29 juillet 2024]. Edition séparée du rapport du Dr Appia, qui a servi à établir le texte de l'annexe 12.

APPIA, Louis, 1864. « Rapport adressé au Comité international par M. le docteur Appia sur sa mission auprès de l'armée alliée dans le Schleswig ». In *Communication du Comité international faisant suite au compte rendu de la Conférence internationale de Genève*, p. 45-144. Genève : Impr. J. Fick. [Disponible à l'adresse https://wellcomecollection.org/works/mfhsxvxq/items?canvas=47 [consulté le 29 juillet 2024].

APPIA, Louis, 2018. *Die Verwundeten von Schleswig im Krieg von 1864* ; traduction par Rainer Schlösser ; « mit einem Beitrag von Roger Durand ». Munich : AVM Edition. (Beiträge zur Rotkreuzgeschichte, 1).

APPIA, Louis, 2018. *Louis Appia à Samuel Lehmann, mars-avril 1864 : le correspondant bernois du Comité de Genève* : Correspondance présentée par Patrick Bondallaz, préface par Roger Durand. Genève ; Berne : Société Henry Dunant : Croix-Rouge suisse. (Documents pour servir à l'histoire de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 6).

BUGNION, François, 2023. « Premier de cordée : la mission du docteur Louis Appia lors de la guerre du Schleswig, printemps 1864 ». In : DURAND, Roger (éd.), Louis Appia : *missionnaire de l'humanitaire : contributions pour le bicentenaire*, p. 123-157. Genève : Société Henry Dunant ; Munich : AVM edition. (Collection Henry Dunant, n°56).

Communication du Comité international faisant suite au compte rendu de la Conférence internationale de Genève. Genève : Fick, 1864.

DUNANT, Henry J., 2012. *Un souvenir de Solférino*. Reprod. de l'édition de 1862. Genève : Société Henry Dunant ; Comité international de la Croix-Rouge. (Documents pour servir à l'histoire de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 2)

DURAND, Roger (éd.), 2023. *Louis Appia : missionnaire de l'humanitaire : contributions pour le bicentenaire*. Genève : Société Henry Dunant ; Munich : AVM edition. (Collection Henry Dunant, n° 56)

PITTELOUD, Jean-François (éd.), 1999. *Procès-verbaux des séances du Comité international de la Croix-Rouge, février 1863-20 août 1914*. Genève : Société Henry Dunant ; Comité international de la Croix-Rouge. (Documents pour servir à l'histoire de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 1).

SCHLÖSSER, Rainer, 2023. « Louis Appia en Allemagne : traces écrites et lieux de mémoire ». In *Bulletin de la Société Henry Dunant*, n° 32, juillet 2021-février 2023. Genève : Société Henry Dunant.

SCHÖN, Volkmar (éd.), 2019. «*Auf nach Düppel*» - *erstmals Hilfe unter dem Zeichen des Roten Kreuzes : die Wurzeln des Roten Kreuzes in Hamburg*. Munich : AVM Edition. (Beiträge zur Rotkreuzgeschichte, 2).

SOCIÉTÉ HENRY DUNANT, 2018. « Bicentenaire de Louis Appia : numéro spécial ». *Bulletin de la Société Henry Dunant,* n° 27. Genève : Société Henry Dunant.

VAN DE VELDE, Charles, 1864. « Rapport adressé au Comité international par M. le capitaine Van de Velde sur sa mission auprès de l'armée danoise ». In *Communication du Comité international faisant suite au compte rendu de la Conférence internationale de Genève*, p. 145-187. Genève : Fick, 1864.

Sitographie

ARCHIVES FÉDÉRALES SUISSES, [sans date]. Publications officielles numérisées. *Archives fédérales suisses* [en ligne]. Disponible à l'adresse : https://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/setLanguage.do?lang=FR&currWebPage=searchHome [consulté le 25 juillet 2024].

DEUTSCHES ZEITUNGSPORTAL, [sans date]. Geschichte aus erster Hand: Entdecken Sie historische Zeitungen aus den Jahren 1671 bis 1994. *Deutsches Zeitungsportal* [en ligne]. Disponible à l'adresse : https://www.deutsche-digitale-biblithek.de/newspaper?lang=de[consultéle 25 juillet 2024].

DICTIONNAIRE HISTORIQUE DE LA SUISSE, [sans date]. Rechercher. *Dictionnaire historique de la Suisse* - DHS [en ligne] Disponible à l'adresse : https://hls-dhs-dss.ch/fr/ [consulté le 25 juillet 2024].

SOCIÉTÉ HENRY DUNANT, [sans date]. Publications. *Société Henry Dunant* [en ligne]. Disponible à l'adresse : https://shd.ch/publications/ [consulté le 25 juillet 2024].

* * *

Remerciements

La réalisation de ce volume complexe a sollicité l'expertise
et le dévouement de nombreuses personnes auxquelles les éditeurs
tiennent à exprimer leur vive gratitude :

Maria Grazia Baccolo, traductions vers l'italien
avec l'aide de Rodolfo Taiani

Fabrizio Bensi, archives du CICR

Monique Dunant, relecture d'épreuves

Françoise et Philippe Durand, relecture des épreuves

Nicolas Durand, traductions vers l'anglais

Nevart-Janik Kristensen, traductions vers le danois
avec l'aide d'Anders Bach Jensen

Natacha Mottas, graphiste et secrétaire

Daniel Palmieri, archiviste du CICR

Bertrand Pictet, trésorier de la Société Louis Appia

Olivier Pictet, scan de documents d'archives

Rainer Schlösser, traductions vers l'allemand

* * *

Imprimerie Prestige Graphique
CH-1228 Plan-les-Ouates
Secrétariat Natacha Mottas
Concept éditorial Roger Durand

Verlag u. Eigenthum v. D. M. Kanning, Hamburg

Zurückgeschlagener Ausfall der Dänen.
und Einnahme von Oster u. Wester Düppel,
durch die preufsischen Truppen am 17ten März 1864.

Mon cher petit Paul,

Regarde cette figure, elle t'expliquera un peu
où je suis et ce que je fais. Je m'occupe de
soigner des blessés et de leur procurer
un peu de soulagement à leurs vives douleurs.

Lettre de Louis Appia à son fils Paul, âgé de 8 ans, Kolding, Danemark, 9 avril 1864.

Les premières pages du premier rapport du premier délégué du CICR

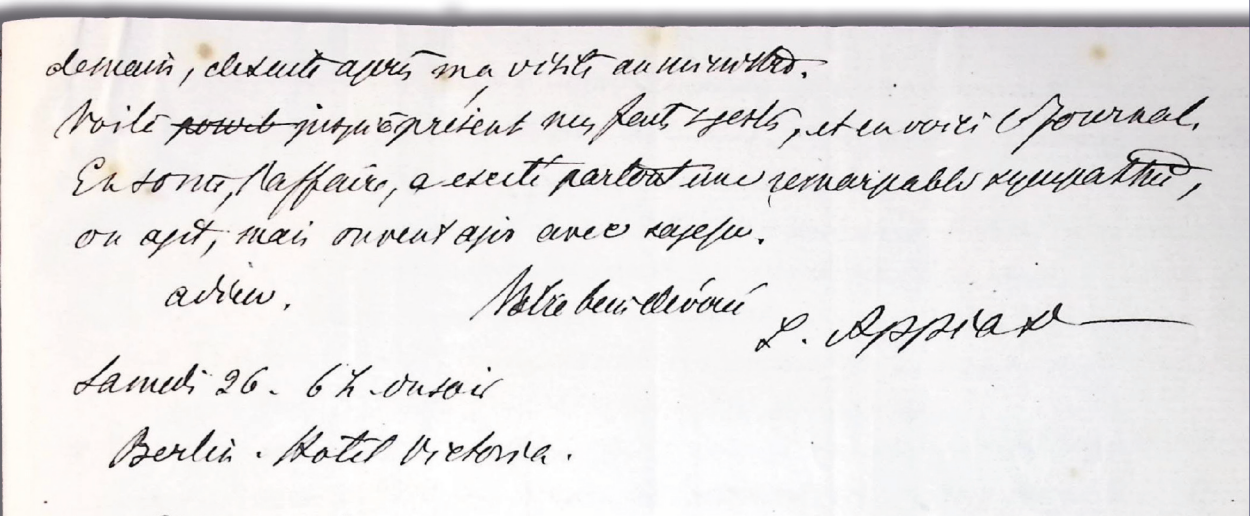
Le 1er février 1864, la Prusse et de l'Autriche attaquent le Danemark. La guerre des duchés du Schleswig-Holstein entre dans sa phase ultime.

Le tout jeune Comité international de la Croix-Rouge, fondé à Genève le 9 février un an plus tôt, envoie ses deux premiers délégués sur les champs de bataille : Louis Appia du côté germanique et Charles Van de Velde au Danemark.

Les rapports officiels de cette première mission ont été publiés, en juin 1864 déjà. Mais les notes spontanées et à usage interne, prises sur le terrain, étaient inconnues.

Mardi 22 mars 1864, Louis Appia part pour Berlin, avant de gagner le Schleswig où s'affrontent les armées. Lors de cette étape, il commence la rédaction de son *Journal*. Détail significatif : si le délégué adresse ses précieux feuillets à son épouse Anna pour échapper à la censure prussienne, en fait, il les destine exclusivement à son président Gustave Moynier auquel il recommande « de ne pas [les] prêter, n'en disant que ci et là de bouche ce que vous jugerez convenable ».

Ayant exhumé 23 lettres de Louis Appia, restées enfouies dans un coffre pendant 160 ans, nous sommes heureux d'en publier ici les premières pages, dans leur fraîcheur et leur contexte.



demain, de suite après ma visite au ministre.
Voilà ~~pour le~~ jusqu'à présent mes faits & gestes, et en voici le Journal.
En somme, l'affaire a excité partout une remarquable sympathie,
on agit, mais on veut agir avec sagesse.
adieu. Votre bien dévoué L. Appia

Samedi 26. 6 h. du soir
Berlin. Hotel Victoria.